

LE MONDE

DIMANCHE

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3.00 F

Algérie, 1,20 DA ; Maroc, 2 dir. ; Tunisie, 2 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 17 f. ; Canada, 22¢ ; Danemark, 22 kr. ; Espagne, 16 pes. ; France, 3 F. ; Grèce, 33 dr. ; Irlande, 125 r. ; Italie, 160 L. ; Japon, 220 ¥. ; Liban, 15 L. ; Pays-Bas, 1,20 f. ; Portugal, 20 esc. ; Royaume-Uni, 22 s. ; Suède, 3,75 kr. ; Suisse, 1,20 fr. ; U.S.A., 65¢ ; Venezuela, 27 bol.

Tarif des abonnements page 20

S. RUE DES ITALIENS
75002 PARIS CEDEX 02
C.C.P. 4207-23 PARIS
Tél. Paris 6 65672
Tél. 246-72-23

Coup d'État militaire au Libéria

Une lente dégradation

Le putsch de Monrovia est le résultat d'une lente dégradation de la situation politique au Libéria. Au début du mois dernier, le président William Tolbert, s'adressant au Parlement, affirmait que « le temps était venu d'une extrême rigueur » et annonçait que la loi serait appliquée « strictement et sans pitié ». Cette philosophie faisait suite à l'arrestation d'une cinquantaine d'opposants accusés de « sédition » et de « trahison ». Quelques jours plus tard, en effet, l'opposition avait directement engagé l'épreuve de force avec les autorités, le parti progressiste du peuple ayant lancé un appel à la grève générale « pour obtenir la démission du président Tolbert ».

Mais, en fait, l'origine de la tension est plus ancienne. En avril 1979 déjà, les forces de l'ordre avaient dû intervenir, car la population de Monrovia manifestait pour protester contre une hausse des prix du riz. Une quarantaine de personnes avaient alors été tuées.

Le développement d'un climat de contestation au Libéria avait d'abord surpris les observateurs étrangers. En effet, en succédant à William Tubman, qui avait exercé durant vingt-huit années le pouvoir sans aucun partage, M. William Tolbert avait donné le sentiment de vouloir libérer le régime. A l'antiquité et à l'arbitraire, il avait substitué le plus proche collaborateur pendant près de vingt ans, succédant un homme apparemment déboussolé. Ancien président de l'Alliance baptiste universelle, docteur en théologie, très attaché à son aura d'homme d'Eglise, le président Tolbert donnait une image d'austérité et de paternalisme qui n'était pas pour déplaire à ses compatriotes. Il abaisse l'âge de l'électorat de vingt et un à dix-huit ans, augmente le nombre des députés à la Chambre des représentants, diminue ou supprime les impôts, autant d'éléments qui contribuent à assaillir sa popularité.

De même, reprenant le rôle de médiateur et de porte-parole de l'Afrique moderne qu'avait exercé avec beaucoup d'habileté le président Tubman, M. Tolbert est parvenu à donner de lui l'image d'un diplomate habile. Dès 1974, il se rangeait au côté du président ivoirien Félix Houphouët-Boigny à la pointe du combat pour l'établissement d'un dialogue entre dirigeants sud-africains et gouvernements de l'Afrique noire indépendante. En 1978, il était, avec le président Eyadéma de Togo, le principal artisan de la difficile réconciliation entre la Guinée d'une part, le Sénégal et Côte-d'Ivoire, d'autre part. Il y a quelques jours encore, en tant que président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, il lançait, toujours avec le président Eyadéma, un appel à l'arrêt des combats au Tchad.

Cependant, pas plus que son prédécesseur, le président Tolbert n'avait pu parvenir à dissiper les impatiences ou à apaiser les appétits. Dès mars 1979, en effet, il avait dû faire face à une première conspiration qui aboutit alors à l'arrestation de M. Prince Brown, vice-ministre de la défense, et à celle de plusieurs officiers. William Tubman lui-même, en dépit du record de longévité politique qu'il parvint à établir, ou à cause de ce record, fut lui-même à faire face à plus d'une demi-douzaine de tentatives d'assassinat. Mais alors que William Tubman pouvait gérer son pays comme un bien familial, sans avoir à tenir compte de l'environnement international, son successeur a été aujourd'hui contraint de prendre étroitement en considération tout ce qui se passe dans les capitales des Etats voisins.

Dès lors, comment les tensions qui persistent au Mali par exemple, ou les désordres qui, le mois dernier, eurent lieu au Sierra-Leone, n'auraient-ils point été de répercussions au Libéria ?

- Le président Tolbert aurait été assassiné
- Le chef des putschistes est un sous-officier

Un coup d'Etat militaire a renversé à Monrovia, dans la nuit du vendredi 11 au samedi 12 avril, le régime du président Tolbert, au Libéria. Un porte-parole de l'armée a annoncé le succès de l'opération dans un communiqué diffusé par Radio-Monrovia en début de matinée.

Selon la radio nationale, le chef de l'Etat a été assassiné par les putschistes. Toutefois, le département d'Etat américain, qui a fait état de l'événement, assure que le sort du président Tolbert lui est inconnu. Tous les membres du seul parti d'opposition — Progressive People Party (P.P.P.) qui étaient détenus pour « trahison et sédition » depuis l'interdiction de cette formation le 19 mars dernier — ont été libérés par les nouveaux dirigeants.

Selon le texte diffusé par la radio libérienne, les auteurs du coup de force sont des « membres de la garde nationale menés par le sergent-chef Samuel K. Doe » qui se réclament de la « lutte contre la corruption ».

Un membre des services de sécurité de la présidence, cité par l'Agence France-Presse, a assuré que M. William Tolbert avait été tué par les mutins dans la nuit, vers 1 h. 30 GMT ; le commandant en chef de la garde aurait été également tué. Toutefois, ces informations ne sont pas confirmées. Toujours selon l'A.F.P., la foule a envahi les rues, ce samedi matin, et elle acclame les auteurs du coup d'Etat. Des rafales d'armes automatiques sont tirées ici et là, mais il ne semble pas qu'il s'agisse d'opérations pour réduire des foyers de résistance. Des soldats tiennent, en effet, en l'air pour manifester leur allégeance.

Le président Tolbert est le président en exercice de l'O.U.A. (Organisation de l'unité africaine) qui, tenant ses dernières assises à Monrovia, a, comme à l'accoutumée, porté à sa tête le chef de l'Etat du pays hôte. C'est à ce titre que le président libérien a joué tout récemment, un rôle dans les tentatives de règlement négocié au Tchad, lançant un appel aux factions en conflit.

Dans le cadre de cette tentative de médiation, il a reçu récemment le secrétaire général de l'Organisation panafricaine avant que celui-ci ne parte pour Ndjamena (le Monde du 10 avril).

Le président Tolbert, né en 1913 à Bensonville, était docteur en droit et pasteur de l'Eglise méthodiste. Il avait été porté, en 1965, à la présidence de l'Alliance baptiste mondiale pour l'Afrique. Il avait commencé sa carrière professionnelle en 1935 comme fonctionnaire au ministère des finances. Elu en 1943 représentant de sa région natale au Parlement, il était devenu vice-président de la République en 1951, et constamment réélu jusqu'à son accession à la magistrature suprême. A ce titre, il avait représenté le président Tubman au couronnement de la reine Elizabeth II.

Une manifestation anti-américaine d'une ampleur sans précédent s'est déroulée à Téhéran

Alors que se déroulait à Téhéran la manifestation anti-américaine, d'une ampleur sans précédent, dont rend compte notre envoyé spécial, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Powell, a déclaré, vendredi soir 11 avril, que le président Carter envisageait de « nouvelles mesures de rétorsion » contre l'Iran, afin d'obtenir la libération des otages américains retenus à Téhéran, avant de songer à entreprendre « une forme quelconque d'action militaire, même non violente ». Samedi, en début d'après-midi, Radio-Téhéran a annoncé que le gouvernement iranien avait décidé d'autoriser « une organisation respectée internationalement » à rendre visite aux otages.

A Tripoli, où devait se réunir, ce samedi après-midi, le sommet du Front de la liberté (Libye, Algérie, Syrie, Sud-Yémen et O.L.P.), le colonel Kadhafi a adressé aux présidents Bani Sadr (Iran) et Saddam Hussein (Irak) des télégrammes leur proposant ses bons offices pour résoudre la crise irako-iranienne. Vendredi, M. Bani Sadr avait adressé un avertissement à Bagdad, affirmant que l'armée iranienne exercerait son droit de poursuite en cas d'attaque de l'Irak. A Bagdad, M. Naim Haddad, membre du conseil de commandement de la révolution, a indiqué que l'Irak avait expulsé au cours de ces derniers jours quelque cinq mille sept cents iraniens et comptait en expulser un total de vingt mille dans les deux semaines à venir.

De notre envoyé spécial

Téhéran. — Force est de constater que le calme olympien avec lequel les Iraniens avaient accueilli, mardi, les sanctions américaines n'était dû ni à l'indifférence ni à la peur, comme on avait pu alors le supposer (le Monde du 10 avril). Les millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui ont manifesté dans l'ensemble du pays le vendredi 11 avril, l'enthousiasme, la ferveur militante dont ils ont témoigné ont fourni la preuve du contraire : le mouvement populaire qui avait conduit à la chute du régime impérial a pris un nouvel élan. Les observateurs occidentaux sont quasi unanimes pour estimer que Téhéran a vraisemblablement connu, vendredi, la manifestation politique la plus importante depuis celle qui avait accueilli, en février 1979, le retour de l'imam Khomeiny.

ERIC ROULEAU.

(Lire la suite page 2.)

Un entretien avec le président du Venezuela

« Je crois aux vertus d'un dialogue entre les pays développés de niveau moyen et les pays en voie de développement »

« a déclaré M. Herrera Campins avant sa visite officielle en France »

(Lire pages 5 à 10 le texte de l'interview du chef de l'Etat et notre supplément sur le Venezuela.)

Un bon anniversaire pour M. Barre

M. Raymond Barre se propose de répondre, à l'occasion d'une interview que doit publier au début de la semaine « le Progrès de Lyon », aux commentaires que suscite l'évolution de la situation économique, et notamment la nouvelle poussée d'inflation.

A l'Hotel Maligou, on rappelle les dernières déclarations du chef du gouvernement, qui indiquait, le 21 mars, aux membres du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale : « Nous connaissons la politique gouvernementale continue de fournir à l'opposition, au R.P.R. et à bon nombre de citoyens — ainsi que les confirment les sondages — divers sujets de mécontentement. M. Raymond Barre est personnellement fondé à avoir, le 12 avril 1980 — jour de son cinquante-cinquième anniversaire — au moins un sujet de satisfaction : voilà bien six mois que personne ne pronostiquait plus son départ de l'Hotel Maligou. Le fait est assez inhabituel pour qu'on s'y arrête. »

Dans l'entourage du premier ministre, où la prudence est pour-

trons dans les premiers mois de cette année des indices de prix élevés [...]. Cela est inévitable et doit être accueilli avec sang-froid. Le premier ministre, qui s'est déclaré « décidé à faire preuve, en 1980, de la plus grande vigilance afin de combattre la hausse des prix », estime que, « avec sa politique monétaire et budgétaire, le gouvernement dispose de moyens efficaces pour assurer la maîtrise de l'inflation ».

par ALAIN ROLLAT

tant souveraine, on s'entendait à ne pas contester que M. Barre possédait désormais l'assurance de demeurer en fonction jusqu'à l'échéance présidentielle de 1981. Le R.P.R. lui-même s'est résigné à cette perspective. « Nous avions écrit, il y a bien longtemps déjà, qu'à l'approche de l'élection présidentielle, le régime de la République s'échangerait M. Desjardins, spécialiste de la purge,

contre un petit marquis enrobé de rose », écrivait Pierre Charpy dans la Lettre de la Nation du 24 mars. « La purge n'en finissant pas le changement n'apparaît plus guère possible et c'est sur la robe noire du marquis de châtreaux que le président de la République accroche des rubans roses », ajoutait l'éditorialiste du mouvement gaulliste en commentant le relèvement du taux d'intérêt de l'épargne décidé à l'Elysee.

(Lire la suite page 13.)

AU JOUR LE JOUR

CHOIX

Les pays européens ne sont pas des alliés sûrs puisqu'ils refusent de choisir : c'est ce que nous dit M. Carter quand il déclare : « Ils demandent de l'aide, mais rejettent les ingérences. Ils demandent à être compris, mais refusent de comprendre. »

Faces aux problèmes que pose l'Irak, est vrai, en tout cas, que les pays d'Europe ne semblent pas vouloir choisir, puisque, dans un premier temps, ils demandent à M. Bani Sadr quand il compte libérer les otages, pour, ensuite, arrêter leur position « en fonction de la réponse qu'ils obtiendront ».

« Choisir de ne pas choisir, c'est encore choisir », dit Jean-Paul Sartre, et le paradoxe, en l'occurrence, pourrait bien être que l'Europe, en ne choisissant pas, amène les Etats-Unis à choisir de rétablir d'elles, ce qui force probablement les pays européens à créer une véritable Europe... sans l'avoir vraiment choisie.

MICHEL CASTE.

LES SUCCÈS DU GROUPE POLICE

Une attitude rock

Tout juste connu par le seul public spécialisé à l'aube des années 80, en l'espace de cinq mois Police a vendu en France près de trois cent mille exemplaires de son second album, Regatta de Blanc. Il y a un an, le trio anglais jouait au Bataclan devant deux cents personnes, il effectue actuellement une tournée qui se déroule à guichets fermés. Lyon, Montpellier, Paris, une semaine après la mise en place de la billetterie, on ne trouvait plus une place à acheter. Les Etats-Unis, l'Angleterre, l'Europe, le Japon ont déjà plebiscité le groupe ; l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Inde, la Thaïlande, l'Egypte vont être visitées.

Les trois musiciens rythment les mouvements, lancent les images, suscitent dans le public un phénomène de mimétisme et de fétichisme. Ils jouent la musique populaire d'aujourd'hui. Toutes références gardées, Police est aux Beatles ce que le Clash est aux Rolling Stones. C'est le résultat cohérent de la cassure occasionnée par l'explosion punk, qui a permis le renouveau du rock de son expression. La new-wave commence aujourd'hui à en récolter les fruits, le marché discographique

change de visage, et en gagnant un caractère d'universalité, les compositions de Police remplacent celles des apôtres de la musique de grande consommation.

ALAIN WAIS.

(Lire la suite page 17.)

SHERLOCK HOLMES
ATTAQUE L'ORIENT-EXPRESS

UN FILM DE HERBERT ROSS

16 AVRIL

Lundi 14 avril

COURSES A ENGHEN

Une belle réunion de printemps

PRIX DE L'ATLANTIQUE

départ à l'autostart
International trot attelé
2.150 mètres

350.000 F AU GAGNANT

Le Monde

étranger

PROCHE-ORIENT

LA CRISE ENTRE WASHINGTON ET TÉHÉRAN

L'Iran invite les alliés des États-Unis à « ne pas suivre leurs directives »

Les prochaines mesures de rétorsion que les États-Unis envisagent de prendre contre l'Iran ne seront « pas nécessairement » d'ordre militaire, a déclaré, vendredi 11 avril, M. Powell, porte-parole de la Maison Blanche.

M. Powell a laissé entendre que les États-Unis n'avaient pas l'intention de s'interdire toute nouvelle possibilité de discussion avec les autorités iraniennes, même si Washington fait preuve désormais d'un « haut degré de scepticisme ». Il a ajouté : « Même si personne ne nous aide, les mesures que nous envisageons de prendre auront un impact certain. Nous n'avons pas épuisé toutes nos possi-

bilites de sanctions politiques et économiques ». A ce propos, l'un des porte-paroles du département d'Etat a qualifié d'« utile » un éditorial du « Washington Post » critiquant sévèrement les « tergiversations » des alliés des États-Unis, notamment les pays de la C.E.E. et le Japon. « Il semble, écrit le journal, que les États-Unis appliquent des sanctions diplomatiques et économiques contre l'Iran comme une demande urgente, mais une demande de routine. »

● A TEHÉRAN, les ambassadeurs des Neuf devaient être reçus ce samedi par

le chef d'Etat, M. Bani Sadr, pour lui transmettre le texte de la déclaration de la C.E.E. de Lisbonne demandant la libération des otages. La veille, recevant les ambassadeurs des neuf pays de la C.E.E., ainsi que les représentants du Japon, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, le chef de la diplomatie iranienne, M. Gholbzadeh, les avait invités à « garder présents à l'esprit les intérêts de leurs propres pays » et à ne pas suivre les « directives américaines ».

● A MADRID, le gouvernement a annoncé que son ambassadeur à Téhéran avait été rappelé en consultation.

Manifestation anti-américaine

(Suite de la première page).

Le mouvement, naguère dirigé essentiellement contre l'autocratie, a pris un contenu résolument nationaliste. Toutes les rancœurs accumulées contre le comportement antécédent en Iran pendant un quart de siècle se sont exprimées, vendredi, à travers les slogans scandés, les banderoles déployées, les longues ovations avec lesquelles des centaines de milliers de personnes, debout et le poing levé, ont accueilli les allocutions prononcées par des dirigeants à l'université de Téhéran. Ceux qui n'ont pas pu assister à cette réunion faite de place, écoutaient les discours retransmis par haut-parleurs dans les principales avenues. Envahie par d'immenses foules compactes, une bonne partie de la ville a été paralysée pendant plusieurs heures.

L'ampleur exceptionnelle du rassemblement s'explique entre autres par son caractère unitaire. La manifestation, organisée sous les auspices du président de la République et du Conseil de la révolution, a regroupé les partisans de toutes les formations, islamiques, laïques ou marxistes, qui étaient convenues de ne pas faire étalage de leurs divergences. A quelques exceptions près, les manifestants n'arboraient aucun signe distinctif de l'organisation à laquelle ils appartenaient, et scandaient les mêmes slogans, déterminés à l'avance et acceptables pour toutes les tendances. Ainsi, seuls « l'imperialisme américain » et ses « agents », les présidents Sadat, Begin et Saddam Hussein (le chef de l'Etat irakien) ont été copieusement conspués.

C'est une seconde révolution, plus grandiose que la première, qui est en cours, a-t-il été proclamé par le président Khomeiny, membre du Conseil de la révolution au cours de son allocution à l'université de Téhéran. « Ce combat se porte à corps avec l'imperialisme américain qui a commencé le 4 novembre dernier, jour de l'occupation de l'ambassade des États-Unis par les étudiants islamiques », a-t-il soutenu, s'étendant sur les pays du Proche-Orient, en Afrique du Nord et à l'ensemble du monde musulman. En infligeant des sanctions à l'Iran, a-t-il encore l'ayatollah Khomeiny, la « cinquième colonne » aux États-Unis a enfin montré le « visage hideux » d'une superpuissance, qui a « massacré des centaines de milliers de Vietnamiens » et qui n'a cessé de « piller les ressources d'autrui en entretenant les dictatures les plus sanguinaires de la terre ». Rarément les Iraniens avaient entendu un discours aussi violemment anti-américain.

Le président Bani Sadr a pour sa part galvanisé ses auditeurs en appelant le peuple à se mobiliser pour défendre la « patrie en danger ». Sa cible a été moins les États-Unis que leurs « marionnettes », les « fascistes rouges » au pouvoir à Bagdad, accusés de saboter les installations pétrolières, de fournir des armes aux insurgés kurdes et de violer les frontières iraniennes. Le peuple iranien, a déclaré le chef de l'Etat, a élevé

La démarche des Neuf

M. Bani Sadr a abordé à la fin de son allocution une question qui lui tient à cœur. « On m'accuse, a-t-il déclaré avec une amertume évidente, de chercher à rompre l'impasse des États-Unis et de l'I.R.I.S.S. par celle de l'Europe et du Japon. Ces derniers, cependant, n'ont pas les moyens de jouer le rôle de superpuissance et sont, de surcroît, soumis à la domination américaine. Je souhaite qu'ils puissent s'en dégarer. Autrement il va de soi que nous cessons de commercer avec les pays qui ne voudront pas suivre une politique indépendante des États-Unis. » L'ayatollah Khomeiny a été à cet égard plus menaçant. Il a averti les États qu'il « infligerait des dommages » à l'Iran qu'ils seraient privés non seulement du pétrole iranien, mais encore de celui produit par les autres pays du Golfe. « Nous avons les moyens de fermer les robinets du pétrole partout au Proche-Orient », a-t-il ajouté en se référant à la solidarité avec la révolution islamique qui anime, selon lui, les ouvriers de la région.

Les ambassadeurs des pays de la Communauté européenne devaient, ce samedi matin 12 avril, entreprendre une démarche collective auprès du président Bani Sadr en faveur des otages américains. Les représentants des Neuf demandent au chef de l'Etat d'indiquer la date même approximative à laquelle les captifs seraient libérés. La requête n'a d'autre objectif que d'accroître la pression sur le gouvernement de Téhéran. Annonce-t-elle des mesures plus concrètes qui traitent dans le sens des sanctions décrétées par les États-Unis ? Les autorités iraniennes le craignent. D'autant que la plupart, sinon tous les États membres de l'O.E.C. (Organisation des États américains), s'approprient, dit-on, la rupture de relations avec Téhéran.

ERIC ROULEAU.

Tokyo tente de satisfaire les deux parties en litige par des déclarations ambiguës

De notre correspondant

Tokyo. — Soumis, comme les autres alliés des États-Unis, à des pressions de Washington pour épauler la politique américaine vis-à-vis de l'Iran, le Japon a décidé de mener de concert avec les pays européens une campagne diplomatique en vue de la libération des otages. « Nous sommes en train d'étudier ce que nous pouvons faire pour assurer notre responsabilité en tant que membre de la communauté internationale », a déclaré, vendredi 11 avril, M. Okita, ministre des affaires étrangères. Dans le court texte qu'a lu le ministre, il est précisé : « Le gouvernement japonais prendra des mesures en commun avec les neuf pays de la Communauté européenne dans le but de la libération des otages par les ministres des affaires étrangères européens réunis à Lisbonne ».

Le Japon a annoncé le rappel de son ambassadeur à Téhéran pour « consultation ». Celui-ci regagnera Tokyo dès qu'il aura obtenu une réponse précise du président Bani Sadr concernant le sort des otages. Commentant cette décision, M. Okita a précisé qu'elle ne devait pas être interprétée comme une sanction contre l'Iran.

Quant à de futures mesures contre l'Iran, M. Okita s'est contenté d'indiquer que « si, fondamentalement, le Japon agitait dans la même direction que les pays européens, cela ne signifiait pas à cent pour cent qu'il prendrait des mesures identiques à celles décidées par ces derniers ». Les déclarations du ministre n'ont pas été exemptes d'ambiguïté. Il a dit, par exemple : « L'Iran est un pays ami du Japon, mais depuis la prise d'otages il n'est plus complètement un ami du Japon ». On enregistre : « Le pétrole est une question vitale pour le Japon. Mais si d'autres questions vitales se posent au Japon, nous devons aussi penser à donner une réponse à ces questions ». Plus tard, le ministre des affaires étrangères précisait que « les autres questions vitales » pour le Japon étaient les relations avec les États-Unis.

La conférence de presse de M. Okita était essentiellement destinée à redresser les interprétations « complètement erronées » a-t-il déclaré, de la presse étrangère, notamment américaine, selon lesquelles le Japon ne serait pas prêt à sacrifier ses approvisionnements en pétrole pour appuyer la position des États-Unis. On doit noter à ce sujet qu'au cours des trois derniers jours, les déclarations des autorités japonaises avaient été

M. FRANÇOIS-PONCET : nous entreprenons les actions qui nous paraissent le plus utiles.

Lisbonne (A.F.P.). — Le soul de la France « a toujours été d'entreprendre les actions le plus utiles possible pour amener la libération des otages américains de Téhéran », a déclaré, vendredi 11 avril à Lisbonne, M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères, au lendemain de la réunion du Conseil de l'Europe.

Dans une interview accordée à des journalistes français et portugais, il a indiqué que les positions françaises et européennes sur le conflit qui oppose les États-Unis à l'Iran étaient « exemptes d'ambiguïtés ». « Nous avons toujours condamné la prise d'otages », a-t-il dit, « et nous entreprenons les actions qui nous paraissent le plus utiles » pour amener à leur libération.

Le ministre a indiqué que la France répondrait au mémorandum américain (demandant aux partenaires des États-Unis de s'associer à des sanctions contre l'Iran) mais n'a pas précisé dans quel délai.

Bonn s'inquiète des éventuelles « révisions déchirantes » de M. Carter à l'égard de l'Europe

De notre correspondant

Bonn. — La République fédérale se voit placée par la crise iranienne dans une situation extrêmement délicate. Si la solidarité avec les États-Unis reste un principe fondamental, les dirigeants de la R.F.A. sont de plus en plus enclins depuis quelques années à défendre ce qu'ils considèrent comme leurs intérêts propres et ceux de la Communauté européenne. On redoute aujourd'hui que ces deux axes de la politique ouest-allemande ne soient devenus inconciliables. Les Américains, en effet, ne se satisfont plus de ce qu'ils appellent une solidarité purement « rhétorique ».

Après les derniers propos du président Carter, on a le sentiment, à Bonn, que le chef de la Maison Blanche entend cette fois placer les Européens au pied du mur. On craint d'autre part que le refus de s'associer aux mesures américaines contre l'Iran ne fasse perdre aux alliés des États-Unis toute influence sur Washington. Le chancelier Schmidt a été jusqu'à affirmer qu'on ne pouvait considérer comme un allié par l'Europe la situation de l'Europe en 1974. Après l'attentat de Sarajevo, aucune puissance ne souhaitait la guerre mais aucune n'était en mesure de comprendre les intérêts des autres.

Philippe PONS.

Téhéran demande à Moscou de ne plus livrer d'armes à l'Irak

De notre correspondant

Moscou. — Au cours d'un entretien avec quelques journalistes occidentaux et soviétiques, M. Mohamed Mokri, ambassadeur d'Iran à Moscou, a déclaré qu'il avait l'intention de demander à l'U.R.S.S. de suspendre ses livraisons d'armes et de matériel militaire à l'Irak. Après avoir condamné les récentes décisions de M. Carter, M. Mokri s'en est pris en termes très vifs au président irakien Saddam Hussein, l'accusant d'être au service de l'imperialisme et de suivre la voie de la militarisation. Il a affirmé que l'aide militaire reçue par Bagdad au titre du traité d'amitié et de coopération entre l'I.R.I.S.S. et l'Irak n'était pas utilisée contre Israël pour aider les Palestiniens, mais contre la révolution iranienne. « Les États-Unis veulent ouvrir un deuxième front sur la frontière occidentale de l'Iran, avec l'aide de l'Irak », a déclaré le diplomate.

La demande sera présentée officiellement au gouvernement soviétique « en temps voulu ». « C'est une demande amicale, et nous espérons qu'elle sera comprise par nos amis soviétiques », a ajouté M. Mokri. Au cas où elle ne serait pas acceptée au Conseil de la révolution d'Iran, les conséquences de l'ambassadeur à déclaré que la révolution iranienne était indépendante et qu'en cas de besoin elle s'adresserait à « tous ses amis », à l'Ouest comme à l'Est. Il a noté qu'il existait entre l'Iran et l'U.R.S.S. des relations d'amitié et de bon voisinage et qu'il n'y avait aucune raison qu'il en fût autrement.

M. Mokri nous a précisé que, si l'U.R.S.S. acceptait le prix proposé par Téhéran, les livraisons de gaz reprendraient immédiatement. (L'Iran exige 3,83 dollars le million de B.T.U. (1) contre 70 cents auparavant.) La question d'une augmentation des prix avait été posée par l'ambassadeur des États-Unis à Téhéran, M. Powell, le 10 avril. L'Iran veut « vendre son gaz à tout le monde », au prix international, et ne veut pas consentir de rabais comme le faisait le chah « pour acheter le silence de certains pays ».

Tass, qui avait deux représentants à cet entretien, a passé sous silence les attaques de M. Mokri contre le régime irakien et la demande de suspension des livraisons d'armes. Tass fait bien allusion à un « support des Américains » au Proche-Orient mais il s'agit du président Sadat.

M. Mokri a présenté l'U.R.S.S. comme montrant une prudence dans le différend qui oppose Téhéran à Bagdad. Cependant, les relations soviéto-iraniennes ne sont pas très bonnes, Moscou soutenant pleinement le régime irakien et s'inquiétant périodiquement des difficultés auxquelles est confronté le parti communiste irakien. Le huitième anniversaire du traité d'amitié et de coopération soviéto-irakien, signé en avril 1972, a été célébré avec une grande réception par la presse soviétique. Cependant, de 1973 à 1978, l'U.R.S.S. avait fourni à l'Irak des armes et du matériel militaire pour un montant de 1,5 milliard de dollars. Elle s'était encore engagée à « renforcer la capacité défensive de l'Irak » pendant la visite de la Sadat Hussein à Moscou en décembre 1978.

DANIEL VERNET.

(1) British Thermal Unit = 222 calories.

PARIS « NE PEUT QUE DÉPLO- RER » L'ACTION DES FORCES ISRAÏELIENNES AU SUD-LIBAN

Le Quai d'Orsay a critiqué, vendredi 11 avril, l'opération militaire israélienne au sud du Liban, mais a saisi le Conseil de sécurité des Nations unies. « Plusieurs incidents ont opposé vendredi des miliciens chrétiens appuyés par les forces israéliennes à des éléments de l'O.N.U. Cinq « casques bleus » irlandais ont été « enlevés » pendant quelques heures à Mshabed, dans le secteur central, et un officier norvégien a été désarmé. Près du village d'Al-Tirek, les milices du commandant Haddad ont ouvert le feu à la mitrailleuse lourde sur deux jeeps à bord desquelles se trouvaient le chef adjoint de la FINUL, le général norvégien Nielsen, et le commandant du bataillon irlandais, sans faire de blessés.

À la suite de l'action militaire israélienne, le gouvernement libanais a saisi le Conseil de sécurité des Nations unies. « Plusieurs incidents ont opposé vendredi des miliciens chrétiens appuyés par les forces israéliennes à des éléments de l'O.N.U. Cinq « casques bleus » irlandais ont été « enlevés » pendant quelques heures à Mshabed, dans le secteur central, et un officier norvégien a été désarmé. Près du village d'Al-Tirek, les milices du commandant Haddad ont ouvert le feu à la mitrailleuse lourde sur deux jeeps à bord desquelles se trouvaient le chef adjoint de la FINUL, le général norvégien Nielsen, et le commandant du bataillon irlandais, sans faire de blessés.

Dans la soirée, cependant, un communiqué du porte-parole militaire israélien annonçait que l'armée « avait commencé le retrait du Sud-Liban de celles de ses forces qui avaient terminé leur mission ». Au préalable, le général Wetzen, ministre de la défense, avait souligné que la présence israélienne au Sud-Liban ne serait que « temporaire ».

Le général Mohamed Lotfi Chabara vient d'être nommé commandant en chef des forces armées égyptiennes en remplacement du général Chaker Abdel-Nemr, décédé dimanche d'une attaque cardiaque. Le général Mohamed Abdel Hamid El-Sayid a été nommé chef d'état-major de l'armée de l'air. — (A.F.P.)

BEETHOVEN PAR VICTOR HUGO

Victor Hugo a reçu notre envoyé spécial à Guernessey. Il lui a parlé de la musique française, de l'âme, de Beethoven. Pas un seul mot de cet entretien imaginaire qui ne soit authentique. Et aussi les synthétiseurs, Aznavour, le piano, les concerts, les disques...

Le Monde de la MUSIQUE

CHAQUE MOIS TOUTES LES MUSIQUES, DE TOUS LES PAYS, DE TOUS LES TEMPS.

Tchad
Bissent Habré est de plus en plus...

Yuri
L'Égypte en cassation des...
du procès de Nafsa...

Yuri
L'Égypte en cassation des...
du procès de Nafsa...

صكنا من الاصل

TEHERAN

manifestation de l'opposition

AFRIQUE

Tchad

Tandis que N'Djamena s'installe dans la guerre d'usure
M. Hissène Habré est de plus en plus isolé

De notre envoyée spéciale

N'Djamena. — La capitale du Tchad s'installe dans une guerre d'usure et l'on voit mal comment les observations de la commission de contrôle du défunt cesse-le-feu pourront s'y opposer. Les Français et les Français sont d'ailleurs toujours seuls sur place, leurs collègues libyens, nigériens et camerounais n'ayant pas encore trouvé le moyen de parvenir à N'Djamena.

Trois jours après l'entrée en vigueur officielle du cesse-le-feu, le colonel Kamougue, dont les troupes sont toujours stationnées à quelques kilomètres au-delà du pont de Chagoua qui commande l'entrée sud de la ville, a intensifié sa pression et bombardé au mortier les positions tenues par les forces armées du Nord de M. Hissène Habré. Celles-ci ont eu de très nombreuses victimes, et plus de cent blessés ont été accueillis dans la nuit du mercredi à jeudi dans l'ancienne université de N'Djamena, transformée en hôpital par le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.), qu'assistent trois représentants de Médecins sans frontières. Les blessés les plus gravement atteints ont été évacués en hélicoptère vers le Cameroun où ils ont été pris en main par l'établissement militaire médical d'intervention rapide (I.M.I.R.). Les troupes de M. Hissène Habré auraient cependant repoussé une nouvelle fois une tentative d'infiltration des forces françaises en faisant de nombreux prisonniers. Simple coup de semonce ou véritable attaque concertée, il est encore trop tôt pour se prononcer sur la signification de cette entrée en force dans la bataille des troupes du colonel Kamougue.

« Aller jusqu'au bout... »

Certaine, le temps travaille contre M. Hissène Habré, isolé politiquement, il est soumis militairement à des pressions de plus en plus intenses, et ses tentatives sont baroques au point de la ville par les partisans de M. Ayl Ahmed. Cette situation n'encourage pas ses adversaires à compromettre M. Hissène Habré, représentant du ministre de la Justice, le dit clairement : « Le gouvernement a la conviction profonde que toute trêve est favorable à Hissène Habré. Aujourd'hui, nous voulons la paix pour limiter le nombre de morts, mais il n'est pas question d'accepter les demandes d'un homme qui a été si gravement blessé par balles vendredi 11 avril, et qui cherche une brèche pour en sortir. Le gouvernement veut aller jusqu'au bout. »

C'est le même discours que nous tient M. Mahamat Abbas (Front populaire de libération pro-libyen) : « Toute trêve donne à Hissène Habré une nouvelle occasion de se préparer au combat. Les combattants ne veulent plus le cesse-le-feu. Ils veulent en finir. »

De quel côté, aucun doute. De quel côté, aucune certitude. Les combats ont lieu jusqu'au bout. C'est le président Goukouni, chef de l'Etat, qui a signé le cesse-le-feu, mais pas le dirigeant du Front uni, nous dit l'un des dissidents, les deux fonctions de son chef.

A N'Djamena et dans le centre de la ville européenne, où les combats à l'arme automatique ont cessé, la situation est tendue. La situation demeure très dangereuse et souvent impossible. En effet, pour se déplacer sans trop de risques dans la partie européenne de la ville contrôlée par la grande majorité par les Forces armées populaires (FAP) du président Goukouni et ses alliés, il faut s'attendre à être contrôlé par la présidence. Celui-ci est censé faire céder la méfiance des combattants qui ont dressé des « barrières » à chaque coin de rue. Les discussions sont parfois longues, et l'autonomie des guerriers étant presque totale, à chaque barrage le « guide » doit expliquer patiemment ce que veut faire ces Français, en convoi, font le trajet de la base militaire à la ville. La plupart y vont pour leur travail, comme les techniciens de la Société tchadienne de l'électricité et des eaux, qui assurent toujours la distribution d'électricité à N'Djamena, ou pour tenter de récupérer quelques affaires dans leurs maisons précipitamment abandonnées. De ce côté-là, l'espionnage est souvent de corvée dure. Dans le centre, les maisons ont été pratiquement toutes « visitées » et le vandalisme est systématique. Les « cases » ne sont pas seulement pillées, tout y a été cassé, renversé, déchiré, piétiné.

Les diplomates étrangers, revenus aux nouvelles de l'annonce du cesse-le-feu, sont bien vite repartis dans l'attente de jours meilleurs dont personne ici n'ose prédire l'avènement.

Un chirurgien, M. Jean-Claude Labbé, appartenant à l'équipe des Médecins sans frontières de l'hôpital central de N'Djamena, a été légèrement blessé par balles vendredi 11 avril, alors qu'il se baignait dans le fleuve Chari. — (A.F.P.)

FRANÇOISE CHIPAUX.

Tunisie

LE POURVOI EN CASSATION DES CONDAMNÉS A MORT DU PROCÈS DE GAÏSA EST REJETÉ

Tunis (A.F.P.). — La Cour spéciale de cassation de la cour tunisienne de sûreté de l'Etat a rejeté le pourvoi en cassation présenté par certains condamnés à mort dans le procès des auteurs de l'attaque contre Gaïsa, apprend-on de source proche de la défense.

Après ce rejet, il ne reste plus, comme ultime recours, aux avocats des condamnés qu'à adresser une demande de grâce au président Bourguiba.

La Cour de sûreté de l'Etat avait prononcé, le 27 mars dernier, quinze condamnations à mort, dont deux par contumace, à l'encontre des principaux membres du commando.

Plusieurs démarches en faveur des condamnés à mort ont eu lieu ces derniers jours. A Paris, une soixantaine de personnalités françaises avaient adressé une lettre au président de la Cour de cassation à Tunis, lui demandant de « faire tout ce qui est en son pouvoir » pour que soit cassé le verdict de la Cour de sûreté de l'Etat.

QUATRE CHEFS D'ETAT AFRICAINS ATTENDUS A L'ELYSEE

M. Jean-Marie Poitrier, porte-parole de l'Elysée, annonce vendredi 11 avril que M. Giscard d'Estaing recevra mercredi, à déjeuner, les trois chefs d'Etat des pays regroupés au sein de l'Organisation pour la mise en valeur de la vallée du fleuve Sénégal (O.M.V.S.) : le président Léopold Senghor (Sénégal), le lieutenant-colonel Khouna Ould Haidalla (Mauritanie) et le général Moussa Traoré (Mali).

D'autre part, le chef de l'Etat recevra, vendredi 18 avril, à déjeuner, le président Abidjan du Cameroun, qui séjourne en France à titre privé.

Le Mali à bout de souffle
II. — Une banqueroute permanente

De notre envoyé spécial PHILIPPE DECRAENE

Des manifestations d'écouliers et d'étudiants, durement réprimées, ont attiré l'attention, récemment, sur l'aggravation de la situation au Mali. Le régime du général Moussa Traoré est de plus en plus contesté pour son immobilisme, et le parti unique, coupé de la population, ne peut lui assurer un appui. En outre, la flambée des prix, l'effondrement des infrastructures et le déneigement des hôpitaux alourdissent un mécontentement de la population (« Le Monde » du 12 avril).

Bamako. — « Nous sommes en situation de faillite », admet un de nos interlocuteurs maliens, qui ajoute avec une profonde tristesse : « Ce pays n'est plus sur le plan économique ». Exception faite des quelques secteurs pas très éloignés d'une réalité qui témoigne partout de la patience exceptionnelle d'une population de plus de six millions de ruraux, le Mali est un pays déserté par les investisseurs, qui pratiquent des méthodes culturelles proches du jargonage, est en effet, il est plus qu'un autre Etat africain, exploité sans scrupule par une minorité de bureaucrates citadins.

Depuis deux décennies, ces derniers ont mis au point un véritable système de colonisation interne, grâce auquel ils confinent à leur profit les fruits du travail de leurs concitoyens des campagnes. De la même manière, et avec la même régularité, ils détournent l'essentiel des aides extérieures reçues par leur pays. Celles-ci sont considérables, puisqu'elles sont actuellement estimées à 80 milliards de francs maliens (1) par an — pour un budget qui n'excède pas 60 milliards. Si l'on ajoute les contributions des trafics commerciaux illicites, les revenus du point au trésor mais aux bureaux vœux et à leur chantage — ce qui explique que l'on trouve dans ce pays, avec la même ferveur et les mêmes objectifs que dans les milieux d'affaires sous d'autres latitudes.

Les privilèges d'une caste

Pourquoi donc l'économie reste-t-elle dans un état de stagnation ? Un haut fonctionnaire malien, bénéficiaire du système, nous l'explique : « Les prix agricoles sont fixés à un niveau dérisoire. Le kilo de riz est payé quatre fois plus cher au producteur tchadien qu'en Côte d'Ivoire et deux fois plus cher en Haute-Volta. Les conditions de travail sont très défavorables dans la mesure où le crédit agricole n'est pas remboursé. Les paysans sont écrasés de taxes parce que, dans le monde, au Mali, les gens sont pauvres, plus ils sont assujettis aux impositions de toute nature... »

Mais pour un cadre lucide, combien le gouvernement et la haute administration comptent-ils de responsables qui cèdent aux séductions d'une logomachie stérile et font fi des réalités pour perpétuer leurs privilèges de caste ?

On mesurera l'ampleur de la dégradation de l'économie au fait que, dans le monde, au Mali, les gens sont pauvres, plus ils sont assujettis aux impositions de toute nature... Mais pour un cadre lucide, combien le gouvernement et la haute administration comptent-ils de responsables qui cèdent aux séductions d'une logomachie stérile et font fi des réalités pour perpétuer leurs privilèges de caste ?

On mesurera l'ampleur de la dégradation de l'économie au fait que, dans le monde, au Mali, les gens sont pauvres, plus ils sont assujettis aux impositions de toute nature... Mais pour un cadre lucide, combien le gouvernement et la haute administration comptent-ils de responsables qui cèdent aux séductions d'une logomachie stérile et font fi des réalités pour perpétuer leurs privilèges de caste ?

On mesurera l'ampleur de la dégradation de l'économie au fait que, dans le monde, au Mali, les gens sont pauvres, plus ils sont assujettis aux impositions de toute nature... Mais pour un cadre lucide, combien le gouvernement et la haute administration comptent-ils de responsables qui cèdent aux séductions d'une logomachie stérile et font fi des réalités pour perpétuer leurs privilèges de caste ?

On mesurera l'ampleur de la dégradation de l'économie au fait que, dans le monde, au Mali, les gens sont pauvres, plus ils sont assujettis aux impositions de toute nature... Mais pour un cadre lucide, combien le gouvernement et la haute administration comptent-ils de responsables qui cèdent aux séductions d'une logomachie stérile et font fi des réalités pour perpétuer leurs privilèges de caste ?

De 1973 à 1978, le gouvernement français a consenti 16 milliards de francs maliens au titre de diverses subventions d'équilibre et 16 milliards d'avances du Trésor remboursables ultérieurement. Aujourd'hui, les finances publiques maliennes vivent au jour le jour, des dons des pays amis, parmi lesquels les pays arabes. De son récent voyage en France, le général Moussa Traoré a rapporté l'équivalent de 3 milliards de francs maliens, immédiatement affectés au paiement de certains agents de l'Etat.

Les douaniers n'ont, dit-on, pour la plupart, reçu aucun traitement depuis plusieurs mois, situation qui explique la modicité des recettes douanières, sans doute empêchées pour la plus grande part par ceux qui ont mission de les percevoir. C'est dans un tel contexte que se développent la concussion et le népotisme, et que se multiplient les malversations, en dépit du caractère exemplaire que les juges entendent donner à la répression ; les sévères peines d'emprisonnement et même certaines condamnations à mort prononcées par les cours criminelles à l'encontre des prévaricateurs ne contribuent pas à améliorer la situation. Les procès mettent en évidence les fautes de ceux-là mêmes qui traduisent leurs pairs en justice. C'est ainsi que, récemment, un ancien ministre accusé d'avoir détourné des fonds publics a été condamné à mort.

Le poids de l'Union soviétique

Mais ce qui apparaît plus grave encore, c'est l'endettement extérieur. Le Mali est, en effet, l'une des nations de la zone franc les plus endettées par rapport à ses ressources propres. Certaines estimations de l'année dernière font état de dettes de 10 milliards à l'égard de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), 70 milliards envers la Chine, 40 milliards à l'égard de l'Union soviétique, 12 milliards envers la France. De cet ensemble de créances, ce sont celles contractées vis-à-vis des Soviétiques qui sont les plus lourdes de conséquences. En effet, le Trésor malien devrait en principe rembourser annuellement 12 milliards de francs à Moscou jusqu'en 1990.

Les Soviétiques, que certains diplomates occidentaux avaient vu venir, n'ont pas hésité à accepter la perte de vitesse à Bamako, y bénéficiant en réalité d'une situation prépondérante. Dotée d'un personnel phénicien, leur ambassade à Bamako est une véritable ville dans la ville. L'U.R.S.S. est le pays qui reçoit le plus grand nombre de stagiaires et de boursiers maliens, avant la France. Depuis 1980, on estime que cinq mille d'entre eux ont séjourné en U.R.S.S.

Plus de deux cents experts militaires veillent à la maintenance et à l'entretien du matériel soviétique, parmi lequel des MIG-21. Ils ont surveillé la construction à Bamako d'un pont de 3 200 mètres sur laquelle peuvent atterrir des plus gros porteurs, et on leur prête l'intention de commencer la construction d'un ouvrage analogue à Gao. C'est à Moscou que Gao, qui Moscou prépare la troisième guerre mondiale, nous dit

Menaces algériennes et libyennes

Dans la gigantesque partie diplomatique qui se joue en Afrique de l'Ouest, il semble que, compte tenu de sa position stratégique, le Mali occupe une place importante. Mettant à profit la grave tension actuelle, l'Union soviétique pourrait être tentée de stabiliser le régime du général Moussa Traoré. Celui-ci se lit vent à de telles spéculations estimant que les Soviétiques peuvent agir directement, soit par l'intermédiaire de la Libye, soit par l'intermédiaire de l'Algérie.

Promoteur de la cinquième conférence des chefs d'Etat sahariens qui vient de se tenir à Bamako, le colonel Kadafi n'a pas participé à cette rencontre. D'autre part, il accorde asile à certains opposants maliens, adoptant ainsi une attitude très ambiguë à l'égard d'un régime dont il se dit pourtant ami.

L'Algérie, qui a créé en territoire malien, à Bordj-el-Mokhtar, près de la frontière algéro-malienne, une zone de passage sur lequel flotte son drapeau, s'efforce de prendre de plus en plus de poids à Bamako (3). C'est ainsi que, mettant à profit l'absence du colonel Kadafi au sommet saharien, le président algérien s'est imposé comme un partenaire de premier plan. Le Mali sert d'ailleurs, depuis fort longtemps de zone de passage aux guerriers du Front Polisario se rendant d'Algérie en Mauritanie et le Front recruté de combattants en complet accord avec les autorités de Bamako.

sonnellement quelques mois plus tôt pour le sauver d'une lourde condamnation pour des charges analogues à celles qu'on lui imputait.

Les dépôts en banque fondent. Les petits épargnants conservent leur argent par-devers eux. Les mieux nantis déposent leur argent dans les banques suisses ou françaises. Les évictions fiscales atteignent des proportions qui défient toutes les tentatives d'inventaire.

En 1978, le déficit de la balance commerciale était de 52 milliards. En 1979, il dépassait 61 milliards. Des 1978, les importations n'étaient plus couvertes qu'à 49 % contre 80 % en 1977. Cette situation est en partie explicable par la diminution des recettes tirées de la vente du coton et de l'arachide, exportés frauduleusement au Sénégal où ils sont achetés à des prix plus rémunérateurs que ceux offerts par l'Office des produits agricoles du Mali, se plaint le déficit de la balance des paiements était de 9 milliards en 1978, et le compte d'opérations qui garantissait la convertibilité du franc malien accusait en 1979 un déficit de 93 milliards et demi.

Conséquence d'une gestion désastreuse qui constitue un défi aux règles les plus élémentaires de la comptabilité publique, l'endettement intérieur total de l'Etat est estimé à 600 milliards de francs, soit sept fois le montant des recettes budgétaires du Mali, ce qui équivaut à une dette nationale. Dès cette année, la République du Mali ne peut plus faire face aux annuités de la dette publique, qui excèdent les tiers de ses ressources budgétaires.

Un diplomate occidental, en observant que ces relais aériens consistent en des étapes importantes sur la route de l'Afrique australe.

Déjà par l'abandon des Maliens lors du vote sur l'affaire d'Afghanistan aux Nations unies, des Soviétiques, qui espèrent un soutien inconditionnel, se sont récemment faits plus pressants pour exiger le remboursement des sommes qui leur sont dues. C'est pour cette raison qu'ils vont à la mise en exploitation du gisement aurifère de Kalana, situé près de la frontière de la Guinée, où quatre-vingt-dix experts soviétiques ont été envoyés déjà à pied d'œuvre. Dès 1981, ce site devrait produire annuellement une tonne et demie d'or, dont les deux tiers seraient réservés à l'Union soviétique.

En janvier, une mission militaire soviétique a secrètement séjourné à Bamako, où elle aurait tenté d'obtenir l'approbation de la base. De son côté, M. Sory Conillaly n'aurait pas pu, lors d'une tentative faite antérieurement à Moscou, obtenir la fourniture de pièces détachées à l'armée malienne qui n'est pas en état de les payer, mais a un besoin impérieux. Plus de deux cents professeurs soviétiques travaillent au Mali, dont dix à l'Ecole d'ingénieurs et certains rumeurs les accusent d'augmenter discrètement la contestation étudiante. On a remarqué à Bamako que Novosti, Tass et Radio-Moscou, seuls organes de presse représentés dans le pays, de façon permanente par des journalistes nationaux (2), ont observé un silence total sur les manifestations qui ont eu lieu dans la capitale.

En Afrique francophone le Sénégal et la Côte d'Ivoire, les présidents Senghor et Houphouët-Boigny ont au pouvoir depuis plus de vingt ans. Le Sénégal qui abrite sur son territoire une importante communauté musulmane, et accorde à Bamako des facilités considérables pour l'utilisation du port de Dakar, est de plus en plus attaché à la signature d'un pacte régional de non-agression auquel les Maliens refusent, pour l'instant, de souscrire par crainte d'indisposer leurs puissants voisins algériens et libyens.

Il n'en faut pas davantage, surtout pour faire état de risques d'ingérence soviétique dans les affaires intérieures du Mali. Disposant d'une clientèle de sympathisants parmi les jeunes officiers formés dans leurs paysannes, les Soviétiques seraient, dit-on, tentés de les pousser à conquérir le pouvoir au général Moussa Traoré, estimé trop favorable à l'Occident. C'est évidemment faire bon marché du nationalisme des cadres militaires. C'est également vouloir expliquer par des causes extérieures un changement que le pourrissement politique et économique de la situation intérieure suffirait, logiquement, à faire intervenir à bref délai.

FIN

(1) 1 franc malien = 0,01 franc.
(2) Exempté d'impôt.
(3) Sous prétexte de distribution de vivres aux Touaregs maliens, les Algériens se sont progressivement fixés à cet endroit, qui serait situé à une dizaine de kilomètres à l'intérieur du Mali.

BEETHOVEN
PAR
VICTOR HUGO



LE VENEZUELA

Une démocratie ouverte sur le tiers-monde



Les charmes du bipartisme

Le Venezuela est un des rares pays latino-américains à bénéficier sans interruption depuis plus de vingt ans d'un régime démocratique. L'alternance au pouvoir du COPEI (Comité organisateur politique électoral indépendant), qui se rattache au courant démocrate-chrétien, et de l'A.D. (Action démocratique) affiliée à l'Internationale socialiste, constitue une singularité dans le sous-continent.

Toute la vie politique du pays est dominée par ce système bipartite, encore qu'une troisième force, située à la gauche du socialisme démocratique mais qui a occupé le cadre institutionnel actuel (mélange de présidentialisme et de parlementarisme), après l'expérience malheureuse de la guérilla des années 60, commence à émerger avec vigueur.

Le COPEI a reconquis la présidence de la République en décembre 1978, mais n'a pas la majorité absolue au Congrès. Il en résulte une certaine complexité qui permet à l'opposition socialiste et à l'extrême gauche, notamment le MAS (Mouvement pour le socialisme), de faire entendre leur voix. Le président démocrate-chrétien, M. Herrera Campins, s'est cependant montré plus conservateur que ne le laissait prévoir sa campagne électorale de 1978, axée sur un « engagement envers les pauvres ». La nouvelle administration s'est lancée en priorité dans une œuvre d'assainissement financier et les dirigeants du COPEI ont consacré une part notable de leur énergie à dénoncer la corruption de leurs prédécesseurs sociaux-démocrates. Les attaques répétées à ce sujet contre l'ancien président Carlos Andrés Pérez, leader charismatique flamboyant et dépensier, ont, en outre, parfois inquiété la classe politique dans son ensemble.

Les mesures économiques ont, d'autre part, provoqué un certain mécontentement. Soucieux d'éponger les dettes, parfois imprudentes, accumulées par les sociaux-démocrates dans la fièvre du boom pétrolier qui a coïncidé avec le quinquennat de M. Carlos Andrés Pérez (1974-1979), l'administration démocrate-chrétienne a voulu en revenir à une stricte orthodoxie de gestion et à une certaine « vérité des prix » des produits de consommation, jusqu'alors davantage subventionnés.

La réaction plutôt négative de l'opinion, déjà perceptible dans la progression de la gauche lors des élections municipales du 3 juin dernier, s'est accentuée. Les syndicats, proches de l'A.D. ou du MAS, ont fait campagne contre la politique d'austérité du gouvernement et Caracas a connu, le 25 octobre dernier, sa manifestation de rue la plus spectaculaire depuis la chute du dictateur Pérez Jiménez en 1958. Malgré les consignes de modération des syndicats, des heurts violents ont eu lieu avec la police. L'agitation universitaire a relayé la contestation sociale, et, en province, un étudiant a été tué.

Tout en maintenant pour l'essentiel ses orientations économiques et financières, le président Herrera Campins a, cependant, su reculer avec prudence sur quelques points controversés de son programme d'assainissement. Des hausses de salaire substantielles ont été accordées, et les augmentations successives des prix du pétrole sur les marchés mondiaux ont permis au gouvernement de se montrer plus conciliant.

L'aile la plus progressiste du COPEI, représentée par le jeune et ambitieux député de la circonscription de Tachira, dans les Andes, M. Abdón Vivas Terrán, a joué son rôle dans cette évolution. Cette tendance, minoritaire mais qui jouit à certaines occasions d'une position d'arbitre, avait manifesté ses réticences à l'égard de la politique salariale très sévère menée précédemment par le gouvernement. Le démocrate fonctionnaire donc aussi au sein du COPEI, ce qui est prometteur pour l'avenir de cette formation.

De leur côté, les dirigeants A.D., occupés par leurs propres dissensions internes, n'ont pas cherché à exploiter outre mesure les difficultés du moment. La vie politique très intense à l'intérieur des partis est un peu sur le modèle nord-américain. Des comités de consultations locales, régionales et nationales au cours desquelles les caciques, les grands ancêtres et au tout premier chef les anciens présidents jouent un rôle déterminant, permettent de présenter qui sera le prochain candidat à l'élection présidentielle. Ces joutes occupent suffisamment les esprits pour que l'opposition laisse le parti au pouvoir en paix jusqu'à l'élection suivante.

C'est donc au chef d'Etat assuré de son pouvoir qui est reçu en visite officielle en France du 14 au 17 avril. Disciple de Montaigne et de Moutier, marqué par la doctrine sociale de l'Eglise, démocrate dans l'âme et favorable, dans un autre style que son prédécesseur, à une véritable solidarité avec le tiers-monde, M. Herrera Campins symbolise bien une certaine Amérique latine mal connue en Europe : modérée, réfléchie, chrétienne et ouverte au dialogue.

DOMINIQUE DHOMBRES.

UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT HERRERA CAMPINS

« Je crois aux vertus d'un dialogue entre les pays développés de niveau moyen et les pays en voie de développement »

M. Luis Herrera Campins doit arriver lundi 14 avril à Paris en provenance de Caracas et être reçu dans l'après-midi par M. Giacaré d'Estaing qui donnera le soir un dîner en son honneur à Trianon. Le président vénézuélien rencontrera également M.M. Barre et François-Poncet, se rendra à l'UNESCO et aura un second entretien avec le président français avant d'aller jeudi à

Strasbourg où il prononcera un discours devant l'Assemblée européenne. Le chef de l'Etat vénézuélien devrait repartir Caracas le 18 avril.

Quelques jours avant son départ, pour la première visite officielle d'un chef d'Etat vénézuélien en France, M. Luis Herrera Campins a accordé au Monde un long entre-

retien à la Casana, splendide résidence privée des présidents vénézuéliens, à Caracas. M. Herrera Campins a exalté les vertus du dialogue entre « les pays développés de niveau moyen » (s'est-il dit, comme la France, ne sont pas des superpuissances) et les « pays en voie de développement dotés de ressources naturelles », dont le Venezuela, avec son pétrole, est un bon exemple.

« Quels seront les principaux thèmes abordés lors de votre visite à Paris ?

— Je suis président d'un pays dit « pétrolier » ; inévitablement, donc, la crise de l'énergie et la question des hydrocarbures seront au centre des discussions. Votre ministre de l'Industrie, M. Chiraud, est déjà venu travailler avec nos spécialistes des questions pétrolières. Nous sommes à la veille de signer de nouveaux accords, à des conditions pour nous plus favorables, avec les compagnies pétrolières transnationales qui exploitent notre pétrole jusqu'à la nationalisation du 1^{er} janvier 1978. C'est le moment de chercher de nouveaux clients, de nouveaux marchés dans le monde, d'offrir des garanties à nos vieux clients. Nos réserves de pétrole léger et moyen diminuent, comme augmentent nos réserves de lourd et de super-lourd. Nous allons donc demander que l'on nous achète, outre du léger et du moyen, du pétrole lourd.

« On sait, partout, que le Venezuela est un pays réaliste qui mène une politique pétrolière sévère. A tous nos clients, traditionnels et nouveaux, nous assurerons la garantie de fourniture. Par les temps qui courent, c'est une assurance plus importante que la question du prix. »

« On sait, en outre, que le Venezuela est partisan, au sein de l'OPEP, d'un système unique de prix. C'est une solution difficile à réaliser, mais c'est la seule qui permette tant au producteur qu'au consommateur de savoir où ils en sont. »

« Nous cherchons, également, à obtenir des concessions dans le domaine de la technologie. Nous

pensons que la France, pays très avancé dans ce domaine, et où les mentalités sont plus proches des nôtres que, disons par exemple, au Japon ou dans les pays anglosaxons, la France, donc, peut nous aider. »

« Je crois que nous pouvons également parvenir à des accords importants pour ce qui touche à l'agro-industrie, le développement agricole, les transports urbains, l'électricité, l'organisation et le fonctionnement de la police urbaine, l'administration publique, etc. »

— Quel vous paraît être le cadre le plus adéquat pour vos relations avec la Communauté européenne ?

— Nous n'excluons aucun cadre, bilatéral, système économique latino-américain (SELA),

ou Pacte andin. Mais il est certain que nous croyons beaucoup aux relations entre la C.E.E. et le groupe andin. Et cela, principalement, parce que le Pacte andin est plus homogène que le SELA, et parce que les cinq pays qui le composent seront, après les élections au Pérou de mai prochain, tous dotés de gouvernements démocratiques. J'ai toujours pensé que l'Europe était sage de conditionner son rapprochement avec nos pays à l'existence chez nous de régimes démocratiques. L'Europe devrait se rendre davantage compte que nous sommes, en bonne partie, sa prolongation outre-atlantique. Une liaison forte entre elle et nous serait certainement un pas décisif dans l'avancement du dialogue Nord-Sud.

Donner au Nicaragua toute l'aide nécessaire

— Vous revenez du Nicaragua. Vous avez promis aux nouvelles autorités révolutionnaires l'appui du Venezuela pour leur reconstruction nationale. Or votre gouvernement est démocrate-chrétien, et eux sont largement influencés par le marxisme. N'est-ce pas un paradoxe ?

— L'Amérique centrale est une région volcanique, dans tous les sens du terme. Les lacs tranquilles, eux-mêmes, sont nichés dans des cratères, c'est une zone qui a beaucoup souffert, tant des dictatures locales que des interventions, directes et indirectes, des Etats-Unis.

« Volé, en outre, des pays qui subissent la hausse des produits qu'ils importent, y compris celle du pétrole, qui doivent payer, au

titre du remboursement de leur dette extérieure, des sommes supérieures à celles qu'ils reçoivent en investissements étrangers. Comment vont-ils pouvoir vivre ? Si les gouvernements laissent « couler » l'inflation, c'est intolérable pour les populations. S'ils subventionnent les produits de première nécessité, c'est intolérable pour eux. Comment vivre, dès lors, et en liberté, de surcroît ? Nous ne sommes pas si loin que cela de votre question sur le Nicaragua. »

« Le Venezuela a été l'adversaire de la dictature de Somoza, dès le début. On a toujours admiré, ici, la figure de Cesar Sandino. Cela dit, il n'y a pas de doute qu'il y a dans la révolution sandiniste des éléments marxistes préoccupants. Pour-

tant, il y a au Nicaragua des

éléments très différents de ce qu'il y avait à Cuba au début des années 60. Et, tout d'abord, le fait que les chrétiens aient activement participé à la lutte. Il y a deux prières dans le gouvernement à Managua. Monsieur Ovarado y Bravo, l'archevêque de la capitale, a été un des fers de lance de la lutte contre la dictature, et possède une autorité morale indiscutable dans le pays. »

« Il existe au Nicaragua un conseil supérieur des entreprises privées, qui devrait, sans doute, prendre davantage conscience des changements intervenus. Il y a une confédération des travailleurs (C.T.N.), d'inspiration chrétienne, qui est puissante. Il y a des formations, comme le parti social chrétien, qui sont partisans du changement, sans être marxistes. Il y a le mouvement démocratique national d'Alfonso Robelo, membre de la junte. Il y a une commission des droits de l'homme, dirigée par un avocat brillant et respecté, José Esteban González. »

« Tout cela explique pourquoi nous voulons donner au Nicaragua toute l'aide nécessaire pour qu'un peuple qui, après quarante ans de dictature, espère la démocratie puisse vivre, enfin, en liberté, et non dans un régime totalitaire, de gauche. Nous ne voulons pas qu'on puisse dire que le Nicaragua a adopté une certaine ligne seulement parce qu'aucun ami ne lui a tendu la main dans un moment difficile. »

Propos recueillis par
JEAN-PIERRE CLERC.

(Lire la suite page 10.)

UNE PUISSANCE PÉTROLIÈRE « RAISONNABLE »

Tournés dans le Golfe, visités en Europe, aux Etats-Unis : M. Calderón-Berti, le jeune ministre vénézuélien de l'Énergie et des mines — et président en exercice de l'OPEP — n'épargne pas ses efforts, depuis quelques mois, pour tenter de faire partager les grandes lignes de la politique pétrolière de son pays : renforcement des prix à l'intérieur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, entente entre producteurs et consommateurs, aide plus importante au tiers-monde.

relations entre producteurs et consommateurs de brut doivent être fondées sur la raison, le ministre vénézuélien a appuyé, dans le comité de stratégie à long terme de l'OPEP, l'indication prochaine des prix du pétrole à partir d'un système qui tiendrait compte de l'inflation mondiale, du taux de croissance dans les pays de l'O.C.D.E. et des fluctuations monétaires (1). Ce qui n'empêche nullement le Venezuela de faire confiance au dollar : « Le choix du moyen de paiement du pétrole revient à chaque pays souverainement », affirmait récemment M. Calderón-Berti : il est possible que les autres membres de l'OPEP envisagent de réclamer une devise spécifique en fonction de chaque contrat. Nous, nous continuerons à demander des dollars. » Les Etats-Unis sont, il est vrai, le

premier acheteur de pétrole vénézuélien.

Enfin, troisième volet — et non des moindres — de la politique pétrolière extérieure, le Venezuela est particulièrement attentif aux difficultés du tiers-monde. Sans doute parce qu'il est le seul membre important de l'OPEP (la production de l'équateur étant très faible) dans une région fortement dépendante du pétrole (plus de 70 %), dont la consommation connaît une croissance rapide (nettement supérieure à celle des pays industrialisés) et qui, pour cette raison, est particulièrement touchée à chaque hausse décidée par les pays producteurs. Ce sont d'ailleurs des pays centraux-américains qui les premiers — parmi les pays en développement membres du groupe des « 78 » — se sont rebellés en 1979 contre l'OPEP.

vres, le Venezuela ne parviendra à la maintenir que s'il parvient aussi à redévelopper ses richesses pétrolières. Sa capacité de production n'est-elle pas tombée en dix ans de 4 à 2,5 millions de barils par jour (2) ?

Réduire la production pour allonger la durée de vie des gisements, relancer l'exploration délaissée par les compagnies internationales dans les années qui ont précédé la nationalisation de 1976, revoir la politique de commercialisation et préparer l'exploitation d'ici à la fin de la décennie des réserves immenses de pétrole lourd de l'Orénoque : tels sont les grands axes de la politique de la nouvelle équipe arrivée au pouvoir avec la démocratie chrétienne en mai 1979 (3).

La production, qui était de 2,17 millions de barils par jour en 1978, a légèrement progressé en 1979, du fait de la forte demande mondiale, pour atteindre 2,35 millions de barils par jour, soit un niveau proche de la capacité maximum. Aussi les responsables de Pétroles de Venezuela (Petroven) ont-ils annoncé dès le mois de novembre une réduction de l'extraction de 6 % pour 1980.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 8.)

Une réduction de la production

Déjà, en décembre 1978, le président, M. Carlos Andrés Pérez, avait proposé que l'intégralité du relèvement des prix soit affectée à l'aide aux pays pauvres ; mais il n'y eut pas de hausse. Son successeur, M. Luis Herrera Campins, a, lors de l'ouverture de la conférence de Caracas, en décembre 1979, appuyé l'idée algérienne de transformation du Fonds spécial d'aide de l'OPEP en une véritable banque du tiers-monde, dotée de sommes nettement supérieures.

Par ailleurs, et parce que les problèmes sont particulièrement

ressentis régionalement, le Venezuela a décidé de promouvoir la création d'un fonds latino-américain pour le développement des ressources énergétiques dans les pays du continent. Reprenant une idée de la Banque mondiale, ce fonds financera les programmes de prospection pétrolière en vue d'augmenter les réserves, aussi bien que la recherche d'énergies de remplacement.

Cette volonté de médiation à l'intérieur de l'OPEP, entre producteurs et consommateurs, entre pays industrialisés et pays pau-

(1) Cette décision doit être soumise en mai aux ministres du pétrole de l'OPEP et en octobre à Bagdad aux chefs d'Etat des pays membres.

(2) Un million de barils par jour : 50 millions de tonnes par an.

(3) Cf. L'industrie du pétrole en Amérique latine, études économiques de la banque Sudaméri, décembre 1978.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE FRANCO-VENEZUELIENNE

— INFORMATION : Législation et fiscalité - Etudes de marché - Réunions d'information - Renseignements bancaires et commerciaux - Publications de la Chambre.

— COMMUNICATION : Service courrier - Telex - Domiciliation - Location de bureau - Téléphone - Secrétariat - Traduction - Accueil - Accompagnement - Déjeuners-débats - Rencontres.

— REALISATIONS : Démarches administratives - Publicité - Service « Emploi » - Recherche de partenaires - Suivi des affaires - Litiges.

Edificio Jimay - Piso n° 7 - Calle Mucuchies con California LAS MERCEDES - CARACAS. Tél. : 91-71-81 - 91-36-53 Télex 23140 DELMA VE.

L'affirmation d'une vocation caraïbe

« PERMETTEZ-NOUS que les Caraïbes deviennent communistes ? » demandait le 6 mai 1979, un éditorial du quotidien vénézuélien *El Universal* quelques semaines après le coup d'État qui, le 13 mars de la même année, avait porté au pouvoir le socialiste Maurice Bishop, dans l'île voisine de la Grenade. En l'absence d'une aide économique et militaire du Venezuela et des États-Unis — « les pays plus concernés par une telle éventualité », — précisait ce journal, les jeunes États de la région passeraient « indubitablement sous le contrôle des Russes, par le biais de leur allié en Amérique, M. Fidel Castro ».

Ces propos firent d'autant plus de bruit à Caracas qu'ils reflétaient une opinion assez répandue dans certains milieux politiques et militaires vénézuéliens. Sans partager en tous points l'analyse d'*El Universal*, l'ancien président social-démocrate vénézuélien Carlos Andrés Pérez prédisait, à la même époque, « de graves conflits dans les Caraïbes » si le Venezuela ne prenait des « mesures décisives et immédiates » pour faire face à une situation jugée dangereuse.

La question posée par *El Universal* fut considérée assez importante pour que le gouvernement de M. Herrera Campins se sente immédiatement et publiquement tenu d'y répondre. Dès le 7 mai, le ministre des Affaires étrangères, M. Zambrano Velasco, précisait que les relations du Venezuela avec la région caraïbe constitueraient l'une des priorités de la politique extérieure de la nouvelle administration social-chrétienne.

Caracas ne devait, en effet, pas tarder à déployer une intense activité diplomatique dans la région. Dès le mois de juin, le Venezuela décidait de procéder à un échange d'ambassadeurs avec le gouvernement de la Grenade. Aux termes d'une série d'accords signés lors d'une visite de M. Bishop dans la capitale vénézuélienne à la fin de l'année dernière, Caracas s'est notamment engagé à verser à son voisin caraïbe une aide de 500 000 dollars destinée à financer, en partie, la construction d'un nouvel aéroport à Grenade.

Au cours des derniers mois, d'intenses entretiens entre dirigeants vénézuéliens et caraïbes ont abouti à des résultats similaires. Un traité d'amitié et de coopération lie ainsi le Venezuela et la Dominique depuis la visite à Caracas, en décembre, du premier ministre de cette île, M. Oliver Seraphine.

Avec l'arrivée au pouvoir de M. Bishop à Saint-Georges, Grenade est devenue la deuxième île de la région et le troisième membre de la Communauté économique des Caraïbes (Caricom) (1) après la Jamaïque et la Guyane, à se doter d'un gouvernement socialiste, déterminé à entretenir des relations étroites avec le régime cubain. Pour Caracas, l'éventua-

lité d'une prolifération de régimes socialistes « hostiles » dans une zone essentielle pour le passage des exportations vénézuéliennes, en particulier le pétrole, faisait peser, à plus ou moins brève échéance, une menace. Pour certains, le coup d'État de Grenade — le premier dans l'histoire des Caraïbes anglophones constituait, dans cette optique, un dangereux précédent.

La gauche a remporté les élections de juillet 1979 à Sainte-Lucie, et la Dominique s'est radicalisée, d'ailleurs momentanément. Il n'en fallait pas plus pour conforter, à Caracas, à Washington et dans les milieux conservateurs des Caraïbes, l'idée que cette région allait être le

théâtre de vastes bouleversements activement encouragés par La Havane, et dont celle-ci serait le principal bénéficiaire. Sainte-Lucie n'avait-elle pas annoncé, le 6 juillet, son intention d'établir des relations diplomatiques avec Cuba ? Et La Havane n'avait-elle pas consenti une importante aide économique et technique au gouvernement de M. Bishop ?

La « présence » cubaine aura certainement pesé dans la décision du Venezuela d'apporter lui aussi un soutien au gouvernement de M. Bishop. On semble en effet très soucieux à Caracas, de ne pas voir combler par d'autres puissances régionales le vide créé par la décolonisation britannique dans les Caraïbes.

Les options « tiers-mondistes » de M. Carlos Andrés Pérez

Jusqu'à une période relativement récente, le Venezuela n'avait accordé qu'une attention très marginale à cette zone. Certes, Caracas avait, au début des années 60, pris l'initiative, au sein de l'Organisation des États américains, de demander des sanctions contre le gouvernement de M. Fidel Castro, accusé de vouloir « exporter » la révolution sur le sous-continent latino-américain. En 1963, le Venezuela avait également rompu ses relations diplomatiques avec Haïti pour protester contre les méthodes utilisées par le Dr Duvalier pour se maintenir au pouvoir. Mais il s'agissait là de gestes isolés. C'est à partir du début des années 70 que le Venezuela allait manifester un véritable intérêt pour la région, se désintéressant, parallèlement, à sa découverte andine, une vocation caraïbe.

A cette date, M. Aristides Calvani, ministre des Affaires étrangères de l'ancien président chrétien-démocrate, M. Rafael Caldera, jetait en effet les bases d'une « présence » vénézuélienne nettement « plus active » dans la région. Né à Trinité, M. Calvani devait visiter toutes les îles caraïbes tandis que, à son invitation, de nombreux responsables caribéens s'étaient rendus à Caracas. Une amorce de coopération, notamment dans les domaines technique et financier, concrétisait ces efforts de rapprochement entre le Venezuela et ses voisins caraïbes.

C'est toutefois la présidence de M. Carlos Andrés Pérez, de 1974 à 1978, qui allait marquer le temps fort de l'affirmation de cette nouvelle vocation caraïbe du Venezuela. Deux facteurs expliquent cette période décisive.

Les options « tiers-mondistes » de M. Carlos Andrés Pérez devaient naturellement l'amener à multiplier les contacts avec d'autres dirigeants de pays en voie de développement et à promouvoir une plus grande coopération entre le Venezuela et ces derniers. Appliquée en priorité à ses voisins, cette politique allait permettre au Venezuela d'acquies-

ser une position d'autant plus influente dans la région qu'elle admettait le « pluralisme idéologique ». Le Venezuela, qui avait rétabli des relations diplomatiques avec Cuba en 1974, a ainsi effectué un rapprochement avec la Jamaïque socialiste de M. Michael Manley et même avec la « République coopérative de Guyana », à laquelle l'opposait pourtant un contentieux territorial (2).

Mais, surtout, grâce à l'accroissement des revenus pétroliers, le

Les accusations de M. Eric Williams

Les initiatives prises par M. Herrera Campins depuis un an prouvent que ce dernier entend poursuivre, dans la région, la politique de son prédécesseur, en dépit des accusations d'impérialisme dont elle fait l'objet, en particulier de la part du premier ministre de Trinité-et-Tobago, M. Eric Williams. L'aide vénézuélienne ne serait, selon celui-ci, qu'un moyen pour Caracas de « reconquérir » les pays caraïbes.

M. Williams en veut notamment pour preuve les revendications de Caracas sur quelques îles éloignées du territoire de la Guyane, ou l'événement de la zone économique que confère au Venezuela la possession de la petite île d'Araya, au large de la Dominique, ainsi que le très grand intérêt manifesté par le gouvernement de M. Carlos Andrés Pérez, pour les possessions

gouvernement de Caracas disposait désormais des moyens d'une politique tiers-mondiste en général, et caraïbe en particulier. Les pétro-dollars vénézuéliens constituent en effet le support de la présence vénézuélienne dans les Caraïbes.

A l'exception de Trinité-et-Tobago, également producteur d'or noir, Caracas dispense, en effet, une aide importante à la quasi-totalité des pays de la région, confrontés à de sérieuses difficultés économiques.

Deux prêts respectifs de 70 millions et 48 millions de dollars ont été notamment consentis à la Jamaïque et à la République dominicaine au cours des dernières années. L'aide vénézuélienne prend également la forme d'accords préférentiels en matière de pétrole et d'emprunte aussi les canaux multilatéraux. Caracas a ainsi doté la Banque caribbe de développement (B.C.D.) d'un fonds spécial de 25 millions de dollars. Un accord entre la B.C.D. et la Banque interaméricaine de développement permet aux îles d'utiliser des fonds spéciaux vénézuéliens auprès de l'institution continentale. Caracas est également l'un des bailleurs de fonds au sein du groupe caraïbe pour la coopération économique (3), consortium international créé en 1978 à Washington et destiné à aider les pays de la zone à résoudre leurs problèmes économiques.

En tout état de cause, M. Williams n'est pas parvenu à faire partager ses préoccupations à ses homologues de la région et, notamment, à ses partenaires du Caricom. La politique caraïbe du Venezuela, estimait-il y a quelques années, le premier ministre jamaïcain, M. Michael Manley, est « loin d'être impérialiste ».

Comme le soulignent d'ailleurs certains opposants trinitadiens de M. Williams, le meilleur moyen pour les pays caraïbes de se prémunir contre d'éventuelles arrière-pensées de Caracas serait de promouvoir l'intégration économique de la région. Or au sein du Caricom, qui ne groupe même pas la totalité des États des Ca-

La diplomatie vénézuélienne fait preuve, surtout depuis le quinquennat de M. Carlos Andrés Pérez qui a contribué à l'ouvrir davantage sur le tiers-monde, d'une activité tout à fait étonnante, notamment dans le dialogue Nord-Sud. Mais c'est dans l'ensemble latino-américain que les initiatives de Caracas ont eu jusqu'ici le plus de retentissement. « La politique internationale du président Herrera est très claire », expliquait récemment au « Monde » M. José Zambrano Velasco, ministre des Affaires étrangères. « Elle peut se résumer en une formule : l'institutionnalisation de la liberté et de la démocratie sur le continent. » Le Venezuela a ainsi contribué à l'échec du coup d'État militaire du colonel Netuschilov en Bolivie en novembre dernier et il poursuit la politique d'aide au nouveau Nicaragua lancée par le précédent gouvernement.

Le Venezuela joue également un rôle grandissant dans les Caraïbes, où son action aboutit souvent à contrebalancer l'influence cubaine avec la bénédiction de Washington. Enfin, Caracas apparaît comme l'élément moteur du Pacte andin et comme le pays qui, au sein de cet ensemble régional, peut faire le lien avec la Communauté économique européenne.

Les relations politiques avec la France sont excellentes, et

anciens entre les pays caraïbes et leurs voisins continentaux, et notamment le rôle joué par les îles dans la lutte de Bolívar pour l'émancipation de l'Amérique latine. Avec plus de 2 000 kilomètres de côtes sur la mer des Antilles, le Venezuela n'a-t-il pas d'ailleurs de bonnes raisons de « se considérer comme le plus caraïbe » des pays de la région ? Une querelle opposée, en fait, les partisans d'une définition purement géographique des Caraïbes qui inclut plusieurs États latino-américains, dont le Venezuela, et les tenants d'une conception « ethno-historique » qui les en exclut.

Or, derrière les déclarations officielles, on n'ignore dans aucune capitale caraïbe que le chômage, l'inflation et les inégalités sociales ont constitué des facteurs déterminants dans les crises qui secouent depuis quelques temps cette zone. Attribuer, comme on le fait notamment à Washington, la responsabilité de ces maux à La Havane est un subterfuge, même si Cuba manifeste un intérêt évident pour la région caraïbe.

Il n'est donc pas étonnant que le gouvernement des États-Unis voie d'un très bon œil les initiatives de Caracas dans les Caraïbes ; la politique d'endiguement de l'influence cubaine ne peut que servir ses intérêts. Au point que certains se demandent à Caracas si Washington ne cherche pas à faire du Venezuela son « gendarme » dans la région.

MARIE-CLAUDE CÉLESTE.

Au Venezuela le Banco Mercantil y Agrícola vous offre des solutions efficaces pour vos opérations internationales.

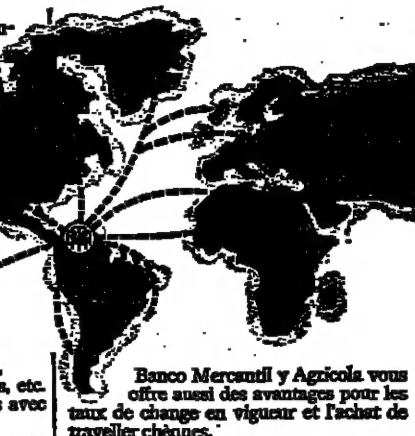
Banco Mercantil y Agrícola s'est développé au Venezuela durant les dernières 50 années. Aujourd'hui il possède des agences chaque centre industriel ou agricole

Le Venezuela est un pays en expansion avec une industrie croissante qui a besoin de prendre contact avec le monde entier pour se développer. L'unique façon, avec succès, de pouvoir compter sur les conseils de gens expérimentés ouverts aux relations internationales. Le Service International du Banco Mercantil y Agrícola est le plus important du pays et s'appuie sur le plus grand réseau bancaire mondial de correspondants multinationaux. Il est à la disposition des industriels, des commerçants, des entrepreneurs, etc. qui désirent réaliser des opérations avec l'étranger.

Pour chaque besoin spécifique, vous trouverez une solution efficace, parce que vous aurez le conseil de gens qui savent tout au sujet de l'argent.

Les voyageurs comptent aussi avec des solutions efficaces.

Pour vos voyages d'affaires, ou pour vos vacances, le service international du



Banco Mercantil y Agrícola vous offre aussi des avantages pour les taux de change en vigueur et l'achat de traveller cheques.

Vous obtiendrez toujours le meilleur cours et l'information instantanée sur la valeur de la monnaie dans n'importe quel pays du monde. Ce service est très important à cause des fluctuations constantes du marché mondial.

Si vous comptez avec l'information de dernière heure obtenue par télex pour votre intérêt, votre achat de monnaie

étrangère sera le plus avantageux. Avant de voyager, consultez le service international du Banco Mercantil y Agrícola sur le type de monnaie le plus avantageux pour vous.

Le Service International du Banco Mercantil y Agrícola travaille pour vous.

Utilisez nos services internationaux et confiez nous votre cas particulier, avec la certitude de bénéficier de solutions personnelles et efficaces.

La Section Internationale du Banco Mercantil y Agrícola vous offre les services suivants :

- Conseil en transactions internationales pour les exportations « non traditionnelles ».
- Service d'information sur les fluctuations des changes dans le monde entier.
- Lettres de crédit pour les importations et exportations.
- Informations commerciales mondiales.
- Recouvrements internationaux.
- Ordres de paiement.
- Et beaucoup d'autres services internationaux.



BANCO MERCANTIL Y AGRICOLA

Sociedad a San Francisco N° 4, P.O. Box 783, Caracas 101, Venezuela.
410 Park Avenue, New York 10022.
Basilien House 140 London Wall, London EC2Y 5DN.
Bodenheimer Landstrasse 61-63, 6000 Frankfurt/Main.

EL BANCO HIPOTECARIO VENEZOLANO
est beaucoup plus qu'une banque.

C'est une source de développement de l'industrie du bâtiment au niveau national et au niveau régional.

BANCO HIPOTECARIO VENEZOLANO
votre banque hypothécaire... et plus encore.

مكتبة الملائكة

en particulier des consultations ont lieu régulièrement afin de préserver la stabilité des Caraïbes, ce qui intéresse Paris au premier chef, en raison des départements d'outre-mer. Les échanges économiques sont, en revanche, assez limités. Le Venezuela est le cinquante-deuxième client de la France et son soixante-troisième fournisseur. Outre les contrats en cours d'exécution liés à la réalisation du métro de Caracas, on peut noter les projets de Ransaul (construction de véhicules pour l'ensemble des pays du Pacte andin), Motra (hélicoptère pour un « métro léger » entre Caracas et le littoral) et Thomson C.S.F. (radars). Le grand espoir reste le pétrole, qui ne représente actuellement que 0,6 % des approvisionnements français, mais qui pourrait être exporté en plus grandes quantités à partir de 1981 ou 1982. Les visites de M. Calderon Berti, ministre vénézuélien du pétrole, à Paris, à la fin de 1979, et de M. Girard, ministre français de l'Industrie, à Caracas au janvier dernier, vont dans ce sens.

Enfin, d'autre part, à l'accord de coopération culturelle, scientifique et technique signé en 1974, ont soixante-seize enseignants français travaillant au Venezuela, tandis que deux cents boursiers vénézuéliens sont reçus en France chaque année.

D. Di.

QUAND le président du Venezuela, M. Luis Herrera Campins, rencontre le président Giscard d'Estaing, il n'est pas seulement le représentant de son pays, mais le mandataire des pays du Pacte andin qui regroupent soixante-dix millions d'habitants et constitue l'une des nouveautés politiques de l'Amérique latine (1).

Le groupe andin est passé non sans difficulté par les principales étapes de l'intégration économique. Mais il a fallu attendre l'année dernière pour qu'il adopte des positions politiques communes et fasse entendre sa voix. Ce pas en avant est particulièrement dû à l'initiative du président vénézuélien qui proposa en avril 1979, à la réunion de Carthagène (Colombie), que les cinq nations se manifestent politiquement afin de fortifier leur union et de gagner le respect international.

La coordination politique ne semblait pas, dans un premier temps, facile à obtenir. Alors que le Venezuela et la Colombie avaient, au moment où la proposition avait été faite, des gouvernements civils librement élus, les trois autres pays étaient dirigés par les militaires. L'Équateur et la Bolivie ont maintenu des gouvernements civils, et le Pérou se prépare aux élections qui devraient avoir lieu en juin.

En peu de temps, le groupe andin s'est gagné une réputation de « tombeur de dictateurs » comme l'« Institut différentiel » actions menées sous son égide. Son intervention diplomatique a précipité d'une façon générale la chute d'Anastasio Somoza au Nicaragua, l'initiative des pays andins animés par le dynamisme ambassadeur vénézuélien, M. Hilarion Cardoso, a permis la formation de la junte révolutionnaire nicaraguayenne et l'entrée en son sein de personnalités modérées. Il s'agissait de donner au monde des garanties quant à un processus issu d'une victoire militaire, et de rassurer ceux qui avaient peur d'une radicalisation des sandinistes.

La Bolivie a fourni aux membres du Pacte andin l'occasion de sa seconde initiative politique : le Pérou, l'Équateur, la Colombie et le Venezuela se sont en effet refusés à reconnaître le régime instauré le 1^{er} novembre 1979 par le colonel Neustach Busch, qui venait de renverser le président civil, légalement élu, M. Walter Guevara. Dans le cas de la Bolivie comme dans celui du Nicaragua, l'action du groupe andin a été coordonnée avec celle de Washington au nom de la défense des droits de l'homme. L'entente politique entre les pays membres s'est manifestée en d'autres occasions, notam-

VERS UN ACCORD ENTRE LE PACTE ANDIN ET LA C.E.E.

ment au Salvador, ce qui a valu au Pacte d'être reconnu comme la voix la plus influente du continent après celle des États-Unis.

Après avoir agi de concert lors de la conférence des pays non alignés qui s'est tenue à La Havane en septembre 1979, les pays du Pacte andin ont agi de la même manière dans d'autres enceintes internationales. Le prochain pas important doit se faire à l'occasion de l'accord avec la Communauté économique européenne. C'est ainsi que, quelques jours à peine après la visite de M. Herrera à Paris et le discours qu'il doit prononcer devant le Parlement européen à Strasbourg, les ministres des affaires étrangères du Pacte andin doivent se réunir à Bruxelles avec leurs homologues européens. Ils auront la tâche de réaliser le premier accord entre une organisation régionale latino-améri-

caine et la C.E.E. Le directeur des affaires étrangères de la C.E.E., Sir Roy Denman, vient d'effectuer une visite à Caracas et à Lima (siège du Pacte), pour mettre la dernière main aux détails de l'accord en question.

Le Pacte andin et la C.E.E. sont à la recherche, selon M. Denman, d'un accord économique et commercial à caractère non préférentiel d'une durée de cinq ans. Malgré la différence de développement des deux parties, l'accord jettera les bases d'une relation égalitaire qui inclura la clause de la nation la plus favorisée. Les deux parties s'engagent en outre à favoriser le développement et la diversification de leurs échanges. Un comité mixte de coopération sera créé à cet effet. Il aura pour tâche d'explorer et de déterminer les secteurs où la C.E.E. et le Pacte andin doivent agir de conserve.

Le développement des relations entre les deux ensembles. Le Pacte andin peut être d'une importance vitale pour la Communauté européenne, notamment grâce aux matières premières qu'il exporte, telles que l'étain (45 % des importations européennes de ce produit proviennent des pays du Pacte), le plomb (30 %), le zinc (17 %), le plomb (14 %) et le tungstène (8 %). En 1978, la C.E.E. a exporté des produits pour une valeur de 3 758 millions d'unités de compte européennes, alors que ses importations en provenance de la région andine s'élevaient à 2 461 millions d'U.C.E. Les tensions étaient confirmées par les huit premiers mois de 1979. Le commerce du Venezuela avec la C.E.E. a été déficitaire dans les huit premiers mois de 1979, le déficit commercial dépassant 300 millions d'U.C.E. Les exportations vénézuéliennes en direction de la Communauté sont essentiellement constituées de produits pétroliers, et sont, de ce fait, protégées par l'accord de préférences généralisées, mais, en 1978 par exemple, les exportations vénézuéliennes vers la C.E.E. se sont élevées à 577 millions d'U.C.E., alors que ses importations atteignaient 1 875 millions d'U.C.E.

Les relations économiques du Venezuela et de la France présentent les mêmes caractéristiques. En 1978, la France a exporté en direction du Venezuela pour 1 492 millions de francs, mais elle n'a importé que pour 398 millions de francs, y compris une infime quantité de produits pétroliers qui ne représentaient que 0,5 % des importations énergétiques de la France. Lors de sa récente visite à Caracas, le ministre français de l'Industrie, M. Girard, a affirmé que les importations françaises de pétrole vénézuéliens pourraient atteindre 100 000 barils par jour.

Pour les cinq pays du Pacte andin, auxquels sont associés l'Espagne et dans une moindre

contact qui s'établit avec les pays du Pacte andin qui tous sont également membres du SELA. Les relations ne sont pas incompatibles, tout au contraire. Ainsi M. Alsamora pense-t-il que, sur le chemin difficile de l'intégration latino-américaine, le succès d'ensembles régionaux plus limités est sans doute une solution.

Le point de vue de M. Alsamora est que l'Amérique latine doit faire entendre sa voix en mettant à profit la puissance démographique-commerciale de ses trois cent cinquante millions d'habitants et de son marché potentiel de 400 milliards de dollars. Son revenu par tête est comparable à celui de l'Italie d'il y a dix ans et elle présente des perspectives économiques supérieures à celles de la C.E.E. lors de sa création en 1957. Le problème est que les latino-américains ne savent pas dialoguer entre eux.

TED CORDOVA-CLAIRE.

Une histoire récente

Cet accord sera le second qui unit la C.E.E. et un groupe régional de pays du tiers-monde. Le premier ayant été signé le 7 mars de cette année avec les pays de l'ASEAN (Association des nations du Sud-Est asiatique). L'histoire des liens entre la Communauté européenne et le Pacte andin est récente. Elle a pris naissance à la réunion de Carthagène qui a donné mandat au président colombien de représenter les pays du Pacte andin lors de sa tournée européenne de juillet 1979. Lors de son séjour à Bruxelles, M. Turbay Ayala s'est entretenu du problème avec M. Roy Jenkins (président de la Commission de la C.E.E.). C'est pendant la France et le Venezuela qui, en décembre dernier, ont permis d'accélérer le processus de rapprochement. Mettant à profit sa visite à Paris, le ministre des affaires étrangères vénézuélien, M. Zambrano Velasco, a insisté devant le gouvernement français sur la nécessité de soutenir

(1) Le Pacte andin regroupe le Venezuela, la Bolivie, la Colombie, l'Équateur et le Pérou.

LE VENEZUELA NE PRODUIT PAS QUE DU PÉTROLE

Le Venezuela n'est pas seulement caractérisé par sa production pétrolière. Le gouvernement du Venezuela a ressenti au cours de ces dernières années la nécessité de diversifier ses exportations, et pour cela a institué des mécanismes destinés à promouvoir l'exportation de produits nouveaux.

Dans ce but, l'INSTITUTO DE COMERCIO EXTERIOR propose aux exportateurs, par l'intermédiaire du FONDO DE FINANCIAMIENTO PARA LAS EXPORTACIONES (FINEXPO), des possibilités de financement à des conditions préférentielles ; de même, par le biais de ses agences techniques, le gouvernement apporte un ensemble complet de services au secteur exportateur.

Ces mesures gouvernementales constituent un soutien logistique pour que les produits vénézuéliens puissent figurer sur les marchés internationaux dans les meilleures conditions, face aux produits concurrents.



Instituto de Comercio Exterior (ICE)
Apartado Postal 51852 Caracas 105
Tel. : 72.99.61 et 69
Telex : ICEVE 22630

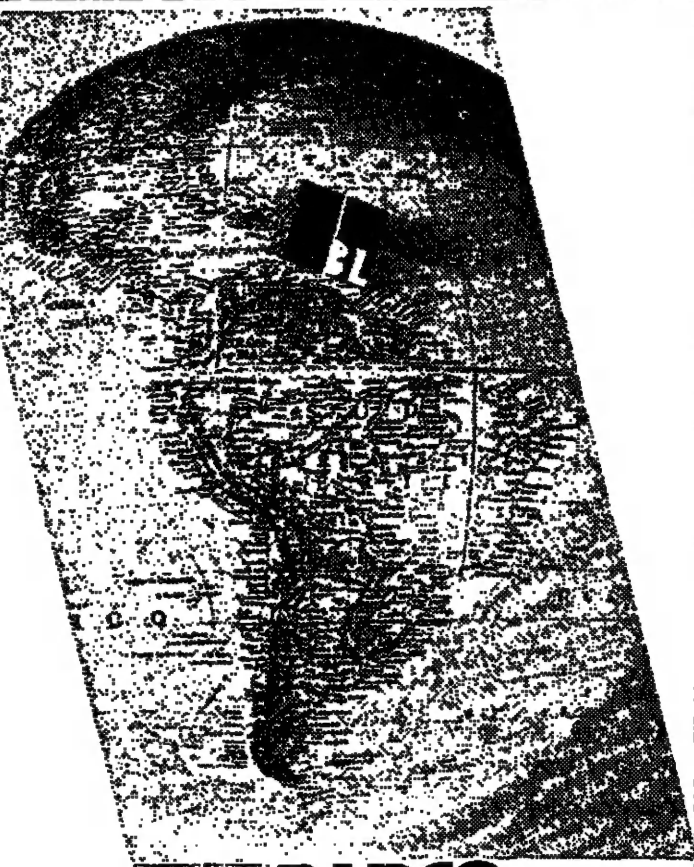
Fondo de Financiamiento de las Exportaciones (FINEXPO)
Banco Central de Venezuela Torre, 9 piso
Esquina de Santa Cecilia, Caracas
Tel. : 8298-11 et 70, poste 1374, 1318 et 1319
Telex : FINEXPO 22873 et 22875.

LE BANCO LATINO EST VOTRE MEILLEUR AMI AU VENEZUELA

Lors de votre prochain voyage d'affaires au Venezuela, votre premier rendez-vous doit être avec le BANCO LATINO.

Il y a de bonnes raisons pour cela :

- Son association avec le groupe bancaire SUOMERIS et ses banques et compagnies affiliées en Europe et en Amérique du Sud.
- Des correspondants dans 65 pays et des bureaux de représentation en ALLEMAGNE, au PORTUGAL, en ESPAGNE, aux USA, au CANADA, au MEXIQUE et en COLOMBIE.
- 54 succursales dans tout le pays, ce qui le situe parmi les plus importantes banques du Venezuela.
- Une efficacité reconnue dans le domaine des opérations internationales, reposant sur 30 années d'expérience.
- Une nette vocation latino-américaine qui fait du BANCO LATINO votre meilleur ami. Permettez-nous de vous servir. Nous sommes convaincus que ce premier rendez-vous sera le début d'une longue et fructueuse relation.



DEPARTAMENTO INTERNACIONAL
Banco Principal del BANCO LATINO, Plaza Bolívar,
Avenida Urbana con Fomento Americano
Teléfono: 525.5096
TELEX 21183 et 21215 RITAL
Adresse Filiale: Apartado de Correo 5124, Casco Viejo, VENEZUELA
Capital Payé et Réserve: 225.525.564,46 Bolívares

BANCO LATINO
el Banco de hoy

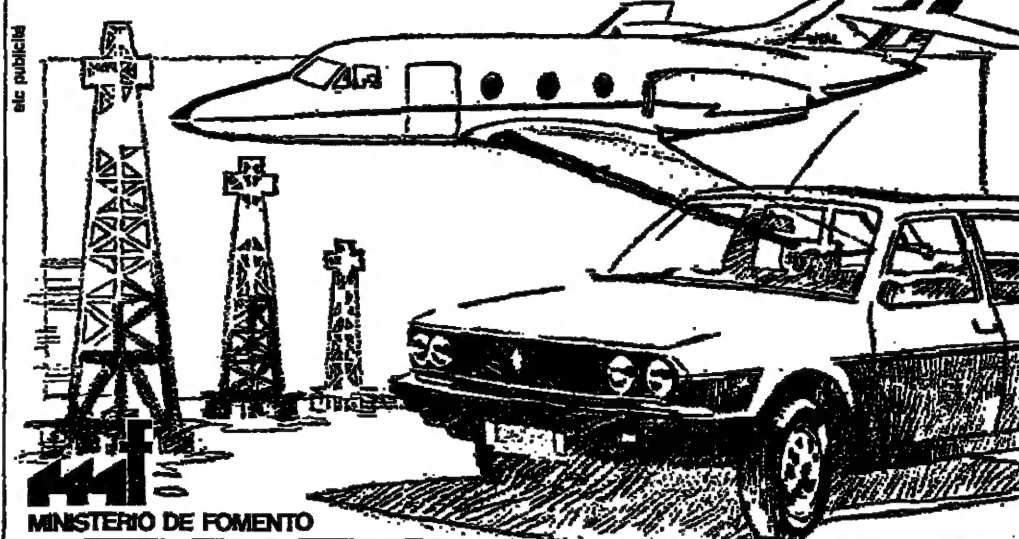
La Banque du Venezuela d'aujourd'hui

Le développement du Venezuela intéresse aussi la France.

Notre "Ministerio de Fomento" oriente la croissance économique de l'un des pays les plus prospères du Nouveau Monde.

Le "Ministerio de Fomento" du Venezuela assume la responsabilité de la politique des prix et de l'orientation des secteurs industriel et commercial.

Nous maintenons des contacts avec les principaux partenaires industriels et commerciaux français, ainsi qu'avec les fournisseurs de technologie nécessaire à notre développement, sur des bases d'échanges très satisfaisantes pour nos deux pays.



UNE PUISSANCE PÉTROLIÈRE « RAISONNABLE »

(Suite de la page 5)

Ce qui permet d'épargner des réserves de pétrole conventionnelles relativement faibles, puisqu'elles ne représentent que vingt-trois ans d'exportation au rythme actuel. Encore faut-il souligner que, si les réserves de brut lourd sont de cinquante ans, celles de pétrole léger ne sont que de huit ans.

Cette répartition défavorable a entraîné une révision de la politique de commercialisation pour accroître la part des bruts lourds — qui n'est encore que de 25 % — dans les contrats de pétrole. D'autre part, profitant de l'arrivée à terme, fin décembre 1979, de 90 % des accords en cours, Petroven a réduit les enlèvements des compagnies pétrolières au profit de contrats directs d'Etat à Etat (signés avec la Jamaïque,

l'Italie et vraisemblablement — lors de la venue à Paris, le 14 avril, du président Herrera Campins — avec la France), pour réduire la durée de ces contrats, éliminer les clauses qui laissent une certaine latitude à l'acheteur et ramener, à l'instar de nombreux autres pays de l'OPEP, les délais de crédit à trente jours.

Mais c'est dans la recherche que l'activité de Petroven et de ses filiales est la plus importante. Pas moins de 20 milliards de dollars seront investis au cours de la décennie dans l'exploration du pétrole conventionnel. En 1979, déjà mille cinquante-quatre puits ont été forés ; ils ont permis plusieurs découvertes de pétrole et de gaz (à l'est de la péninsule Paraguaná, dans la région du lac Maracaibo, au nord du gisement continental de Cumarebo...).

Bechtel a signé un contrat de conseil pour cette usine qui entrera en service en 1988. Mais la politique des responsables vénézuéliens est plutôt de confier cette amélioration — donc l'effort de financement des unités — aux pays consommateurs.

Un million de barils par jour, au moins, à la fin du siècle, cela devrait compenser le déclin des gisements conventionnels au début des années 2000. Mais si les réserves récupérables sont effectivement de 500 milliards de barils, cela signifie que le Venezuela dispose de pétrole pour plusieurs centaines d'années. On comprend que plusieurs personnalités vénézuéliennes qualifient « la ceinture pétrolière de l'Orénoque » de « réserve stratégique du pays ».

BRUNO DETHOMAS.

L'heure de l'Orénoque

Cependant, l'espoir est désormais placé dans l'exploitation des pétroles lourds de l'Orénoque. Au cours d'une conférence des Nations unies consacrée à l'énergie, le 26 novembre 1979, M. Volkenborn, un des responsables de la société Maraven (une des quatre filiales de Petroven), a précisé qu'après réévaluation les estimations font état de la présence de 2 000 à 3 000 milliards de barils de pétrole lourd (dont 500 milliards récupérables — de l'ordre de 70 milliards de tonnes, soit plus de vingt ans de la consommation mondiale actuelle) emmagasinés dans une nappe, d'une superficie de 40 000 kilomètres carrés, située entre 180 et 2100 mètres de profondeur.

Ces réserves étaient d'ailleurs déjà connues, mais leur exploitation semblait problématique : il s'agit, en effet, de pétrole très lourd, avec notamment un important contenu de soufre.

La hausse des prix du brut et la croissance de la demande mondiale ont cependant accru les perspectives d'exploitation de la nappe, les huiles lourdes de la côte est du lac Maracaibo, dont le taux de récupération est passé depuis 1955 de 11 % à 37 %,

ayant donné une expérience certaine à Petroven.

L'extraction par injection de vapeur et le traitement qui permet de transformer l'huile très lourde en produit plus léger et dépourvu de soufre et de métaux (donc utilisable dans des raffineries ordinaires) ne posent désormais plus de difficultés techniques (4). Un accord a d'ailleurs été signé en 1979 avec l'Institut français du pétrole pour la mise au point des techniques d'exploitation des gisements de l'Orénoque.

De plus, une étude sismique complète, cinq cents forages d'exploration et mille cent d'évaluation (à un coût de 500 millions de dollars) vont être effectués dans les cinq années à venir, pour préparer une production qui devrait être de 300 000 barils par jour en 1985, 600 000 en 1995 et 1 million en l'an 2000.

Dans le même temps, il a été décidé d'établir dans l'Etat de Monagas une unité-pilote d'amélioration du pétrole lourd (upgrading) de 125 000 barils par jour. La société américaine

(4) Exxon a mis au point un procédé qui permet de transformer cent vingt-cinq barils de brut très lourd (18° API) en cent barils de pétrole plus léger (28-30° API) sans soufre ni métaux.



LA RÉCESSION

Le gouvernement démocrate-chrétien entame la deuxième année de son mandat constitutionnel sous le signe de la récession économique. Les porte-parole du gouvernement n'aiment pas parler de récession ; ils préfèrent le terme de « gel » intentionnel, mais il ne fait aucun doute qu'il existe une sérieuse paralysie de la croissance et que la politique hésitante du gouvernement a débouché sur une véritable « contraction » de la production et du commerce. Les principaux indices économiques pour l'année 1979 ne laissent aucun doute à ce sujet : en 1979, le P.N.B. a augmenté d'à peine 3 %, le taux le plus bas de développement depuis vingt ans (à l'exception de 1966).

Un ambitieux plan de développement

La production industrielle n'a en particulier augmenté que de 0,4 %. Cette stagnation n'est compensée que par les revenus du pétrole, en augmentation de 8,6 %. Dans le domaine agricole, la croissance a également été inférieure à celle de l'année précédente. Le taux d'inflation est le plus élevé de toute l'histoire

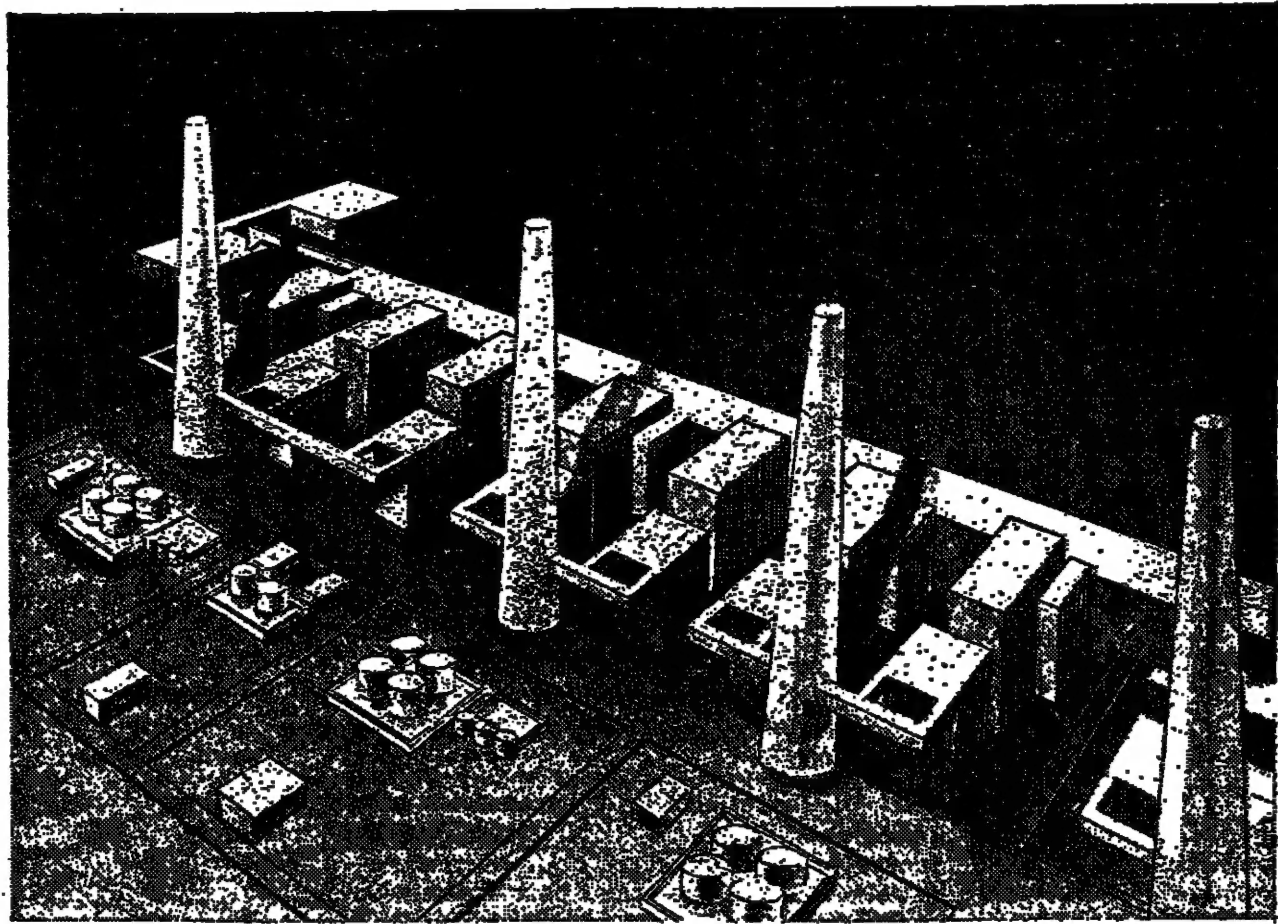
du Venezuela. La Banque centrale l'a estimée à 12,2 %, bien que des calculs plus précis situent l'augmentation de l'indice du coût de la vie autour de 18 %. Ces chiffres sont tout à fait inhabituels pour le Venezuela, qui a vécu depuis plusieurs décennies sous le signe de la croissance et de la stabilité des

prix, et qui conserve encore le souvenir de la vertigineuse expansion des années 1974 à 1977.

Le gouvernement social-démocrate de M. Carlos Andrés Pérez avait lancé un ambitieux plan de développement (cinquième plan national de 1976 à 1980), qui accordait au secteur industriel, essentiellement l'industrie lourde, un accroissement de 30 % des investissements publics. Les prévisions du cinquième plan ne se réalisèrent pas toutes, mais provoquèrent une injection démesurée des richesses à tous les niveaux. Comme on pouvait s'y attendre, l'offre intérieure des biens et des services ne put suivre au même rythme, d'où un gonflement considérable des importations (285 % entre 1974 et 1977) et une forte inflation. L'année 1978 s'acheva sur un déficit en compte courant de 5 567 millions de bolivars (1) et une diminution des réserves internationales de 1 707 millions de bolivars. Les pressions inflationnistes ne furent pas très visibles cette année-là. Le gouvernement eut, en effet, recours au contrôle des prix et aux taxes. La dette publique globale (enregistrée, non enregistrée et flottante) approcha, à la fin de 1978, l'énorme chiffre de 22 milliards de bolivars, ce qui fit dire au président Herrera Campins, lors de son discours d'investiture, en mars 1979 : « Je reçois un pays hypothéqué. »

Il était urgent de renverser la tendance grandement défavorable de la balance des paiements et il fallait redresser le système de prix déformé par les contrôles et les taxes. Le principal instrument utilisé fut le contrôle des liquidités monétaires. Durant le premier semestre de l'année 1979, la masse liquide diminua (-0,8 %) en raison du manque de devises et de la concentration des paiements de l'Etat à l'industrie privée. De juin à octobre, la masse des liquidités augmenta de 3,9 % et, d'octobre à décembre, de 10,7 %. Bien que, sur toute l'année, la croissance ait été de 14,9 %, l'année 1979 fut, en fait, pour

(1) Le bolivar vaut environ 1,02 F.



a beaucoup de combats électriques.

Une nation comme le Venezuela, qui cherche inlassablement une position de pointe parmi les nations du monde démocratique et développé, est consciente de ce qu'elle doit livrer de nombreuses batailles pour augmenter le progrès et renforcer le bien-être de son peuple.

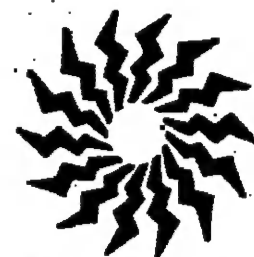
Combats électriques contre l'obscurité et le retard. Singulière manière d'imiter nos Libertadores. Et très près de Carabobo, lieu de notre plus grande geste libératrice à Punta-Moron, nous construisons Planta-Centro, un immense complexe thermoélec-

trique : 2.000 mégawatts de génération et 4.000 millions de F.F. d'investissements.

Une manière authentique de prouver que nous sommes disposés à lutter et à vaincre.

Il reste encore d'autres combats électriques de singulière importance. Ils seront plus faciles si nous comptons sur la technologie française comme alliée.

L'information technique et les caractéristiques de PLANTA CENTRO peuvent être obtenues à la BOITE POSTALE 61179 de CADAFE - CARACAS - VENEZUELA. — DIRECTION DES RELATIONS PUBLIQUES.



CADAFE
Entreprise d'énergie électrique
de l'Etat Vénézuélien.

Le Venezuela
La CANTV nous

La Compañía Anónima
CANTV est notre nom.
véhicule essentiel de l'ami



MALGRÉ LE PÉTROLE

Économie une année de contraction monétaire très nette, et cela à cause de l'irrégularité de cet accroissement. La stagnation des dépenses publiques, qui n'augmentent que de 17 %, taux très faible comparé à celui des années précédentes, est aussi une grande importance. L'effet sur la balance des paiements fut nettement positif : on réduisit les importations par manque de liquidités et on augmenta, d'autre part, le prix et la quantité des exportations pétrolières. L'année s'achève sur une balance des paiements en excédent de 1 300 millions de bolivars.

L'autre volet de l'action économique fut la politique des prix. Le gouvernement ne maintint des contrôles que sur soixante-dix des deux cents produits qui y étaient soumis précédemment. La consigne officielle était la protection de la libre concurrence, qui devait entraîner une meilleure efficacité et une baisse des prix. L'État devait simplement éliminer tout ce qui gênait la libre concurrence et, comme mesure complémentaire, on procédait à une considérable réduction des tarifs douaniers et à l'élimination progressive de certaines taxes.

Dans une économie comme celle du Venezuela, avec un sys-

tème de marché de monopole ou d'oligopole et un capitalisme d'État bien enraciné, la libération des prix n'a pas provoqué un accroissement de la production et de la productivité, puisque les industriels et les commerçants, devant l'insécurité générale, ont gelé leurs investissements. Il y eut une modération certaine de la hausse de certains prix (par exemple dans l'immobilier et les produits de luxe), cela a été obtenu grâce à la réduction des liquidités monétaires et non pas par les effets bénéfiques de la libre concurrence.

La réaction des syndicats ne se fit pas attendre. La centrale des travailleurs vénézuéliens (CTV), contrôlée par le parti d'opposition Acción democrática, réussit, grâce à la mobilisation de ses adhérents, à faire pression sur le gouvernement pour qu'il promulgue une loi générale d'augmentation de salaires. Cette loi est entrée en vigueur le 1^{er} janvier dernier et accorde une augmentation moyenne de 30 % sur tous les salaires. Il est facile de prédire les effets inflationnistes que va avoir cette augmentation quand on connaît le traditionnel comportement spéculatif d'une grande partie des industriels et des commerçants vénézuéliens.

qui a vendu en 1979 davantage de pétrole et à des prix plus élevés qu'en 1978. Mais il faut tenir compte du fait que le nouveau gouvernement installé en mars 1979 a hérité de nombreux déséquilibres (déficit de la balance des paiements, inflation artificiellement contenue, dette publique énorme, etc.).

On peut cependant constater un optimisme généralisé pour l'avenir économique à moyen terme. Optimisme fondé sur une série de faits indéniables. Le Venezuela dispose d'énormes réserves de pétrole lourd dans la ceinture de l'Orénoque. De telle sorte que l'afflux de ressources pétrolières est garanti pour beaucoup d'années encore. D'autre part, l'État vénézuélien a entrepris depuis plusieurs années un ambitieux programme de développement des industries lourdes — fer, acier, aluminium. A court terme, l'industrie du bâtiment va retrouver son précédent niveau d'activité puisque l'actuel gouvernement met son point d'honneur à encourager la construction de logements. Pour la période 1980-1984, on a programmé la construction de 834 000 logements dont 367 000 dans le secteur public et 367 000 dans le secteur privé. Même si on ne réalise que les deux tiers de ce programme, cela représente un énorme encouragement pour l'emploi. L'agriculture va aussi recevoir un fort soutien financier gouvernemental.

Reste le grave problème social : plus de la moitié de la population vit dans des conditions de misère extrême et la répartition de la richesse est aujourd'hui plus injuste qu'hier. Ces dernières années, un problème particulièrement explosif est venu s'ajouter : l'immigration clandestine en provenance d'autres pays latino-américains. On compte qu'il y a au Venezuela 3 millions d'étrangers en situation irrégulière pour une population d'à peu près 13 millions d'habitants. L'administration actuelle met l'accent sur la création d'emplois dans les services publics, en acceptant même une réduction importante des investissements directement productifs, mais le problème dépasse vraisemblablement les capacités de manœuvre du gouvernement.

IGNACIO PURROY.

De nombreuses faillites

Au cours de l'année 1979, la Banque centrale vénézuélienne a augmenté à plusieurs occasions les taux d'intérêt, qui sont passés de 12 % à 17 %. Cela a conduit à une augmentation substantielle des dépôts à terme et à l'achat de bons au porteur par le public. Pour la grande majorité des petites et moyennes entreprises, le recours au financement extérieur fut ainsi pratiquement exclu, d'où de nombreuses faillites et restructurations. La politique de libération des prix, telle qu'elle fut conduite, a donc accéléré le processus de concentration de capitaux.

Dans le secteur industriel, le secteur le plus touché a été celui de la construction. La récession dans le bâtiment a eu des conséquences très graves sur la situa-

tion de l'emploi, créant dans le même temps un climat général de découragement. Parmi les autres secteurs touchés, on trouve l'automobile qui a enregistré au cours de l'année passée une baisse de 13,6 % de la production et les textiles, secteur pour lequel il est chaque jour plus difficile d'être concurrent face aux pays employant une main-d'œuvre bon marché. En conséquence des facteurs mentionnés ci-dessus, on estime que le chômage qui, en 1978 était de 4 %, aurait augmenté jusqu'à 10 % à la fin de 1979.

Tous les faits précédents illustrent la récession de l'économie vénézuélienne en 1979. Cette récession pourrait sembler paradoxale pour une économie pétrolière comme celle du Venezuela.

Viasa la compagnie aérienne du Venezuela entreprend, dans les années 80, une planification réaliste au bénéfice de ses passagers.

• PONCTUALITÉ :

Nous n'épargnons aucun effort pour assurer la ponctualité de nos vols. Un plan horaire ingénieux, soigneusement élaboré, permet une plus grande souplesse de correspondances entre les différentes villes de notre réseau.



• HOSPITALITÉ :

Un plan d'amélioration de nos différents services au sol et à bord est une réalité. Nous souhaitons réaffirmer la chaleureuse hospitalité vénézuélienne.

"Nous nous devons d'être aussi bons au sol que dans nos vols"

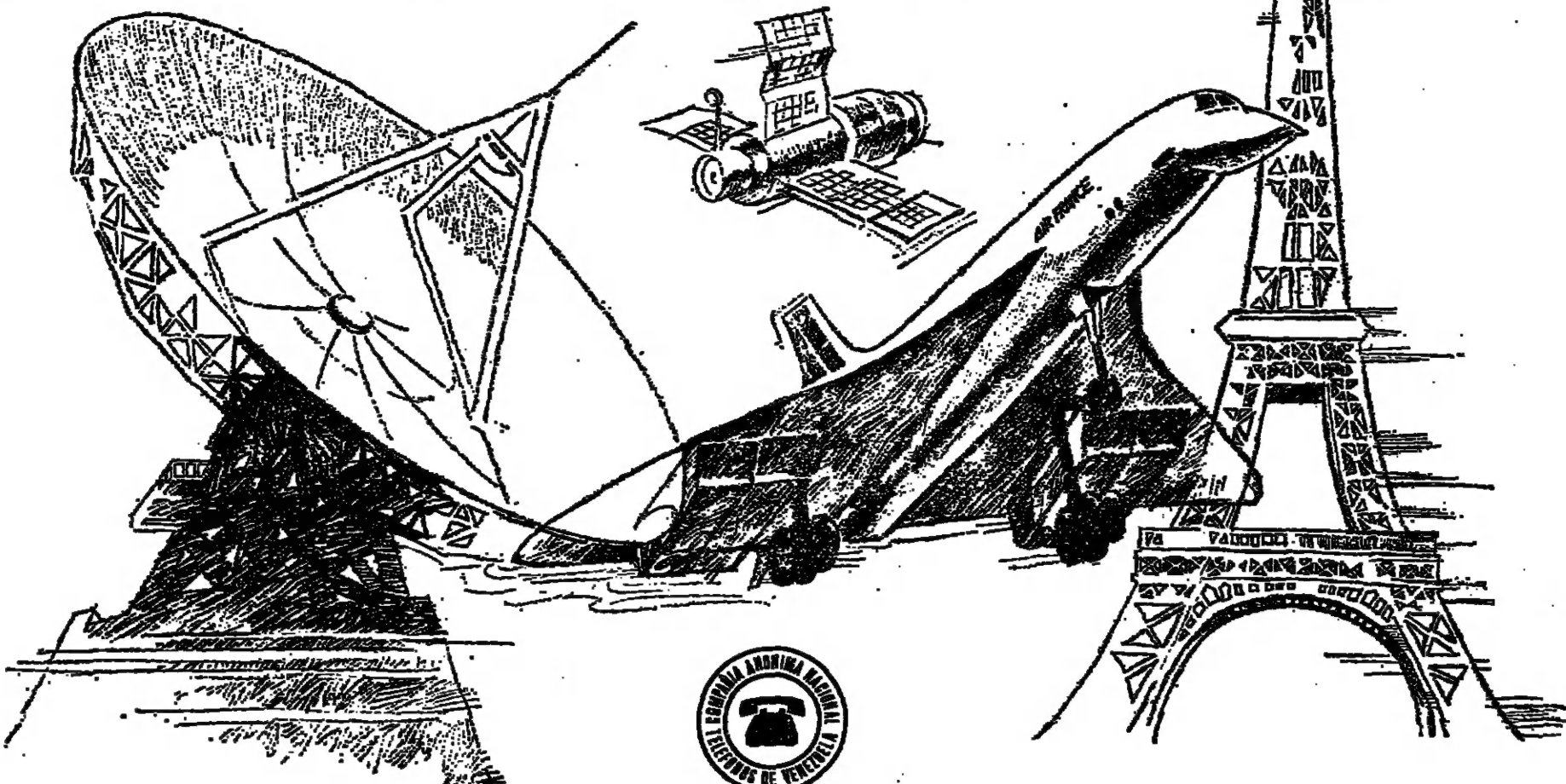
VIASA 80

des idées nouvelles dans l'air...

KIM Agent Général pour la France. 36 bis, avenue de l'Opéra - 75002 Paris
Réservation passage, Tél. : 266.57.19 / Fax, Tél. : 535.78.00

Le Venezuela à votre portée. La CANTV nous rapproche davantage.

La Compañía Anónima Nacional Telefonos de Venezuela, CANTV, est notre nom, et les télécommunications, véhicule essentiel de l'amitié, sont notre préoccupation.



La CANTV nous rapproche

ataille du
veloppement
iques.



Un entretien avec le président Herrera Campins

(Suite de la page 5.)
— Dites-nous cela au président de la République française ?

— J'ai formulé cette position à plusieurs reprises déjà. Je l'ai dit, en particulier, au gouvernement des États-Unis. Il ne faut pas laisser sentir le Nicaragua. Ne pas se laisser gagner par je ne sais quel pessimisme. J'ajouterais ceci, qu'il importe de prendre en compte le terrorisme n'a jamais été utilisé par les sandinistes comme méthode de lutte, ni avant ni après la victoire.

— Est-ce là une référence à la situation du Salvador ?

« La situation au Salvador est très difficile, et ceci à cause de l'obstination des précédents gouvernements, qui n'ont jamais voulu d'ouverture démocratique. Dans ce pays surpeuplé, économiquement tenu par quelques groupes familiaux, avec l'appui de secteurs militaires particulièrement durs, l'actuelle junte de gouvernement fait des efforts pour contrôler une situation dont beaucoup de fils lui échappent. »

« Il y a, au Salvador, des groupes terroristes, de droite et de gauche, et je crains qu'à force de terrorisme, beaucoup de gens se sentent, dans ce pays, accablés à l'extrême, sans une larme pour le sang versé. »

— Votre image de « candidat de l'aile gauche de la démocratie chrétienne » va en souffrir.

— J'essaie de faire ce qui convient au pays. Les gens du peuple savent que lorsque je dis que j'aime les pauvres, ce n'est pas un vain mot.

Un gouvernement austère

— Il y a trois ans, lorsque vous n'étiez que candidat à la présidence, vous n'aviez dit que vous accorderiez une grande attention à l'amélioration de l'administration et des services publics. Avez-vous avancé ?

— C'est une grave question. Il n'y a, dans ce pays, aucune conscience du service public. En revanche, il y a une épouvantable tradition d'abus. Il faut changer cela peu à peu. On a déjà un peu amélioré les communications. J'admets qu'il reste fort à faire.

— On parle beaucoup du scandale dans lequel est impliqué votre prédécesseur, le président Carlos Andrés Pérez. Cette affaire ne risque-t-elle pas, par-delà le tort porté au parti d'opposition, A.D., de saper la confiance des citoyens dans la démocratie vénézuélienne ?

— Dans les affaires de corruption, il faut agir avec circonspection et sans de la responsabilité. Sinon, on risque d'aboutir à une paralysie des organes de gouvernement, par crainte des accusations. Un gouvernement austère, comme le mien, a, certes, plus de facilité pour lutter contre la corruption.

« L'attitude de mon gouvernement est de donner tout appui aux organismes compétents pour vérifier les activités de l'administration. Je souhaite que le débat qui va s'ouvrir au Parlement à ce sujet garde une grande hauteur de ton. Ma conclusion sur ce point est que la lutte contre la corruption exige de bonnes lois, mais surtout le choix de gens honnêtes pour occuper les charges publiques. »

— Le gouvernement précédent était si actif qu'on l'a parfois taxé d'activisme. Le votre est souvent accusé, à l'inverse, de quasi-immobilité.

— Nous avons un dictionnaire populaire : qui se presse ne fait que se fatiguer. »

Propos recueillis par
JEAN-PIERRE CLERC.

UN SOIR A CARACAS

SIX heures du soir à Caracas. Les chauffeurs de taxi prennent le frais, les portières de leurs énormes voitures américaines grandes ouvertes, à côté des fontaines modernes des hôtels. Ils rient au nez des visiteurs qui leur demandent de les conduire dans le centre. C'est l'heure où la circulation est la plus insensée. Tout le cœur de la ville est immobilisé. On ne klaxonne même plus. La course, qui durerait une heure ou deux pour une faible distance, n'est pas rentable pour eux. Ils préfèrent s'abstenir et attendre que les choses se calment un peu.

Les autoroutes, qui traversent Caracas de part en part, ont des noms évocateurs : la pluie (« pulpo »), l'araignée (« araña »), l'arc-en-ciel (« arco iris »), le choc (« choque »), le choc contre le choc (« choque contra choque »), les citadins qui rentrent de leur travail dans leur voiture particulière, les petits employés entassés dans les taxis collectifs (« por puestas ») ou dans les autobus bondés, ont le regard absent. Ils ne seront pas chez eux avant 8 heures. L'essence coûte 30 centimes le litre.

Voilà quelques années déjà que l'on parle du métro. Des excavations gigantesques entourées de palissades sont le signe manifeste que quelque chose se

prépare. Mais un coup d'œil lancé à travers les planches ne laisse pas l'impression d'une activité frénétique. La même marque vaut d'ailleurs pour nombre de chantiers de la capitale, qui semblent arrêtés, les grues immobilisées en plein ciel à côté d'immeubles inachevés. Le Venezuela a une économie soumise aux accélérations et aux freinages brusques. Après le boom pétrolier des années 1973-1978 et une certaine « surchauffe », il se paye le luxe d'une pause.

Inutile de lever la tête d'un air interrogateur pour chercher sur la façade d'un immeuble un numéro ou la plaque indiquant le nom d'une rue. Ces renseignements sont inconnus. Le point de repère est l'« esquina », le carrefour. Pour donner son adresse, un « caraqueño » indique le sobriquet (ignoré de tous les plans, des agents de police et de ceux qui habitent deux carrefours plus loin) sous lequel est connu son « esquina ». Si l'on sort du centre, tout se complique, car l'unité de base devient l'« urbanización », le quartier qui est sorti de terre d'un seul coup il y a vingt ans ou la semaine dernière à l'emplacement d'un terrain vague ou d'une plantation.

La destruction du passé

Le « caraqueño » est homme d'action, et la préservation des monuments anciens n'est pas sa préoccupation majeure. Le dictateur Pérez Jiménez, renversé en 1958, a persécuté la destruction du vieux centre colonial, déjà largement entamé avant lui, et son remplacement par une architecture moderniste fondée sur le béton, les perspectives grandioses (destinées dans son esprit à servir de cadre aux défilés militaires) et les fontaines multicolores illuminées la nuit.

Le centre Simon-Bolívar, qui abrite de nombreux ministères, et dont les deux tours monumentales encadrent des dalles jaillies réservées aux flâneries et aux fonctionnaires venus prendre un peu d'air, est le modèle du genre.

Il reste pourtant encore quelques vestiges du passé. La cathédrale, de style baroque espagnol, semble perdue au milieu des buildings, mais, un peu plus loin, le Congrès et la place Bolívar, au centre de laquelle se dresse la statue, à cheval, du Libertador, conservent un peu du cachet du Caracas d'autrefois.

Un président bâtisseur et francophile, Guzmán Blanco, qui semble avoir été le modèle du « premier magistrat » décrit par Alejandro Carpentier dans le *Recuerdo* 1978.

de la méthode (1), a également laissé son empreinte. Quelques-uns des plus beaux bâtiments de la ville, le théâtre, le palais présidentiel de Miraflores, la Casa Amarilla (la Maison Jaune), siège du ministère des Affaires étrangères, ont été construits par ses soins.

Lois de ces splendeurs, les habitants des « superbloques », grands ensembles de dix à quinze étages, bâtis pour résorber les bidonvilles, attendent patiemment, le soir venu, que l'eau vienne bien monter dans les canalisations. L'électricité est parfois coupée, les dernières quittances n'ayant pas été réglées. Les loyers sont souvent « oubliés ». Certains « bloques », comme celui du 23-Janvier, sont le théâtre d'incidents quasi permanents entre bandes rivales. Le parti communiste avait tenté une expérience de guérilla urbaine dans ces grands ensembles dans les années 60. Il a renoncé depuis longtemps, mais certains groupes gauchistes maintiennent la tradition.

Un dirigeant du Mouvement vers le socialisme (MAS) reconnaît que le phénomène est aux limites de la délinquance et de la lutte politique : « Nous ne (1) *Le Recuerdo de la méthode*, d'Alejo Carpentier. Gallimard 1978.

sommes pas impliqués dans ce type d'action, mais nous sommes solidaires au besoin de ceux qui sont arrêtés, explique-t-il, car il s'agit quand même d'une expression de la terrible violence faite au peuple, d'une véritable explosion de rage devant des conditions de vie inacceptables. »

Les « superbloques » n'ont pas fait disparaître les « ranchitos », ces cabanes construites avec des cageots à légumes, des emballages de carton, des toiles goudronnées et, d'une façon générale, tous les objets de rebut d'une société industrielle. Escaladant les collines, parfois emportées par les torrents de boue lorsqu'il pleut, elles sont souvent peintes de couleurs vives qui font, pour un observateur instantané ou lointain, oublier leur misère. Elles surgissent en une nuit, gagnant sans cesse de nouveaux terrains de plus en plus éloignés du centre. Il n'est pas rare que, sur leur seuil, on se pressent les enfants et les animaux domestiques, poules et cochons, on voit apparaître crasse et saleté de son minuscule maître des lieux, un petit employé qui n'a pas trouvé mieux pour loger sa famille en raison des loyers prohibitifs de la capitale.

Ayant enfin franchi les embouteillages, les citadins les plus fortunés rentrent dans leur villa des « urbanizaciones » cossues : demeures de tous les styles, maisons basses traditionnelles blanchies à la chaux, aux poutres peintes en bleu, villas modernes aux formes audacieuses sur des modèles californiens, mas méditerranéens, chalets suisses.

La bourgeoisie de Caracas adore les réceptions, la vie mondaine, les goûters pour les dames autour d'une partie de cartes, les cocktails où les maris invitent leurs relations d'affaires. Il n'est pas interdit d'apporter ses bijoux, et, si la température ne le permet pas malgré l'altitude (900 mètres), on balisera au besoin la thermostat du climatiseur pour que l'hôte puisse faire admirer les fourrures qu'elle vient d'acheter à New-York.

Les hommes ont leur vie à eux. Ils sortent seuls, sauf pour les dîners d'apparat. L'entretien de quelques maîtresses fait partie du standing de l'homme d'affaires prospère ou du politicien arrivé. Il n'en est que plus doux, le soir venu, de rentrer dans ces banlieues calmes, caresser les têtes d'enfants endormis et s'asseoir à côté de l'épouse, toujours présumée fidèle, devant le poste de télévision dont les innombrables chaînes en couleurs ont toujours un film américain à offrir. — D. Dh.

Le rôle de la D.C. salvadorienne

« Dans ce panorama, il y a la démocratie chrétienne, qui a gagné deux fois les élections, en 1972 et 1977, et qui, deux fois, a été privée de sa victoire par des militaires de droite. Le chef de la démocratie chrétienne, José Napoleón Duarte, est un vieux luthier démocrate, un ami personnel, et dont je sais qu'il a mal à son pays. Il a été exilé par les militaires, après avoir été torturé, en 1972, et il est venu se réfugier ici, à Caracas. »

« Dans la junte de gouvernement, il y a de jeunes officiers, qui contrôlent mal les forces armées, y compris aux échelons subalternes. Dans cette situation de violence, ils ont décidé de nationaliser les banques, de lancer une réforme agraire. Je n'envisage pas leur situation, surtout depuis le vil assassinat de Mgr Romero. »

« Où va le Salvador ? Quelle solution ? Le pessimisme est de mise. Le vrai problème est de trouver des interlocuteurs. Le Venezuela est disposé à faire tout ce qu'il faut pour que la paix et la liberté règnent partout en Amérique centrale. Mais, sincèrement, personne, à ce jour, n'y voit très clair pour ce qui concerne le Salvador. »

— Où en sont vos relations avec les États-Unis ?

— Très cordiales. La politique des droits de l'homme du président Carter est à encourager. Nos relations scientifiques et technologiques se développent sans problèmes.

— Croquez-vous à une réconciliation prochaine du dialogue Nord-Sud ?

— Oui, c'est un thème d'actualité, avec toutes les difficultés que cela présente. À l'OPPEP, nous en avons parlé il y a quelques semaines. Nous souhaitons, d'abord, nous mettre d'accord sur nos critères communs fondamentaux entre pays producteurs de pétrole. Puis nous nous rencontrerons sur ces bases avec les autres pays en voie de développement, ce que nous appelons le dialogue Sud-Sud, puis nous nous lierons dialogue avec le Nord.

« Je crois beaucoup aux vertus d'un dialogue entre les pays développés de niveau moyen et les pays en voie de développement dotés de ressources naturelles, afin de mettre en pratique un programme de décollage économique de la partie la plus démunie du tiers-monde. »

— Sur le plan intérieur, quelles sont les priorités de votre gouvernement ?

— Ce sont l'éducation, l'agriculture, l'amélioration du sort des citoyens les plus déshérités, et la réorganisation de l'administration publique. L'éducation, nous l'entendons dans un sens global, qui englobe la science, la culture, les sports, etc. Nous avons déjà beaucoup amélioré la situation des écoles rurales, accordé attention à l'enseignement technique et technologique. Y compris au niveau universitaire, à la recherche appliquée. Nous souhaitons créer à Caracas, si possible sur fonds de l'OPPEP, un centre de hautes études pour jeunes techniciens du tiers-monde.

« En matière agricole, mon premier souci est de régulariser les titres de propriétés des paysans. Déjà trente-sept mille familles ont reçu de tels titres : quatre-vingt mille en seront dotées d'ici la fin de mon quinquennat. Nous avons augmenté les superficies irriguées, et poursuivons cette tâche. Nous avons, d'autre part, augmenté la production de certains produits, que, traditionnellement nous devons importer, et cela grâce à une revalorisation des prix payés aux producteurs. »

— Mais cela a entraîné une forte augmentation des prix à la consommation.

— C'est un fait. Mais les prix des principaux produits de consommation de masse, alimentaires notamment, demeurent contrôlés. Ce qui est vrai, c'est que le Venezuela est un pays « super-protégé » par l'État, ce

Pour vos opérations au Venezuela, le BANCO PROVINCIAL SAICA

(Banque associée avec le Crédit Lyonnais)

vous offre les renseignements et les services dont vous avez besoin

- 35 agences dans le pays
- Correspondants dans le monde entier

Toutes opérations

Au Venezuela, l'itinéraire de l'homme d'affaires commence au

BANCO PROVINCIAL SAICA
Marrón a Pelota n° 10, CARACAS

TÉLÉPHONE : 561-45-11 TÉLEX 22837-21501-21258-22660
561-41-22 APARTADO 1269-CARACAS
562-41-44

Finland

DES MISSILES SOVIÉTIQUES POUR LA DÉFENSE AÉRIENNE D'HELSINKI

(De notre correspondant.)

Le **SA** **VIETNAM** a reçu récemment, venant d'un pays étranger, l'assistance technique d'un spécialiste de l'industrie de la guerre. Ce spécialiste, un sa-ear SA-3 qui assure la défense, anti-aérienne, de la seule capitale du Vietnam, Hanoi, a été chargé de surveiller et de diriger la mise en œuvre de ces missiles et de leur système de commande, secret, mais le matériel est évalué à environ 300 millions de dollars.

Il s'agit pour l'instant, qu'il s'agisse de missiles ou de matériels d'armement, d'une simple instruction, et l'on ne peut pas dire qu'il s'agisse d'un tir d'essai d'armement. Mais, si les missiles sont effectivement tirés, il doit être installé dans les zones précises qui font encore l'objet de l'acquisition de ces missiles. Et, si l'on se rappelle que la France, avec l'assistance de l'Armée, vient d'ins-

soviétiques d'une portée de 100 kilomètres seulement. Il y a deux ans et servait à la défense anti-aérienne, la nécessité la formation d'une force de quarante-cinq Firs pour l' destruction en Finlande commença en septembre.

Les missiles en question sont version légèrement améliorée des missiles utilisés au Vietnam. Dans la guerre israélo-egyptienne de 1973. D'une longueur de 6 mètres, pesant 1 tonne et volant à Mach 2,5, ces engins peuvent atteindre des cibles à 100 kilomètres de distance et cinq kilomètres de distance et quinze kilomètres d'altitude. — P. P.

Le P.C.I. prône un « nouvel internationalisme » allant au-delà des frontières du communisme

De notre correspondant

C'est également au nom de la paix dans le monde et de l'autonomie de chaque parti que les communistes italiens ont refusé de participer à la prochaine conférence des P.C. européens à Paris. Il s'agit, selon M. Berlinguer, d'une initiative « erronée », en raison « de la méthode, du moment et du thème choisis » par les organisateurs (français et polonais). En allant à Paris, les communistes italiens s'aligneraient sur un bloc. Or, affirme-t-il, « c'est une erreur générale, « nous devons en rester ».

En fait, la défection du P.C.F. est douze fois plus importante qu'il n'est généralement admis. Elle accentue le désarroi de beaucoup de militants communistes français qui ont toujours considéré ce parti frère comme une page de leur histoire et un symbole d'orthodoxie ; d'une certaine manière on envie les camarades français de s'être aliégés aussi profondément sur l'U.R.S.S.

Ce mouvement, le P.C.I. l'appelle « *nouvel internationalisme* ». Il s'attache à ces yeux, les communistes, les socialistes, les sociaux-démocrates, les forces catholiques progressistes et l'ensemble des mouvements de libération nationale. Dans son intervention au conseil national, M. Giancarlo Pajetta, ministre des

La question n'est pourtant plus d'actualité. Il y a quelques mois on attendait les élections américaines. C'est de Shant Pittu, le Mésopotamien, qui pourrait alors donner un peu de vérité à ces prophéties. Mais Shant Pittu, M. de la République, n'est pas un homme à faire moudre du blé. Il est, on peut le dire, le virgo à droite d'une démocratie chrétienne et se veut pour un certain temps encore de

L'eurocommunisme sans le P.C.F.

Né voulant plus de bloc idéologique, ne se résignant pas à la tension internationale, le P.C.I. se heurte à son homologue français. C'est au P.C.F. que songe évidemment M. Berlinguer lorsqu'il affirme : « Si on veut continuer à conserver la force des partis communistes, il est tout pour sûr que les partis socia-

China

Les autorités remettent à l'honneur les dispositions sur la protection des secrets d'État

De nome corrispondente

«... et, à l'égard de vous, intéressés, les oracles ennemis vous trompent ! » C'est un peu l'aveu d'un échec. Mais, dans la suite, les « Quotidiens du peuple en publiant à nouveau les règlements datant de 1951 sur la « protection des secrets d'Etat », ont écrit : «... Par exemple, explique le journal, une lutte de classes extrêmement complexe se poursuit à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. L'ennemi ne cesse de nous attaquer par ses activités secrètes, l'ennemi, ce sont, paraît-il, « les contre-révolutionnaires et autres mauvais éléments », « les hégémonistes » et « les forces réactionnaires » qui « agissent » contre la « révolution » de la Chine et à « y » renverser la dictature du prolétariat ».

Après les déclarations

Après les déclarations de M. Pham Van Dong sur le Cachemire.

LE PAKISTAN FERME SA MISSION DIPLOMATIQUE A HANOÏ

Le Pakistan a annoncé, vendredi 11 avril, qu'il allait fermer ses ambassades à l'Inde, en raison de la mission diplomatique à New Delhi de l'ancien ministre indien des Affaires étrangères, V. K. Mehta, et de son adjoint, V. D. Dongre, affirmant que le Pakistan n'avait pas d'ambassade à New Delhi. Le Pakistan était en partie irrité par le fait que le Pakistan n'avait pas d'ambassade à New Delhi, et que le Pakistan n'avait pas d'ambassade à New Delhi. Paradoxalement, les propos émis par le ministre indien des Affaires étrangères, P. V. Nellore, le 10 avril, ont été interprétés par le Pakistan comme une déclaration de guerre. Le Pakistan a déclaré qu'il n'avait pas d'ambassade à New Delhi, et qu'il n'avait pas d'ambassade à New Delhi. L'Union soviétique et son allié indien ont soutenu la position du Pakistan, et ont déclaré qu'ils n'ont pas d'ambassade à New Delhi. L'Union soviétique a déclaré qu'elle n'avait pas d'ambassade à New Delhi, et qu'elle n'avait pas d'ambassade à New Delhi. L'Union soviétique a déclaré qu'elle n'avait pas d'ambassade à New Delhi, et qu'elle n'avait pas d'ambassade à New Delhi.

Le communiqué publié le 12 avril, à l'issue de la visite de M. Pham Van Dong en Inde, rap- pelle que New-Delhi et Hanoï sont « d'accord pour contribuer au renforcement de la paix et de la stabilité » en Asie mais ne fai- sent mention ni de l'Afghanistan ni du Cambodge, sujets sur lesquels les Indiens et Vietnamiens sont en désaccord (Le Monde du 11 avril).

A travers le monde

Burundi

● **DEUX PRETRES**, les Pères Sergio Cambiagani, de nationalité italienne, et Jesus Jimeno, de nationalité espagnole, qui résidaient dans des missions situées au sud du Burundi, ont été expulsés du pays et déclarés indésirables, rapporte, jeudi 10 avril, le quotidien du Burundi, le *Renouveau*. — (A.F.P.)

Index

● **LA COUR SUPREME DE L'INDIE** a acquiescé, vendredi 11 avril, **MM. Sanjay Gandhi**, fils du premier ministre, et **V.C. Shukla**, ancien ministre de l'Information, qui avaient été accusés d'avoir participé à des ans de prison pour avoir fait détruire, sous l'état d'urgence, les copies d'un film, « **Siddhant** » (l'Essence du chaos), satire de l'administration sous le régime d'exception. **MM. Gandhi** et **Shukla** avaient été sans dépense de justice libérés provisoirement à la suite de quoi le procureur du film et le principal témoin de l'accusation avaient pour plaider devant le même tribunal, le 10 avril, demandé le dépôt en prison des deux inculpés... (**A.F.F.**)

Philippines

● **LE PRESIDENT MARCOS** a ordonné, vendredi 11 avril, la libération du Père Edilio de la Torre sous la condition qu'il quitte le pays et s'exile à Rome. Emprisonné depuis décembre 1974 pour avoir révélé des cas de torture politique, il avait été accusé de « subversion » et de relations avec des groupes d'extrême gauche. Les Etats-Unis et le Vatican étaient intervenus en faveur de sa libération.

Portugal

● LE CONSEIL DE LA REVOLUTION a jugé inconstitutionnel, le jeudi 10 avril, un projet de loi du gouvernement ouvrant la banque, les assurances, la production d'énergie et de ciment à l'initiative privée. Ainsi le projet ne sera pas promulgué par le président de la République. Le gouvernement doit préparer un nouveau texte d'où seront exclus les aspects jugés contraires à la loi fondamentale. — (Cor-

Thaïlande

● L'EXPLOSION D'UNE GRE-
NADE dans un cinéma en
plein air a fait onze morts et
plus de vingt blessés dans la
province de Trat dans le sud-
est de la Thaïlande s'il en
appartient à Bangkok le vendredi
11 avril. — (Rexter.)

Zambia

● **CONDAMNATION** "EN
L'AFRIQUE DU SUD"
Le Conseil de sécurité des Nations
unies a adopté, vendredi
11 avril, à l'unanimité, une
résolution condamnant les
activités du Sud pour ses activités
« répétées, intensifiées et dé-
bordées » contre la Zambie, qui
consistent de ces violations de
la souveraineté et de l'intégrité
et de son intégrité territoriale.
Le Conseil de sécurité réclame
le retrait immédiat des soldats
sud-africains de la Zambie
sambien et l'arrêt des « viola-
tions de l'espace aérien sam-
bien ».

« D'autre part, huit États
ont trouvé la mort, leurs blessés
ayant sans doute subi de graves
blessures, posés par les forces
sud-africaines, dans la zone
frontalière de la Zambie et
de l'Angola ».

Afghanistan

Don't let your company get caught in a bind.

[illegible]

Le régime irakien dirige le pays par la terreur. Les dirigeants du régime qui règne entre les deux bords du Tigre ont fait de la terreur le principe de leur politique. Les dirigeants du régime ont fait de la terreur le principe de leur politique. Les dirigeants du régime ont fait de la terreur le principe de leur politique.

Les Soviétiques semblent ne pas subir de pertes significatives dans cette région et s'en font fort, en raison de la protection de la ligne de front par les chars et les véhicules blindés et d'Assar. Des convois de munitions et de charbons arrivent sans cesse, mais Assar est un grand portier d'armes par sa position stratégique. Les Russes ont tenu bon, en effet. Une fois de plus, ils ont résisté, la nuit, les japonais, malgré les chars et les avions, ont vaincu les Russes. Les Russes ont vaincu les japonais, malgré les chars et les avions, ont vaincu les Russes.

[illegible]

Les autorités remettent à l'honneur les dispositions sur la protection des secrets d'État

« De notre correspondant

« L'Union, » les plus vives, intéressées, les oreilles tendues sous le coup ? C'est un peu l'expression qui lance sur Chien-Shan, le Goudouin du peuple, un bulletin à nouveau les règlements datant de 1951 sur la « protection des secrets d'Etat ».

« Le journal, une lutte de classes extrêmement complexe se poursuit à Fichang, » dit-il, « et nous ne cessent d'y aller. L'ennemi ne se douterait pas contre nous des activités secrètes, à l'ennemi, ce sont, paraît-il, « les classes-révolutionnaires », « les masses », « les éléments », « les légionnaires » et « les forces réactionnaires » qui cherchent à « entraver la modernisation du pays » et à « y renverser la dictature du prolétariat ».

« Le journal, » dit-il, « est un

« on doit être constamment « adigués » dans cet esprit. Des sanctions sont prévues contre les « ennemis » et « les éléments » pour les plus vigilants, en particulier pour les démissionnaires, car « le contrôle matériel » des troupes est « extrêmement » recommandé.

« Espionnage ? Complexes obsidionaux ? » dit-il, « les troupes sont en Chine, et c'est précisément parce qu'il aurait divulgué des secrets et des informations sur le journal, le commandant Wei Jingchang a été exécuté quinze ans de prison en 1950. Quant aux contacts avec les « amis étrangers », il a été déclaré que « les troupes ne peuvent pas être fermées à la frontière des canaux autorisés. »

« Le sévère mise en garde du Quotidien du peuple n'empêche pas de HOUYU » pour

Après les déclarations

à l'écoute des quatre à six manques de renseignements aussi des nouvelles éphémères historiques, ont conduit à un relâchement de la vigilance. On laisse traîner des documents, on bavarde avec des parents ou des amis, on prend des notes personnelles... Autant d'écarts de conduite, avoue l'expert. Le *Quotidien de l'ouvrier*, quelques jours plus tôt, avait insisté à l'avance ce rappel à l'ordre. Certains, notait-il en substance, estiment que la protection des secrets s'est plutôt guinée au Thwait et qu'il est possible de priser par satellites permirent de compter les boutons sur la veste d'un pléon. Cela, répondait l'organe des syndicats, pose effectivement des problèmes, mais les techniques modernes ne sont pas si compliquées qu'on s'en fait une idée. On aura vu, par exemple, que l'un des raisons de l'avis pour être prudent.

La notion de « secret d'Etat » exposée dans les règlements de 1881 est extrêmement large. Dix-sept domaines sont énumérés : renseignements militaires, renseignements politiques, renseignements diplomatiques, renseignements financiers, renseignements scientifiques, renseignements économiques, renseignements statistiques, etc. mais les questions « législatives et judiciaires », les « structures et emplacements des organismes du pouvoir », les « armements et les fabrications de médicaments » sont également données protégées. Il n'est jusqu'aux prévisions météorologiques qui ne puissent être classées comme « affaires d'Etat ». L'indiquée sur leurs propres défaillances possibles, les auteurs du règlement ont ajouté que la « confidentialité » doit être encore appliquée à « tout le reste ».

Le règlement décrit en outre le complexe appareil de « groupes de contrôle », de procédures, de règlements, de lois qui doivent être appliqués au ministre, à l'atelier en passant par les établissements d'enseignement, Cha-

administrer la partie nord du séant contrôlé par New-Delhi. Les habitants de ces villes ont été mal accueillis même en Inde. Plusieurs journaux de New-Delhi les ont qualifiés de « nains », et ont même contesté l'existence au sujet du Cachemire « entré » depuis plusieurs années.

L'Union soviétique et son allié vietnamien s'efforcent de ramener ces questions à des observateurs étrangers à Moscou. C'est ainsi que l'« Etide rouge », organe des forces armées soviétiques, écrit le 12 avril, que l'occupation par le Pakistan d'une portion de ce « territoire indien » permettrait à la Chine de faire parvenir des armes aux rebelles azad.

Le communiqué publié le 12 avril, à l'issue de la visite de M. Pham Van Dong en Inde, rapporte que le « Delti et Hanoi ont un accord » sur le « renforcement de la paix et de la stabilité » en Asie mais ne fait mention ni de l'Afghanistan ni du Pakistan, ni des Indes, des Indiens et Vietnamiens sur lesquels désaccord (le Monde du 11 avril).

(A.F.P.)

1990

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

Questions au gouvernement

AU PALAIS-BOURBON

M. Frédéric-Dupont dénonce «une opération électorale au profit du premier ministre»

Vendredi 11 avril, à l'Assemblée nationale, sous la présidence de M. Lucien Villa (P.C.), au cours de la séance consacrée aux questions orales sans débat, les sujets suivants sont notamment abordés :

● Transfert du service des approvisionnements de la S.N.C.F.

M. EDUARD FREDERIC-DUPONT (Paris, app. R.P.R.) interroge le gouvernement sur le transfert du service des approvisionnements de la S.N.C.F. de Paris à Lyon. Ce service, note-t-il, emploie huit cents personnes et, par l'intermédiaire des achats qu'il effectue dans plus de deux mille P.M.E. de la région parisienne, seize mille emplois, selon lui, « sont en jeu dans cette affaire ».

M. JACQUES BARROT, ministre de la Santé, répond à la place de M. LE TREUIL, ministre des transports, empêché, estime que ce transfert concerne environ six cents cinquante personnes et indique qu'il est prévu pour 1983, date de la mise en service de la ligne Paris-Lyon. « Il ne sera procédé à aucun licenciement », dit-il. Il sera tenu compte pour l'affectation du personnel des desiderata exprimés et des demandes, toujours très nombreuses, de départs de Paris vers la province. Les mesures adéquates sont prises afin d'atténuer les conséquences du transfert pour les cheministes mutés à Lyon ou reclassés dans d'autres services.

M. Frédéric-Dupont proteste : « Vous parlez d'un transfert de six cents emplois. Mais, il n'y a pas si longtemps, à Lyon, en présence de M. le ministre, M. Barrot a entretenu des discussions, que l'on pourrait se réjouir de la venue de huit cents emplois. Evidem-

ment, c'était à Lyon ! Alors, agité d'une opération montée par les bureaucrates de la DATAR, opération inqualifiable, opération électorale au profit du premier ministre ? »

Le ministre de la Santé reprend la parole : « Je ne peux tolérer l'accusation d'opération électorale : le projet de décentralisation est à l'étude depuis longtemps, il s'agit d'une politique d'ensemble, dont tous les pouvoirs publics ont été sollicités, et qui vise à mieux répartir sur le territoire français un certain nombre de services. »

● Acupuncture.

M. JACQUES BARROT, ministre de la Santé, répond à M. JEAN-PIERRE DELALANDE (R.P.R., Val-d'Oise) sur l'enseignement de l'acupuncture et le remboursement des actes pratiqués par les médecins acupuncteurs. Le ministre déclare : « La technique de l'acupuncture est un enseignement fondé sur des traditions, un enseignement académique était difficile à mettre en place. Toutefois, certains universitaires ont commencé à dispenser un enseignement spécifique. Celui-ci rencontre un succès certain. Il faut en garantir la qualité, et c'est ce à quoi nous nous attachons, en liaison étroite avec les organisations représentatives de la profession. Pour ce qui est de l'exercice de l'acupuncture, le conseil de l'ordre des médecins se préoccupe actuellement de définir des critères de qualification. Je souhaite que les médecins, afin que nous puissions bien situer l'acupuncture dans l'ensemble de notre système de soins. »

Les refus de remboursement dont M. Delalande a fait état sont, remarque M. Barrot, « des décisions de caisses de maladie, prises sur avis du contrôle médical. Ils interviennent souvent à propos d'actes cumulés d'acupuncture et d'autres soins. Cela pose le problème de l'introduction dans la nomenclature de la notion d'acte global d'acupuncture, réclamée par le Syndicat des médecins acupuncteurs, mais qui n'a pas été prise en compte par la commission permanente de la nomenclature. »

AU SÉNAT

L'incohérence des nouveaux programmes d'histoire dans les lycées

Répondant à M. HENRI CAILLAVET (Union démocratique, Lot-et-Garonne), qui interrogeait sur les laborieuses conditions de travail à l'inter service route, M. JEAN-PIERRE LECAT, ministre de la Culture et de la Communication, a indiqué, vendredi 11 avril, que l'exploitation d'inter service route est partagée, par suite d'une convention, entre la gendarmerie, la police, la direction des routes et Radio-France. « Les appels téléphoniques », a-t-il précisé, « se montent, certes, parfois à trente mille par jour, mais il ne s'agit que de points. La moyenne est de sept cent cinquante appels. Un répondant automatique est installé et les cinq collaborateurs d'inter service route sont rémunérés au cachet, avec prime de nuit. »

M. Caillavet a fait remarquer au ministre qu'en 1969 l'inter service route recevait dix mille appels par jour, et disposait de trente-deux personnes à son service. Aujourd'hui, les appels sont parfois de trente mille et il n'y a plus que sept personnes au service d'inter service route. Quant au personnel, il est rémunéré au cachet, comme les artistes de variétés, ne disposant plus de troisième mois, ni des congés payés, ni du remboursement des frais de déplacement jusqu'à Rosny.

Dans une autre question, M. Henri Caillavet adresse l'attention du ministre de l'Éducation sur les « errements » issus des nouveaux programmes d'histoire dans le second cycle des lycées. La suppression de l'étude du dix-neuvième siècle lui paraît notamment une profonde incohérence quand il s'agit d'approfondir les problèmes contemporains.

M. JACQUES PELLETIER, secrétaire d'État à l'Éducation, a tenu à rassurer le sénateur de Lot-et-Garonne en lui indiquant que, en classe de seconde, deux trimestres étaient réservés à l'étude du dix-neuvième siècle. « La mise en place des nouveaux programmes », a-t-il précisé, « qui ne sont pas encore entièrement redigés, n'a fait l'objet d'aucune diffusion publique. Celle-ci se fera suivant le calendrier prévu, et il sera procédé à tous les redressements nécessaires au fur et à mesure que la nécessité en apparaîtra. »

● L'entretien des églises rurales.

M. JEAN CLUZEL (Union cent., Allier) demandait au ministre de la Culture si, dans le cadre de l'année du patrimoine, des mesures étaient envisagées pour aider les communes rurales, notamment à mieux entretenir leurs églises classées monuments historiques.

M. Jean-Philippe Lecat a répondu : « Sur trente et un mille monuments historiques protégés, on compte quatre mille six cents classés. « Seul » il est vrai que l'entretien de quelques dizaines de milliers d'églises non classées du milieu rural met les municipalités dans

l'embarras, même quand l'État participe à raison de 50 %. » « Je suis disposé », a-t-il ajouté, à méditer les propositions de M. Caillavet à la disposition des communes qui sont le plus gênées. D'autre part, l'association pour l'enrichissement du patrimoine culturel a obtenu de l'État, en 1979, des crédits budgétaires de 100 millions, qui ont permis de financer 100 projets de restauration d'un groupe aussi important et affirme que l'on oublie un peu trop « la finalité sociale de la Culture, dont les projets de restauration de monuments sont de plus en plus mesurés et de plus en plus chers. » — A. G.

● La fiscalité successorale et la disparition des entreprises.

M. LOMBARD (Union centriste, Finistère) demandait au ministre du budget quelles mesures le gouvernement envisageait de prendre pour remédier à la disparition des entreprises de la région de la Loire, dans le régime actuel du droit et de la fiscalité. M. PAPON a indiqué notamment : « La première critique que vous nous adressez concerne le droit successoral et vise la réserve héréditaire. Mais nous nous heurtons là à un principe fondamental du droit : l'égalité des héritiers, égalité de la part, égalité de la réserve. La seconde critique porte sur la prohibition des pactes sur successions futures, qui interdirait la conclusion des pactes de famille. Faut-il permettre que les enfants de renoncer, et de façon définitive, à leurs réserves héréditaires ? Ce serait aller non seulement contre le droit français, mais contre la tradition française. Dans ces conditions, le meilleur remède me paraît être dans le développement de l'information afin d'encourager les dirigeants d'entreprises à mieux préparer leur succession. »

● La restructuration de la Caisse des dépôts.

MM. MACHEFER (P.S., Yvelines) et LE PORS (P.C., Haute-Saône), s'inquiétaient des intentions gouvernementales au sujet de la restructuration du groupe des filiales de la Caisse des dépôts et consignations. M. Papon a apporté les précisions suivantes : « Par sa restructuration, la Caisse des dépôts entend améliorer les services qu'elle est en mesure de fournir sur le marché national et international de l'ingénierie. Il n'est pas question de démantèlement, mais plusieurs des sociétés se trouvant dans une situation financière qu'il fallait redresser d'urgence. Les sommes importantes qui seront mises à la disposition des sociétés restructurées ne seront pas

prises sur les fonds d'épargne, mais sur les fonds propres de la Caisse des dépôts. L'emploi sera mis en œuvre, les entreprises seront d'entreprise ont été saisies. »

Dans sa réponse, M. Machefer souligne l'importance des fonds gérés par la Caisse des dépôts et consignations, « qui équivalent », dit-il, à l'ensemble du budget national. Il regrette que le Parlement ne soit pas informé des projets de restructuration d'un groupe aussi important et affirme que l'on oublie un peu trop « la finalité sociale de la Caisse, dont les projets de restructuration de monuments sont de plus en plus mesurés et de plus en plus chers. » — A. G.

Les déclarations de M. Mitterrand devant la conférence de l'Internationale socialiste

M. ESTIER ACCUSE «L'HUMANITÉ» DE «FALSIFICATION»

M. Claude Estier, directeur de l'Unité, dénonce, dans le numéro daté 11-12 avril, la « falsification » opérée par l'« Humanité » et, en particulier par le journaliste Jean Le Gac sur les propos tenus par François Mitterrand à Saint-Domingue, devant la conférence de l'Internationale socialiste réunie à la fin du mois de mars. « Il est tout à fait significatif », écrit M. Estier, « de voir trois fois de suite sur ce qu'il nomme le « coup de Saint-Domingue », Le Gac qui, évidemment, n'y était pas ne consigne pas une seule ligne à expliquer ce qui s'est réellement passé au cours de cette réunion de l'Internationale où se trouvaient pour la première fois des représentants d'une quinzaine de partis progressistes et révolutionnaires d'Amérique latine et à laquelle Fidel Castro (les lecteurs de l'« Humanité » n'en savent rien non plus) avait adressé un chaleureux salut en sa qualité de président du mouvement des non-alignés. »

Dans l'« Humanité » du vendredi 11 avril, M. Michel Naudy résume les « témoins » cités par M. Estier : « M. Pierre Guizot, l'un des animateurs du CERS, et M. Mario Soares, dirigeant du P.S. portugais, — et écrit : « Les analyses de François Mitterrand sur l'immense mérite, une fois n'est pas coutume, d'exprimer haut et clair le fond de sa politique. Il faut bien, en effet, constater une cohérence certaine entre les discours de « guerre froide » tenus outre-Atlantique et la pratique quotidienne, dont le résultat fut naguère d'interdire l'arrivée de la gauche au pouvoir pour permettre au parti socialiste d'y parvenir seul dans un avenir qui paraît proche. »

Un bon anniversaire pour M. Barre

(Suite de la première page).

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, si l'on considère son isolement politique et les multiples crises traversées, de tous bords, non seulement à ses options économiques et sociales mais aussi à son style personnel, depuis sa nomination à la tête du gouvernement il y a trois ans et huit mois, — M. Barre a d'ores et déjà dépassé, dans la continuité de sa charge, tous ses prédécesseurs sous la République à la seule exception de Georges Pompidou dont le record (six ans et trois mois) est encore loin d'être battu. Et sans penser que M. Valéry Giscard d'Estaing n'est qu'un fleuve hypothétique, on discerne mal pour quelle raison le chef de l'État se priverait aujourd'hui de la collaboration d'un premier ministre qui cristallise si bien l'impopularité et dont il ne cesse de louer publiquement les mérites.

C'est devenu l'apanage de constater que les divisions de l'opposition et les foucades velléitaires du R.P.R. contribuent, pour une part, à la stabilité de l'exécutif. M. Barre, pour sa part, ne paraît redouter aucun changement en ce domaine. Il se fait aucun doute, pour lui, que si M. Jacques Chirac participe à l'élection présidentielle de 1981, il connaîtra une insuccès similaire à celui que la liste gaulliste a subi en juin 1978 aux élections européennes. Le premier ministre prédit que le président du R.P.R. ne recueillerait pas plus de 15 % des suffrages exprimés.

Il avait, en effet, annoncé avant le scrutin du 10 juin, avait à peine été démenti par les résultats, puisque la liste D.F.P. en avait recueilli 18,24 %. M. Barre, par ailleurs, ne se contente pas de résister à l'assaut du tandem institutionnel que forment MM. Giscard d'Estaing et Barre s'explique aussi par une remise en cause de son rôle, en ce qui concerne d'une part le fonctionnement et la pratique des institutions, et d'autre part, les objectifs à poursuivre. Ce n'est pas l'« Humanité » qui souligne par M. Barre au cours de sa conférence de presse du 28 novembre 1978, continue de se contenter de penser à la croissance, dans la priorité accordée à la défense de la monnaie. « Le maintien d'un franc solide est pour

moi un objectif historique et quotidien », soulignait M. Giscard d'Estaing le 25 mars à Lyon. Le franc est devenu une des monnaies les plus stables du monde. Tout sera fait pour qu'il le reste. C'était encore rendre hommage à M. Barre, qui avait déclaré trois semaines auparavant, dans son interview à Sud-Ouest : « Mon second motif de satisfaction, depuis 1976 (le premier étant la victoire de la majorité aux législatives de 1978) est que mon nom soit associé à la défense du franc. C'est un témoignage de confiance qui me donne le plus de fierté. » Ce qui ne pouvait laisser entendre avec plus d'immodestie à M. Giscard d'Estaing que l'intérêt de l'économie française interdirait tout changement de cap ou de « barreur ». Jusqu'à présent, le chef de l'État partage ce point de vue.

L'argument de la nécessaire continuité des actions engagées est d'ailleurs très cher aux deux hommes. M. Barre y recourt d'autant plus volontiers que sa politique, explique-t-il, exige une longue durée pour réussir, dans la mesure où, par ses caractéristiques mêmes, elle ne produit ses effets positifs que très lentement. C'est ce qu'il soulignait, le 8 février dernier, devant les étudiants de l'Institut d'études françaises de l'université de New-York en indiquant que la particularité de la politique économique française tient au fait que celle-ci n'est d'inspiration « ni classique, ni keynésienne, ni monétariste ». Il avait, en effet, prouvé que les thèses de ces trois écoles se confondent.

Le « barisme », selon M. Barre, « retient de l'école classique l'idée que la maîtrise des coûts de production est la condition fondamentale d'une économie, et de la solidité de sa monnaie. Il retient de Keynes l'idée que l'équilibre économique ne s'établit pas automatiquement d'un niveau assurant un emploi satisfaisant des ressources et qu'une action sur la demande globale est nécessaire pour assurer un certain taux de croissance de l'économie ». Il emprunte, enfin, à l'école monétariste, l'idée que la croissance de la masse monétaire doit être contenue à moyen terme dans les limites dictées par l'objectif de désinflation. »

Dissonances

C'est au nom de cette « complémentarité indispensable » de l'État et de la politique, que M. Barre a pu résister à l'assaut des détracteurs avec la soutien, jusqu'à présent indéfectible, du président de la République. Et il est incontestable que cette complémentarité a permis au chef de l'État de mener à bien une politique fondamentale et la solidarité existant institutionnellement entre l'Élysée et l'Hôtel Matignon.

L'attelage Giscard d'Estaing-Barre apparaît ainsi comme l'un des plus résistants que la V^e République ait connu, mais de là à dire comme on l'affirme, notamment à l'Hôtel Matignon, que les relations entre le chef de l'État et le chef du gouvernement revêtent un caractère politiquement idyllique, il y a un pas que certaines observations tendent à franchir. Les différences de perceptions et de style qui distinguent les deux hommes ont pu engendrer suffisamment de dissonances pour qu'on soit fondé à relativiser l'excellence de leurs rapports.

Dissonances parfois formelles : dès le début de son mandat, le 24 janvier 1977, à Orléans, M. Barre exalta le « franc profond », c'est-à-dire le « franc vrai ». La formule devint un leitmotiv, contesté par M. Giscard d'Estaing, le 21 mai 1978. À l'occasion du quatrième anniversaire de son installation à l'Élysée, le 21 mai 1979, M. Barre déclara : « Je n'aime pas beaucoup l'expression de la France profonde parce qu'elle a l'air de vouloir dire qu'à côté de la « France » profonde, il y en aurait une autre, la « France vraie ». En 1979, quand, au cours de son voyage au Mexique, le président de la République se situe parmi les hommes d'État « conceptuels », par opposition aux « actionnaires », le premier ministre se déclare pour sa part, non sans ironie, « conceptuel actif ». De même l'on ne compte plus les fois où M. Barre a brocardé les politiciens amateurs de gadgets sans pouvoir ignorer que ce reproche a été fréquemment adressé à M. Giscard d'Estaing par ses adversaires politiques.

Dissonances aussi sur le fond, touchant certaines divergences d'analyse. Ainsi, quand, le 6 juillet 1977, à Carpentras, M. Giscard d'Estaing assure que la France, à la fin de l'année, « sortira à la fois de la crise et de l'inflation », M. Barre intervient très vite pour tempérer l'optimisme présidentiel : « Je n'ai jamais dit qu'on résoudrait les problèmes de la France dans une période de temps limitée. » Le 20 août à Montpellier : « C'est par un effort continu et tenace que le pays pourra sortir de la crise profonde qu'il affecte. » (Le 1^{er} septembre à l'Élysée) : « Faudra-t-il trois, quatre ou cinq ans ? Personne, l'heure actuelle, ne peut le dire, mais il faudra plusieurs années. » (Le 6 octobre à T.P.I.)

Ainsi M. Barre souligne-t-il aujourd'hui que « toutes les prévisions ne s'empêcheront pas d'augmenter (...) les cotisations de sécurité sociale si cela s'avère nécessaire » (le 6 mars, à Sud-Ouest), alors que le 19 septembre, à la télévision, M. Giscard d'Estaing affirmait avoir accepté l'ensemble des dispositions préconisées pour remédier au déficit de la sécurité sociale à condition que ce fût « pour solde de tout compte ». Il arrive également, de façon inévitable, que l'opportunité de certaines mesures suscite des discussions entre le pensionnaire de l'Élysée et celui de l'Hôtel Matignon. M. Barre eût préféré, par exemple, que l'augmentation des cotisations sociales fût décidée dès le printemps 1979, mais il s'est incliné quand l'Élysée a jugé préférable de reporter cette décision impopulaire à après les élections européennes, de façon à ne pas porter préjudice à la liste conduite par Mme Simone Veil. L'Hôtel Matignon n'a jamais caché, d'autre part, la divergence d'interprétation qui avait opposé M. Barre à M. Giscard d'Estaing à propos de la procédure à suivre pour sortir de l'imbroglio budgétaire qui a marqué la session parlementaire de l'automne dernier. Le couple institutionnel a même traversé une période de crise à l'occasion du troisième anniver-

saire de la nomination du premier ministre, fin août 1978, lorsque les échecs de la politique économique et sociale du gouvernement ont soulevé le concert de protestations que l'on sait. M. Giscard d'Estaing s'est alors interrogé : devait-il maintenir sa confiance à M. Barre ?

Réflexion faite, il a répondu par l'affirmative. « La question qui se posait pour moi, c'était de savoir s'il fallait changer de politique », déclarait-il le 19 septembre, au cours de la troisième émission télévisée d'une heure avec le président de la République. « La question se posait alors de savoir s'il fallait changer de gouvernement. À l'examen du dossier, j'ai pensé qu'il fallait au contraire, poursuivre cette politique. Dans ces conditions, il était naturel que ce soit ceux qui avaient conçu cette politique qui la poursuivissent. »

L'Élysée du chef de l'État avait-elle donné à penser à M. Barre que le temps de la disgrâce était venu ? La rumeur de son départ avait, en tout cas, couru, en particulier dans les milieux universitaires, accréditée par le fait que le ministre des Universités avait d'abord annoncé le conseil de l'université de Paris-I de bloquer, contrairement aux années précédentes, les crédits alloués à l'ancien ministre du premier ministre. Ses anciens collègues en avaient conclu que le professeur Barre s'appropriait à retourner à ses chères études.

Transition inéluctable

Une semaine après cette déclaration du président de la République, le 27 septembre, le premier ministre prononçait devant les parlementaires du R.P.R. réunis à Vitteuil, un discours-bilan en forme de testament qui aujourd'hui encore, avec le recul du temps, apparaît chargé d'exagération, et de dépit et d'angoisse tout autant au chef de l'État qu'aux détracteurs de la politique gouvernementale.

Pourtant, l'atmosphère constitutionnelle réside bien à ces cahots, parce que M. Giscard d'Estaing estime que le « barisme » présente actuellement beaucoup plus d'avantages que d'inconvénients et parce que dans les desseins à long terme de l'auteur de *Démocratie française* la tâche de M. Barre correspond de toute façon à une phase de transition inéluctable sur le chemin du « juste milieu ». Homme d'analyse, le chef de l'État ne tient donc, apparemment, aucune rigueur à son premier ministre, n'aurait jamais manifesté un grand zèle pour contribuer personnellement à la « désertion » de la vie politique à l'ouverture d'une politique, au « changement ». Ces slogans n'étaient-ils pas destinés d'abord à la galerie ? Et, s'il y a bien un côté louis-philippin dans les velléités de M. Giscard d'Estaing, le comportement de M. Barre à l'égard d'autrui dénote assez d'obstination et d'arrogance conservatrice pour qu'on soit aussi conduit à affirmer qu'il y a du Guizot dans cet homme-là. M. Jean-Marcel Jeanneney, qui le connaît bien puisque M. Barre fut son directeur général à l'époque où il était ministre de l'Industrie (1962-1963), déclarait sans aménité, en février dernier, dans une interview au *Nouvel Observateur* : « Pour M. Barre, toute réforme est une révolution. »

« Pour M. Barre, toute réforme est une révolution », a-t-il dit, « et, toutefois, il faut croire que le premier ministre souffre d'être méconnu puisque les députés gaullistes qui ont participé, j'en suis sûr, à la réunion préparatoire aux débats sur la participation, se sont réjouis, pour une fois, des bonnes dispositions affichées par celui-ci. »

A moins que la bonne volonté manifestée en l'occurrence par M. Barre ne procède surtout, à nouveau, du souci tactique d'isoler M. Jacques Chirac de son groupe parlementaire. Le président du R.P.R. n'affirmait-il pas abruptement, le 4 mars à T.P.I., que la participation à la façon giscardienne ne saurait être une chose qu'un « gadget » ? En provoquant le contentement des délégués du groupe gaulliste, M. Barre a donc marqué un point contre M. Chirac. Ce qui donne aussi un sujet de satisfaction à M. Giscard d'Estaing.

Un bon anniversaire, en somme, pour M. Barre.

ALAIN ROLLAT.

ENQUÊTE SUSPENDUE A AUGSBOURG SUR LA VIOLATION DE LA VIE PRIVÉE DE M. MARCHAIS.

Augsbourg (A.P.). — Le procureur de la ville d'Augsbourg (Bavière) a annoncé, jeudi 10 avril, qu'il suspendait l'enquête qu'il avait ouverte, à la mi-mars, afin de déterminer si les lois allemandes sur la protection des personnes et de leur vie privée avaient été enfreintes par la publication d'informations concernant le séjour en Allemagne de M. Georges Marchais durant la dernière guerre (le Monde du 22 mars). Le procureur, M. Joseph Kreim, a précisé qu'une telle enquête n'était possible qu'à la demande de M. Marchais lui-même. Or, le P.C.F. s'était, dès le 23 mars, déclaré opposé à la plainte déposée à Augsbourg.

POLITIQUE

Les municipalités à mi-parcours (VI)

Dans le cadre de l'enquête sur les municipalités trois ans après les élections de 1977, nous avons examiné l'ensemble des données dans « le Monde » du 8 avril. Plus particulièrement, nous avons traité de la situation à Brast, à Angers et à Saint-Priest (« le Monde » du 9 avril), à Rennes, à Chambéry et à La Roche-sur-Yon (« le Monde » du 10 avril), à Saint-Etienne, à

Poitivy et à La Clotat (« le Monde » du 11 avril), à Béziers (« le Monde » du 12 avril). Elles ne sont pas nombreuses les villes qui, en 1977, ont passé de l'opposition à la majorité. Trois, si l'on se limite aux communes de plus de 30 000 habitants. Et encore, parmi ces trois, faut-il distinguer un cas particulier et un cas très particulier. Le premier est Cambrai, où M. Jacques Legendre a été grandement aidé

par l'attitude du maire sortant qui, juste avant la campagne, avait quitté le P.S. en claquant la porte et renoncé à se représenter, laissant le candidat de son ancien parti face à une entreprise fort difficile. Le cas très particulier est celui de Maubeuge : cette ville a changé de couleur politique, sans changer de maire. Celui-ci, socialiste jusqu'en 1977 et depuis quarante-huit ans, est maintenant, dans une large

mesure, un élu de la majorité et collabore à la mairie avec des gaullistes et des centristes. Il n'a pas toléré que le P.S. désigne un autre candidat que lui et a renversé ses alliances. En fait, il n'y a guère qu'à Quimper que la majorité l'ait emporté « normalement », en tout cas sans que l'opposition puisse invoquer quelque défection ou trahison comme circonstance atténuante.

QUIMPER : M. Bécam et les centristes

par NOËL-JEAN BERGEROUX

La victoire de M. Marc Bécam, à Quimper, ou : comment un gaulliste parvient à capter l'héritage démocratique chrétien. La municipalité de M. Bécam à Quimper depuis 1977 : un gouvernement membre R.P.R. du gouvernement tente de surmonter le handicap de ses absences en ville et de sa position inconfortable au sein de la majorité.

La victoire de 1977 fut celle de la patience. Socialistes et radicaux avaient pris la mairie en 1965, à l'occasion d'un scrutin consécutif à la fusion de Quimper avec plusieurs communes voisines. Ils avaient, à cette occasion, écarté les centristes de l'hôtel de ville et profité des vives dissensions apparues entre eux et les indépendants du C.N.I.P. En 1965, les socialistes et leurs alliés avaient été reconduits, toujours aidés par les mêmes dissensions chez leurs adversaires, les gaullistes subissant de leur côté une lourde défaite. En 1971, M. Bécam, en tant que nouveau député de la première circonscription du Finistère (élu comme suppléant d'Edmond Michelet), avait tenté d'user de sa nouvelle influence pour reprendre la situation en main et avait proposé son aide à un des chefs de file des centristes (M. Manier) mais une autre autorité locale de l'ancien Mouvement républicain populaire (M.R.P.), M. André Montel, avait opté pour une formule plus régionaliste. Les élections de cette liste-là, pourtant, semblaient-t-il, voter au deuxième tour pour les socialistes et ceux-ci conservèrent la mairie.

En 1977, après avoir été élu député titulaire quatre ans plus tôt (Edmond Michelet était mort en octobre 1970), après être entré en 1973 au conseil général et, en 1975, au conseil municipal à la faveur d'une élection partielle, M. Bécam décide de mener l'opposition lui-même. Il propose aux

centristes d'oublier un contentieux vieux de quelques dix-sept ans, associe les républicains indépendants à l'entreprise et offre une répartition équilibrée des sièges : deux tiers des places seront partagées également entre les formations de la majorité, un tiers sera réservé aux « socio-professionnels » et à la répartition géographique. Succès dès le premier tour avec plus de 52 % des suffrages exprimés.

Succès et récompense : à peine dix jours plus tard, M. Bécam entre au gouvernement comme secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales. Les victoires de la majorité sur l'opposition ont été si rares, cette année-là ! Depuis cette date, M. Bécam court. Il court, le secrétaire d'Etat — maire de Quimper — député du Finistère. Il court de Paris à Quimper, entre son ministère et sa ville, et de Paris à la province, entre la capitale et les départements, où il discute avec les élus locaux du projet de réforme des collectivités. Il court, et son bilan n'est pas banal : quarante-cinq dix-sept et demi mandats visités au moins une fois, quelque vingt-deux mille maires rencontrés au cours de séances d'information et d'explication.

M. Bécam n'est pas peu fier de ces exploits, mais on touche là la première limite de son efficacité locale. Pour les Quimpérois, il est bel et bien absent, et cela ne manque pas de lui être reproché. L'hôtel de ville ? Il n'y est présent que durant le week-end et l'été. Certes, il se déplace alors sans compter, dans un véritable marathon : cent cinquante-quatre audiences individuelles en juillet dernier, le conseil municipal une fois par mois, la commission d'administration municipale tous les vendredis soir six ou sept réunions

publiques, ou cérémonies, le dimanche. Mais le bilan n'est pas entièrement à son avantage : une presse locale « pleine de comptes rendus » sur ses activités, le lundi, mais « vide », à la même rubrique, dès le mardi et, dans les coulisses, des gentilles du genre : « quand il vient il fait la danseuse ». En outre, et les délégués largement distribués visent à limiter les incon-

La diffusion des charges

La décentralisation des responsabilités en faveur des adjoints avait été une des réponses de M. Bécam à la multiplication soudaine de ses charges en 1977 : dix jours pour inaugurer des fonctions de maire, c'était peu. Il lui avait fallu apprendre ce métier-là en même temps que celui de secrétaire d'Etat, alors que rien ne le prédisposait particulièrement à une prise en charge des problèmes de collectivités locales. Tout était arrivé en même temps.

Se réservant le rôle d'arbitre de la ville, à Paris et celui de coordinateur, à la mairie, M. Bécam a remis à ses adjoints la plupart de ses pouvoirs. On signe pour lui les pièces qui concernent aussi bien les finances de la ville que les travaux ou les activités culturelles. Avantage : une vie participative plus grande au sein du conseil et des responsabilités mieux réparties. Inconvénient : une nette difficulté à maîtriser l'unité d'action. C'est là d'ailleurs une des découvertes qu'il faut peu à peu les jeunes équipes élues en 1977 et qui ont, dans un premier temps, pratiqué la diffusion des charges. Des maires centralisateurs et autocrates ont parfois laissé la place à des équipes inspirées de sentiments plus « participatifs » mais bientôt exposées à d'autres risques : chaque adjoint a tendance à ne considérer que son propre secteur, à en revendiquer les dirigeants veulent faire l'une des toutes premières firmes françaises de maisons préfabriquées.

Une ombre au tableau toutefois : les établissements Eldorad, man, dont M. Legendre avait annoncé la venue pendant sa campagne électorale, ont renoncé à leur projet. La crise de la sidérurgie touche aussi Cambrai, et beaucoup de salariés de ce secteur habitent la circonscription de M. Legendre. Le parti communiste attaque violemment le secrétaire d'Etat en mettant en relief sa solidarité avec la politique de M. Barre et avec les orientations de M. Bécam, mais la qualité de membre du gouvernement vaut aussi au maire quelques avantages dont ses administrés profitent. Lors des élections législatives de 1978, ce sont surtout les communistes qui ont mené campagne contre M. Legendre. Il n'a été élu au second tour qu'avec 119 voix d'avance sur le représentant du P.C., M. Cacheux, conseiller général, maire d'Avesnes-les-Bains. M. Legendre ne doit son succès qu'au mauvais report des voix socialistes puisqu'il a manqué près de deux mille suffrages au candidat communiste lors du second tour.

Déjà, la gauche pense à sa revanche de 1983, et M. Le Garrec, membre du comité directeur du parti socialiste, qui était candidat de son parti en 1978, s'efforce de rattraper un parti communiste bien implanté et très actif. L'espérance de M. Legendre est dans la durée des dissensions de la gauche.

GEORGES SUEUR.

1977, premier tour : ins., 22 857 ; suffr. expr., 19 218. Maj., (M. Legendre, R.P.R.), 10 438, 51 élus ; un. gauche (M. Carlier, P.S.), 8 788. Nouveau conseil : 13 R.P.R., 12 mod. maj., 4 R.P., 3 C.D.S., 3 div. Sortants : 16 P.S., 3 C.D.S., 3 div. gauche, 3 ind., 1 rad. (M. Garrec, ex-P.S., maire sortant, ne se représentait pas).

Une politique foncière dynamique

Aujourd'hui, sous le calme et la bonne entente apparente, couve peut-être un conflit ou, du moins, une rivalité. Si M. Bécam n'est pas entouré d'une équipe particulièrement structurée, le C.D.S., en revanche, est représenté au conseil municipal par une personnalité à l'autonomie proche et qui semble pouvoir compter, au sein de l'assemblée communale, un nombre d'amis nettement supérieur à celui de son adversaire. Du point de vue de la gestion de la ville, les Quimpérois mettent au crédit du maire une politique foncière dynamique. La nouvelle équipe, comme beaucoup d'autres, a tenté aussi d'innover dans le domaine de la participation du public à l'élaboration des déci-

sions. A Quimper, on n'est pas allé jusqu'à réunir du conseil avec participation de l'assistance. M. Bécam n'y semble pas favorable. En revanche, on a fait un effort pour organiser les commissions extra-municipales et des réunions de quartier plus nombreuses sur des sujets déterminés, par exemple, le plan d'occupation des sols. On a aussi supprimé la « commission plénière » qui était, en fait, une répétition générale à huis clos, de la séance publique du conseil, permettant l'expression libre des éventuels désaccords et le règlement de ceux-ci hors publicité. Les débats des élus y ont peut-être gagné un peu de spontanéité lors de la séance plénière mais, de toute façon, tel comme dans de nombreuses villes, la participation des citoyens est faible. Il est bien rarement nécessaire d'ajouter des sièges dans la salle de réunion. Cet état de fait

préexistait au changement de couleur politique de la municipalité et n'a guère connu d'évolution.

Reste l'emploi, la durée des temps. Ici s'ajoute un « tempérament tensionnel » peut-être plus dur qu'ailleurs. « Un département au 23^e rang », dit M. Bécam. Un département où les affrontements sont violents, on l'a vu à propos du projet d'installation de la centrale nucléaire de Flamanville. On les manifestations semblent — c'est la thèse du père Jaouen rapportée par le maire de Quimper — avoir rempli le vide laissé par la disparition des processions religieuses. Un département où les chrétiens se retrouvent nombreux dans le contrat socialiste (ce qui serait un peu une « confirmation » de ladite thèse) et où le candidat du P.S. a, pour la première fois en 1978, devancé celui du C.F.T. au premier tour élections législatives.

Bref un département où la victoire de la majorité à Quimper en 1977, peut être interprétée soit comme une exception locale, soit comme le signe précoce d'une évolution plus tardive. C'est la deuxième interprétation que

M. Bécam souhaite, bien sûr, voir se confirmer dans l'avenir. Toutefois, si le maire actuel de Quimper doit ressentir une inquiétude, c'est qu'il peut avoir pour lui-même aussi bien les progrès possibles de la gauche dans l'avenir (lors des élections législatives, M. Bécam n'a pas obtenu la majorité des voix à l'intérieur des limites de la commune) que les ambitions des centristes. Ceux-ci se considèrent « chez eux » en Bretagne et ils n'ont pas véritablement accepté d'avoir dû laisser le champ libre. Certains d'entre eux ne cachent pas leur espoir de reprendre un jour la direction des affaires. Ils fondent cet espoir sur une réforme de la loi électorale municipale et l'introduction de la « proportionnelle ». Réforme que, disent-ils, « Paris » leur a promise.

1977, premier tour : ins., 34 404 ; suffr. expr., 28 888. Maj., (M. Bécam, R.P.R.), 14 633, 33 élus ; Ga. (M. Fougère, P.S.), 12 755. Nouveau conseil : 8 R.P.R., 7 C.D.S., 6 R.L., 4 cent., 10 mod. maj. Sortants : 24 P.S., 8 rad., 1 C.D.S., 1 R.P.R., 1 R.L. (M. Lemerle, P.S., maire sortant, ne se représentait pas).

MAUBEUGE : le fief du docteur Forest

Le docteur Pierre Forest dirige la municipalité de Maubeuge depuis la Libération, sans interruption. Avant la guerre, il était déjà membre du conseil municipal. Cela lui permit de dire, en 1945 : « Pourquoi on ne peut pas hormis à l'égide, je suis le docteur ». Agé de quatre-vingt ans, M. Forest assure qu'il ne se représentera pas aux prochaines élections municipales. La magistrature incontestée du « bon docteur », sa gestion paternelle, son autorité de notable bien établi, semblent épargner aux Maubeugeois de trop se préoccuper de l'avenir. Leur maire actuel fut, de 1945 à 1968, député socialiste de la vingt-deuxième circonscription, avant d'être battu par un candidat U.D.R., M. Lebas, qui, en 1977, dut à son tour céder son siège à un communiste, M. Matton. Le maire constate le fait : « La gestion de la ville se fait sans histoires, assure-t-il, personne n'ose me critiquer. On dit : le maire fait bien son travail, même dans la situation difficile que connaît la vallée de la Sambre, fortement touchée par le chômage, la municipalité de Maubeuge s'efforce de compenser les conséquences de la crise avec les moyens du bord : aide aux « vétérans », attention portée aux écoles, politique financière visant à limiter au maximum l'augmentation des impôts locaux, etc. »

En mars 1977, M. Forest et toute sa liste étaient, il est vrai, réélus dès le premier tour. C'est un argument de poids que le maire et ses amis opposent aujourd'hui à leurs contradicteurs. Quant à ceux-là s'expriment, car la contestation à Maubeuge n'est pour le moment pas très manifeste. Le docteur Forest, qui appartenait au parti socialiste depuis quarante-huit ans, avait été fort surpris de se voir opposer lors de cette

élection municipale un autre candidat du P.S., M. Pierre Bérégovoy, membre du secrétariat national qui prit la tête d'une liste d'union de la gauche.

Pour s'opposer à cette « prétention », M. Forest a alors constitué une liste d'intérêts locaux composée de neuf socialistes de ses amis, neuf R.P.R., neuf modérés de la majorité et trois centristes. Il a aussitôt été exclu du P.S., mais sa liste l'a emporté dès le premier tour avec sept mille huit cent quinze voix contre sept mille quatre-vingt-deux à celle de son seul adversaire, M. Bérégovoy.

Aujourd'hui, M. Forest affirme qu'il ne garde « aucune ambition » de la bataille de 1977 : « Pensez donc, Pierre Mauroy, je l'ai connu tout petit au parti ». Et, actuellement, le maire de Maubeuge est réputé soutenir la majorité, qu'en sera-t-il dans trois ans ? La préparation du prochain scrutin n'est pas encore commencée et l'on fait un peu comme si la succession ne devait pas s'envisager. Ni la majorité ni l'opposition ne préparent réellement de candidats. Et, pour le moment, ni l'une ni l'autre ne semble avoir trouvé de personnalité capable d'assurer la relève.

Maubeuge est passée sans heurt et sans changer de maire, de l'opposition à la majorité, simplement parce que M. Forest en avait assez. Maubeuge attend l'avenir sans fébrilité.

ANDRÉ PASSERON.

1977, premier tour, ins., 18 889 ; suffr. expr., 14 807. Maj., (M. Forest, ex-P.S., maire sortant), 7 815, 31 élus ; ex-P.S. (M. Bérégovoy, P.S.), 7 642. Nouveau conseil : 9 mod. maj., 8 R.P.R., 3 div., 3 C.D.S., 1 ex-P.S. Sortants : 1 ex-P.S., 26 P.S., 5 mod., 4 cent., 1 C.D.S.

PRESSE

« ICI PARIS »
RENDU « TÉLÉ-STAR » A R.T.I.
ET TROIS TITRES A HACHETTE
annonce le S.J.F.-C.F.D.T.

Le syndicat des journalistes français S.J.F.-C.F.D.T. dans un communiqué du 11 avril, annonce la vente récente par la S.A. Ici-Paris (dite groupe Castel), de l'hebdomadaire Télé-Star à R.T.I., ainsi que de Courrier hebdomadaire, l'Actualité hippique et l'Actualité sportive, et l'Actualité sportive, publication consacrée au lot, au groupe Hachette. Ici-Paris revend donc, selon ce communiqué, ses parts du groupe Week-end Publications, dont il avait acheté 75 % du capital en novembre dernier (le Monde du 7 novembre 1979), à l'exception de Spécial Dernière, qu'il conserve.

Le S.J.F.-C.F.D.T. dénonce les quelques 30 suppressions d'emplois sur 189 — déjà entraînés selon lui par cette opération, et en redoute de nouvelles.

« Le S.J.F.-C.F.D.T. et le Syndicat du livre C.G.T. dans l'intérêt de tous les travailleurs, conclut le communiqué, appellent les salariés de ces entreprises à rester diligents et à refuser toute nouvelle suppression d'emploi. »

La direction de la Presse africaine d'édition de presse et d'audio-visuel (PEPA), société éditrice du bimensuel Demain l'Afrique, a annoncé, mercredi 9 avril, au personnel, le dépôt du bilan de la société, indiquant dans un communiqué l'interdiction C.G.T.-C.F.D.T. Cette dernière annonce que « le personnel a décidé de poursuivre le mouvement de grève engagé depuis le 2 avril afin de défendre ses droits et l'emploi pour tous » (le Monde du 4 avril).

Les quotidiens Nord-Eclair et Nord-Matin (groupe Hersant) ont décidé de porter leur prix à 2 francs à dater du samedi 12 avril. La Voix du Nord demeure à 1,80 franc. Quant au quotidien communiste Liberté, diffusé dans le nord de la France, son prix est passé à 2,30 francs depuis quelques semaines déjà.

LE MONDE
net chaque jour à la disposition de
les lecteurs des quotidiens d'annonces
immédiates
VOUS TROUVEREZ
LES BUREAUX
QUI VOUS FURNIRONT

L'UNESCO réunit à Paris le 14 avril, une conférence intergouvernementale sur le développement des communications et la mise en place d'une aide au développement. Cette réunion fait partie d'une recherche d'un nouveau ordre international de l'information décidée lors de la dernière conférence générale de l'UNESCO, en octobre 1978. Elle fait suite à la récente publication du rapport de la commission MacBride sur l'ensemble des problèmes de l'information (le Monde du 23 février).

Les Humoristes de la presse décerneront pour la seconde fois, le 30 avril prochain, leur prix annuel de 3 000 francs. Les candidats à ce prix peuvent envoyer un texte d'une centaine de lignes au plus, au siège de l'association, 1, rue Lapeyrière, 75018 Paris.

ANCIENS COMBATTANTS

LA CÉLÉBRATION DU TRENTIÈME ANNIVERSAIRE DE LA LIBÉRATION DES DÉPORTÉS.

La célébration du trentième anniversaire de la libération des camps comportera le programme suivant : les services militaires débiteront le 24 avril, puis le 25, l'Association nationale des familles de résistants et otages morts pour la France organisera diverses manifestations. Le dimanche 27 avril, à la messe solennelle en la cathédrale Notre-Dame de Paris, en présence de M. Valéry Giscard d'Estaing, succéderont la cérémonie au mémorial de la France combattante, au Mont-Vaillant, puis celle à l'Arc de triomphe.

LENTILLES DE CONTACT
Un progrès technologique pour les yeux sensibles avec les nouvelles lentilles contactes, souples, ultra-minces.
Adaptation par spécialistes. Rapports avec vos lentilles le jour même.
Promotion pour les moins de 30 ans : FORNAT COMPLET
Uniquement sur prescription de bon docteur 30.4.80.
Laboratoires OSIRIS 21, avenue de Friedland - 8^e - Tél. 563.55.99
746 F.

مكتبة المذلل

ÉDUCATION

Pour l'année scolaire 1980-1981

Le principe des stages en entreprise des professeurs du secondaire est étendu aux enseignants volontaires en fonction

Comme cette année, la formation initiale des enseignants de collèges et de lycées comprendra en 1980-1981 des stages en entreprise. Une circulaire, datée du 31 mars et parue au *Bulletin officiel de l'éducation* du 10 avril, reconduit les textes du 3 juillet 1979 qui fixaient les objectifs et les modalités de ces stages. Il s'agit de permettre aux futurs enseignants du second degré d'acquiescer (...) une connaissance du monde économique et social, et, en particulier, de la vie en entreprise, qui sera appelée à constituer le « cadre de vie » des futures générations qu'ils auront à former durant leur carrière.

La durée du stage est modifiée. Elle est fixée uniformément à six semaines de présence effective dans les entreprises. Cette année, les stages ont duré huit semaines pour les mille professeurs d'enseignement général des collèges (P.E.G.C.) en troisième année de formation, trois semaines pour les dix-sept cents nouveaux stagiaires et dix à douze semaines pour les quatre cents enseignants nouveaux stagiaires. C'est donc une durée moyenne qu'a choisie pour l'avenir le ministère de l'éducation.

Autre innovation, dont les modalités pratiques, toutefois, ne sont pas arrêtées : les professeurs en fonction auront aussi la pos-

sibilité, dès la prochaine année scolaire, d'effectuer « sur la base du volontariat » de tels stages de six semaines en entreprise.

Le texte de la circulaire du 31 mars insiste pour que chaque professeur confie à un « fonctionnaire de haut niveau » la responsabilité de coordination des différentes actions conduites avec les entreprises. Il précise en outre que « la recherche de terrains de stages par les enseignants eux-mêmes doit être encouragée, mais doit faire l'objet d'un contrôle permettant de s'assurer de la compatibilité du stage avec les objectifs qui lui sont définis ».

La reconduction de ce type de formation traduit la volonté, plusieurs fois affirmée par le ministère de l'éducation, de rapprocher l'école et les réalités socio-économiques. Sur deux points, elle tient compte des critiques du Syndicat national des enseignants de second degré (S.N.E.S.-F.N.) qui, en septembre dernier, demandait, entre autres, la réduction de la durée du stage pour les stagiaires et le choix par le stagiaire du lieu de son stage. Mais plus récemment, ce syndicat réclamait : la suspension pure et simple des stages, les jugeant « presque idéologiques » pour les enseignants « qui sont des travailleurs comme les autres » et exigeant leur remplacement par des stages multiples, soigneusement préparés et bien intégrés à une formation théorique et pédagogique qui durerait cinq années.

Dans les lycées et collèges

GRÈVE DES PERSONNELS DE SERVICE C.G.T. LE 29 AVRIL

Les ouvriers et employés des collèges des lycées et des centres administratifs de l'éducation sont appelés par le Syndicat général des personnels de l'éducation nationale (S.G.P.E.N.) à une manifestation le mardi 29 avril. Les revendications du S.G.P.E.N. portent, en particulier, sur la réduction du temps de travail, le maintien du pouvoir d'achat par un salaire minimum de 3 200 F, la garantie de l'emploi.

Des contacts seront pris par le Syndicat C.G.T. avec les organisations homologues de la FEN « pour faire du 29 avril une grande journée de lutte débouchant sur un puissant rassemblement à Paris ».

Ces syndicats de personnels non enseignants qui appartiennent à la FEN, participent pour leur part à la grève des 24 et 25 avril, comme tous les syndicats de la Fédération, et comme le Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.) dans les lycées et collèges (S.N.C.), l'Indépendant et un syndicat de la C.G.T. celui des enseignants techniques et professionnels (S.N.E.T.P.).

Le bureau confédéral de la C.G.T. appuie ce mouvement des 24 et 25 avril (le *Monde* du 21 avril) et l'Union générale des fédérations de la C.G.T. appuie son soutien aux personnels enseignants et non enseignants qui seront en lutte les 24, 25 et 29 avril.

● L'Association presse-formation-jeunesse (A.P.F.J.) a renouvelé son bureau pour l'année 1980. Celui-ci est ainsi constitué : président : Edwy Plenel (*la Vie*); secrétaire général : Nicole Gauthier (*l'Éducation*); trésorier : Laurent Daudier (*Télérama*); vice-présidents : Pierre Tarkowsky (*la Vie ouvrière*), Martine Silber (*l'École ouverte*), Marie-Cristine Jeannot (*la Vie*). Le bureau est, en outre, composé de Jean-Pierre Spriet (*Sud-Ouest*), délégué aux régions, de Dominique Burg (*le Matin*), président de l'Association des journalistes universitaires (A.J.U.), de Michel Puech (pigeot) d'Hervé Collet (revue de l'U.F.C.V.) et de Nicolas Domenech (*la Matin*).

● M. Henri de la Bastide, président de l'Institut national des langues et civilisations orientales, vient d'être réélu dans ses fonctions par vingt-six voix sur trente-deux votants. M. de la Bastide est spécialiste de la civilisation du Maghreb, dont il a créé la chaire en 1960.

LE MONDE
met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières
Venez à l'adresse suivante
LES BUREAUX
qui vous renseignent

DÉFENSE

Accord entre constructeurs européens pour la construction d'un futur avion de combat

Les sociétés Avions Marcel Dassault (France), Messerschmitt-Bölkow-Blom (Région fédérale d'Allemagne) et British Aerospace (Grande-Bretagne) viennent de s'entendre sur le principe de la construction d'un avion de combat destiné à remplacer dans les années 90 les Phantom et le F-104 des forces aériennes allemandes et les Jaguar de la Royal Air Force et de l'armée de l'air française. L'accord, conclu fin mars entre les trois constructeurs, est le résultat d'une série de réunions de travail techniques menées pendant six à sept semaines dans la région parisienne.

Cette entente fait suite aux projets de relance de la coopération européenne en matière d'armement, voulue par les gouvernements des trois pays (*le Monde* du 29 janvier). On souhaite d'ailleurs dans les milieux industriels prendre une décision définitive en 1981, car l'affaire importante, porterait sur le projet de fabrication de sept cents appareils environ.

FAITS DIVERS

● Le remorqueur de la plate-forme *Alexander-Kielland*, dont le naufrage récent a fait cent vingt-trois victimes, a commencé vendredi 11 avril. Le convoi, qui se dirige vers Stavanger (Norvège), a d'abord mis le cap sur les eaux britanniques — plus profondes pour éviter que les structures métalliques de la plate-forme n'endommagent les réseaux de pipelines sous-marins. Selon l'agence Reuters, les compagnies d'assurance norvégiennes verseront 28,6 millions de francs d'indemnité aux parents des victimes de cette catastrophe.

AVEZ-VOUS LU
LE MONDE INCONNU
Le grand déséquilibre planétaire de 1982-1983
par André BARBAULT, en collaboration avec le *Monde Inconnu* en vente chez votre marchand de journaux. Remarque : 50 francs plus 10 francs de port.

Dans un collège de la banlieue parisienne

Entente cordiale contre la pollution

Des écoliers en rangs serrés et encadrés par des professeurs attentifs, luttant consciencieusement dans les poubelles et les caniveaux sous le regard bienveillant de leurs parents : il s'est passé de drôles de choses à Verrières-le-Buisson (Essonne) à la fin du deuxième trimestre. Dans ce paisible collège de treize mille habitants situé dans la banlieue sud de Paris, on est tout simplement en train d'adapter l'enseignement à la découverte de l'environnement et à l'étude des différentes formes de pollution, en commençant de la manière la plus érudite qui soit.

A l'origine de cette opération originale, menée conjointement avec un collège anglais et intitulée « Education et pollution sans frontières », un inspecteur pédagogique du ministère de l'agriculture : M. Charles Maurice. Sa mission, sans doute de longue haleine, est « de faire prendre en compte l'environnement dans l'enseignement ».

Mais ce qui a été réussi à Verrières-le-Buisson, qui, malgré une urbanisation récente, est encore largement pourvu en espaces verts, doit aussi beaucoup à la disponibilité des enseignants ou à leur bonne volonté. « Nous voulions », explique M. Charles Maurice, « établir un aller-retour entre l'étude du terrain et l'exploitation par les enfants. Cette pédagogie doit, active, devoir servir à une réelle phase d'application des programmes existants ».

On a donc choisi une classe de quatrième du collège Jean Moulin dont les élèves devaient recevoir leurs leçons de Robert's Bridge, ville de l'Est Sussex jumelée avec Verrières. Quinze jours durant, les vingt et un Français et les dix-sept Anglais échangeaient complètement leurs cours traditionnels, ont

perfectionné leur apprentissage de la langue étrangère, puis, telle était leur priorité, mais en allant découvrir l'environnement.

Divisés en trois groupes, racontant-ils, nous avons d'abord étudié la pollution par les déchets dans la ville, et celle dans le bois, qui est assez particulière : le bruit de l'autoroute proche, le platement des sols et les décharges sauvages. Nous avons ensuite étudié le développement de l'urbanisation autour de Paris.

Ces enquêtes, menées par les élèves eux-mêmes dans les mairies et les services spécialisés, leur ont dévoilé tous les secrets de l'épuration des eaux, de l'incinération des ordures ménagères, de la récupération des verres, etc. Elles se sont concrétisées par une exposition, un journal rédigé en deux langues, et un montage audio-visuel, l'ensemble étant présenté aux parents qui, il y a quelques jours, étaient conviés à une réunion d'information.

Une occasion pour Nadine de remarquer, en guise de conclusion, durant l'expérience, « les professeurs n'avaient pas, eux, le même tempérament ni le même comportement que d'habitude » ; et pour Marie-Laure de s'exclamer : « On s'est bien habitués aux copains anglais. Eux aussi. Et ils s'en vont... »

Heureusement, les retrouvailles sont prévues au mois de mai, cette fois de l'autre côté de la Manche, où les séjours des Verrières seront occupés à peu près de la même manière. « Toutefois », avertit le professeur du collège anglais, « nous étions habitués à la vie en France, nous étions habitués à l'environnement rural et pas les déchets, puisqu'il n'y a pas en Angleterre... »

STÉPHANE BUGAT.

RELIGION

Dans un document sur la formation spirituelle au séminaire

Le cardinal Garrone rappelle les exigences traditionnelles

De notre correspondant

Cité du Vatican. — L'« Observateur Romano » du 12 avril publie deux documents de la congrégation romaine pour l'éducation catholique concernant la formation liturgique et spirituelle dans les séminaires. L'un et l'autre du cardinal Gabriel-Marie Garrone, ancien préfet de cet organisme, ils portent respectivement les dates du 2 juin 1979 et du 6 janvier 1980.

Le texte le plus récent intitulé *Lettre circulaire sur quelques aspects urgents de la formation spirituelle dans les séminaires* « réaffirme d'urgence l'importance de la formation spirituelle des futurs prêtres ». C'est un rappel à l'ordre ou si l'on préfère une invitation pressante à retrouver quelques-unes des règles classiques de la préparation des futurs prêtres au sacerdoce.

Les responsables du Vatican notent « la reprise sur une grande échelle » des vocations sacerdotales dans le monde. Néanmoins une minorité de pays ou de diocèses « sont tentés à l'heure actuelle d'inverser la tendance qui est due au renouvellement spirituel des séminaires ». C'est à leur intention, semble-t-il, que la congrégation pour l'éducation catholique a voulu définir « quatre lignes directrices ».

Première idée : les prêtres doivent être « des maîtres de prière » et donc acquiescer à la formation spirituelle. « Le silence est une exigence fondamentale de la vie spirituelle », remarque le cardinal Garrone. « Dans un séminaire où le silence est une exigence fondamentale de la vie spirituelle, le silence est absent aussi », remarque le cardinal Garrone.

Deuxième orientation : les futurs prêtres doivent vivre la conversion au mystère du Christ « ressuscité ». Il faut leur enseigner « avec un soin extrême la doctrine de l'eucharistie à laquelle l'Eglise a fixé des

réglés très précises et dont nul n'a le droit de s'écarter au nom d'une quelconque « créativité ». La congrégation insiste à ce propos sur les habits sacerdotaux : « Jean-Paul II a déjà rappelé plusieurs fois la nécessité que le prêtre apparaisse aux hommes comme il est : l'un d'entre eux, certes, mais caractérisé par un signe clair qui le qualifie et l'habille au nom de Dieu auprès des siens ». Or pour préserver les sacrements de la vie spirituelle, le cardinal Garrone juge cela « désastreux » et affirme : « Le séminaire n'a pas le droit d'être permissif à ce sujet. Il doit avoir le courage de porter, de s'expliquer, d'exiger. »

La troisième directive concerne, d'ailleurs, l'aspect de l'obédience : « Ce dernier mot ne doit plus apparaître comme un mot interdit. Pour se préparer à ses engagements, notamment au célibat, il faut accepter une véritable discipline ». En d'autres termes « un prêtre ne peut tout voir, tout entendre, tout dire, tout enseigner ».

Enfin la congrégation pour l'éducation catholique engage les séminaires à cultiver « la dévotion à la vierge Marie », et elle cite en exemple Jean-Paul II.

Pour conclure une « suggestion » est faite : instituer une période de préparation au séminaire consacrée exclusivement à la formation spirituelle. Là où elle a été conduite cette expérience a été donnée et des résultats vraiment surprenants ».

ROBERT SOLÉ.

Les traditionalistes et la visite de Jean-Paul II

« SI SEULEMENT LE PAPE AVAIT LE DON DE BILOCATION !... »

Mgr Ducaud-Bourget est toujours aussi vert, malgré ses quatre-vingt-trois ans. Il est fonctionnaire bien, nous dit-il : c'est plutôt le corps qui a du mal à suivre...

— La violence est un naufrage. Vous savez qui a dit cela ? C'est Paul VI.

— Alors, le suis en bonne compagnie, rétorque le chef de file des traditionalistes de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, le souffleur de la messe malade que lui : l'arthrose.

— Et le nouveau pape, vous êtes content de sa venue prochaine à Paris ?

— Certainement. Cela lui permettra de voir ce qui se passe ici — s'il arrive à voir un peu clair dans tout ce magma !

Qu'en pense Mgr Letebvre ? — Justement, Monseigneur est téléphoné à ce sujet. Il devait venir, comme tous les ans, administrer le sacrement de la Confirmation à Saint-Nicolas. Or, le cérémonial était prévu pour le 1^{er} juin et, par déference pour le pape, Mgr Letebvre a accepté de surseoir à sa visite. Je pense qu'il viendra plutôt le 15 juin.

— Et vous, qu'alliez-vous faire lors de la visite de Jean-Paul II ? Y aura-t-il une manifestation quelconque ?

— J'essayerai de voir le nonce apostolique, car le pape qu'il faut faire quelque chose, montrer au pape que nous existons.

En somme, vous attendez beaucoup de la visite du pape ? — Il ne vient que pour deux jours, avec un programme déjà tellement chargé. Comme tous ces déplacements, du reste ; c'est de la folie ! Comment voulez-vous qu'il ait le temps même de nous remarquer. Evidemment, s'il acceptait de confirmer nos enfants à la place de Mgr Letebvre... Mais il faudrait un miracle pour cela : il ne le fera pas !

Propos recueillis par ALAIN WOODROW.

(1) La bilocation est un phénomène mystique qui consiste à être vu à la fois en deux lieux différents.

POUR RENOUVELER SES FORCES AÉRIENNES

Le Canada signe un contrat de 14 milliards de francs avec McDonnell Douglas

De notre correspondant

Montréal. — Le gouvernement canadien a annoncé, jeudi 10 avril, sa décision d'acquiescer à l'achat de sept avions de chasse F-18 fabriqués par la société américaine McDonnell Douglas. Les livraisons seront échelonnées entre octobre 1981 et 1989. Reporté à plusieurs reprises depuis près de cinq ans, le choix du nouvel avion de chasse des forces aériennes canadiennes ne s'est pas fait sans difficultés. Au cours des dernières semaines, plusieurs députés libéraux (au pouvoir) s'étaient en effet prononcés en faveur du F-16 de General Dynamics, dont les retombées industrielles seraient plus intéressantes, surtout pour le Québec, où se trouvent 50 % de l'industrie aéronautique canadienne (*le Monde* du 3 avril).

Les promoteurs du F-16, qui équipe déjà l'armée américaine, avaient promis la création de vingt mille emplois au Canada. Mais le gouvernement canadien a jugé peu crédibles les promesses de General Dynamics. McDonnell Douglas, lui, a paru offrir des retombées économiques plus intéressantes : 11 milliards de francs (3,2 milliards de dollars canadiens) sur quinze ans. Plusieurs usines seront construites au Québec, province qui partagera à peu près à égalité avec l'Ontario les sous-traitants de la construction des cent trente-sept chasseurs, et quatre mille emplois permanents seront créés.

Évalué à l'origine à environ

AVIS DE CONCOURS

Le commissariat de l'air
Le commissariat de la marine

recruteront en 1980 par un concours unique

DIX-NEUF ÉLÈVES COMMISSAIRES

Date de clôture des inscriptions : 10 juin 1980
Renseignements : Direction Centrale du Commissariat de l'Air, 26, boulevard Victor, PARIS (15^e), tél. 552-34-53

VOYAGE EN FINLANDE DU GÉNÉRAL MÉRY

Le général Guy Mery, chef d'état-major des armées, se rendra en Finlande du 14 au 16 avril, à l'invitation du commandant en chef des forces armées finlandaises, le général Sautu.

Au cours de son séjour, le chef d'état-major des armées françaises sera reçu par le ministre finlandais de la défense, M. Lasse Alkari. Il aura ensuite des entretiens avec le général Sautu avant de visiter certaines installations des forces armées finlandaises, notamment l'académie de Lapland basée à Rovaniemi, le camp d'entraînement de Rovaniemi, le camp d'entraînement de Rovaniemi, le camp d'entraînement de Rovaniemi.

Une réunion internationale de tous les supérieurs régionaux de l'Ordre des Carmes aura lieu du 14 au 26 avril, pour la première fois en France, à Avon (Seine-et-Marne).

Elle a pour but l'approbation du texte des constitutions de l'Ordre, révisé conformément aux orientations du concile Vatican II.

Présidé par le Père Felipe Sainz de Baranda, supérieur général de l'Ordre, la réunion rassemblera des participants venant du Japon, d'Indonésie, d'Inde, du Proche-Orient, de Pologne, de Yougoslavie, d'Afrique noire, d'Amérique du Nord, d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud et de plusieurs pays d'Europe occidentale. — (Corresp.)

Monde

MUSIQUES

Les sur...

... de la musique...

... de la musique...

... de la musique...

... de la musique...

... de la musique...

... de la musique...

... de la musique...

Le Monde

LE JOUR DES MUSIQUES

Celia Cruz
et Ismaël Miranda
à l'Olympia.

Ce ne sont pas les meilleurs concerts qui font le plus de bruit. Néanmoins, à l'occasion d'un fait artistique d'exception, il est rare que par l'affichage, sauvage ou modeste, le message ne circule pas. Pourtant, rien, semble-t-il, n'a été fait pour annoncer comme il se doit l'exceptionnel spectacle de salsa le 13 avril sur la scène de l'Olympia. Sans doute n'a-t-on pas mesuré la taille de l'événement que constitue la venue de Celia Cruz à Paris. Doit-on rappeler que Celia Cruz est depuis vingt ans bientôt la plus grande chanteuse de jazz afro-cubain et de salsa qui soit ? Et la salsa à Paris, depuis six mois que le Festival de la Salsa joue à la chapelle des Lombards, a fait son chemin.

Avec la tradition cubaine de Celia Cruz, qui est aussi l'unique femme ou presque qui soit parvenue à une telle envergure dans ce style trop masculin de la salsa neo-yorkaise, deux autres artistes importants : Ismaël Miranda et Wilson Gonzalez. Le premier, virtuose soliste chanteur du réputé Orquesta Barlow, une des formations les plus progressistes du genre. Ces deux piliers de la salsa que sont Miranda et Celia Cruz déplaçant à eux seuls des foules de milliers par dizaines de milliers pour le moindre de leurs apparitions sur la scène est américaine.

Mais à Paris, ce dimanche 13 avril, à 16 heures, à l'Olympia ? — P.-B. R.

Georges Grunz
à l'Espace Cardin.

Quelle affiche, et quel travail aussi que celui de rassembler un « big band », essentiellement composé de leaders de « big bands ». Tous Européens, sauf le saxophoniste Joe Henderson. Mais Georges Grunz au piano, qui est le promoteur de cette machine tonitruante, est coutumier de ce genre de projet. Plus qu'un autre, il bénéficie d'appuis solides pour mener à bien de telles entreprises. Mais personne ne peut dire ce qu'un tel effort aura pu donner en scène. Certes, les morceaux de bravoure individuels, la qualité des musiciens obligés, mais surtout pas une réussite collective. Une surprise, donc, qui ne manquera pas d'attirer les curieux de tous horizons.

— Lundi 14 avril, à 20 h 30, à l'Espace Cardin.

Arnett Cobb
au Club Saint-Germain.

Précédé de ses baguettes et de sa réputation de « spit-sant » saxophoniste, Arnett Cobb, jénor dur du milieu jazz, est, pour une soirée encore, l'invité du Club St-Germain. A ses côtés, on retrouve le saxophoniste Maurice Vander au piano, Luigi Trussardi à la basse, et à la batterie un autre Américain de passage : George Brown, mais habillé aux couleurs d'un « avant-garde ». Arnett Cobb n'est plus une seconde le souffleur puissant qu'on a annoncé : on pourrait même dire que, sur ce point, son âge avancé le prive bien souvent de forces. Cependant, cela n'est pas une raison suffisante pour empêcher de chanter la salle, ce qu'il sait toujours faire aussi bien, même s'il faut fermer les oreilles sur certains des clichés qui hantent souvent les thèmes de sa génération.

* Dernier concert, ce samedi 12 avril, à 20 h 30, au Club Saint-Germain (tél. 222-61-00).

Les succès du groupe Police

(Suite de la première page).

Si tous leurs « hits » — *Message in a Bottle*, *Walking on the Moon*, *Roxanne*, *Can't Stand Losing You*, qui passent à longueur de journée sur les ondes, ont gagné la rue ; si, aux concerts, les gosses de trente ans, obéissent aux de trente ans, c'est que leur création cristallise les principales tendances du moment : retour à la mélodie et à la chanson, assimilation du rythme reggae, avec une « crédibilité », un esprit, une attitude rock. En France, ils ont reçu le prix de la « Rock Critique ». En Angleterre, on vit en pleine Policemania.

Acclamés
par Andy Warhol

1976, la Grande-Bretagne s'écroule : l'avenir est au « new wave » ; les gens s'ennuient : le rock, aussi. Les musiciens de Police, Sting (basse et chant), Stewart Copeland (batterie), Henri Padovani (un Corse immigré à Londres, qui est bientôt remplacé par Andy Summers à la guitare), ont vécu, chacun séparément, au cours des années 70, des aventures peu connues, avec un sentiment de frustration et des idées qui ne demandaient qu'à être exploitées s'ils en trouvaient le moyen.

L'un a joué dans un groupe de jazz ; l'autre, dans un groupe « progressif » ; le troisième, a fait des sessions en studio avec des groupes tels que Soft Machine. Lorsque soudain ces idées ont été formulées devant leurs yeux par une multitude de groupes qui retrouvaient la vitalité et la réalité du rock, ils se sont lancés dans l'aventure. Ils ont tout oublié, leur technique, leurs connaissances passées, jouant un rock dur avec une énergie aveugle, comme pour se nettoyer des années de démarches négatives, se débattre. Ils se sont créés une image en décolorant leurs cheveux en blond. « Nous ne faisons que répéter ce que des dizaines de groupes avaient fait avant nous », disent-ils. Nous n'étions qu'une pâle copie de nous-mêmes à la suite du « business ». Le « new-wave » proposait une alternative : « offrir la possibilité de créer une musique originale, qui ignore les règles et les standards du marché discographique. Au départ, nos amis, les musiciens avec lesquels nous avions joué, ne

RENCONTRES
DE L'AUDIOVISUEL
A CHALON-SUR-SAONE

Les troisièmes Rencontres nationales de l'audiovisuel de Chalon-sur-Saône auront lieu les 19 et 20 avril à la Maison de la culture de cette ville, sur le thème « De la lanterne magique au mur d'images ». A cette occasion, seront présentés des travaux réalisés par les étudiants des écoles d'art de Dijon, Valence, Montpellier, Angers, Avignon, etc., ainsi que par ceux de l'université de Paris-VII. D'autre part, les participants pourront apprécier les « résultats de nombreuses recherches individuelles et collectives (audiovisuelles) peut aussi être reconnues comme discipline artistique » par le jury des « Rencontres ». Les programmes figurent, notamment, les travaux de H. Gruyère sur la rencontre du théâtre et du cinéma, images qui créent des images ; « Performance », juxtaposition d'événements « onores et viciés enregistrés et d'objets changeants, réalisation du groupe ECART, des créations de Bernard Laitay, Serge Payer et Edouard Rozé sur de nouvelles formes d'images (en relief, par procédé pictural), et des exemples d'utilisation du laser, notamment les hologrammes du groupe Trappes.

* Rencontres : 5, avenue Napoléon-Népoux, B.P. 123, 71104 Chalon-sur-Saône. Tél. : (16-35) 42-48-92.

comparaient pas. Ils nous prenaient pour des dingues. Mais nous ne pouvions plus supporter l'idée d'enregistrer des disques, pour trembler ensuite devant le personnel qui devait de les sortir ou non. Aujourd'hui, ils ont compris... »

Ils enregistrent un 33 tous les deux jours, pour A & M qu'ils produisent eux-mêmes. Un disque remarquablement abouti pour une première tentative commune. Mais l'Angleterre, qui vit une pleine effusion de pureté, les rejette. Ils sont trop vieux, trop habiles techniquement. Pas assez punk. Ils parlent aux États-Unis et là ils sont « trop new-wave ». Mais Andy Warhol et la « type » new-yorkaise les accueillent. Tout à coup, *Roxanne*, un morceau qui a été interdit par la B.B.C. parce qu'il raconte l'histoire d'une prostituée, passe sur toutes les radios américaines. Lorsqu'ils rentrent dans leur pays d'origine, Fabuleux techniciens, à trois sur scène, ils réussissent à retrouver la perfection et la force d'impact de leur disque tout en modifiant la structure des morceaux. Leur second 33 tourne à merveille. Sur leur lancée d'autres groupes suivent, les suivent déjà il suffit de voir le délire qui accompagne chacun de leurs concerts pour comprendre qu'ils ne sont pas un phénomène éphémère. Les musiciens de Police sont entrés dans la légende des « stars du rock'n'roll ».

ALAIN WAIS.

* Le 13 avril au Palais des Sports de Montesson ; le 14 avril au Palais des Sports de Paris.

Discographie chez A. & M., distr. O.R.S.

CINÉMA

« AU BOULOT JERRY », de Jerry Lewis

Mister Catastrophe

Il n'a pas changé. Pourtant cela faisait longtemps qu'on ne l'avait vu. Il boudait le cinéma et le cinéma le boudait. La réconciliation a enfin eu lieu. Jerry Lewis est revenu sur les écrans. De quoi se réjouir, même si son nouveau film, *Au boulot, Jerry*, traite parfois la peine et reste en deçà des réussites de naguère.

Faire le clown, être clown, c'est l'unique vocation de Bo Hopper. Malheureusement, le cirque où il a été engagé ferme ses portes. Et Bo doit chercher du travail... Canevas

« La Vie de Brian »
par les Monty Python

Les amis, les supporters, la mère de Brian, auront-ils l'idée de détacher le héros qui vient d'être hissé sur son croix ? On le salue en allant voir « La Vie de Brian », le nouveau film des Monty Python.

Brian s'est attiré les foudres des Romains en participant aux mouvements de libération de la Judée. Mais ce n'est pas par ses activités terroristes qu'il est devenu populaire. En ces temps où palissent les prophètes (c'est du moins ce que montrent les Monty Python), Brian a séduit par sa modestie.

Les Monty Python n'ont pas comme de coutume sacrifié. Ils ont clairement jeté les bases historiques de leur histoire : Brian est un bon fils, un bon citoyen, un bon travailleur, un bon mari, la religion en tant que telle n'est qu'un prétexte. Tout y est (y compris l'absence de travail), avec seulement une façon un peu désagréable d'être les gens. Le film de Brian est quand même un film recommandable. C. D.

* Voir les films nouveaux.

FORMES

Rêves éveillés

Le flux peut s'être qu'un mélange. Le léger bruissement, bleuté, tendrement hétéro, s'est pas un amour de leur dessin aux paysages de Louis Réal qu'elle laisse transparaître (1). Ces parcelles du paradis varient tout à fait de la fauconnerie de l'impalpable mousseline. L'artiste les a peints pendant son récent séjour en France. Même le champ labouré de Durban a été adossé à l'après d'un phos de Canada. Car cet art, très ébahi, se superpose par magie à des projections phonographiques : le vrai support. On se penche et même temps, dans une autre salle, sur les peintures et les dessins de Jack Chambers, mort trop tôt, qui avait créé à son usage la formule du « perceptual realism ».

« La dessin est le grand de nos temps », dit Eugène Ionesco (2). Comme il arrive souvent, ces travaux préparatoires sont en eux-mêmes des œuvres achevées. Massifs, tendus, tourmentés, les corps résumés se dégagent puissamment de leurs cadres, de leurs bandes dessinées comme leurs réinterprétations se dégagent de leur gangue de pierre.

Tous leurs gestes libérés sont saisis en plein effort, déjà baignés de lumière. Mais il se agit difficile de prétendre redécouvrir une des dernières grandes découvertes de Pierre Leeb.

Si je m'attarde devant les vrais maîtres d'un art surréaliste magé dans les armoiries de l'histoire de l'art, ou occasionnellement par des auteurs qui n'en ont conservé que le brio-brio, c'est parce que ceux-ci ont perçu un mouvement, ou qu'ils se trahissent par le geste à Marcel Jean (3) qui, avec un point d'honneur à faire

de Smil, il pêche d'exemple et se crée « naturellement » son humour onirique. Aucune solution de continuité avec l'École de 1980, et *Amphibie*, de 1939-1940, par exemple, il se tient au Carrefour des routes, qu'il écrit le *Conte arabe*, immobilisé un *Mausolée à l'Est* ou concevant des *Objets Nouveaux en ardoise*. Toujours le *Vrai solitaire* vivifie des métamorphoses fixes d'un trait sobre et précis.

Métaphysique et érotisme

Peut-on embarquer Capes (4) sur le même bateau ? On laisse. Le peintre roumain est infiniment plus proche, comme plusieurs critiques l'ont souligné, du *Grand Jeu*, de René Daumal et Roger Gilbert-Lecomte que de l'orthodoxie de Breton. Capes est assés manifestement inspiré et se myologue, où les riges se confondent, où les symboles se chevauchent, où la métaphysique se mélange à l'érotisme, n'a rien de gratuit. Et quelle facilité dans l'invention ! Comme ses thèmes se sont multipliés depuis l'exposition du *Trieste* qui n'avait séduit, il y a tout juste deux ans, les quelques formelles d'une figuration impossible et rigoureuse, à l'aise en des formes de plus en plus vastes, transporter le spectateur en plein rêve, dans un rêve éveillé, dit-il.

En dit-il aussi des pièces savantes de Cézanne (5) qui appellent les musées Dapuyres d'épave marine ? Je ne sais si c'est par provocation qu'elle exhibe l'*Hôte-Dieu* de Cézanne, nous trépasse dehors. On a vu d'autres. Seules les icelles de la dévotion ont dépassé. Le sage d'un total dépouillement s'acharne sur ces morceaux choisis de l'humanité

dépouille. Je repousse le terme « visuel » si glorieux quand on l'emploie au figuré. A Cézanne il s'applique au propre, et l'on peut dire, et on le peut, car ces œuvres ont à leur mesure de chair, ces organes, ces boyaux, sont sculptés en un marbre de Carrare soigneusement poli, et peut-être la *Mère* est la synthèse des fonctions maternelles. Et il atteint à une beauté réelle, la *Réve* pour, noir comme l'humour de Cézanne.

Justice est enfin rendue à Blaise Jouanet (6). Une justice encore modeste mais tangible. Plus qu'occulte, Jouanet ne vit pas sur ses yeux. C'est parce qu'il continue à peindre que son œuvre conserve sa fraîcheur. Ses formes d'une géométrie humanisée, on dirait décapées, juxtaposées, en apnée, le poète qui se dégage, sont autre chose que des reliques. La joie y éclate. La jeunesse aussi. Dans les grandes compositions, comme dans les petites, sobresment construites, les contrastes colorés s'équilibrent harmonieusement.

Revenons à l'imagerie avec les monstres fantasmes d'Alberto Quintanilla, l'Indien de Cuzco, dont les couleurs violentes s'accrochent au spectateur d'un peuple opprimé (7). Faut-il pour nous, sans doute, mais souvent vengeurs pour l'oppression.

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) Centre culturel canadien, 8, rue de Constantinople, 75001 Paris.
(2) Galerie Jean Leroy, 37, rue Quincampoix, 75004 Paris.
(3) Galerie Pierre-Lescot, 28, rue Pierre-Lescot, 75001 Paris.
(4) Galerie du Dragon, 19, rue du Dragon, 75004 Paris.
(5) L'Œuvre de Bouff, 38, rue Quincampoix, 75004 Paris.
(6) La Galerie 67, rue Saint-André-des-Arts, 75006 Paris.
(7) La Galerie des Lilles, 171, boulevard du Montparnasse, 75006 Paris.

« LE FILS PUNI », de Philippe Collin

Entièrement produit par l'Institut national de l'audiovisuel, diffusé en août 1979 sur TF1 dans la série « Caméra Je », ce deuxième film de Philippe Collin (le premier, *Ché-Folies*, était un montage historique et sociologique de scènes de comédies musicales tournées en France dans les années 30) est tiré d'*Imago*, un livre de Steve Mont (Patrick Thévenon). Son titre n'est jamais justifié sinon par référence à un tableau de Grouze, mais c'est un autre, le *Méditation paternelle*, qui joue ici un rôle, et Philippe Collin n'a pas raconté une histoire.

Se mise en scène est construite sur un seul personnage, nommé Alain Daffodil, qui broie quelques comparses sans avoir jamais, avec eux, de communication, d'échange, et dont les actes restent inexplicables. Voilà donc un « film d'auteur », dans le cinéma français d'aujourd'hui, cette définition est devenue comme un signal d'alarme, tant elle recouvre de brouillonnements, d'essais narcissiques et d'impudence créatrice. On a plaisir à dire que ce n'est pas le cas avec le *Fils puni*. Critique de cinéma à l'Élie, Philippe Collin est aussi quelqu'un qui ne pratique pas le métier de cinéaste en amateur et qui réfléchit sérieusement sur cette pratique.

C'est par une révélation bien maîtrisée qu'il a organisé un univers d'images pour dire l'obsession de la

création. Alain Daffodil, jeune homme solitaire (interprété, de manière étonnante, par Christian Riut, qui fut étudiant 1942 des *Guiches* de Louvre, de Michel Mitrani), fait reproduire au plusieurs exemplaires la photographie d'un condamné à mort, établit des dossiers sur des criminels et porte les hantises d'une enquête, dont il est le seul à connaître le pourquoi, jusqu'à l'Érot.

Le *Fils puni* est le film d'un mystère d'autant plus fascinant qu'il n'est jamais éclairé. Les décors réels prennent parfois un aspect onirique, et la force de la réalisation entretient ce mystère fait qu'on cesse vite de se poser des questions sur Alain Daffodil. On ne voit plus, que le tourment d'un être qui s'aligne, une à une, jusqu'au bout de son imagination, nous entraîne dans ses fantasmes, nous promène dans son propre monde de rêves éveillés.

JACQUES SICLIER.

* L'Épée de bois.

■ Le prix des places de cinéma augmentera de 4 % à partir du 15 avril, à commencer le 13 avril M. Henry Berger, député R.P.R. de Côte-d'Or et président de la commission des affaires sociales, culturelles et familiales de l'Assemblée nationale. Au cours d'une réunion du bureau directeur de la Fédération nationale des cinémas français, il avait été décidé qu'une seconde augmentation interviendrait le 1er juillet.

VENTES

UNE LETTRE DE LÉNINE

Une lettre autographe de Lénine datant de 1919 sera mise en vente chez Sotheby, à Londres, le samedi 19 avril. Selon les estimations, le prix de cette lettre pourrait atteindre aux enchères 5 000 à 6 000 livres sterling (environ 47 000 à 57 000 francs).

Écrit à l'encre rouge sur une feuille à en-tête du Kremlin et datée du 3 mai 1919, la missive adressée par Henri Guillebaux est membre du parti communiste français et demande que toute aide lui soit donnée pour obtenir des photos de Lénine lui-même. Écrit à l'encre rouge, Henri Guillebaux, né en 1884 en Belgique de parents français, est mort en 1938. Il représenta le mouvement ouvrier français au premier congrès de l'Internationale.

JEAN DE BARONCELLI.

* Voir les films nouveaux.

DANSE

Un Salon à Paris

La Galerie de Nudes ouvrira ses portes le 15 avril pour donner deux expositions, d'animation, de débats, de rencontres sur le thème de la danse. Chaque jour, au sujet de danse, classique, moderne, jazz, folklorique, sera traité par un spécialiste entouré de danseurs. La Compagnie de danse populaire française de Serge Lifar (16 avril) André Gimpel (17), Mart Matton (18), Gélis Castelnau, Serge Alévitz (19), Susan Bairre (20), Gilbert Maye (21 et 22), et Ray Collins, Irina Gijebina, André-Philippe Bessia, Yvonne Goubé, Solange Golevina, Irina Lidova, Antoine Livio, Marie-Françoise Christou, Suzanne Resnick, Daniel Franck, Janette Pidot, Maria Jasanova.

* Galerie de Nudes, 8, rue de Nudes, 75008, téléphone 329-04-38.

JAZZ À LA CHAPELLE DES LOMBARDS

20 h 30

MAS - ALVIM - HUMAIR - CHAUTEUPS

Jusqu'au 15 avril

62, rue des Lombards - 226-65-11

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.B. : prix moyen du repas - J... h. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS

LAPEYRONNE 22-23-14
R. G. Grand-Angoulême, 6^e P.M.B.
LE SABLADAIS 22-23-52
1, rue de Vienne, 6^e P.M.B.
AUB. DE BIQUETIER 770 62-39
12, faubourg Montmartre, 9^e P.M.B.
LE COMÈRE, Porte Maillot, 7^e P.M.B.
90, av. Grande-Armée, 17^e P.M.B.
BRASSERIE DU TABAC PIGALLE
88-72-84, place Pigalle, 18^e P.M.B.

On sert jusqu'à 23 h 30 Grande carte. Ses salons de dîner à cinquante couverts. Cadre ancien de réputation mondiale

J. 22 h. Cuisine pédonculaire. Menu 98 P. 1/2 vin de pays J. café + alcool de prime, avec foie gras, cassoulet au confit SA CARTE.

Jusqu'à 1 heure du matin Ambiance musicale. Ses spectacles musicaux. Ses vins d'Alsace et MUSEO le Soir des Stars

J. 23 h. BANC D'OUTRÉS les Fêtes Pousines. Spéc. de viandes de Bœuf de premier choix grillées à l'oe Platé et desserts du Jour

Ouvert tout le nuit BANC D'OUTRÉS d'ins renouvelé. Son plat du jour. Ses spécialités Choucroute 30, Gratinée 12. Ses grillades fumées. Buffet froid. Spécialité : Bœuf LOWENBERG MONICH

INFORMATIONS «SERVICES»

VIVRE A PARIS

Les urgences du dimanche

SANTÉ

● **UN SECOURS D'URGENCE.** — Appeler le SAMU au 167-50-50 pour l'Essonne, au 069-33-33 pour les Hauts-de-Seine, au 741-79-11 pour la Seine-Saint-Denis, au 830-32-50 pour le Val-de-Marne, au 207-51-41 pour le Val-d'Oise, au 032-22-33 pour les Yvelines, au 953-83-33 pour la Seine-et-Marne, au 437-10-11, ou, à défaut, le 17 (police) ou le 18 (pompiers), qui transmettent l'appel au SAMU.

● **UN MEDECIN.** — A défaut du médecin traitant, appeler la permanence des soins de Paris (542-37-00), ou la garde syndicale des médecins de Paris (833-99-11), ou l'Association pour les urgences médicales de Paris (A.U.M.P.) (828-40-04) ou S.O.S.-Médecine (707-77-77).

● **UNE INFORMATION SUR LES INTOXICATIONS.** — 205-63-29 (hôpital Fernand-Widal).

TRANSPORTS

● **AEROPORTS.** — Renseignements sur les arrivées et départs à Orly (887-12-34 ou 853-12-34) ; à Roissy-Charles-de-Gaulle (882-12-12 ou 852-22-80).

● **COMPAGNIES AERIENNES.** — Arrivées ou départs des avions : Air France (820-12-55 ou 320-12-55) ; U.T.A. (775-75-75) ; Air Inter (887-12-12). Renseignements, réservations : Air France (535-61-61) ; U.T.A. (776-41-62) ; Air Inter (599-25-25).

● **S.N.C.F.** — Renseignements : 261-50-50.

ETAT DES ROUTES

● **INTER SERVICE ROUTES** donne des renseignements généraux au 858-33-33.

Pour des renseignements plus précis, on peut s'adresser aux centres régionaux d'information routière : Bordeaux (58) 96-33-63 ; Lille (20) 91-92-38 ; Lyon (78) 54-33-83 ; Marseille (91) 78-78-78 ; Metz (57) 62-11-22 ; Rennes (99) 50-73-53.

P.T.T.

Sont ouverts le dimanche les bureaux de :

● Paris : roquette principale (52, rue du Louvre, 1^{er}), ouvert 24 heures sur 24 ;

— Paris 06, annexe 1 (71, avenue des Champs-Élysées), ouvert de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 20 heures ;

— Orly, aéroport Sud, annexe 1, ouvert en permanence ;

— Orly, aéroport Ouest, annexe 2, ouvert de 6 heures à 23 heures ;

— Roissy principal, annexes 1 et 2 (aéroport Charles-de-Gaulle), ouvert de 6 h. 30 à 18 h. 30.

La Roquette principale de Paris assure aussi le paiement des mandats-lettres, des bons et des chèques de dépannage, des lettres-chèques ainsi que les remboursements sans préavis sur livret C.N.E.

ANIMAUX

● **UN VÉTÉRINAIRE** au 871-20-61 (de 8 heures à 20 heures).

LOISIRS

● **L'OFFICE DE TOURISME DE PARIS** diffuse une sélection enregistrée des loisirs à Paris : en français au 720-94-94 ; en anglais au 720-58-58. Son bureau d'accueil du 127 avenue des Champs-Élysées est ouvert le dimanche de 9 heures à 18 heures. Tél. : 723-61-72.

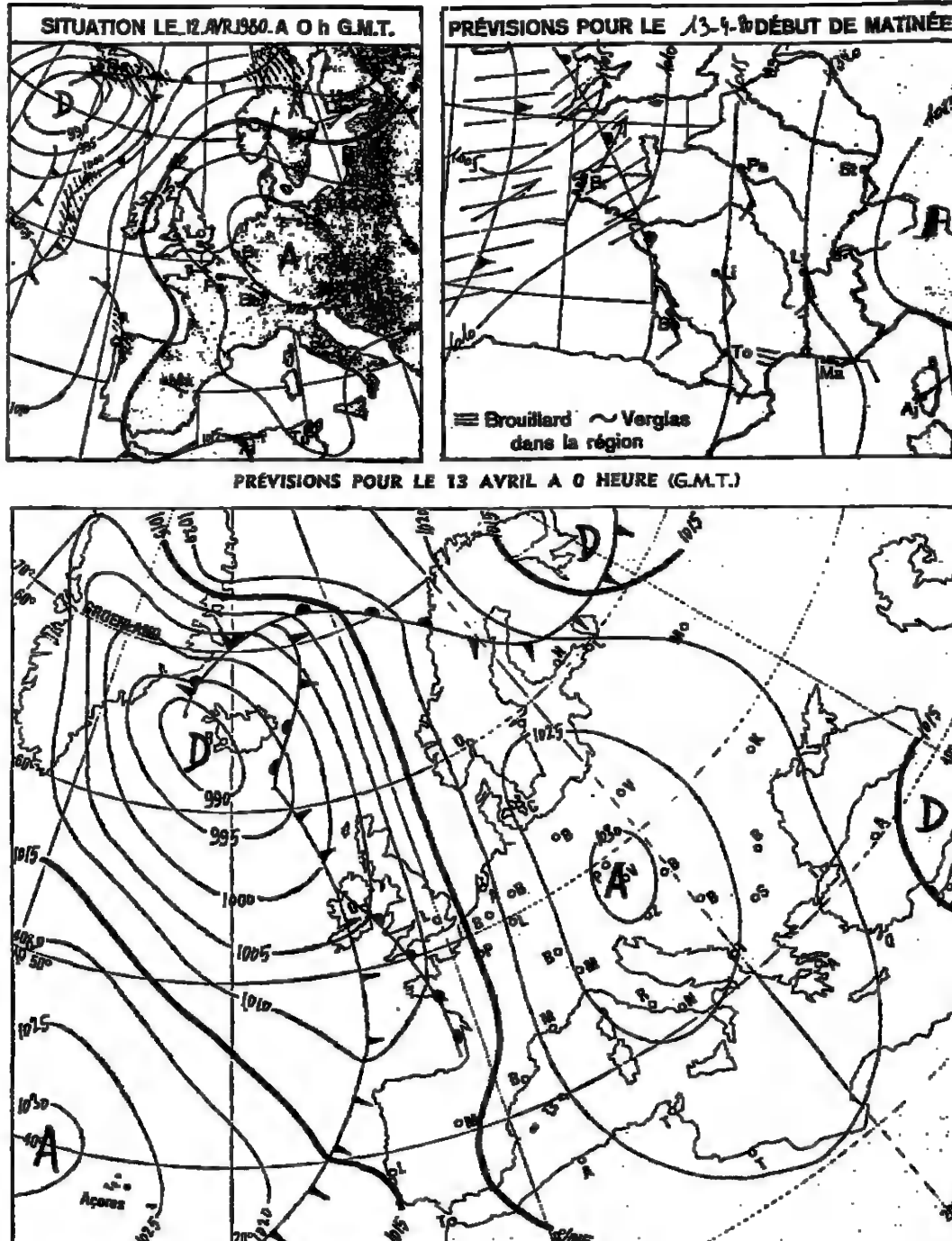
S.O.S.-AMITIÉ

Vingt-quatre heures sur vingt-quatre à l'écoute au 821-31-31 pour Boulogne-Billancourt ; 364-31-31 pour Bagneux et 078-16-16 pour Evry (de 14 h. à 6 h. du matin) et au 288-25-25 pour Paris (de 14 h. à 4 h. du matin). Il existe, en outre, un poste en anglais : S.O.S.-Help, au 723-80-80 (de 18 h. à 23 h.).

S.O.S.-3^e AGE

De 9 heures à 19 heures au 340-44-11.

MÉTÉOROLOGIE



BREF

ÉDUCATION

I.U.T. DE SAINT-NAZAIRE. — L'Institut universitaire de technologie de Saint-Nazaire propose aux personnes ayant plus de trois années réelles d'activité salariée, et désireuses de préparer l'examen spécial d'entrée en I.U.T., une formation d'un an. Le centre de mise à niveau prévoit un enseignement de trente-cinq heures hebdomadaires. Les épreuves de sélection auront lieu dans la troisième semaine de juin. La clôture des inscriptions est le 31 mai 1980.

★ Centre de promotion, I.U.T. de Saint-Nazaire, Z.P. 628, Saint-Nazaire, tél. 78-77-54, poste 75.

EXPOSITIONS

ÉCOMUSÉOLOGIE. — Jusqu'au 27 avril, une exposition intitulée « Écomuséologie » est présentée au Centre Georges-Pompidou (courrou des régions, rez-de-chaussée). Cette manifestation est organisée avec le concours de la Fédération des parcs naturels régionaux. Des diaporamas et des films présentant, en permanence, les écomusées du Crausot, de Saint-Quentin-en-Yvelines, de Fresnes et de Vendée, ainsi que ceux des monts d'Arras, d'Ouessant et de Marquion, situés sur les territoires des parcs régionaux.

VIE QUOTIDIENNE

PROSPECTUS INTERDITS

La distribution de prospectus, tracts, écrits, images photographiques ou objets quelconques aux conducteurs ou occupants de véhicules « stationnant sur une voie ouverte à la circulation publique » est interdite, rappelle le ministre de l'Intérieur.

L'infraction, prévue par l'article 33, alinéa 12, du code pénal, constitue une contravention de quatrième classe, sanctionnée par une amende de 100 F à 600 F. Le texte vise « ceux qui auront distribué » et ceux qui auront « fait distribuer ». Il est donc applicable à la fois au préparé et à l'employeur.

TRANSPORTS

COMPOSTAGE DES BILLETS S.N.C.F. DE LA BANLIEUE DE PARIS À PARTIR DU 14 AVRIL

La S.N.C.F. rappelle que c'est à partir du lundi 14 avril que les nouvelles dispositions concernant l'utilisation des billets de la banlieue parisienne entreront en vigueur. À partir de cette date, les billets pourront être utilisés un jour quelconque au gré du voyageur. Ils devront par contre être composés avant le départ pour les valider.

Cette nouvelle mesure ne concerne pas les coupons de carte orange ni ceux des cartes hebdomadaires de travail.

Actuellement, les billets S.N.C.F. de la banlieue de Paris doivent être utilisés le jour de leur émission et ne peuvent donc être achetés à l'avance.

DEMANDEURS D'EMPLOIS

STAGE D'ALLEMAGNE (remboursé par l'État) 6 SEMAINES + OPTION 6 SEMAINES dans une entreprise en Allemagne. Consultez-nous : F.R.A.E. S.S. 5, rue Curvier, 69 005 - LYON Tél. : 7 824-76-67

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Halles
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-82

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
174 F 306 F 402 F 546 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE
206 F 350 F 456 F 600 F

ÉTRANGERS (par mandat)
L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS
180 F 350 F 456 F 600 F

II. - SUISSE - TONKIN
200 F 400 F 500 F 600 F

Par voie aérienne, Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (chèque virement) doivent bien joindre au chèque à leur demande.

Changements d'adresse (à effectuer par mandat) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez adresser l'ensemble des rétro-écrits à nos bureaux de capitaux d'impression.

PARIS EN VISITE

LUNDI 14 AVRIL

« Triomphe de l'Armée », 15 heures, 1, rue de Solli, Mme Legrand.

« Préfecture des Hauts-de-Seine », 15 heures, station R.E.R. Mantes-Préfecture, Mme Oveid.

« La Rome de l'humanité à la Contre-Réforme », 15 heures et 17 heures, 11, rue Notre-Dame-des-Victoires, Mme Thibaut (Caisse nationale des monuments historiques).

« La crypte d'Orléans », 15 heures, Musée du Louvre, porte Champeillon (Approche de l'art).

« Hôtel Lambert », 15 heures, métro Pont-Marie (Connnaissance d'art et d'histoire).

« La Mosquée », 15 heures, place du Fils-de-l'Érmitte (Mme Hager).

« La Bourgogne », 15 heures, Musée des monuments français (Histoire et Archéologie).

« Le Vieux-Montmartre », 15 heures, métro Abbesses (Mme Bouch-Gal).

« Les hôtels de l'île Saint-Louis », 15 heures, 1, rue Saint-Louis-en-l'Île (Tourisme culturel).

« Les hôtels de l'île Saint-Louis », 15 heures, boulevard Henri IV (Le Vieux-Paris).

CONFÉRENCES

15 heures, 107, rue de Rivoli, Mme D. Gaborit : « L'entomologie aux XVII^e et XVIII^e siècles ».

19 heures, 62, rue Médiane : « Les grandes légendes de la religion égyptienne ».

20 h. 30 : 7 bis, place du Palais-Bourbon, M. Simon Diallo : « Ode à la démocratie en Afrique » (Section sociale des écrivains).

CROISIÈRES PAQUET

PRESTIGE

Croisière de printemps en Méditerranée

du 26 avril au 11 mai 80.

Il est encore temps !

Un itinéraire exceptionnel

Athènes : l'Acropole, le Parthéon, les Caryatides.

Rhodes : remparts et fortifications. Antalya : le théâtre d'Aspendos. Alexandrie : les Pyramides, le Sphinx, les Mosquées. Haïfa : le théâtre de Césarée et la vie dans les kibboutz. Héraklion : le Palais de Minos. Palerme : architecture, renaissance et baroque.

Une croisière exceptionnelle :

le 15^e Festival de Théâtre en mer

Robert Manuel, Edwige Feuillère et quinze grands comédiens joueront pour vous chaque soir à bord ou aux escales.

Réservez le plus vite possible votre cabine auprès de votre agence de voyages.

Festival de théâtre

15 jours à bord du Mermoz du 26 avril au 11 mai 80 tout compris par personne 6950F

CROISIÈRES PAQUET

PRESTIGE

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 2649

HORIZONTALEMENT

I. Caractères ceux qui se tordent facilement ; Peut être fourni par le fromager. — II. Permet de régulariser le débit ; Se jette dans le Balkhach. — III. Article ; Héros grec ; Peut être électrique. — IV. Peut être déposé quand les charges sont trop lourdes ; Ne fait pas de régime. — V. Un point sur une carte ; N'est pas très bonne quand elle est petite ; Décharré. — VI. Nom qu'on donne à un train ; Abréviation pour une entreprise ; Des pannes quand ils sont petits. — VII. Pronom ; Qui concerne un rouinant ; Un bon sujet ; Pas gras. — VIII. C'était Akmolinsk ; Pas innocent. — IX. Quelque un bel âge ; Pronom de composition ; Adoré par les égyptiens. — X. Dirigea comme un monarque ; N'a pas besoin de regarder. — XI. Grimpeur des falaises ; Son porteur rampants ; Villain, c'est un drôle d'oiseau. — XII. Qui a donc des chaînes ; Des hommes très dévoués. — XIII. Comme la bouche quand on est assis ; Beau parleur ; Se notent généralement en rangs. — XIV. Utile pour réparer un bâtiment ; Héritage ; Pas pur. — XV. D'un auxiliaire ; Permet de contrôler tout ce qui est rond ; Victime d'une tromperie.

VERTICALEMENT

I. Mot dont on se sert parfois pour appeler la suivante ; Un mot plus distingué, quand on veut parler d'une vieille. — II. Traces qui ont pu être laissées par des coups ; Peut être assimilés au bala dont on fait des flûtes. — III. A sa clé ; Anneaux. — IV. Évité par ceux qui ont horreur du vide. — V. Saint ; Mot d'enfant ; On y fait l'andouille ; Un bruit inquiétant. — VI. Peut être noté par le charbon ; Qui n'a donc pas assez poussé ; Désolé. — VII. Un bon coup de pied ; Drame ; Peut se faire à la gare. — VIII. Se font souvent les yeux fermés ; Peut former un pont au Canada ; Abréviation pour un martyr. — IX. Pronom ; Utile pour un lancement. — X. Vieux jours ; Ancienne capitale ; A donc l'espoir de récolter. — XI. Compositeur allemand ; Dure à avaler. — XII. Pour une robe de veuve ; Sur un manteau impérial. — XIII. Une ancienne grande puissance ; On l'on trouve beaucoup de mouches. — XIV. Cri dans un cirque ; Qu'on peut donc comparer à des cordes. — XV. Pour les hommes qui ne portent pas la culotte ; Qui avaient donc érudité ; Préposition ; Comme l'œil quand il n'y a pas de lentilles.

Solution du problème n° 2648

Horizontalement

I. Flâtureux. — II. Neutre. — III. Régi ; Gale. — IV. Omout ; Tan. — V. Nuit ; Réta. — VI. Béat. — VII. Usel ; On. — VIII. Lila ; Epine. — IX. Enns ; Ousu. — X. Uster. — XI. Schiste.

Verticalement

I. Faroucheux. — II. Emu ; Sens. — III. Angoissant. — IV. Teint ; Sec. — V. Tu ; Éle ; Rh. — VI. Éte ; Ré ; P. — VII. Urales ; Isa. — VIII. Relations. — IX. Neure.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 12 avril 1980 :

DES DÉCRETS

● Portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'État à compter du 1^{er} avril 1980 ;

● Concernant le comité des finances locales institué par l'article 1.234-20 du code des communes et arrêté du 18 avril 1980

relatif à l'élection des représentants des présidents de conseils généraux et des présidents de groupements de communes et des maires à ce comité ;

● Portant publication de l'accord de coopération entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire, dans le domaine des techniques audiovisuelles, signé à Paris le 3 juillet 1979.

LOTTO TIRAGE N°15 DU 10 AVRIL 1980

5	12	31	41	45	47
---	----	----	----	----	----

NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE 10

NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES		RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)	
6 BONS NUMÉROS	4	2 378 499,50 F	
5 BONS NUMÉROS	18	264 277,70 F	
5 BONS NUMÉROS + numéro complémentaire	1 294	11 028,50 F	
4 BONS NUMÉROS	94 573	150,80 F	
3 BONS NUMÉROS	1 868 327	11,00 F	

PROCHAIN TIRAGE LE 16 AVRIL 1980

VALIDATION JUSQU'AU 15 AVRIL 1980 APRES-MIDI

DOUVE DE LA LOTTERIE NATIONALE ET DU LOTO NATIONAL

صك: احن الاصل

SOCIAL

Trois semaines de grève du nettoyage dans le métro

- « Le gouvernement doit mettre ses actes en accord avec ses discours », déclare la C.F.D.T.
- La mairie de Paris lance un appel d'urgence à la R.A.T.P.

A son vingtième jour de grève, le mouvement des employés du service de nettoyage du métro se durcit. La situation est bloquée et aucune rencontre n'est prévue le 13 avril entre le syndicat patronal des entreprises de maintenance ferroviaire, dont font partie les douze sociétés privées impliquées dans le conflit, et les syndicats. Pour appuyer ce mouvement, la C.F.D.T. et la C.G.T. (mais pas, à ce jour, le syndicat autonome, fortement représenté) ont invité les personnels du réseau ferré de la R.A.T.P. à participer à des grèves mardi et mercredi prochains (le Monde du 12 avril). Selon la direction, ces grèves n'auront que des répercussions limitées, le trafic du métro et du R.E.R. devant être assuré pour les deux tiers, la circulation des autobus ne devant pas être affectée.

Si F.O. non plus n'appelle pas à des arrêts de travail, le syndicat souligne cependant que les agents du métro et du R.E.R. ne sauraient poursuivre plus longtemps leur travail dans de telles conditions. Rappelons que les neuf cents grévistes réclament un salaire minimum mensuel de 2 800 F, une amélioration de leur condition de travail et le maintien de l'emploi.

Alors que la saleté envahit chaque jour un peu plus les couloirs du métro et que les débris jonchent le sol, la direction de la R.A.T.P. ne varie pas dans ses positions. Elle continue à estimer, en effet, qu'elle n'est pas impliquée dans ce « conflit privé » entre les employeurs et leurs salariés et qu'elle n'a donc pas les moyens de le résoudre.

La C.F.D.T. est totalement engagée dans cette lutte, a

déclaré, pour sa part, M. Albert Mercier, secrétaire confédéral, au cours d'une conférence de presse le 11 avril. Si les instances confédérales de la C.F.D.T. ont décidé de lever tous leurs poids dans la bataille des balayeurs du métro, c'est parce qu'elles estiment que ce conflit illustre les thèmes d'actions retenus par le dernier congrès de Brest : revalorisation des bas salaires, soutien aux travailleurs immigrés, M. Mercier a affirmé avoir été frappé, lors d'une telle opération, à la station Stalingrad.

Les élus socialistes du Conseil de Paris dénoncent « l'attitude de ceux qui détiennent le pouvoir de faire avancer les négociations : gouvernement, mairie de Paris, R.A.T.P. et patronat, qui, soutenant d'un côté les revendications des travailleurs, l'autre demandent à M. le maire de Paris d'arrêter la mascarade et de prendre clairement position dans ce conflit ». Le maire de Paris, Jean-Paul Bonnaud, a demandé, le 11 avril, la convocation d'urgence du conseil d'administration de la R.A.T.P. à un autre, écrit au président de police pour qu'il ouvre une enquête sur les conditions d'hygiène et de sécurité dans le métro.

Le sort des fossoyeurs

Un autre conflit risque de rebondir la semaine prochaine : celui des fossoyeurs des vingt-cinq communes parisiennes. Ceux-ci déclarent, mardi 15 avril, de la reprise ou de l'arrêt de leur mouvement observé au mois de mars et interrompu à la suite de négociations avec la mairie de Paris. Le 22 octobre dernier, le Conseil de Paris avait voté, à l'unanimité, le « reclassement » des fossoyeurs — alignant leurs salaires sur ceux des éboueurs et des égoutiers — et les crédits nécessaires pour sa mise en application dès le 1^{er} janvier 1980. Cette décision n'a jamais été suivie par la C.F.D.T. et la raison du « blocage » des ministères de tutelle. Ce reclassement devait se traduire par une augmentation mensuelle de 150 F à 250 F pour les fossoyeurs, le salaire moyen net se situant entre 2 800 francs et 3 800 francs par mois.

La confédération du cadre de vie et de la protection du service public, la confédération syndicale du cadre de vie voit dans le conflit du métro « la conséquence déplorable de la privatisation des services publics ». Elle estime que les réductions des services de nettoyage, décidées par la R.A.T.P., « vont à l'encontre de l'intérêt des usagers, qui tiennent à conserver un métro bien entretenu ».

LA C.F.D.T. ET F.O. S'ALARMENT DE LA MULTIPLICATION DES CONTRATS A DURÉE DÉTERMINÉE

La multiplication des contrats de travail à durée déterminée a été constatée, depuis le début de l'année, dans une situation précaire. Toutes les organisations syndicales dénoncent cette situation.

De son côté, la fédération de la métallurgie C.F.D.T. le 11 avril, ont souligné que la formule devenait systématique dans les entreprises comme celles de la G.N.I.S. et Thonon, où une circulaire du ministère du travail stipule les conditions très précises qui s'appliquent à de tels contrats. La C.F.D.T. prépare une étude pour appuyer son action dans ce domaine.

De leur côté, les syndicats F.O. du Limousin et du Centre dénoncent le recours abusif aux contrats à durée déterminée et à la location de main-d'œuvre. On assiste, disent-ils, à une marginalisation de 30 % des salariés, dont le préjudice d'emploi a une incidence certaine sur l'économie.

Les négociations sur les honoraires médicaux

M. Derlin, président de la Caisse nationale d'assurance-maladie, a déclaré à Nancy, le 11 avril, que la convention entre l'organisation qu'il dirige et la seule Fédération des médecins de France (F.M.F.) devrait être conclue pour la fin du mois. Il estime que la négociation est en bonne voie.

De son côté, la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.) réaffirme son désir de porter au débat la question des honoraires, dit-elle, violente le droit syndical en négociant avec la F.M.F. et elle recherche un accord de circonstances avec une organisation minoritaire pratiquant des honoraires élevés.

CLAUDE RÉGENT.

(1) M. Le Pen, président du Front national, a aussi publié un communiqué pour protester contre la sanction prise à l'encontre de M. Nicoud.

M. Nicoud demande l'annulation de la décision lui interdisant toute activité syndicale

De notre correspondant

Lyon. — L'interdiction d'exercer « à titre perpétuel » toute responsabilité syndicale, qui a été signifiée à M. Gérard Nicoud, secrétaire général du CID-UNATI, par le procureur de la République de Bourgoin-Jallieu, continue de susciter des réactions (le Monde du 6 avril). Depuis la prison de Varces (Isère), il devrait quitter le 3 juin prochain en bénéficiant des réductions de peine. — M. Gérard Nicoud a informé ses adhérents qu'il ferait appel de cette décision. Au cours d'une conférence de presse tenue à Lyon, M. Jean-Paul Bonnaud, secrétaire général par intérim, a précisé que les réactions de ce mouvement d'adhérents et de sympathisants à la mesure d'interdiction n'étaient pas levées.

Dès lundi 14 avril, le CID-UNATI va constituer, en s'appuyant sur ses organisations départementales, des comités de défense du citoyen. Selon M. Jean-Paul Bonnaud, ces comités auront pour rôle de « dénoncer les abus des administrations ». « Nous allons nous intéresser à tout ce qui ne va pas, poursuit M. Bonnaud. Il existe dans tous les départements des hommes publics, des fonctionnaires, des employés municipaux, qui ont des comportements défectueux... » Au-delà de cette menace de « sortir les dossiers », le CID-UNATI semble vouloir prendre date avant l'échéance électorale de 1981.

Cette mise en garde, quant au comportement électoral des adhérents et sympathisants du mouvement, apparaît cependant en une forme de riposte : le rassemblement de cartes d'électeur au président de la République, M. Nicoud a, pour

sa part, déjà franchi le pas : il a écrit au garde des sceaux, le 4 avril, qu'il avait fait déchirer sa carte d'électeur. Plus symboliquement, il a annoncé son intention de « demander la nationalité centralisée » si la justice de son pays ne revient pas sur sa décision de déchéance de ses droits syndicaux.

De son côté, M. Charles Hermin, député P.S., maire de Villeurbanne, a publié un communiqué dans lequel il s'élève contre « l'étrange façon de concevoir la censure, si chère, paraît-il, au pouvoir ». « Près des syndicats, quel qu'il soit, de son droit à la parole est un acte contraire aux principes fondamentaux de la démocratie », conclut M. Hermin.

« Un tel soutien ne nous gêne pas », a commenté M. Jean-Paul Bonnaud, qui précise que celui-ci n'a pas été sollicité et que tous les dirigeants des partis politiques ainsi que tous les présidents des groupes parlementaires recevront un questionnaire pour préciser leur position sur la sanction prise à l'encontre du leader du CID-UNATI (1).

Notons, enfin, que M. Gérard Nicoud est sous le coup d'une nouvelle incrimination, en vertu des dispositions de la loi anti-casseurs. Cette incrimination lui a été signifiée, le 8 avril, fait suite à des incidents qui avaient éclaté entre forces de l'ordre et commerçants lors de sa comparaison devant le tribunal correctionnel de La Rochelle, le 6 décembre 1979.



(Dessin de KONE.)

En 1979

LES INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS PRIVÉS ONT AUGMENTÉ DE 2 %

L'investissement réalisé par les industriels privés a augmenté de 2 % en 1979, après avoir stagné en 1977 et en 1978, indique l'INSEE, sur la base d'une enquête auprès de trois mille chefs d'entreprise couvrant toutes les branches industrielles (hors bâtiment et travaux publics). Ce chiffre résulte de la comparaison entre les déclarations d'investissement en valeur (+ 10 %) faites par les industriels et la hausse des prix des biens d'équipement l'an passé (+ 8 %).

La croissance des dépenses d'investissement a été la plus forte dans les secteurs de biens de consommation (+ 15 % en valeur) et dans les industries de biens d'équipement (+ 13 %). Une stagnation a, en revanche, été constatée dans l'automobile, tandis qu'un effort notable de renouveau d'investissement a été enregistré pour les biens de consommation courante.

Les industries, souligne l'INSEE, maintiennent de fortes intentions d'investissement pour 1980, avec, notamment, une croissance très forte dans l'automobile. En revanche, un net ralentissement se fait sentir dans le secteur des biens de consommation courante.

Rappelons que l'investissement dans les secteurs industriels concurrents couvrent par cette enquête seulement 28 % de l'investissement productif français, 34 % de ce total étant assuré par les entreprises nationales et le reste (46 %), correspondant à des investissements dans le bâtiment, les travaux publics, l'agriculture, les transports, le commerce et les services. « Il s'agit donc, souligne l'INSEE, d'investissements qui ne sont pas pris en compte dans cette enquête à l'ensemble des investissements des entreprises françaises ».

Filiale du groupe Gevelot LA SOCIÉTÉ GEVARM A DÉPOSÉ SON BILAN

La société Gevarm, filiale du groupe Gevelot, spécialisée dans la fabrication de carabines, de tracteurs agricoles et de véhicules tout-terrain, a déposé son bilan. Gevarm, qui a réalisé en 1979 un chiffre d'affaires de 41,5 millions de francs, emploie cent quatre-vingt-dix salariés à Saint-Germain (Loire). La direction de la société a été confiée à un administrateur provisoire, M. Pesson, chargé de poursuivre les négociations en vue du rachat de la firme par plusieurs groupes intéressés.

La société Gevarm a subi de lourdes pertes en 1979, liées notamment au dépôt de bilan de la Société française de munitions (S.F.M.), dont elle était fournisseur, et dont les créances impayées s'élevaient à 1,4 million de francs environ en décembre 1979. Elle a également connu de graves problèmes financiers à l'occasion du lancement du véhicule tout-terrain le Courail, dont la mise en exploitation s'est révélée plus difficile que prévu.

D.B.A. PERD SON TROISIÈME DIRIGEANT EN SIX MOIS

M. Guy Scannu, secrétaire général de la D.B.A. (groupe américain Bendix Corporation), spécialisée dans la fabrication de systèmes de freinage pour l'industrie automobile, s'est démis de ses fonctions. Il est remplacé par M. L. Brun, directeur général adjoint, et M. D. Rappanolo, directeur des affaires sociales. M. Scannu est le troisième responsable de haut rang à quitter cette société en l'espace de six mois. M. Jacques Barbet, E.-D.G. jusqu'en septembre 1979, l'avait précédé, de même que M. Edouard Cassagnol, passé un peu plus tard chez Jaeger.

Officiellement, M. Scannu a démissionné pour convenances personnelles, comme ses prédécesseurs, dont certains, d'ailleurs, étaient appelés à d'autres fonctions. En fait, les difficultés rencontrées depuis plusieurs années par la D.B.A. et les efforts menés par Bendix pour reorganiser le groupe, le remodeler à sa façon et le réorienter sur le freinage automobile par désinvestissement dans les autres secteurs de l'équipement automobile semblent être à l'origine de ce grand brassage.

La situation a été aggravée par l'absence de l'adhésion des patrons français du groupe, qui, plutôt que de piler, ont préféré se démettre.

M. Scannu est entré en tant que directeur associé, chez Hommes et Entreprises, une P.M.E. spécialisée dans le recrutement de cadres supérieurs. Premier anarque à devenir « chasseur de têtes », il entend donner à cette société de conseil fondée en 1976 par M. J.-C. Menier un second souffle, qui lui permette de rivaliser avec ses concurrents américains.

AFFAIRES

PORTRAIT DE MILLIONNAIRE, AVEC GROUPE

Malcolm Forbes, roi des loups

Il était cent l'autre soir chez Maxim's, venus fraterniser avec un multi-millionnaire américain, M. Malcolm Forbes. Cent jeunes patrons, sympathiques, brillants, tous convaincus des vertus du capitalisme.

Au reste, c'est le Maxim's Business Club (M.B.C.) qui avait organisé le dîner. Il n'est pas coutume de recevoir les manants du commerce. L'article 2 de ses statuts précise bien que l'association a pour objet de créer des contacts entre des personnes ayant acquis « une réputation indiscutable » dans leur activité. Au total, huit cents d'entre eux ont réussi leur examen d'entrée dans la « jet set » française des « affaires », et croyez-nous, ils ne sont pas peu fiers d'y appartenir.

Depuis 1968 — on a les cinquante-huit qu'on peut, — c'est le prince Jean S. Poniatowski, directeur commercial de Télé 7 jours, et cousin de l'ex-ministre le plus mal renseigné de la République, qui préside, avec trois autres notables des affaires, aux destinées du M.B.C. Ces gens, illustres fondateurs du club, se dépensent sans compter. Voyages d'études et d'agrément, visites d'entreprises, premières de films, soirées-jazz, inaugurations diverses... l'activité est épuisante. D'autant qu'il est aussi recommandé d'honorer des présences. Les dîners-débats organisés à l'impériale de chez Maxim's (l'autrement dit le premier étage), MM. Alain Peyrache, Alain Chalandon, et même Galt Phareon, autre multi-millionnaire (en dollars) scandinave, sont venus, dans le passé, délivrer leur message à cette brillante assistance.

Quelques Rothschild et le baron Empain — membres éminents du club — s'étaient, dit-on, déplacés pour les offrir, mon cher. Ils regretteront sûrement de n'avoir pas été là, mercredi dernier, pour entendre Malcolm S. Forbes discuter sur le thème : « Ma vie et mes combats ».

C'était impressionnant. En raison du cadre, bien sûr. On n'est pas tous les jours invité à la cantine des riches (le plat du jour était du reste succulent). Mais surtout à cause du personnage. Le soixante-neuf ans, le visage carré, éclairé par deux yeux bleus derrière d'épais lunettes d'écaille, l'apôtre du capitalisme, comme il se plaît à être nommé, est, en effet, un homme charmant.

La preuve : quelques heures avant de fouler la moquette (un peu élimée) de chez Maxim's, il était au palais du Luxembourg, recevant, tout ému, l'académie d'un sénateur chargé de lui décerner l'ordre national du Mérite. M. Forbes, il faut le dire, répond aussi, entre autres, au délicieux sobriquet de « M. Concorde ». C'est son combat, qui a permis à l'émigrant américain franco-britannique de poser son bec sur la terre américaine. Pour la victoire, il ne s'est d'ailleurs pas contenté de mobiliser son journal Forbes Magazine, 650 000 exemplaires, un seul actionnaire, lui). Donnant l'exemple, il est allé jusqu'à se défaire de son DC 9 personnel, joliment équipé d'un capitaine, pour acheter un autre DC 9 (lire), en échange d'un abonnement annuel pour voyager en Concorde. Pour venir de New York, se reposer dans son majestueux château restauré de Balteroy (Calvados) ou passer le week-end dans sa maison classée de Londres, c'est effectivement plus rapide.

Domage que le Concorde ne dessert pas encore Tahiti, les îles Fidji et Tanger. M. Forbes possède respectivement un cas de leur base de pêche, une île tout entière et un palais. Avec son ranch du Montana (8 000 hectares), sa chaux du Colorado (70 000 hectares), plus deux ou trois autres petits placés-terre dans le monde, on ne saurait trop lui conseiller, s'il tient vraiment à profiter de tout son bien, de s'offrir carrément un exemplaire du supermagnétique. Il n'est resté à vendre, croit-on, que deux ou trois autres petits placés-terre dans le monde, on ne saurait trop lui conseiller, s'il tient vraiment à profiter de tout son bien, de s'offrir carrément un exemplaire du supermagnétique. Il n'est resté à vendre, croit-on, que deux ou trois autres petits placés-terre dans le monde, on ne saurait trop lui conseiller, s'il tient vraiment à profiter de tout son bien, de s'offrir carrément un exemplaire du supermagnétique.

« Le manuel du capitaliste »

Enfin, « dear Malcolm », comme l'appellait l'autre soir le maître de cérémonies, fait un peu de politique. En brillant dilettante, pas en professionnel. « La plupart des hommes politiques aujourd'hui, a-t-il dit, sont des hommes qui passent leurs journées à l'échec des autres. Ils n'ont plus de temps pour réfléchir. » Lui, il a. Depuis 1957, année où il fut battu à la présidence de la course au poste de gouverneur du New Jersey, il pense beaucoup. Il a écrit trois livres, dont un mémorable : Proverbes du président Malcolm, très drôlement sous-titré « Le Manuel du capitaliste » (encore ?).

Quelques citations : « N'embarrassez jamais quelqu'un pour un poste que vous pourriez vous-même remplir. » Ou : « La différence entre un homme et un adolescent réside dans le prix de leurs jouets respectifs. » Et encore : « Il est beaucoup plus facile de suggérer des solutions lorsqu'on ne connaît pas le problème à fond. » M. Forbes ne s'en prive d'ailleurs pas.

Distribuant un bon point à tel ministre, jetant l'anathème sur tel autre, rassurant les jeunes loups français en menaçant l'U.R.S.S. d'une « guerre immédiate » si elle s'avise de toucher à l'Europe de l'Ouest, qualifiant Khomeiny, Kadhafi et les autres dirigeants des pays de l'OPEP de « dingues », le tout avec beaucoup d'humour, le cher Malcolm a déclenché, à chacun de ces bons mots, la fureur de l'assistance. Mais, à tout seigneur tout honneur, son triomphe il l'a recueilli lorsqu'il s'est payé Jimmy Carter, « dont on a longtemps cru qu'il s'adressait même incapable de provoquer une récession ». M. Forbes est républicain.

Son candidat favori ? Ronald Reagan, « parce qu'il croit en une Amérique forte » et qu'il aime tout « les hommes politiques responsables étant des acteurs, il n'y a pas de raison qu'on se refuse un acteur pour responsable ». Faut-il de série B. Assis à droite du forateur, M. J.-C. Glacard d'Estaling, autre cousin illustre, et président de la Banque française du commerce extérieur (B.F.C.E.), avait du mal à garder son sérieux. Fascinant solitaire.

PATRICE CLAUDE.

Colloque sur « Les contrats à durée déterminée » — La revue Droit social organise le 31 mai, à l'université de Paris-II, son cinquième colloque sur le thème des contrats à durée déterminée, sous la présidence de M. Jean Laroque, président de la chambre sociale de la Cour de cassation, et avec la participation de MM. Thierry Béranger, Gérard Couturier, André Dumas, J.-J. Ducrocq, G. Lyon-Caen, Jean Pélissier, Guy Poulain. Renseignements : tél. 325-15-25.

L'émigration portugaise et l'émigration européenne — M. José Lima, député socialiste pour les Portugais émigrés en Europe et ancien secrétaire d'Etat à l'émigration, a déclaré le vendredi 11 avril à Limoges : « Si dans le passé les relations entre la France et le Portugal étaient surtout d'ordre culturel, aujourd'hui les liens se sont renforcés par l'intermédiaire de la machine ».

Le Portugal garde reconnaissance à la France d'avoir accueilli sur son sol cent mille Portugais, qui se sont parfaitement intégrés à son économie. Les relations humaines entre les deux nations faciliteront l'entrée du Portugal dans la Communauté européenne. » (Corresp.)

RECHUTICATIF. — Deux auteurs ont altéré le sens de cet article sur le pouvoir d'achat des fonctionnaires (le Monde du 12 avril, page 26). Au deuxième paragraphe, la faillade lire : « Dans son étude l'INSEE a pris en considération le salaire net comprenant (et non comparant) l'indemnité de résidence. » Au troisième paragraphe, il fallait lire : « Par ailleurs, les hausses de traitements en 1979 ont été les suivantes : »

TRANSPORTS

UN CARGO FLUVIO-MARITIME A VALENCIENNES

Le Nord-Pas-de-Calais améliore son matériel et son réseau de voies navigables

De notre correspondant

Lille. — Un navire fluvio-maritime de 1200 tonnes battant pavillon allemand est arrivé à Valenciennes il y a quelques jours sur le canal à grand gabarit et a accosté au quai de déchargement de l'usine sidérurgique de Chiers-Châtillon dont les halls immenses sont vides aujourd'hui. C'était une première. Ce cargo venait d'Irlande et transportait des plaques de plâtre enrobé de carton. Son déchargement par le pont roulant, qui y a pu de temps en temps, a été très rapide. Le matériel, très récent, marque un événement : la création d'une société, Eurogyp, au capital de 3 millions de francs, que dirige M. Jean-Pierre Maillet. Cette opération a été possible grâce au concours du Fonds spécial d'adaptation industrielle (F.S.A.I.) et à l'aide d'Usinor et de quelques établissements financiers. En principe, deux cents emplois doivent être créés.

Au cours de la cérémonie organisée à cette occasion par le consortium des voies navigables du Nord, a été évoqué un autre projet qui concerne directement la navigation fluviale. Il s'agit de construire des bateaux nouveaux mieux adaptés aux infrastructures actuelles et capables de rendre de meilleurs services. En effet, dès la fin de cette année, seront achevées les liaisons entre le canal à grand gabarit Dunkerque-Valenciennes et le réseau européen : la batellerie française aura à faire face à un matériel étranger plus moderne et plus diversifié.

Le réseau fluvial français est composé de sections si hétérogènes.

Pari gagné

LE PAQUEBOT « NORWAY » QUITTERA LE 13 AVRIL LES CHANTIERS DE BREMERHAVEN POUR FAIRE DES ESSAIS

(De notre correspondant.)

Bonn. — Les Français qui mettaient en doute les capacités techniques viennent d'enregistrer une lourde défaite à Bremerhaven. C'est sur ce chantier que l'un des plus grands chantiers de construction navale d'Europe a annoncé la fin prochaine des travaux qui ont transformé le paquebot « Norway » en un navire paquebot portant le nom de « Norway » (le Monde du 12 mars). Les chantiers Hapag-Lloyd de Bremerhaven ont fait savoir en effet que le programme des travaux tel qu'il avait été prévu, est respecté. Trente-trois semaines auront suffi pour métamorphoser le plus grand paquebot du monde. Dès le 13 avril, le « Norway » doit faire ses essais en mer du Nord. Le 26 avril, il s'éloignera, pour toujours sans doute, des côtes allemandes afin de se rendre à Oslo. Le 2 mai, il partira pour New-York en faisant escale à Southampton. Après quoi, il rejoindra son domaine de croisière dans la mer des Caraïbes. Son armateur, M. Kloster, a reçu l'autorisation de faire flotter sur le navire, à côté du pavillon norvégien, le drapeau des Nations unies.

Même si l'on tient compte de la confiance en ses propres capacités dont Hapag-Lloyd a toujours fait preuve, le programme de travaux auquel les chantiers de Bremerhaven étaient engagés n'est constitué pas moins d'un défi sérieux. La partie a été gagnée parce que, depuis bien des semaines, la transformation du « Norway » en paquebot n'a cessé d'être poursuivie jour et nuit tandis que les ouvriers s'étaient vu promettre des primes substantielles pour terminer le programme en temps.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PRÉCISION MÉCANIQUE LABINAL

Le conseil d'administration de PRÉCISION MÉCANIQUE LABINAL s'est réuni le 3 avril 1980, sous la présidence du général Philippe Maurin. Il a arrêté les comptes de l'exercice 1979, qui se solde par un bénéfice net de 24.44 millions de francs après amortissements et provisions de 12 millions de francs, contre 37.87 millions de francs après amortissements et provisions de 16.7 millions de francs.

Les bénéfices nets de l'exercice ressort à 17.86 millions de francs. Le montant brut d'amortissements et provisions est de 60.08 millions de francs soit 67 % du chiffre d'affaires, contre 51 % en 1978. Le chiffre d'affaires de 1979 est de 27.53 millions de francs, contre 22.09 millions de francs en 1978.

Le conseil propose à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires la distribution d'un dividende de 0.50 F par action, soit 14.25 F avec avoir fiscal, contre 8 F par action, soit 12 F avec avoir fiscal, précédemment.

Le conseil a également décidé de convoquer l'assemblée générale ordinaire des actionnaires le 13 juin 1980.

Le conseil a également décidé de convoquer l'assemblée générale ordinaire des actionnaires le 13 juin 1980.

URBANISME

GROGNE DANS LE XV^e ARRONDISSEMENT

Les trois mille habitants de la plaine de Vaugirard voudraient être rattachés à Issy-les-Moulineaux

Les trois mille habitants de la plaine de Vaugirard sont officiellement rattachés au quinzième arrondissement de Paris. Mais ils se sentent abandonnés. Les élus de huit cent cinquante logements collectifs, H.L.M. et I.L.N., construits à côté du parc sportif et de l'hôtel, se sentent séparés de la capitale par un boulevard périphérique. Ils accusent les responsables de l'hôtel de ville de se désintéresser du sort de cette « enclave » parisienne.

Ainsi, M. Jean Colombani, président de l'Association de la Plaine de Vaugirard, qui a réuni plusieurs habitants du quartier, exprime un étonnement : « Ras le bol ». « La Ville de Paris n'a pas été capable de satisfaire nos besoins les plus élémentaires », dit-il. Le maire lui-même n'a jamais pris de position précise sur l'ensemble de nos difficultés. Il n'a même pas répondu à nos trois demandes d'audience. Des lors, pourquoi ne serions-nous pas rattachés à Issy-les-Moulineaux, dont la municipalité est beaucoup plus dynamique ?

Le maire d'Issy-les-Moulineaux, M. André Santini (majorité) n'est

pas insensible à cette requête. « Ma municipalité », confie-t-il, « considère que cette enclave a été prise autrefois à l'histoire ne se justifie plus. Les gens de ce quartier vivent effectivement sur Issy-les-Moulineaux, y profitent des services, mais n'y ont pas le droit de vote. Cela procure une situation absurde à l'image de ces enfants qui doivent prendre chaque jour un bus pour aller à l'école, alors que l'ai dû fermer des classes à 150 mètres de chez eux par manque d'effectifs ».

L'idée n'aura certainement pas que des adeptes. Mais après avoir souligné « les facilités d'une commune à hauteur d'homme par rapport au gouvernement de la capitale », M. Santini s'en tient pour l'instant à une observation peu contestable : « Paris n'est pas équipé pour assurer sa mission administrative sur la plaine de Vaugirard ».

STÉPHANE BUGAT.

RÉGIONS

C'est le gouvernement, et non les autorités locales qui a des contacts directs avec la C.E.E.

déclare M. François-Poncet

M. Michel Debré, député R.P.R. de la Réunion s'est étonné, auprès du ministre des affaires étrangères, que la Commission de Bruxelles puisse établir des projets d'aide aux régions, sous le nom de politique de régionalisme intégré. Cette manière de faire, assure-t-il, est contraire aux déclarations du président de la République, présente un caractère anticonstitutionnel évident si elle doit déboucher, comme il est dit à Bruxelles, sur des relations directes entre la Commission et les autorités locales.

Au Journal officiel du 7 avril, M. Jean François-Poncet donne à M. Debré les précisions suivantes : « Les actions du Fonds européen de développement régional, des baux, des aides, des subventions à l'initiative par les États membres, qui fixent le type, la répartition et les modalités d'attribution, sont de la compétence de la Commission et des autorités locales. »

« Désormais, les crédits du Fonds seront répartis entre les États membres selon deux modalités : d'une part, les crédits continueront d'être alloués aux États membres selon un système de quotas fixés dans le règlement instituant le Fonds. Pour le reste, les crédits seront attribués à des projets, toujours présentés par les États membres, mais sélectionnés par la Commission selon des critères spécifiques, fixés par des règlements dont la discussion est actuellement en cours au sein du Conseil. »

« Le gouvernement français, pour sa part, ajoute le ministre, veille à élaborer et présenter lui-même à Bruxelles les dossiers qui lui sont adressés par les autorités locales, de même que c'est lui qui se voit verser les fonds communs. Les crédits lui sont versés, dès lors que, à l'exception de certains cas, la loi ou l'information autorisées par le gouvernement français et effectuées avec son concours, il s'agit de crédits dont la discussion est actuellement en cours au sein du Conseil. »

ENVIRONNEMENT

TANDIS QUE LES ÉLUS DES COTES-DU-NORD CONDAMNENT LE LAXISME DES POUVOIRS PUBLICS

Le colmatage de l'épave du « Tanio » commencera le 19 avril

De notre correspondant

Saint-Brieuc. — Venu participer à la session extraordinaire du conseil général des Côtes-du-Nord à propos de la mer noire, M. Ayman Achille-Fouid, président de la mission interministérielle de la mer, a annoncé le report de trois semaines de l'opération prévue dans les prochains jours et a précisé qu'il avait demandé au CEDRE (Centre de documentation, de recherche et d'expérimentation sur les pollutions accidentelles des eaux) de Brest d'orienter ses recherches vers des moyens techniques de nettoyage plus élaborés que la pelle et le seaux. Le 19 avril commencera la première des dix-sept plongées prévues sur l'épave du « Tanio » par la société Interst, à raison d'une heure de travail par jour, pour effectuer le colmatage des brèches.

Tant du côté socialiste que du côté communiste, au conseil général des Côtes-du-Nord, les explications officielles et n'ont pas convaincu. « Cette journée de mer », a déclaré M. Pierre Jorjot, député et maire de Lannion, au nom du groupe socialiste. Il a dénoncé le laxisme des pouvoirs publics et a demandé qu'il ne soit fait que répéter ce qui a déjà été dit : « Que les fonds marins soient débarrassés sans délai du pétrole ». Les indemnités, enfin, qui ne doivent pas se faire au compte-gouttes comme après l'Amoco-Cadiz, mais doivent compenser le préjudice causé à toute une région grâce à des crédits affectés aux équipements routiers ou aux aménagements portuaires.

Une divergence de vues est apparue, au moment de voter la motion finale, entre socialistes et communistes. « Que l'état français prenne l'initiative d'accueillir les négociations engagées tant au plan européen qu'international », réclame le P.S. Les communistes, qui reprochent à l'Assemblée européenne d'avoir refusé un crédit d'aide exceptionnelle et d'avoir dit qu'en dehors d'une politique européenne de prévention un État côtier ne peut prendre des mesures unilatérales d'interdiction de l'accès à ses ports, estiment eux, que la lutte contre les marées noires passe par la primauté des compétences des intérêts nationaux et régionaux face aux compagnies pétrolières.

JEAN VIDEAU.

ÉTRANGER

La France signe avec Sri-Lanka un accord de coopération nucléaire

Le ministre français de l'économie, M. Monory, a signé, le 10 avril à Colombo, un accord de coopération nucléaire et trois accords économiques. La France et Sri-Lanka s'engagent ainsi à coopérer dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Les deux pays vont favoriser la conclusion d'accords spécifiques entre leurs autorités compétentes, respectivement, ainsi que la passation de contrats en vue de réalisations industrielles et des fournitures de matières nucléaires d'équipement, d'installations et d'informations technologiques.

M. Monory et le ministre des finances de Sri-Lanka, M. Romani de Mel, ont également signé un protocole financier pour 1980 dont le montant s'élève à 70 millions de francs, un accord d'aide alimentaire correspondant à 550 tonnes de blé (sous forme de farine) et une convention de protection des investissements. Les échanges commerciaux entre les deux pays sont modestes et portent essentiellement sur les produits agro-alimentaires. La France avait, en 1979, exporté pour 125 millions de francs et importé pour 139 millions.

Premier membre du gouvernement français à se rendre officiellement à Sri-Lanka depuis 1971, M. Monory s'est entretenu avec le premier ministre, M. Premadasa, et avec le ministre des affaires étrangères, M. Hamed, il les a assurés de la volonté française de faire

progresser, notamment dans le cadre des prochaines négociations internationales, la recherche de solutions en faveur de l'aide au développement. Le ministre de l'économie doit ensuite se rendre, du 12 au 15 avril, en Indonésie, où il rencontrera notamment le président Suharto et le vice-président Malik La France traitait à la disposition de Djakarta un montant complémentaire de crédits à taux privilégié afin de financer des projets industriels dans les secteurs de la construction navale, de l'énergie et des télécommunications. — (Corresp.)

En Grande-Bretagne

LA BANQUE CENTRALE ACCORDE UN NOUVEAU PRÊT AUX BANQUES BRITANNIQUES

La Banque d'Angleterre a décidé, le 11 avril, d'accorder un nouveau prêt temporaire de 500 millions de livres aux banques pour les aider à surmonter la pénurie de liquidités causée par des échéances saisonnières et les emprunts émis récemment par le Trésor.

Cette opération porte à 2 milliards de livres l'aide accordée par l'Institut d'émission à l'appareil bancaire au cours des trois derniers mois, sous forme soit de prêts, soit de libération temporaire de dépôts obligatoires.

Ce prêt de la Banque d'Angleterre n'a pas empêché le Trésor d'annoncer le lancement d'un nouvel emprunt de 1 milliard de livres. — (A.F.P.)

Au Japon

LES EXPORTATIONS ONT CONNU UN FORT ACCROISSEMENT EN VALEUR

Les exportations certifiées du Japon ont enregistré un nouveau record de 123 000 millions de dollars durant l'année fiscale 1979 (avril 1978 - mars 1980). A annoncé le 11 avril le ministère du commerce international et de l'industrie. Cela représente une hausse de 12 % par rapport au record précédent de 1978. En 1978, les exportations ont en hausse de 22,9 % par rapport à l'année précédente avec 25 270 milliards de yens.

Les exportations d'automobiles et de produits chimiques ont connu un large essor en valeur, tandis que celles d'équipement ont régressé. Les exportations vers les États-Unis ont progressé de 12,3 % et celles destinées à la C.E.E. de 15,4 %. — (A.F.P.)

En U.R.S.S.

APPEL À L'ÉPARGNE

Moscou (A.F.P.). — Les Soviétiques sont appelés à épargner dans une publicité parue dans le quotidien d'Asie centrale soviétique. C'est la direction générale des caisses d'épargne de cette République qui a passé l'annonce : « Citoyens, l'augmentation des revenus est la base de la prospérité de notre pays et de la prospérité de la vie de nos citoyens. Nous vous appelons à épargner. »

La direction veut l'intérêt de l'épargne pour la travailler socialement. Ainsi, selon la publicité, les caisses d'épargne permettent d'acheter des produits coûteux, de voyager, de construire des maisons. Conclusion : « Ces économies permettent au pays de se développer et de satisfaire les besoins matériels et culturels des Soviétiques ».

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Dans les domaines de l'agriculture et de l'habitat

ONZE PRÉSIDENTS DE RÉGION VEULENT LANCER DES INITIATIVES POUR L'UTILISATION DES ÉNERGIES NOUVELLES.

Les présidents de conseils régionaux appartenant à la majorité (ils sont onze), réunis à Paris le 10 avril, à l'initiative de M. Michel Colombani, président de la Région d'Île-de-France, ont estimé que l'énergie constitue désormais l'un des domaines d'intervention prioritaires de la Région, en fonction de leurs structures de consommation et de leurs ressources énergétiques propres.

La plupart des régions ont pris des initiatives en matière de géothermie et de chauffage solaire, notamment en passant des conventions avec le Commissariat à l'énergie solaire.

A propos de l'agriculture, les régions devraient, selon les onze présidents, en œuvre une action vigoureuse tendant à coordonner les initiatives en matière d'utilisation de la biomasse (pailles de céréales, cannes de maïs, bois de taillis) et des restes thermiques provenant des centrales nucléaires, afin de favoriser l'autonomie énergétique des exploitations agricoles et le développement d'activités exportatrices (cultures sous serres, pisciculture).

« Nouveau port de Nice » : « L'État a financé le projet de construction d'un nouveau port de Nice, destiné à la plaisance.

Faits et chiffres

Energie

● Réunion extraordinaire de l'OPEP le 7 mai à Teïf (Arabie Saoudite). La réunion extraordinaire de l'OPEP chargée d'examiner le rapport du comité de stratégie à long terme de l'Organisation a été reportée du 5 au 7 mai. Elle sera en outre saisie de propositions visant à accroître considérablement l'aide au tiers-monde. — (A.F.P.)

● La France a augmenté ses achats de gaz naturel aux Pays-Bas. — La France a augmenté, ses dernières semaines, ses achats de gaz aux Pays-Bas pour compenser la hausse des livraisons algériennes sur le marché français. A indiqué le 11 avril un porte-parole de la société néerlandaise Gasunie. Cet accroissement passager, a-t-il souligné, n'a rien d'exceptionnel et reste dans les limites du contrat de vingt ans. — (A.F.P.)

Étranger

AUTRICHE

● L'Autriche compte établir en 1981 une mission commerciale permanente en Afrique du Sud, a annoncé le 9 avril, à la Foire de Johannesburg, le délégué commercial autrichien pour le sud de l'Afrique, M. Lotha Puxkandl. Selon lui, le commerce entre l'Autriche et l'Afrique du Sud traverse une période favorable. Les exportations sud-africaines ayant atteint 73 millions de rand en 1979 et les importations 53 millions de rand. — (A.F.P.)

NORVEGE

● La part des intérêts étrangers dans les compagnies norvégiennes en progression, indique l'Office central de la statistique. Mille sept cent cinquante-trois firmes norvégiennes étaient en 1978 contrôlées en partie par des intérêts non norvégiens. Sur un capital de 8,6 milliards de couronnes pour l'ensemble de ces entreprises, 2,9 milliards, soit 34 %, étaient dans des mains étrangères contre 33 % l'année précédente. Pour 1979, les États-Unis viennent en tête avec 978 millions de couronnes (23,6 %).

Suisse

● Hausse de 0,3 % du coût de la vie en Suisse en mars. — Le coût de la vie en Suisse a augmenté en mars de 0,3 %, selon les statistiques publiées le 11 avril à Berne. La progression enregistrée en mars est la plus élevée depuis janvier, mais inférieure à celle de février (0,1 %). Un tiers de la hausse du mois de mars est dû à l'augmentation du prix du maïs. — (A.F.P.)

Tiers-monde

● Le programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a officiellement reconnu à la Fondation Aga-Khan le statut d'organisme coopérateur. Selon M. Bradford Morse, administrateur du PNUD, cette nouvelle coopération va rendre nos efforts mutuels plus efficaces en vue d'accroître les ressources disponibles pour l'aide au monde en voie de développement. L'indicateur du développement, a-t-il souligné, est la Fondation Aga-Khan, dont le siège est à Genève, a des branches dans plusieurs pays. Dans les nations en développement, elle a des hôpitaux, des maternités et des centres médicaux, et organise des programmes de médecine préventive et de nutrition.

Roma

● Les membres du Club de Roma ont été invités à New York, les 8 et 9 mai, par M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, afin d'exposer leurs vues sur le nouvel ordre économique mondial. A annoncé le 10 avril à Paris M. Maurice Guenier, membre français de Presse Association. En outre, organisée par le Club de Roma, une rencontre entre personnalités des pays de l'Europe de l'Ouest et des pays arabes — du Maroc au Koweït — se tiendra les 7 et 8 juin à Athènes, afin de participer à un échange de vues sur les perspectives de l'après-pétrole.

BAISSE

Sur l'argent et du pétrole

Le marché de l'argent et du pétrole a connu une baisse significative.

Les prix ont baissé de plusieurs pourcentages.

Cette baisse est due à plusieurs facteurs.

Les investisseurs ont réagi négativement.

Le marché a connu une forte volatilité.

Les analystes prévoient une continuation de la baisse.

Les investisseurs doivent être prudents.

Le marché reste sous pression.

Les prix pourraient continuer à baisser.

Les investisseurs doivent surveiller de près.

Le marché est très incertain.

Les prix ont baissé de nouveau.

Les investisseurs doivent être alertes.

Le marché a connu une nouvelle baisse.

LA SEMAINE FINANCIÈRE

MATIÈRES PREMIÈRES

Hausse de l'argent et du platine

METALLS. — En corrélation avec la hausse de l'or les cours de l'argent et du platine ont été en hausse à Londres. Toutefois, les meilleurs métaux n'ont pu être conservés en fin de semaine, le gain se limitant finalement à 10 %. Le marché reste nerveux dans l'attente de l'annonce des nouveaux règlements établis aux États-Unis par la commission des matières premières.

Nouvelle progression des cours du platine sur le marché libre de Londres à 287 livres l'once troy, en hausse de près de 10 %. Le marché a été stimulé par l'apparition d'achats pour compte japonais et américains.

Les cours du cuivre consolidés à Londres, les progrès récents, malgré la brève interruption des stocks britanniques de métal qui s'élevaient à 121 000 tonnes (+ 3 725 tonnes). L'association de la consommation politique en France a réduit le stock de métal raffiné, porté par les producteurs américains à 55 cents la livre, ont contribué à soutenir le marché.

Les cours du plomb ont varié peu à Londres. Reprise des livraisons de métal par une firme britannique, également d'un contrat salient d'exportation, en fin de semaine, ont contribué à soutenir le marché.

COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS

DU 11 AVRIL 1980

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

METALLS. — Londres (en sterling par once) : cuivre (Wirebar) comptant : 975,50 (950) ; à trois mois : 1 002,50 (975) ; étain comptant : 7 045 (7 000) ; à trois mois : 7 500 (7 475) ; plomb : 450 (450) ; zinc : 347 (345,50) ; argent (en pence par once troy) : 714 (650).

New-York (en cents par livre) : cuivre (premium) : 82,50 (82,50) ; argent : 15,15 (15,10) ; aluminium (ingots) : inch. (72) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) : 98,50 (97,50) ; mercure (par bouteille de 50 lbs) : inch. (385-405).

Fennag (en dollars des Détroits par pied de 22 lbs) : 2 312 (2 284).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton, mai : 53,27 (51,50) ; juillet : 53,21 (50,50).

Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (pépère de 500) : mai : inch. (285) ; jupe (en livres par tonne), Pakistan, White grade C : inch. (218).

Bombay (en francs par kilo) : laine, mai : 26,45 (26,35).

CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S., comptant : 67,20-67,50 (65,00-65).

Fennag (en cents des Détroits par kilo) : 330,50-331,50 (317,50-318,50).

DEVIERS. — New-York (en cents par 100) : cacao, comptant : 120,50 (121,00) ; juillet : 122,50 (120,50) ; sucre, mai : 22,40 (20,48) ; juillet : 22,25 (21,00) ; café, mai : 188,50 (181,05) ; juillet : 192,00 (185,70).

Londres (en livres par tonne) : sucre, mai : 367,15 (328,75) ; août : 257,50 (245) ; café, mai : 1 609 (1 584).

LE MARCHÉ DE L'ARGENT

Défente

Encore très calme, le marché de l'argent a enregistré cette semaine un début de détente. Non sur le loyer de l'argent au jour le jour, qui est resté fixé à 12 1/4 % toute la semaine, mais sur les opérations à terme.

L'argent à un mois s'est en effet établi à 12 1/2 - 12 5/8 % contre 12 5/8 % ; 12 % contre 12 3/8 % pour celui placé à trois mois ; 13 1/4 % contre 13 1/2 % pour six mois et 13 1/4 % contre 13 3/8 % pour l'argent placé à un an.

Cette détente a d'ailleurs été confirmée par l'adjudication de 2,6 milliards de francs en Bons du Trésor émis le 10 avril. Leur taux moyen est en effet ressorti à 12 31/64 % contre 13 1/4 % le 25 mars dernier, soit un taux de rendement de 12,77 % contre 14,87 %.

Aux États-Unis, deux petites banques ont annoncé un repli de leur prime rate (taux de base). L'U.M.B. Bank (filiale du groupe israélien Mizrahi) a d'abord ramené le sien de 20 % à 19,14 %, puis la Southwest Bank of Saint Louis a baissé le sien de 20 % à 15,50 %.

Ces mesures, qui pourraient être suivies par les grands établissements, ont provoqué un repli du dollar ce qui a incité la Bundesbank allemande à ne pas relever — pour le moment — son taux de l'acompte.

Rédigé par le S.A.R.L. le Monde.
Général :
Responsable : Directeur de la publication.
Responsable : Directeur.

Impression :
S.A. du Monde
Paris-12

Reproduction interdite de tout article, sans accord avec l'administration.
Communication paritaire n° 37 471.

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 8 AU 11 AVRIL

Hausse dans le désert

REDUITE à quatre séances en raison du lundi de Pâques chômé, la semaine boursière a été essentiellement caractérisée par une grande faiblesse de l'activité, même si les différents indices n'en ont pas moins progressé d'environ 1 %.

La première séance de la semaine aurait pourtant assez mal les suivantes puisque, au lendemain d'un week-end exceptionnel de quatre jours, l'indicateur instantané chuta de près de 1 %. Cependant, la reprise enregistrée le soir même à Wall Street permit un redressement lors de la séance suivante et, dans un marché toujours aussi creux, les indices s'ajustèrent 0,6 % environ. Un scénario en tous points identiques se reproduisit jeudi et vendredi, l'indicateur progressant encore de 0,6 puis 0,85 %.

Tirer des enseignements définitifs d'une telle semaine relèverait de la fantaisie. Tout juste peut-on remarquer que la hausse doit plus à un nouveau ralentissement des ventes qu'à un accroissement des achats.

Autour de la corbeille, les professionnels se perdaient d'ailleurs en conjectures sur les motivations des ventes acquiescées. Les distributions de dividendes sont, certes, très intéressantes — leur montant global pourrait même dépasser le niveau record de 1972. Mais tout ceci n'est pas nouveau et a été largement anticipé par le marché. Certes, comme l'a fait remarquer M. Pierre Bailey, « patron » des Sicav de la B.N.P., la correction qui vient d'être subie par les cours les a ramené, le plus souvent, à des niveaux acceptables, et les perturbations boursières actuelles peuvent être considérées comme « normales ». Mais, a-t-il ajouté, à moins de relâchement peu probable dans la politique monétaire des principales nations, la concurrence des obligations sera plus forte et plus légitime qu'actuellement.

Nous y voilà. La Bourse de Paris a monté cette semaine parce que New-York a montré l'exemple. Or le marché américain n'est-il pas en train d'anticiper une déescalade — même modérée — des taux d'intérêt, déescalade qui semble s'amorcer (voir le « Marché monétaire ») ?

Considérant du problème, M. Pierre Jars, président de la Sicav Espargne-Obligations, a ainsi mis en garde les détenteurs d'emprunts : « Un taux de 14,50 % n'a jamais été offert dans le passé... Il serait regrettable de céder au découragement en vendant ses obligations ».

Actions ? Obligations ? Or ? Que faut-il faire de son argent ? Parce que la situation internationale d'aujourd'hui se prête à tous les scénarios possibles, personne ne se hasarde à avancer une réponse. Va-t-on vers un nouveau choc pétrolier ? Sera-t-il provoqué par la dégradation des relations entre l'Irak et l'Iran, ou l'Iran et les États-Unis, ou même l'Irak et l'Égypte ? Rien malin celui qui peut le dire. Bien imprudent celui qui avancerait leurs économies sur un tapis vert aussi constellé d'incertitudes.

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

BAISSE SENSIBLE DU DOLLAR

Baisse, baisse, pas ? A la veille du long week-end pascal et à l'issue d'une semaine agitée, les cambistes étaient partagés quant à l'évolution future de la devise américaine. Certains pensaient que le DOLLAR, après une courte période de consolidation, allait repartir de l'avant. D'autres, à l'inverse, estimaient qu'une baisse sensible était inévitable. Ce dernier pronostic s'est momentanément trouvé vérifié, puisque le DOLLAR initialement en hausse a finalement fléchi sur toutes les places financières.

La semaine avait pourtant bien commencé pour la devise américaine qui, en hausse lundi — du moins sur les marchés qui étaient ouverts en ce lundi de Pâques — avait progressé d'un point probable aux spécialistes, qui estimaient que cette détente ne saurait précéder une récession qui ne cesse de s'amorcer. D'ailleurs, la semaine avait commencé par stabiliser aux niveaux atteints cette semaine ? Beaucoup dépendra des autorités allemandes. L'annonce de la convocation d'une session extraordinaire de la Bundesbank, jeudi, avait fait naître bien des rumeurs concernant sa

Le recul de la devise américaine a pour l'essentiel été provoqué par l'amorçage de détente des taux qui semble se dessiner outre-Atlantique. La chose est si vraie que, selon l'avis des cambistes officiels américains, se sont montrés « déçus de voir le dollar aussi sensible » à ce mouvement si tenu.

La récession s'amorce

Comment les taux vont-ils évoluer dans les semaines à venir ? Une hausse importante et précipitée aux États-Unis apparaît probable aux spécialistes, qui estiment que cette détente ne saurait précéder une récession qui ne cesse de s'amorcer. D'ailleurs, la semaine avait commencé par stabiliser aux niveaux atteints cette semaine ? Beaucoup dépendra des autorités allemandes. L'annonce de la convocation d'une session extraordinaire de la Bundesbank, jeudi, avait fait naître bien des rumeurs concernant sa

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLAQUE	Libre	\$ U.S.	Franc suisse	Franc belge	Franc suisse	Franc belge	Franc suisse
Londres	—	2,1900	9,5435	3,0205	4,1152	66,3850	4,5904
New-York	—	2,1900	9,5435	3,0205	4,1152	66,3850	4,5904
Paris	—	2,1900	9,5435	3,0205	4,1152	66,3850	4,5904
Zurich	—	2,1900	9,5435	3,0205	4,1152	66,3850	4,5904
Frankfurt	—	2,1900	9,5435	3,0205	4,1152	66,3850	4,5904
Bruxelles	—	2,1900	9,5435	3,0205	4,1152	66,3850	4,5904
Amsterdam	—	2,1900	9,5435	3,0205	4,1152	66,3850	4,5904
Wien	—	2,1900	9,5435	3,0205	4,1152	66,3850	4,5904

LE 11 AVRIL 1980. — En raison de la fermeture de certaines places boursières pour les fêtes de Pâques, seules les parités \$ US/FF, \$ US/BE, et \$ US/Li. sont données en clôture du 11 avril 1980. Les autres relèvent les clôtures du 3 avril en fin de journée.

maintenant 46,14/48,34 CRUZEIRO contre 46,60/46,80 auparavant. Il s'agit du quatrième réajustement depuis le début de 1980. Il porte à plus de 13 % la baisse du CRUZEIRO par rapport au DOLLAR depuis cette date.

Le regain de tension entre l'Irak et les États-Unis a, comme on pouvait le prévoir, entraîné une reprise des cours de l'or, qui ont été fortement montés vendredi et mercredi. À la fin de la semaine, le cours de l'once troy a atteint quelque 340 dollars, contre 335 dollars le 3 avril.

L'Amérique déçue

La journée de jeudi fut passablement agitée. Initialement en baisse, le DOLLAR se redressa lorsque fut connue la décision de la Bundesbank de ne pas relever ses taux directeurs, puis fléchit de nouveau à la suite de l'abaissement de 20 à 19,50 % du taux de base d'une petite banque américaine, la Southwest Bank of Saint-Louis. Vendredi, le DOLLAR recula faiblement cotant 2,35 \$ à Paris et 1,88 DM à Frankfurt.

S'il avait fallu une preuve que la hausse récente du DOLLAR était liée à la hausse des taux d'intérêt outre-Atlantique, on l'avait eue cette semaine. Au-delà des événements d'Irak, qui ont pu mener certains opérateurs à « jouer » une hausse spéculative de l'or, il est clair, en effet, que

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES À TERME (*)

Nbre de titres	Val. en titres	Val. en \$
4 1/2 % 1972	31 800	94 472 250
3 1/2 % 1972	13 125	16 825 225
Rhône-Poulenc	131 380	16 382 650
C.N.E. 5 %	12 330	9 647 650

(*) à échéance seulement.

Bourses étrangères

NEW-YORK

Nouveaux progrès cette semaine à Wall Street. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a en effet terminé, vendredi, à 791,55, soit une progression de 1,48 points en cinq séances. L'activité est cependant restée assez faible, 157,87 millions d'actions ayant été échangées contre 131,33 millions la semaine précédente (de quatre jours). Les spéculations attribuaient une partie de cette faiblesse à la grève des transports en commun new-yorkais, empêchant des opérateurs de se rendre à Wall Street.

Cela dit, l'actualité, particulièrement riche ces derniers jours, a eu d'importantes répercussions sur le « big board ». La rupture des relations diplomatiques entre l'Irak et les U.S.A. a d'abord provoqué une forte baisse lundi. Ensuite, l'annonce de l'abaissement, par une petite banque, de son taux de base à 19 3/4 %, puis à 19 1/2 % par une autre banque, ont constitué des signes encourageants pour les opérateurs qui ont procédé à des achats sélectifs.

Cours 2 avril	Cours 11 avril
Alcoa	58 55 7/8
A.T.T.	45 1/2 50 1/8
Boeing	55 1/2 58 1/8
Chase Nat. Bank	38 1/2 40 1/4
De Pont de Nem.	35 3/4 35 1/2
Eastman Kodak	47 1/2 48 1/2
Exxon	56 3/4 57 1/4
Ford	28 1/2 28 3/8
General Electric	42 3/8 42 1/2
General Foods	28 1/2 28 1/2
General Motors	44 3/4 45 3/8
Goodyear	32 1/2 32 1/2
I.B.M.	54 7/8 55 3/8
I.T.T.	28 1/8 28 1/4
Kellogg	27 1/4 27 1/4
Mobil Oil	62 5/8 62 7/8
Pfizer	28 1/4 28 1/8
Philips	128 1/2 128 1/2
Schlumberger	32 3/4 32 3/4
Tesco	32 3/4 32 3/4
U.S. Steel	17 1/2 17 1/2
Union Carbide	41 1/4 41 1/4
Westinghouse	21 1/2 21 1/2
Xerox Corp.	53 7/8 53 1/2

LONDRES

Forté hausse des mines d'or

Par solidarité avec les cours du métal, les mines d'or ont particulièrement bien résisté à la décision de la Banque d'Angleterre d'accroître le prêt provisoire de 500 millions de livres à l'ensemble du système bancaire (voir d'autre part). Le Trésor britannique va lancer un nouvel emprunt dans le public : 1 milliard de livres à long terme.

Cours 8 avril	Cours 11 avril
Bovater	169 175
Brit. Petroleum	380 382
Charter	146 151
Conoco	65 66
De Beers	8,48 8,73
Free State Gold	46 1/4 51 1/4
Gold Fields	384 378
Imp. Chemical	322 322
Shell	342 340
Vickers	114 115
War Loan	30 30,5

* En dollars.

TOKYO

Légère hausse

D'abord déprimé à la suite de la tension franco-américaine, le Kabuto s'est ensuite redressé pour la même raison. Les valeurs d'armement ont en effet pris la tête du mouvement de reprise entraînant peu à peu une bonne partie de la cote. La meilleure tenue du yen face au dollar a également encouragé les acheteurs.

L'activité de la semaine a porté sur 1 074 millions d'actions, contre 1 802 millions.

Indice du 11 avril : Nikkei Dow Jones 5 751,96 contre 5 688,64 ; indice général, 490,32 contre 497,25.

Cours 4 avril	Cours 11 avril
Canon	692 698
Fujitsu	415 415
Honda Motor	571 585
Matsushita Electric	687 688
Nissan	276 276
Sony Corp.	1 889 1 948
Toyota Motor	788 804

FRANCFORT

Reprise technique

La meilleure tenue de Wall Street, le début de retournement de la spéculation monétaire (avec la reprise du marché) ont permis une légère amélioration de la cote. La cote a été soutenue par la reprise des obligations d'État et d'entreprises, ainsi que par la reprise des actions de sociétés industrielles.

Le marché a été stimulé par la reprise des obligations d'État et d'entreprises, ainsi que par la reprise des actions de sociétés industrielles.

Cours 3 avril	Cours 11 avril
A.B.G.	52,50 52,50
B.A.P.	128 140
Bayer	116,50 116,50
Commerzbank	152 152
Hoechst	112,50 113
Mannesmann	121,10 123
Siemens	245,50 252,50
Volkswagen	178,20 182,50

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	7 avril (1)	8 avril	9 avril	10 avril	11 avril
Termes	—	30 366 392	96 155 106	84 944 325	95 744 720
Compt.	—	—	—	—	—
R. et obl.	—	130 277 280	132 888 762	106 600 692	210 798 007
Actions	—	49 883 801	43 051 871	43 288 753	44 178 787
Total	—	280 327 973	272 095 798	234 611 800	350 717 114

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1979)

Franc	100,4	101,1	102,5
Etrang.	99,9	100,1	100,9

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

(base 100, 28 décembre 1979)

Tendances	98,4	99	98,7	100,5
-----------	------	----	------	-------

(base 100, 29 décembre 1981)

Ind. gén.	103,1	103,1	104	105,1
-----------	-------	-------	-----	-------

(1) Chiffres non communiqués pour cause de fêtes.

Le marasme du marché américain de l'automobile

Chrysler pourrait perdre 750 millions de dollars en 1980

La mévente persistante des grosses voitures américaines et la hausse récente des taux d'intérêt aux États-Unis, qui pousse les revendeurs à réduire leurs stocks, risquent de compromettre le redressement de Chrysler corp. La firme de Detroit a annoncé, le 11 avril, que ses pertes pour l'année 1980 pourraient atteindre 750 millions de dollars, au lieu de 500 millions prévus à l'origine.

Cette déclaration entraine la publication d'un rapport de la commission gouvernementale chargée de superviser le programme d'aide de l'État au groupe, lequel estimait que Chrysler avait vraisemblablement sous-estimé le niveau prévisible de ses pertes et le montant de l'aide fédérale nécessaire à son sauvetage.

Chrysler, qui a perdu en 1979 1 milliard de dollars, devra sans doute, pour réunir les 1,5 milliard de fonds privés nécessaires à l'obtention d'une garantie publique de même montant, se débarrasser d'une partie d'un montant plus important que prévu (310 millions de dollars au lieu de 300 millions).

Le marasme du marché américain de l'automobile a entraîné, samedi, le groupe Ford, second constructeur américain, qui prévoit pour le troisième trimestre consécutif des pertes importantes au cours du second trimestre 1980. Le groupe a déjà perdu 41 millions de dollars d'octobre à décembre 1979.

Volkswagen installe une seconde usine

L'engorgement des consommateurs américains pour les petites voitures, l'absence de revendeurs des constructeurs étrangers, et notamment Volkswagen, qui espère augmenter ses ventes en 1980 de 11,2 % et vient de décider de construire une seconde usine aux États-Unis. Cette unité, qui sera installée à Sterling Heights, près de Detroit, devrait produire des voitures de 1982 quelque huit cents par jour. Cet investissement d'un montant d'environ 500 millions de dollars (1,15 milliard de francs) devrait également permettre au groupe allemand de doubler sa capacité de production aux États-Unis (actuellement de mille véhicules par jour), et d'atteindre dès 1983 un volume de fabrication de 100 000 véhicules par an (soit 5 % du marché américain).

Numéro d'actualité
L'ORIENTATION
APRÈS LA CINQUIÈME
ET LA TROISIÈME
- La formation des architectes
- Jeunes Africains à Paris
En vente partout : 7 F

Divorcées et contentes de l'être

PAGE IV

Catherine Karolyi, la comtesse rouge

PAGE XVI

Bistrots à bière

PAGE XVIII

SUPPLEMENT AU NUMERO 10881 NE PEUT ETRE VENDU SEPARATEMENT

DIMANCHE 25 AOUT 1980

Le Monde

DIMANCHE



JEAN-PIERRE ALLAUX

Détour par le grand blanc

Fatigué des mots et des hommes, Kenneth White, poète voyageur, a pris la route qui conduit aux grands espaces blancs du nord du Québec. Un détour par le vide, pour retrouver la densité du monde...

KENNETH WHITE

tion de Sept-Îles, de 1200 habitants en 1951 à 23 000 en 1979, et une nouvelle ville, avec de larges boulevards, s'est élevée.

C'est en suivant un de ces boulevards jusqu'au bout que j'ai trouvé la réserve indienne : des rangées de baraques planées dans le sable.

Ce sont les Indiens Montagnais qui vivent là. On connaît peu les Montagnais, mais leur ancien territoire occupait plus du tiers de la superficie du Québec (c'est-à-dire qu'il était plus grand que la France). C'est ce que devait me dire cet apérimidi-là, Alphonse Labbé, qui tient un artisanat dans la réserve. A part le site, enfoncé dans les sables, à part l'aspect délabré des baraques, ce qu'on remarque d'abord, peut-être, c'est l'absence de jardins : pas de parterres de fleurs, ni les quelques allées. « L'Indien ne fait pas de jardins, me dit Marie-Rose Jourdain. Il a la forêt, et quand il n'a pas la forêt, il n'a rien. »

Il y a comme un souvenir de la forêt dans la réserve : un tron

d'arbre de forme grotesque, roulé dans les vagues et calciné par le soleil, que l'on a dressé au bord de la route. Il serait facile d'y voir le symbole d'une culture morte. Trop facile. Car même de ce vieux tronc calciné il émane une puissance. Comme d'un crâne de caribou, qui parle à l'imagination, à la sensibilité cosmique, de bien autre chose que de la mort.

En fait, pour l'Indien, tout parle du Grand Cercle. « Je ressentais et je comprenais les choses, c'était l'hiver et l'hiver est l'été », devait chanter, ce soir-là, Jean-Marie Mackenzie, en battant son tambour de chaman.

C'est une conception du monde qui diffère sensiblement de celle qui a cours « chez nous » depuis... depuis quand ? Depuis la révolution industrielle ? Il faut remonter sans doute bien plus loin que cela. Jusqu'aux fondements du christianisme, qui voit surtout dans le monde la réalité du mal et qui conçoit le temps de l'histoire comme un processus visant à vaincre le mal. Peut-être aussi jusqu'au moment où Socrate s'est séparé du monde pour mieux, c'est-à-dire plus logiquement, le penser.

Pourtant, il reste en nous aussi une « indianité », quelque chose de pré-chrétien, de pré-occidentale, qui vibre à chaque éclair et à chaque écho du Grand Cercle. Quand Jean-Marie Mackenzie chanter, à Sept-Îles, ou dans d'autres réserves de la côte nord, les vieux s'écrient : « C'est vrai, ça, Mackenzie, c'est vrai ce que tu dis ! » Les jeunes, eux, plus déchirés, restent silencieux, mais ils n'en pensent sans doute pas moins. Et moi, quand j'entends le poète-chaman dire : « Je parle des choses qui volent en bande, lorsqu'ils redescendent à la mer, je parle de l'ouragan, qui est chef de file », je sais que je suis en présence d'un frère d'esprit.

J'ai quitté la réserve indienne cette nuit-là avec deux cadeaux : un enregistrement des chants de Jean-Marie Mackenzie et l'os sculpté d'un caribou. Il y avait un troisième cadeau, mais je n'en parlerai pas. Disons simplement qu'il avait quelque chose à voir avec l'amitié et avec la connaissance du Grand Cercle.

« Ma femme indienne
Ma femme indienne
Je vais t'épouser
Je vais t'épouser
Au milieu de la terre
Au milieu de la terre... »

Le lendemain matin, je suis monté à Schefferville, dans le Labrador-Ouest, à quelque 600 kilomètres au nord de Sept-Îles. On prend le train du chemin de fer Q.N.S. & L. (Québec North Shore and Labrador) qui met seize heures pour faire le trajet. Ce n'est pas moi qui me plaindrai de la lenteur du voyage. D'abord je me trouve au Labrador, dans la « terre de Catin » (le Voile la terre que Dieu donna à Catin), s'écria Jacques Carrière en la voyant pour la première fois), et c'est la réalisation d'un rêve d'enfance. Ensuite, le pay-

sage est d'une beauté sévère, sans doute, mais très puissante.

Même quand il ne reste plus que quelques éphémères rabougrés et de la mousse de caribou, je ne me lasso pas de regarder. Et nous sommes regardés aussi. Non pas par le paysage (enfin, qui sait ?), mais par quelqu'un d'intégré au paysage : un chasseur indien en anorak, qui s'arrête pour regarder passer le train. Les passagers Montagnais et Naskapi lui font signe, les Visages pâles le regardent avec un mélange trouble d'envie, de mépris et de mauvaise conscience.

Je veux vivre !

Schefferville, c'est le pays du fer. La toundra verte et grise cède la place à d'énormes trous rouges béants. Un Indien, qui regarde ça, a l'impression non seulement qu'on est en train de torturer la terre, mais que son territoire tout le camp, comme après l'homme. Quelqu'un me l'avait dit dans la réserve de Sept-Îles : « La compagnie nous passe par-dessus la tête avec sa machinerie et ses tracteurs. »

Il y a quelques années, Schefferville était comme Dawson City au dix-neuvième siècle : une ville de pionniers, avec des conditions de vie très rudimentaires. Aujourd'hui, les employés des mines ont des villas, et il y a même deux hôtels. Tout est fait pour rendre la vie supportable et pour chasser l'ennemi ennui qui s'écroule dès qu'on ne travaille plus, dès qu'on n'est plus enchaîné à sa fonction. Sans doute même qu'on va ouvrir un centre culturel. Mais l'ennui reste. Le néant qui est au centre d'une civilisation sans culture. Qui a de la culture, bien sûr, mais qui n'a plus « une culture » : un monde sans monde.

Je suis redescendu à Sept-Îles, et de là j'ai repris mon périple le long de la côte, par Rivière-au-Tonnerre et Mingan, jusqu'à Havre-Saint-Pierre. C'est à Havre-Saint-Pierre que la route, pour le moment, s'arrête. C'est le bus de mon voyage. Un bus provisoire. Car en regardant ma carte sur le rivage de Havre-Saint-Pierre, tout en écoutant les goélands crier l'approche de l'hiver, j'avais sous les yeux tout l'espace blanc du Nouveau-Québec et du Labrador-Terre-Neuve, et je me disais qu'il faudrait que je reprenne ça, que j'essaie d'entrer sinon à pied du moins en pensée dans toute cette « contrée immense où tout se fait ».

J'avais dans la tête un vieux chant indien :

« Une voix
je vais t'envoyer
écoutez-moi
par la terre
entière
une voix
je vais t'envoyer
écoutez-moi
je veux vivre ! »

QUAND on regarde la carte du Québec-Nord, on a l'impression d'un grand vide avec, au centre, le néant — un espace où l'on trouvera peut-être des ours blancs traçant des cercles de géographie, mais pas grand-chose d'autre. Une fois là-bas, on constate que le vide est plein de détails et que le « néant » peut être le lieu d'une jouissance.

J'avais quitté un colloque international d'écrivains à Montréal avec les mots : « Asses de logorrhée, je m'en vais vers les cosmos ! ». Cela résumait ma pensée, non pas tellement à l'égard de ce colloque, qui n'était pas dénué d'intérêt, mais envers une très grande partie de notre culture. Qui de nous n'a envie, en ce moment, de donner congé à tout un tas de « logies », et de s'en aller redécouvrir le monde ? Au fait, je ne sais si le monde est ou non un cosmos, peut-être est-ce un chaos, disons un chaos-cosmos, mais peu importe, on m'a compris. Pas la peine d'aller loin, d'ailleurs. C'est une densité que l'on cherche, pas une accumulation de kilomètres. Mais on peut aller loin aussi, pourquoi pas ? Et il est parfois nécessaire de faire un détour par le lointain afin de redécouvrir le proche.

Une clarté absolue

L'automne dernier, donc, le « cosmos » se présentait sous les traits du Québec-Nord. J'avais quitté Montréal et, prenant mon temps, j'étais passé par Trois-Rivières, Shawinigan, Québec, le parc des Laurentides, le lac Saint-Jean, Châteauguay, la rivière Saguenay, Tadoussac, les Escoumins, Saint-an-Mouton, Baie-Comeau, Rivière - Fendécôte, Port-Cartier, Clarke City...

« Et arrivâmes le jeudi à sept heures mont hautes, que nous nommâmes Les Yales Rondes, qui sont à environ quarante lieues de la mer trois ou quatre lieues... » Ainsi parle Jacques

Cartier dans son journal canadien sous la date du 19 août 1935. Quand je suis arrivé par le car à Sept-Îles, fin septembre dernier, il faisait nuit noire, et une brise rude soufflait du nord. Le temps de déposer mon sac à dos à l'hôtel, et je suis reparti dans la nuit explorer la ville.

C'est là que, pour la première fois au cours de ce voyage, j'ai eu l'impression d'un vide, avec au centre le néant. J'arpentais une des grandes artères, me demandant si je ne ferais pas mieux de rentrer tout de suite me coucher, quand je suis tombé sur l'Esquimaux. Ivre mort, il se se tenait, chancelant, devant le bar d'un hôtel et, en anglais, comme un roi Lear des glaces, il investissait la nuit. Il me fit entrer dans son monologue, et nous finîmes par aller boire un verre de whisky. Il m'expliqua qu'il était chômeur, qu'il avait travaillé pour l'Iron Ore Company, mais qu'il n'avait plus besoin de lui. Il était né à « Main », dans le Labrador-Nord, mais il savait très bien, car il avait fait des études, que « la distance la plus courte entre deux points, c'est une courbe », et il suivait son arc. Je lui demandai où il allait maintenant. « Trans-Canada ! », me répondit-il, avec un grand geste du bras.

Le lendemain matin était d'une clarté absolue. On voyait bien les sept îles (la grande et la petite Baie, le Carrousel, la grande et la petite Baie, Manowin et les West Rocks), qui ont donné son nom à la ville : elles surplasmaient, roses, dans la lumière bleue et froide du Saint-Laurent. On voyait aussi les installations portuaires, qui ont fait de ce petit bourg indien, fréquenté presque uniquement par des chasseurs de caribou et quelques employés de la Compagnie de la baie d'Hudson, ce qu'on a appelé le Klondyke du fer.

D'immenses trains apportent le fer des gisements du Labrador-Ouest, et les cargoes minéraliers le transportent plus loin, vers Cleveland, Philadelphie, Rotterdam, Nagasaki... Le boom du fer a fait augmenter la popula-

LEROY

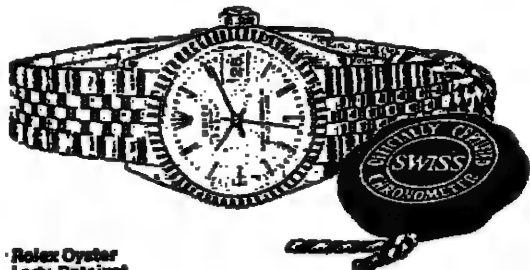
HORLOGER DE LA MARINE

4, Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS

présente la collection complète Rolex Oyster.

ROLEX

GENÈVE



Rolex Oyster Lady-Datejust

Travail, famille

C'est une mère de famille de deux enfants, qui ne cherche pas à « travailler », mais qui n'a pas cessé depuis seize ans, qui répond à l'article « Retraiviller » (le Monde Dimanche du 16 mars).

Certes, vous êtes désemparée par le peu de compréhension rencontrée dans différents milieux professionnels, alors que vous avez besoin de reprendre une activité. Vous vous rendez compte, par cette expérience, que la « politique familiale » proposée par Mme Pelletier, derrière les caméras, n'est pas celle de la réalité. Sans vous décourager, vous avez un combat solitaire à mener (après quelques sur dix cent collaborateurs, deux n'ont qu'un enfant ou pas; reste...); je vous donne en gros les statistiques de l'évolution du chômage dans lequel je travaille — aussi, vos problèmes d'« enfants » n'intéressent absolument personne.

Je peux vous assurer que le combat à mener chaque jour est rude : mener de front une activité professionnelle, des tâches domestiques, l'éducation des enfants, leur orientation, l'organisation de leurs loisirs, les garderies du mercredi et des congés scolaires, leurs maladies... et je vous en passe, il faut être de taille ! Et être capable, malgré tout, d'entendre sans broncher un chef de service vous dire : « Les enfants, ce n'est pas un problème, alors ne me parlez pas des autres » (sic). Vous avez été sujet à des quolibets, attendez-vous aussi à cela.

Si vous vous sentez armée pour affronter tant de compréhension, vous pouvez y aller.

Voilà la « politique familiale » sur le terrain telle qu'elle est pratiquée et non celle « théorique » et très nébuleuse pratiquée dans les salons de l'Élysée... celle qui réclame le troisième enfant alors qu'on en a sept. Si un jour vous vivez cela, songez que d'autres partagent vos problèmes, isolés, bien sûr, mais au moins existants tout de même.

M.C.D. (Boulogne).

« Plogoff à treize ans » (suite)

Sous ce titre, le Monde Dimanche du 30 mars 1980 a publié, à propos de l'affaire de Plogoff, une confession d'un enfant du siècle qui, à bien des égards, est remarquablement exemplaire.

Certes, le désarroi de cette petite fille, sous la menace de la destruction de l'environnement sauvage de son petit univers, est profondément éloquent. Mais ne traduit-il pas de façon particulièrement frappante cet égoïsme viscéral sur lequel se fonde l'écologie aveugle et inconsciente des gens de la terre, des petits groupes humains formant un village et, plus généralement, des citoyens d'un peuple tout entier ? Ce comportement, qui fait oublier à chaque individu que ses intérêts particuliers ne peuvent prévaloir que de leur accession à l'intérêt général, conduit inéluctablement, quand il se développe de façon anarchique, à la ruine des sociétés et des civilisations.

S'il avait été décidé que la centrale nucléaire de Plogoff l'installe de l'autre côté de la falaise, la petite écolière de Plogoff, assurée de pouvoir continuer sans entraves à pêcher « ses » crabes dans « ses » propres rochers, ne serait-elle beaucoup émue de ce qu'une autre écolière inconnue ne puisse plus faire de même, pour d'autres crabes, et

dans d'autres rochers, qui seraient aussi les siens ? Les habitants de Plogoff eux-mêmes ne seraient-ils pas aussi, dans leur ensemble, assez peu troublés que cette fameuse centrale viendrait à disparaître d'un instant et paisible village de la plaine, défigurant ainsi toute la campagne environnante par ses hideuses superstructures visibles à plusieurs dizaines de kilomètres ? Et ces mêmes habitants de Plogoff ne trouveraient-ils pas, en même temps, tout naturel, de recevoir en retour cette bienfaisante énergie, source de vie, sans laquelle un pays moderne, paralysé jusque dans son agriculture à exploitation nécessairement intensive, serait bientôt réduit à la famine ? Se souvient-on à cet égard que la France de l'an mil, avec ses trois millions d'habitants, était un pays surpeuplé ?

Pourtant, le site de la centrale de Plogoff a été choisi — par ces « technocrates » voués aux généralités avec un soin tout particulier : sous un corbellement rocheux providentiel, ce site est invisible des « points de vue » d'où les touristes admirent la célèbre pointe du Raz, dont il ne peut donc en aucune façon défigurer le spectaculaire environnement. Ce site lui-même est d'ailleurs à peu près inhabité, et son utilisation nouvelle ne portera guère ombrage qu'à la petite pêcheuse de crabes dont nous parlions tout à l'heure, encore qu'elle n'aura pas à se déplacer bien loin pour retrouver un lieu propice à son passe-temps favori.

Au surplus, si les réacteurs nucléaires sont, de loin, la source d'énergie la plus propre, la moins polluante et la moins dangereuse de toutes, on peut dire de la centrale de Plogoff qu'elle provoquera les plus faibles nuisances qu'il soit possible d'imaginer.

Un surplus, si les réacteurs nucléaires sont, de loin, la source d'énergie la plus propre, la moins polluante et la moins dangereuse de toutes, on peut dire de la centrale de Plogoff qu'elle provoquera les plus faibles nuisances qu'il soit possible d'imaginer.

L'histoire, encore

Si je reviens sur l'enseignement de l'histoire, c'est que je n'ai rien vu, ni entendu, évoquant l'aspect formateur de cet enseignement.

L'histoire, et notamment la chronologie des événements avec leurs causes et leurs conséquences (comme la géographie d'ailleurs) aide à mettre en place les « cadres spatio-temporels de la pensée » chez l'enfant : « C'était avant... bien avant... après... ça se passait à l'est de... l'ouest... tout près de... parce que... »

C'est d'abord assez vague, synchrone, puis ça se précise lentement, au fur et à mesure qu'avance la scolarité. Peu à peu se constituent des repères dont l'enfant et nous-mêmes avons besoin pour bâtir nos raisonnements. C'est un vrai et véritable travail de la pensée, dans le temps et l'espace ; c'est la mise en place d'un positionnement, de relations d'abord confuses, puis de plus en plus fines. Histoire et

PARTI PRIS

Descartes

DEPUIS qu'un professeur nous a appris que ses élèves Moïse, en Haute-Volta, avaient ri à la lecture du « Discours de la méthode » (« le Monde Dimanche », 17 février), il n'est pas de semaine où ne nous parvienne une semonce. La vérité — et la raison qui y mène — sont universelles. Descartes est donc universel. Appartenant au patrimoine de la France et de l'humanité, il n'est pas question qu'il fasse rire. Nous avons donc eu le plus grand tort de signaler le rire des garçons et des filles de Ouagadougou, même en l'interprétant comme un hommage à la seule beauté du discours. C'était là prendre parti pour l'irrationnel, pour l'intuition, pour le sentiment, contre ce qu'enseigne avec foi, depuis des siècles, des générations de professeurs.

Sourire de ces réactions ? De ces condamnations émus de toute atteinte à un pareil héritage ? De ces exhortations à ne point déprécier ce cartésianisme qui reste, selon nos correspondants, notre principal produit d'exportation ?

Ce serait facile et peut-être démagogique. « Peut-être » seulement, parce que rien ne dit que les bonnes vieilles recettes ne sont pas en train à nouveau de faire recette.

Sans rien retenir de son sens et de sa valeur à la gaieté des adolescents voltaïques — et à son exemplarité — ont-ils tant de bonne humeur dans nos cours de philosophie, saluons ceux qui, en France, en Afrique et ailleurs se battent avec ardeur dans les tranchées de la Méthode pour une certaine idée de la vérité.

JEAN PLANCHAIS.



JEAN-PIERRE GAUZEUX

géographie ne sont pas uniquement acquisition de connaissances, mais concourent, comme les autres disciplines — dites nobles, — à la formation de l'esprit.

Une réforme de l'enseignement de l'histoire était certes nécessaire, mais parler, au CM2, en novembre, de la Communauté européenne pour évoquer en janvier la Révolution française ou encore, à l'occasion de conférences données dans la ville, traiter toujours au cours moyen d'un pays d'Amérique du Sud et deux mois après, d'un Etat asiatique sans que les élèves aient la moindre idée du continent américain ou de l'Asie, c'est du « pointillisme ». L'oubli, certes, l'idée de coller à l'actualité, de saisir les occasions suscitant l'intérêt des enfants, mais encore faut-il ne pas perdre de vue que l'histoire, c'est la relation qu'on devrait les amener à découvrir.

Pour beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

vague engendrant le « rêve », etc. Je sais qu'il existe encore de ces érudits où des vieux, des femmes et une certaine poésie font bon ménage, qui corroborent les dires de M. L. Audibert, mais tout de même la poésie a déjà du mal à percer l'écran des médias pour ne pas, les rares fois qu'on en parle, enfoncer le clou de la poésie écueil qui prête à sourire inévitablement, entretenir l'ignorance en matière de littérature, les idées reçues qui ne sont pas très honnêtes de laisser passer des pages de ce genre, laissant filtrer des opinions « surannées » sur la poésie... les femmes et les vieux. Car la poésie est vivante ces temps-ci, lieu de communion, de chaleur, de sympathie, lieu de création. Le savez-vous ? Il est facile de trouver la faille. L'avez-vous jamais fait pour les gens de lettres en général ? Il y aurait aussi matière.

Une réforme de l'enseignement de l'histoire était certes nécessaire, mais parler, au CM2, en novembre, de la Communauté européenne pour évoquer en janvier la Révolution française ou encore, à l'occasion de conférences données dans la ville, traiter toujours au cours moyen d'un pays d'Amérique du Sud et deux mois après, d'un Etat asiatique sans que les élèves aient la moindre idée du continent américain ou de l'Asie, c'est du « pointillisme ». L'oubli, certes, l'idée de coller à l'actualité, de saisir les occasions suscitant l'intérêt des enfants, mais encore faut-il ne pas perdre de vue que l'histoire, c'est la relation qu'on devrait les amener à découvrir.

Pour beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

Je constate que les enfants sont perdus, pour eux ça n'est qu'un monde plan dans le temps et dans l'espace, sans que soient traitées les relations qu'on devrait les amener à découvrir.

Enfin, beaucoup, d'ailleurs, ce n'est pas de ces leçons à réviser ! Finalement, ils retiennent beaucoup mieux les « histoires de l'histoire » qui les captivent et les aident à mieux saisir le monde.

de personnalité du candidat on pose des questions stupides sans rapport avec l'objet. On a bien l'impression ici que cet entretien ne sert à rien, sinon à faire croire que l'on juge réellement la capacité du candidat.

André tiève de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, j'ai été témoin, lors d'une session d'examen, de paroles d'un examinateur (en l'occurrence le directeur) qui, en face d'une jeune et jolie candidate lui a dit : « Choisissez le sujet que vous voulez, donnez-vous la note que vous voulez. » Il ne faut surtout pas oublier que ce genre d'institution n'est ni plus ni moins qu'une fabrique de remplaçants du personnel politique en place, et que les examens que l'on y pratique ne sont que des alibis à la reproduction d'une même classe sociale, en l'occurrence le haut-fonctionnaire.

GHILLES PAPACATHE (Paris).

Fair play

M. A. Lefèvre, pris à partie dans le Monde Dimanche du 23 mars dans les lettres de deux citoyens britanniques indignés par sa correspondance du 23 février à propos des cobras téléphoniques en Grande-Bretagne, nous demande, en invoquant un très bref droit de réponse, de publier le texte suivant :

Fair play — pas de commentaires, faute de place suffisante.

Médecine de nuit

Un médecin, après son baccalauréat, a pour le moins six ans d'études, les premiers examens représentant un véritable concours, difficile et grandement éliminateur.

Lorsqu'il est appelé de nuit, il prend une indemnité de 100 F, dont 80 remboursés par les caisses.

Donc, pour 100 F de supplément, il va de nuit dans toute l'agglomération d'Aurillac, soit plusieurs kilomètres. Mieux encore, il parcourt 15 à 20 kilomètres sur nos routes de montagne dans la pluie, la brume, la neige, le verglas.

Nous étions naguère sur le bord de la Méditerranée hébergés dans une copropriété. Laquelle a une « gardienne ». Car, en notre siècle de lumière et de progrès, il n'y a pas plus de concubinage que de facteur.



ERIAS BATTEL/VIVA

VIES

La défonce dans le rock

WELL make you so lonely baby... Le corps rejeté en arrière, en équilibre sur la pointe de ses mollets blanches, jurets frissonnants, Victor soigne son look. « We'll make you so lonely baby... » Derrière, Jérémy et Tintin assurent à la guitare et à la batterie. Et c'est le final : « ...Trey's so lonely they could die... » Une main passe rapidement dans les cheveux brillants pour rectifier la « banane » et Victor lance au public un « Merci mesdames » incongru. Dans la petite boîte du quartier Moutetard, on vient de vivre une heure à la pendule de Memphis (Tennessee).

Visage mince, cheveux noirs, tout en longueur, Victor chante du rock and roll. Du « vrai » comme Elvis Presley en 1954. Fils d'un employé de la ville de Paris il a grandi du mauvais côté de l'Atlantique, à Mémontant, quartier qui a déjà payé son tribut au « show-biz », mais : « Chevalier, quand on lui causait du rock, il nous disait : c'est bien les petits gars, vous êtes sur le bon chemin ». Victor, le rock et Presley c'est un vieux mariage à trois construit « en doucement avec les copains des 45 tours simples sur un vieux Teppaz à 100 balles ». Au début, il chantait tout seul, en play-back sur les disques « pour se marrer ». Dans les clubs de fans d'Elvis il a commencé à apprendre le « King » par cœur. Et à vivre avec lui. De temps en temps, il poussait un petit rock dans les réunions. Le doit dans l'engrenage.

Et puis, il y eut « le voyage » aux Etats-Unis, en 1970 : « Las Vegas, ça m'a coûté un bâton (1). Gagné dans un pressing à repasser des fringues et la machine ». Des mois au milieu de la vapeur avant la rencontre historique : « Et là, c'était un mec simple, un paysan étonné que l'on soit venu d'aussi loin pour lui ». Victor est intrigué sur Elvis. De son portefeuille, il tire ses photos de famille : le « King » avec sa bonne gueule de jeune

Et puis, il y eut « le voyage » aux Etats-Unis, et la rencontre avec le King, Elvis Presley. Victor en vit encore.

JACQUES POTERAT

péquenot du sud quand il n'était encore que Presley camionneur ; avec sa coupe de cheveux « incorporation » du temps de G.I.'s blues ou avec le veston à paillettes du show d'Hawaii. Victor chez le coiffeur montre une photo d'Elvis : « Je veux que tu me fasses ça ». Et pourtant il ne veut pas être la copie fidèle de Presley. Une de plus. Les fameuses soies américaines passées sous des blouses plus ou moins habiles, ça le fait doucement rigoler : « Presley c'est un mec. Je l'ai vu. Mais moi, je suis là ». Il cherche seulement à faire un genre de musique qui a disparu, le rock and roll, en même temps qu'une époque révolue, les années 50. Les « filles », Victor et son guitariste, Jérémy, ont suivi l'évolution de la musique jusqu'aux années 60, mais : « Avec l'arrivée du psychédélique, les hippies, les fleurs et tout le bazar, on s'est aperçu qu'on glissait, alors on a décroché pour revenir aux sources ».

Pas de « speed »

Le bon vieux rock and roll, avant qu'il ne devienne tout simplement du « rock » était une musique saine, voire hygiénique, et Victor n'est pas tendre pour ceux qui l'ont dévoyée : « La vraie défonce dans le rock c'est de s'exprimer en mouvements physiques. Pas besoin d'accoustiques comme le « H » ou le « speed ». D'ailleurs, un vrai rockeur ne boit pas, sauf un coca ou un lait-fraise. Il ne tire pas sur son « joint ». C'est la différence entre l'époque des vieux maîtres Presley, Holly, Cochran, « O'Géens » (Gene Vincent) et celle des Dylan, Who, Stones et les autres. « Eux, il leur faut des trucks. Si tu donnes du « speed » et un micro à un mec, il saute partout en gesticulant. Mais c'est pas de la musique. Tous les gens ont touché à

ça, il y a encore des histoiras dans les lycées. Moi, je veux redonner aux jeunes l'envie de bouger. Quand on a fini de danser son rock on est bien dans sa peau, comme un vieux Jan de Verchuren qui s'éclate sur un coup de musette avec sa nana. Après, on peut retourner à son business... »

Et Victor avale un grand verre d'eau avec conviction.

avant de continuer : « Dans le vrai rock and roll, il n'y a pas de récupération ». Pas de message pour faire la révolution ou de chansons-fusile pour faire la guerre « Love me, don't be cruel, Treat me nice ». Aime-moi, Ne sois pas cruelle. Traite-moi gentiment, des bluettes pour soupirantes que l'on n'osait plus inscrire à un répertoire de nos jours. « Heartbreak Hotel », l'hôtel des cœurs brisés, un titre pour

Damie ou Piaf... « C'est une musique pour la détente », ajoute Victor dans un grand état de rire, ça pousse à la rigueur les gens au piano. D'ailleurs, c'est ça, Good Rocking Tonight ! »

Les « States »

L'image de marque du rocker n'est pas meilleure que celle de sa musique. Le blouson noir fait encore peur et l'on a oublié qu'avant eux toute une génération en « costume-cravate » avait déjà cassé des fauteuils à l'Olympia pour Sydney Bécabet et Bécabet. « Monsieur 100 000 volts ». Les gens se pourcent. Le vrai rocker est un mec romantique, gentil, tendre, qui aime bien sa petite amie. C'est pas un violent pour une thune. Son trip, c'est de se faire ses petits fantasmes à la James Dean, d'écouter poignard ses petits disques. Faut pas le contrarier là-dedans. Dès qu'on lui dit : « Qu'est-ce que c'est ? T'es une banane, un jeans, t'es un voyou », il réplique et c'est le baston. » (2).

Autour de leur musique, les rockers, enfants du demi-siècle, se sont construits un univers figé dans une époque heureuse, les « filles », les années 50. Même si on leur parle de l'Indochine, de l'Algérie, de la guerre froide ou de la crise de Suez. Ils ne se sentent pas concernés, car leur pays de cocon c'est les « States », qui vivaient alors une période de félicité. « Pour moi, ce n'est pas trente ans de retard, car je prends les bons trucs de l'époque. Il y avait des choses sensationnelles en 50 qui n'existent plus maintenant. On appréciait le peu qu'on avait. Avoir une bagnole c'était le petit côté : je vais épater la copine et la peinture en rose bonbon. Maintenant, le gars qui a une B.M.W., il dit j'ai une belle bagnole et ça s'arrête là. »

En attendant de pouvoir s'offrir la vieille Buick ou la Frégate de leur rêve, les rockers se rattrapent dans une débâche de vêtements qui frise le dandyisme. « On est propre. J'ai même les mains manucurées. Les gens qui veulent me débiter disent quand ils me voient que je ne suis pas un vrai rocker. » Pas pour lui les Santiags, Perfecto et Levi-Strauss, les bottes mexicaines, le blouson de motard américain et le jeans, la panoplie-type du rocker français. Victor arbore la tenue des jeunes Américains des années 50 : veste longue à deux boutons, pantalon à pinces, mocassins, chemise baroloise toujours col relevé comme la veste. La « banane », ce toupet de cheveux gominé, c'est très simple : « Pour faire la banane, la « duck-tail », je me mouille un peu les mains, un peu de brillantine, et tac-tac, sur les cheveux. » Il joint rapidement le geste à la parole et les mains plaquent une mèche rebelle. Avant de rentrer dans les boîtes pour son tour de chant, Victor rectifie toujours sa banane dans un rétro de bagnole.

Les filles suivent le courant : jupe large et jupon bouffonnant à la Bardot, avec le chemisier à manches courtes et la queue de cheval. Ballerines ou talons aiguilles. On ne voit jamais Victor avec les mêmes vêtements. Pour assurer son « look », il passe une bonne partie de son temps dans des boutiques de fringues qui importent d'Amérique des vieux vêtements des années 50. Pour Victor, le « look », l'apparence, c'est aussi important que sa musique.

Après des dizaines de petits boulots, Victor a décidé de sauter le pas et de devenir un « pro », à la suite de sa rencontre avec Jérémy. « J'étais dans un veston et lui il jouait. J'ai chanté avec lui un truc difficile, ça collait. Depuis, on ne s'est plus quitté. » Tous les deux ils courent le « cacheton », de boîte en boîte. Ils ont enregistré un « master », une bande, et fait le porte-à-porte des maisons de disques : « On en a trouvé une qui va nous faire un trente-trois tours, mais un 25 centimètres. » Comme dans le temps !

- (1) Un bâton : 10 000 F.
(2) Baston : bagarre.

Etre maire et communiste en Italie.

MAURIZIO VALENZI
Une mémoire locale : Naples et son maire

COLLECTION LA POLITIQUE ÉCLATÉE DIRIGÉE PAR LUCIEN SPÉL

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

PUF

(continued from page 60)

احسن الاصل

MÉLANGES

Des intellectuels dans les vieux quartiers

Une nouvelle population prend possession de certains vieux quartiers à Paris, à Lyon, à Marseille... Des chercheurs du C.N.R.S. ont étudié cette colonisation.

MURIEL RAY

Il faut aussi jouer d'un entourage encourageant... ou avoir la force de rompre tous les ponts. Rares sont les parents qui ne considèrent pas le divorce de leur fille comme une catastrophe et ne rêvent de la voir au plus vite remariée. Rares sont ceux qui l'encouragent à conserver son indépendance. Refuser de se remarier, pour eux, c'est une révolte adolescente, une crise passagère, une révolution ! La désapprobation (pas toujours muette, hélas !), les conseils qu'ils se croient autorisés à donner au sujet des enfants, d'autant plus qu'on fait appel à eux, pèsent comme un regard de plus en plus mal supporté.

Françoise reconnaît que c'est le décès de sa mère, il y a cinq ans, qui l'a vraiment libérée. « Tant qu'elle vivait, que je savais qu'elle désapprouvait le choix que j'ai fait dans la vie, je sentais peser sur moi son regard et son jugement. Sa mort a été en même temps qu'une douleur une extraordinaire libération. C'est seulement alors que je me suis sentie vraiment adulte et libre ».

Beaucoup de ces femmes se réfèrent à mai 68. Pour Nicole, c'est l'explosion de 68 qui l'a réveillée à elle-même ; son mari courrait à la Sorbonne et elle gardait leur fille. Elle a voulu inventer un autre mode de vie, porter l'imagination au pouvoir ailleurs que sur les murs. « J'ai tenu de ma vie l'idée de 68 au jour le jour, au quotidien, en me libérant de toutes les entraves. Je ne suis pas une militante au sens habituel, qui défie dans la rue et court aux réunions : non militante intellectuelle, moi, c'est mon existence même ».

Des femmes simples

Les militantes féministes font d'elles des modèles, des prototypes de la femme de demain, l'aboutissement de toutes leurs luttes. Une avocate n'hésite pas à affirmer que toutes celles qui ont choisi le divorce s'épanouissent de jour en jour, surmontent toutes les difficultés, tous les problèmes, ne regrettent jamais leur décision et montrent une énergie indomptable.

Une vision idyllique de la femme seule ? Pire, répond le sociologue Louis Roussel, une mauvaise analyse de la réalité. Il admet que le mariage traditionnel avec ses motivations de procréation et de statut social est en régression dans les nouvelles générations. Mais c'est toujours vers la cellule familiale que sont inexorablement évacués tous les échanges affectifs que l'organisation sociale ne favorise plus. Rien ne permet de prédire une diminution des agressions extérieures qui poussent à percevoir le couple comme la dernière valeur refuge. Un couple qui se remet constamment en question, mais apporte la certitude d'une relation privilégiée qui ne semble guère pouvoir se trouver ailleurs. « Tout pousse à penser que la vie sera de plus en plus dure, qu'on ne s'y suffira guère à soi-même et que le partage avec l'autre sera encore plus nécessaire ».

De George Sand à Lou Andrieu Simon, l'histoire nous offre des exemples de celles qu'on appelait « amasones ». Mais, aujourd'hui, le génie ni la célébrité n'accompagnent plus de brillantes exceptions. Ce sont des femmes simples et banales qui se révoltent contre cette habitude de vouloir que la femme seule soit bien à plaindre, une laissée-pour-compte en quelque sorte.

Des mutantes, ces femmes seules, mordant la vie à belles dents ? En tout cas, des femmes qui font peur à beaucoup d'hommes... Et envie — plus ou moins secrètement — à beaucoup de femmes.

(1) Voir le Monde Dimanche du 28 octobre 1979.
(2) Chiffres cités par l'Institut national d'études démographiques.
(3) Voir le Monde Dimanche du 26 janvier 1980.
(4) « Génération nouvelles et mariage traditionnel » de Louis Roussel et Odile Bourguignon, enquête de l'Institut national d'études démographiques, Presses universitaires de France.

CHEVEUX embroussaillés, l'air « cool », pas très réveillés, Lédy sous le bras. Leurs vêtements proviennent de pays lointains ou du marché aux puces. Ils sont architectes, psychologues, travailleurs sociaux, et, surtout, enseignants. Mais aussi chômeurs, ou semi-marginaux déqualifiés vivant de « petits boulots ». Leurs points communs : des études supérieures, une sensibilité « de gauche » rétive à tout embrigadement au sein des grands partis, et beaucoup de sympathie pour les mouvements écologiques et féministes. En bref, ils constituent ce que les sociologues appellent la petite bourgeoisie intellectuelle.

Leur fief, avant, c'était le quartier Latin. Mais qui peut encore se payer des loyers aussi exorbitants ? Ils ont donc choisi d'émigrer. L'idéal, c'était un quartier pas trop cher, proche des cinémas et des théâtres, chaleureux et pittoresque. En un mot : le quatorzième arrondissement. Depuis une dizaine d'années, ils y arrivent en masse, y prennent leurs aises, opèrent une colonisation sournoise. Vagabondement flâtiés, légèrement inquiets, les petits commerçants, les artisans, et les retraités qui composent la population traditionnelle du quartier, les regardent s'installer. Sous leur influence, la physionomie des lieux se transforme. Les commerces, d'abord : des boutiques de fripes remplacent les marchands des quatre-saisons ; des brocantes donnent dans le rétro ; des pâtisseries traditionnelles où l'on ne saurait cuisiner qu'un feu de bois ouvrent leurs portes. Aux bistros classiques à steak-frites et quart de rouge succèdent d'innombrables pizzerias, couscous, restaurants chinois ou réunionnais ; nourriture bon marché venue des quatre horizons pour clientèle voyageuse.

L'habitat, lui aussi, s'adapte : on dépose une demande de raccordement au téléphone ; on retire les poêles à charbon de falence émaillée ; les cheminées étroites qui ne servaient qu'à l'évacuation des tuyaux de poêle sont désormais utilisées

pour de grandes flambées de bois, qui font aussi craquer et craquelier les peintures des voisins du dessus. Et alors, les loyers grimpent.

Ghettos

Une évolution qui n'est pas perçue sans inquiétude par les nouveaux habitants eux-mêmes. Rux qui révalent à l'authenticité d'un quartier préservé, le voient « dégradé » par l'afflux de ceux qui leur ressemblent. Tandis que la population traditionnelle fait l'objet d'un discours aussi paternaliste qu'égoïste, les nouveaux arrivants potentiels sont délaissés avec une sévérité acerbe : « J'ai peur que cela devienne comme la rue Mouffetard », déclare Alain, professeur. Un vrai ghetto d'intellectuels, complètement artificiel, complètement pourri. Le paradoxe, bien sûr, c'est qu'eux-mêmes sont les agents de ces changements qu'ils redoutent. Dès qu'un appartement se libère dans leur immeuble, ils sont les premiers à « prévenir les copains ». Les propriétaires ne sont pas fâchés de voir les anciens remplacés par une population capable de supporter des loyers un peu plus élevés. Et le processus s'accroît.

Le quatorzième arrondissement n'est pas, tant s'en faut, le seul coin de France à se transformer. Ces changements ne laissent pas indifférents sociologues, ethnologues et historiens. Sous l'égide du C.N.R.S., un ambitieux programme de recherches a été lancé il y a trois ans (1). Son objectif : étudier la façon dont notre société évolue, par une observation continue, localisée en quelques endroits précis. Dix équipes pluridisciplinaires de chercheurs suivent ainsi soixante-dix terrains d'observation disséminés dans toute la France : des villages, des villes moyennes ou des quartiers de grandes agglomérations.

Trois d'entre eux, terrains se prêtent particulièrement bien à la comparaison : le quatorzième arrondissement de Paris ; la Croix-Rousse, à Lyon ; le quartier

du Panier, à Marseille. Dans les trois cas, des quartiers anciens, au cœur de l'histoire de leur ville. Le quatorzième, c'est le Paris-village des mythes, c'est l'enfance ; des immeubles bas aux toits inégaux entourant les cours où les cerisiers poussent devant les ateliers d'artistes. La colline de la Croix-Rousse, c'est le quartier des canuts, les tisseurs de soie dont l'insurrection, en 1831, fut écrasée dans le sang. Quant au Panier, il incarne le folklore marseillais : c'est le quartier des truands, des marins et des dockers, les seconds rendant quelques menus services aux premiers pendant les creux de l'activité portuaire.

Trois quartiers populaires, animés, qui attirent depuis 1968 toute une population intellectuelle ou marginale, et que les pouvoirs publics emploient plus ou moins adroitement à réhabiliter. Des quartiers-enjeu, dont la transformation ne va pas sans problèmes.

Les difficultés tiennent d'abord aux réticences de la population ancienne qui observe, méfiance, les « jeunes », imprévisibles et inclassables. « Au moins, soupire une veuve du quartier du Panier, quand il y avait les truands, il n'y avait pas de voleurs ! » De fait, lorsque Mémé Guérini régnait sur le quartier, l'ordre, sinon la loi, était respecté. Les malfaiteurs habitaient au Panier, mais leurs coups, ils les faisaient ailleurs ; là où leur mère ou leur sœur ne risquaient pas d'en supporter les conséquences.

Heureusement pour l'équilibre social du quartier, les marginaux qui avaient commencé à affluer sont repartis. Bernard Ploot, sociologue, explique : « La mairie, qui avait voulu hâter le processus de réhabilitation du Panier en engageant un vaste plan de rénovation, a brisé la dynamique qui était venue d'initiatives privées. Les promoteurs voulaient faire du Panier un nouveau Montmartre. Ils se sont heurtés à un comité de défense des gens du quartier, effrayés par les retombées de la flambée spéculative prévisible. Le projet a été abandonné ».

Dans le quatorzième arrondissement et à la Croix-Rousse, il en va tout autrement. Une socio-

logue, Sabine Chalvon-Demersay, et une ethnologue, Elisabeth Clavier, étudient la partie du quatorzième qui n'a pas fait l'objet d'un plan global de rénovation. Ni pouvoirs publics ni promoteurs influents : nouveaux habitants et population traditionnelle ont dû trouver par eux-mêmes les ajustements permettant leur cohabitation. Lourde tâche.

Le changement qu'ils n'ont pu empêcher, les anciens habitants ont d'abord cherché à le conjurer. Comment ? En assignant aux nouveaux arrivants une place traditionnelle dans le quartier, celle des « artistes ». Les artistes, il y en a toujours eu. Ici, ils recherchaient le calme, la paix. Leurs excentricités, c'est là-bas, à Montparnasse, qu'ils allaient les faire. Ils ne tenaient pas à faire scandale dans leur propre quartier, explique une retraitée.

Mais il est moins facile d'absorber les « jeunes-qui-ont-de-la-musique » que les peintres de jadis. D'où une série de tentatives pour imposer aux nouveaux les normes traditionnelles. Sabine Chalvon-Demersay les décrit ainsi : « On demande des nouvelles du mari, le père des enfants, pour savoir si la mère est bien la mari. On fait des réflexions d'ordre général sur l'habillement des enfants pour signifier que la tenue de ceux-ci est vraiment trop négligée. Quand un nouvel habitant ouvre sa porte, le voisin de palier jette un coup d'œil discret pour avoir une idée de l'arrangement de l'appartement, et fait une réflexion sur le fait que, quand le lit est par terre, c'est pas commode d'y passer un coup de balai. » Peine perdue : les nouveaux arrivants sont trop nombreux et d'ailleurs, ils s'en moquent éperdument.

Le faux mariage

Mais si les « jeunes » n'ont aucune envie de se laisser dicter leur conduite, ils n'en sont pas pour autant indifférents à la présence des anciens : enfants de mai 68, un peu « paumés », ils ont souvent rompu les amarres qui les reliaient à leur milieu familial. Ils cherchent à retrouver dans le quartier l'enracinement qu'ils ont perdu. Les contacts avec la population ancienne s'ont donc fortement valorisés, verbalement du moins. Ce qui donne lieu à de savoureux malentendus. Claire, trente ans, qui fait de la danse moderne, présente ses rapports avec les habitants de l'immeuble sur un ton euphorique : « Il y a un couple de petits vieux qui est vraiment très sympa. Ce sont les anges gardiens de la maison. Comme on travaille tous, ils s'occupent de recevoir le plombier, l'électricien, ou n'importe quoi. Ils sont toujours là, les gardiens du foyer. On les aime beaucoup, ils nous aiment beaucoup ; c'est des vrais grands-parents. Ça fait une vraie famille. » Du côté du retraité, autre son de cloche : « Nous, les gens de l'immeuble, on les connaît pas. Vous savez, les jeu-

nes, ça change tout le temps. Bien sûr, quand il y a un service à rendre... Tenez, l'autre jour, il y a eu l'électricien qui venait réparer les compteurs. Alors, comme on est là dans la journée, on a gardé les clés. Mais c'est tout, ça va pas plus loin ».

En fait, si la nouvelle population a besoin de l'ancienne, c'est comme spectacle et non comme modèle. Elle souhaite s'intégrer. Mais aussi, moins innocemment, à s'imposer : elle a des projets sur le quartier et sur l'ancienne population : « On s'est aperçu qu'il existait une vie de quartier réelle, et que nous, peut-être, on pourrait contribuer à la structurer », déclare Serge, architecte. Un exemple : le « faux mariage ». Dans la petite bourgeoisie intellectuelle, on ne se marie plus guère. Le rapport au temps, à la durée, est trop précaire pour inciter à l'engagement. Mais l'ennui, c'est que le mariage était aussi une occasion de fête. Et, comme chacun sait, le sens de la fête se perd. Conséquences logiques : l'organisation d'un faux mariage, cortège burlesque, mariée au rouge et demoiselles d'honneur peinturlurées, défilant dans le quartier. Toute la population fut invitée à participer au buffet et au bal qui couronnait la cérémonie. Les « jeunes » vinrent, au grand complet. Aucun ancien ne s'est dérangé.

Finalement, le contrôle social inefficace de la population traditionnelle et les projets intramissibles de la population nouvelle se neutralisent réciproquement. Chaque population abandonne partiellement ses visées sur l'autre. Un climat de tolérance mutuelle s'établit. Les jeunes se fréquentent « convivialement », tout en jouissant du spectacle de la rue ; les anciens préservent leur mode de vie individualiste, tout en profitant de la clientèle des nouveaux.

Changement de décor : la Croix-Rousse. La coexistence pacifique y fait place à des transformations accélérées. La menace de rénovation plane sur un quartier vétuste et insalubre. Déjà, les appartements des pentes de la colline sont réhabilités et agrandis sous l'impulsion de la mairie, afin de pouvoir y installer des familles. Sur le plateau, toute une population marginale s'est implantée. Les anciens habitants redoutent la mort prochaine du quartier, qu'ils identifient à leur propre mort.

Collectif-bouffe

L'ancienne population se sent d'autant plus menacée que la nouvelle, qui a eu l'habitude, tient maintenant le haut du pavé. La première vague de marginaux voulait faire de la Croix-Rousse un vaste champ d'expérimentation sociale : de la politique plein la tête et des projets à revendre de la cantine populaire au « collectif-bouffe ».

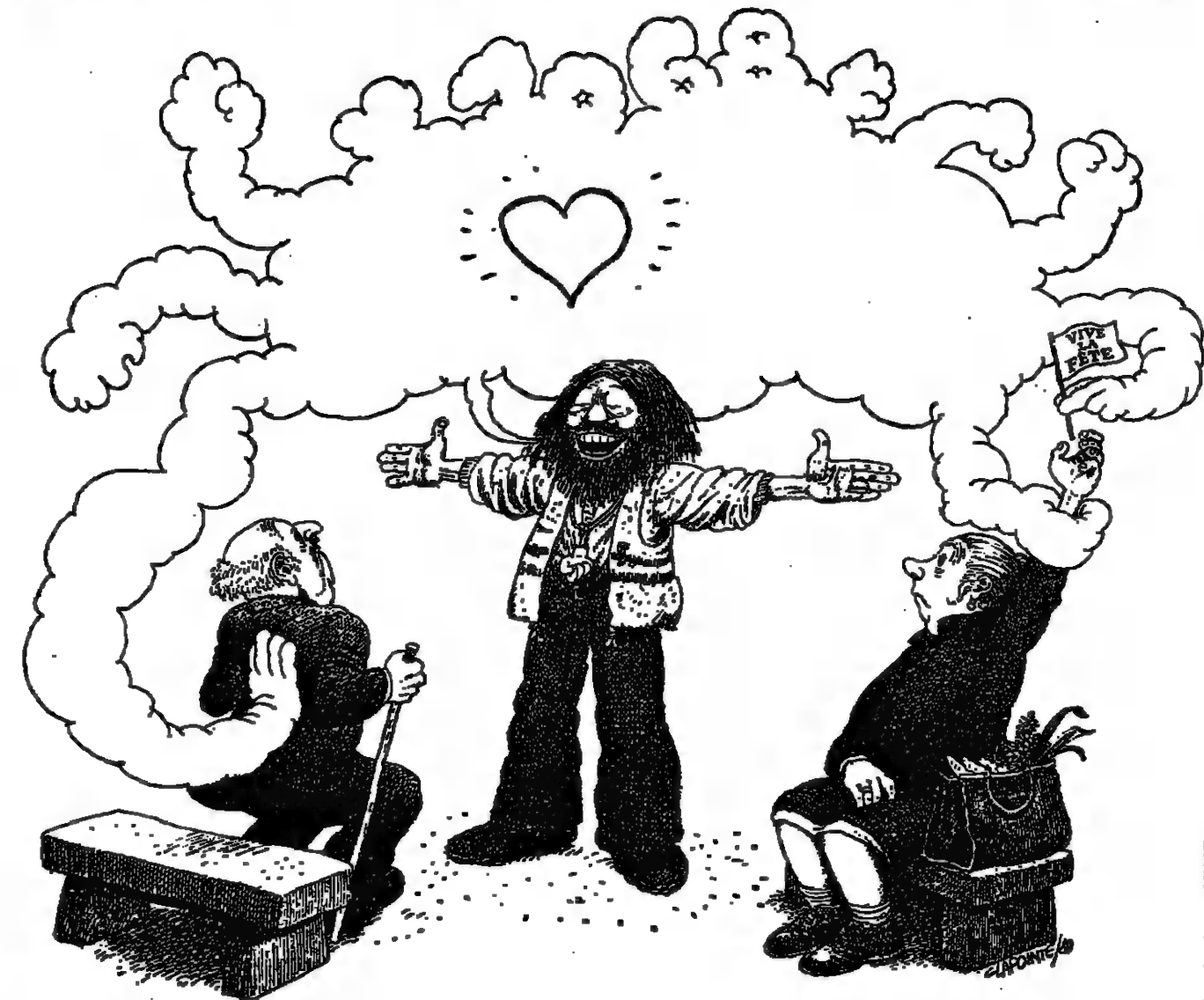
Qu'est-ce qu'un « collectif-bouffe » ? Une association de personnes qui regroupent leurs achats alimentaires, les entreposent dans un local ad hoc, équipé d'un congélateur, et vont librement se servir en fonction de leurs besoins. Libertaire le « collectif-bouffe » ? Pas vraiment. En fait, il est régi par des règles de fonctionnement très strictes : interdiction de rater la moindre réunion du collectif ; majoration de la cotisation forfaitaire pour ceux qui ont des invités.

Son objectif : faire une pédagogie du fonctionnement collectif, et se livrer méthodiquement à la chasse au gaspi. Avec cela, sans crainte du paradoxe, on continue à chanter les louanges des petits commerçants en revenant du Carrefour local, chariots pleins à craquer.

Puis, attirés par la toute fraîche réputation novatrice du quartier, une seconde vague d'« intellectuels » est arrivée, au discours identique, mais aux pratiques étonnantes. Un restaurant à 18 F le repas, haut lieu de la gastronomie marginale croix-rousse, envisage maintenant l'achat d'un ordinateur pour améliorer sa gestion. Le jeune directeur d'un cinéma qui voulait faire « un ciné de copains pour des copains ; un ciné qui soit un peu un peu un ciné... » prend maintenant des positions nettement plus tranchées : « Les sonarés, ras le bol, je les vite ».

Rejet des sonarés, que l'on désigne même par le terme, honni il y a quelques années, de « parasites ». Élimination des pionniers (« Les militants, ils nous cassent les pieds »). La nouvelle couche a fini par s'inscrire le monopole de la négociation avec les promoteurs, ce qui renforce sa position dominante. Un bel exemple de colonisation.

(1) Programmes d'observation continue du changement social et culturel.



CLAUDE LAPOINTE



JEAN-PIERRE CAUZÈRE

GRANDE-BRETAGNE

Le justicier de la B.B.C. 4

Depuis bientôt sept ans, la radio britannique diffuse une émission de défense du consommateur différente des autres. Le responsable, un casse-cou de trente-six ans : Roger Cook.

JEAN-MARIE MACABREY

A l'époque, j'enquêtai sur une affaire de racket. Le milieu m'avait fourni d'excellents renseignements et mes recherches étaient très avancées. Il ne me restait plus qu'à rédiger une note et à l'envoyer à l'un de mes informateurs. Lorsque j'arrivai au rendez-vous, j'étais dans un pub de triste renom, mon informateur n'était pas là. Au lieu de lui, trois gros costauds m'attendaient. Ils s'emparèrent de moi et m'entraînèrent dans une voiture. Là, pendant que deux d'entre eux me maîtrisaient, le troisième se mit à me taper consciencieusement dessus. Leur besogne terminée, ils me laissèrent partir en me prévenant qu'ils me tueraient en pièces si j'allais plus avant dans cette affaire.

Roger Cook raconte sa mésaventure sans fanfaronnerie apparente. Il se montre même réticent à entamer une autre de ses histoires. Pourtant, ce ne sont assurément pas les exemples qui lui manquent : en six ans, il a été l'objet de trois attaques de ce genre. Une fois si sévèrement qu'il fut laissé pour mort par ses agresseurs.

Mais il ne tient pas à devenir, comme il dit, « une caricature de lui-même ». Il juge que sa réputation de casse-cou est déjà suffisante. Il est vrai qu'il ne manque jamais de tenir ses auditeurs au courant de ses équipées. Chaque fois qu'il s'agit d'un cas au beau noir, que les papiers de sa voiture sont lacérés ou que les vitres de sa maison volent en éclats sous quelque brique, il leur en fait part dans son émission « Checkpoint ».

A la suite d'un de ces incidents, un auditeur un peu plus indigne que les autres est venu monter la garde à la porte de son appartement.

Du côté des Indiens

« Checkpoint » est certainement l'une des émissions les plus populaires de la B.B.C. Depuis près de sept ans, Roger Cook et ses trois collaborateurs traquent les fraudes, les escroqueries et les injustices de toutes sortes dont sont quotidiennement victimes des centaines de naïfs. La quasi-totalité des émissions est consacrée à des affaires de fraude commerciale : mise en vente de parts d'entreprises fictives, location ou vente de maisons de vacances inexistantes, etc. Les armoiries de « Checkpoint » sont bourrées d'affaires de ce genre, petites et grandes.

Avant de lancer « Checkpoint », Roger Cook participait déjà à

une émission similaire de la B.B.C. Alors, une vocation de justicier ? « J'ai toujours eu tendance à me mettre du côté des faibles », explique-t-il. Enfant, je prenais toujours parti en faveur des Indiens dans les westerns. » (Ce qui n'est pas un mince mérite quand on est né et qu'on a grandi dans un pays de pionniers : l'Australie.)

Roger Cook se défend pourtant d'être un do-gooder, un bienfaiteur. « Les bienfaiteurs sont généralement des personnes qui ont le cœur bien placé, mais qui ont oublié leur tête à la maison », a-t-il déclaré un jour. D'ailleurs, il s'avoue poussé au moins autant par le désir de réaliser une émission à succès que par celui de redresser les torts : « Nous n'utilisons pas les malheurs des

personnes escroquées à des fins personnelles, mais il n'est pas invraisemblable que tout le monde rajoute des scandales. »

Inédits

Le goût du scandale ne suffit pas à expliquer le succès d'une émission qui, après tant d'années d'existence, est régulièrement citée en tête des sondages sur la qualité des programmes de la B.B.C. « Checkpoint » doit avant tout son audience au sérieux et à l'originalité de ses informations. Tous les cas étudiés sont inédits. Avant d'être diffusés, chaque émission est discutée par un avocat : grâce à quoi, les responsables de « Checkpoint » peuvent régulièrement

poursuivre pour diffamation, n'ont jamais été condamnés au moindre penny d'amende.

Lorsqu'il réalise ses interviews-kamikases, Roger Cook garde toujours un calme olympien, évitant toute provocation dans le ton comme dans les propos. Si on le frappe, comme cela semble arriver souvent, il ne rend jamais les coups. Il se contente de protéger son vieux magnétophone Uher dont les pièces d'origine commencent à se faire rares.

Une fois, pourtant, ses supérieurs lui ont reproché d'avoir haussé le ton au cours d'un entretien, lui rappelant qu'il ne couvrirait pas un match de cricket. « Ce qu'ils ne savent pas », proteste Cook, c'est que la personne avec qui je discutais me brandissait un martien sous le nez ! »

Les enquêtes de « Checkpoint » ne s'arrêtent pas aux rivaux de la Grande-Bretagne. Les 4 et 5 mai 1978, l'émission fut consacrée aux suites de la catastrophe aérienne de Nantes qui fit soixante-huit victimes en 1978. Les familles des victimes y parlaient de leurs vains efforts pour obtenir une compensation de la part du gouvernement français. Roger Cook s'est également rendu sur la Côte d'Azur pour enquêter sur diverses affaires d'escroquerie dont furent victimes des touristes un peu trop crédules, la vente, par exemple, de carnavals purement fictifs. L'accueil n'a pas toujours été plus chaleureux qu'en Angleterre.

ALLEMAGNE

Acteurs sous électrodes

Plus de 2 000 000 de francs pour une expérience scientifique sur la communication entre acteurs et spectateurs. C'était, paraît-il, une idée de Bertolt Brecht.

HANS GEORG BERGER

NEUZ CENT MILLE deutschemarks (2 100 000 F environ) : c'est la subvention accordée par l'État à un spectacle joué quinze fois à Munich. Une pièce démodée, épuisée, de Machiavel, la Mandragore, dont les insolences contre le pape et le clergé ne choquent plus personne aujourd'hui, même dans la catholique Bavière. Les acteurs, sept en tout, se sont donné beaucoup de mal chaque soir pour arriver, vaillants, au bout du spectacle. En cours de répétition, le metteur en scène initialement choisi, victime d'une intrigue, a été remplacé.

L'Institut pour la recherche théâtrale de l'université de Munich a dépensé cette petite fortune en vue d'un essai sur la réception et la communication au théâtre. L'idée directrice est la suivante : les chercheurs se méfient des critères de jugement qui déterminent la valeur d'un spectacle. Ils sont trop subjectifs, peu contrôlables, trop dépendants des contingences de l'instant. La critique professionnelle se trompe constamment, elle est arbitraire, soumise à ses états d'âme. Les hommes de théâtre eux-mêmes ne savent rien de ce qui se passe dans la tête des

spectateurs, ne se préoccupent guère des raisons pour lesquelles ils viennent ou ne viennent pas.

Il s'agit donc de soumettre ces raisons et leurs motifs à un traitement scientifique. Dès les premières répétitions de la Mandragore, les acteurs sont harnachés d'électrodes qui mesurent leur pouls, les battements de leur cœur, leur transpiration, l'intensité de la circulation sanguine, qui signalent toutes sortes d'indications physiologiques. Un émetteur, également placé sur le corps, transmet les informations à un terminal installé dans les vestiaires, et qui les enregistre minutieusement. En même temps, des caméras vidéo observent les mimiques et les gestes des acteurs. Le moindre décalage est ensuite discuté au cours d'interviews « scientifiques » avec les chercheurs, qui prennent note des commentaires et explications. Pendant les représentations, trois spectateurs sont également munis d'électrodes reliées au terminal, puis ils sont interrogés sur leurs réactions.

C'est ainsi que les chercheurs ont soumis à l'expérience le critique de la Süddeutsche Zeitung et ont enquêté sur l'accélération des battements de son cœur au moment où, sur scène, étaient prononcés les mots « urine virgi-

nale ». Il a dû commenter ce qu'il éprouvait à cet instant.

Avant la représentation, le spectateur doit remplir un questionnaire, puis subir un test de couleurs. Enfin, on lui demande ce qu'il attend de la pièce. Il lui faut répondre à des questions du genre : « Comment, à votre avis, doit-elle être montée ? Avec brutalité ou douceur ? D'une manière circulaire ou angulaire (sic) ? Plutôt gai ou plutôt triste ? » Après la représentation, il doit répondre aux mêmes questions et justifier les éventuelles contradictions relevées dans ses réponses au cours d'interviews enregistrées par des caméras vidéo, qui l'observent pendant le spectacle.

Les chercheurs munichois disent avoir appliqué une idée du jeune Brecht, qui, en 1923, suggère dans un article de ne faire du théâtre que dans un laboratoire. Brecht est mort et nous ne saurons jamais jusqu'à quel point il faut prendre sa suggestion au pied de la lettre. Rappelons cependant que, à cette époque, il faisait connaissance du clown satirique Karl Valentin. L'article en question ne serait-il pas une plaisanterie, qui, aujourd'hui, dans la ville même de Valentin, atteint une mesure proprement valentinesque ?

REFLETS DU MONDE

CORRIERE DELLA SERA

Une fleur vénéneuse

Le quotidien de Milan Corriere della Sera raconte la mésaventure survenue à un professeur de la capitale lombarde chargé de faire passer des examens en Emilie Romagne et qui, avant de se mettre en route, une lettre signée de la redoutable étoile à cinq branches, des Brigades rouges : « On lui intimait l'ordre d'avoir à effectuer une promotion prolétarienne et on lui annonçait qu'il recevrait des instructions ultérieurement. Quelques jours plus tard, au restaurant, un jeune homme s'approche du professeur et lui remet un second

message : « Au nom du peuple, recevez à son examen la « commande Uniel ». Fils du panique, l'universitaire quitte sa famille, s'installe à l'hôtel et, lorsqu'il fait passer la candidate en question, le déclare aussitôt reçu. Toutefois, tous les autres membres de la commission avaient reculé ce candidat en le déclarant éliminé. » Le Corriere rapporte que le lendemain le professeur s'est rendu compte qu'il avait été victime d'une mauvaise plaisanterie et avait cédé à la peur, cette « fleur vénéneuse du terrorisme ».

ASSOCIATED PRESS

Un vigile plein d'expérience

Qui pourra encore nier que les anciens voleurs fassent les meilleurs gardiens ? « Ronald Biggs, cerceau du « hold-up du siècle », l'attaque du train postal Glasgow-Londres, qui rapporta quelque 35 millions de francs à ses auteurs, écrit l'agence américaine Associated Press, a annoncé son intention de créer une agence de surveillance et de gardiennage, dont la devise serait : « Pour récupérer le vol, faites appel au voleur. »

Associated Press poursuit :

« J'ai plus de quinze années d'expérience continue dans le domaine, bien que je me sois réformé depuis, a-t-il dit. Bien, états d'ans prison anglaise, vit au Brésil depuis 1970, mais les autorités lui ont refusé, jusqu'à présent, son permis de travail. Il a ajouté que le butin provenant de l'attaque du train postal avait été « entièrement dépensé aujourd'hui » et qu'il vivait d'argent que lui donnaient des amis, ou d'interviews payées qu'il accorde à des journalistes étrangers. »

LE SOIR

Un nouveau supplice de la baignoire

La liste déjà bien fournie des records absurdes vient de s'allonger encore. Du moins si l'on en croit Le Soir, de Bruxelles, qui raconte : « Un directeur de programmation d'une station de radio de Louisville, dans le Kentucky, a établi un nouveau « record du monde » en passant vingt-quatre heures dans une baignoire remplie de hotchotch. » Comme le liquide était régulièrement chauffé, le nouveau recordman avait l'impression, comme il l'a

confié après son exploit, de se reposer « dans un bain chaud ». Sa prestation lui a permis de battre le précédent record, qui avait été établi par un étudiant de l'université de Louisiane, qui s'était « prélassé » pendant dix-sept heures dans un bain de même nature... »

Le précédent détenteur de ce titre envié portait, il est vrai, un surnom propre à inspirer de la sympathie aux lecteurs du grand quotidien belge : « la Frite humaine ».

Daily Mail

Se hâter lentement

Mieux vaut s'organiser longtemps à l'avance si l'on souhaite envoyer un télégramme urgent. C'est la leçon paradoxale que tire de sa récente expérience une correspondante du Daily Mail. « Alors que je tentais d'envoyer un message téléphonique de félicitations, raconte-t-elle, on me répondit que la ligne était occupée. Je patientai et obtins finalement un abonné de Torquay, qui me prenait pour la téléphoniste. « On doit vous

avoir mis en communication l'un avec l'autre pour se débarrasser de vous », me dit la vraie téléphoniste. Après un nouvel essai, je tombai sur une personne de Coventry. Au bout de cinquante minutes d'efforts je parvins finalement à dicter : « Tous mes vœux de bonheur, assez ébranlé par la découverte qu'un service dont la mission est d'acheminer rapidement les informations soit « la fote aussi lent et aussi peu fiable. »

ÉTRANGER

1. — **TUNISIE** : Le président Bourguiba nomme M. Mohamed Mouloud « coordinateur de l'action gouvernementale » pour assurer l'interim de M. Hedi Nour, premier ministre, pendant sa maladie (4 et 7).

2. — **CANADA** : Le nouveau gouvernement formé par M. Pierre Elliott Trudeau fait une large place aux francophones (5).

3. — **THAÏLANDE** : Le général Prem est désigné comme premier ministre par le Parlement pour remplacer le général Kriangsak (4).

4. — **ESPAGNE** : Succès des nationalistes aux élections des représentants au Parlement basque (11).

5. — **ISRAËL** : M. Itzhak Shamir est nommé ministre des affaires étrangères. Il remplace M. Moshe Dayan, qui avait démissionné en octobre 1979 (11).

6. — **RHODESIE** : M. Robert Mugabe forme un gouvernement de « front national » : l'intérieur est confié à M. Joshua Nkomo, l'agriculture et l'industrie à deux ministres blancs (12 et 13).

7. — **PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE** : M. Michael Somare, premier ministre, est renversé à la suite du vote d'une motion de censure. Sir Julius Chan est chargé de former un gouvernement de coalition avec les partis d'opposition (13).

8. — **ÉTATS-UNIS** : Le président Carter présente son nouveau plan contre l'inflation, qui prévoit un retour à l'équilibre budgétaire grâce à une réduction des dépenses publiques et une taxation du pétrole importé.

9. — **VIETNAM** : Mort de Ton Due Thang, président de la République (1^{er} avril).

10. — **COLOMBIE** : La libération de deux nouveaux otages ne permet pas de faire progresser les négociations entre le gouvernement et les guérilleros, qui détiennent encore vingt-sept personnes, dont deux ambassadeurs, à l'ambassade dominicaine (1^{er} avril).

11. — **ÉTATS-UNIS** : Mort de Jesse Owens, ancien champion olympique, quatre fois médaillé aux Jeux de Berlin en 1936 (1^{er} avril).

12. — **ITALIE** : Mort de Manlio Brosio, ancien secrétaire général de l'OTAN (16-17).

13. — **LAOS** : Mort à Paris du prince Boum Oum, ancien maître du Sud-Laos (23-24).

VIOLENCE

AU SALVADOR

Le 6, la junte militaire au pouvoir proclame l'état de siège afin d'éviter d'éventuels troubles tandis qu'elle engage une réforme agraire qui devrait permettre une redistribution des terres (8).

Le 17, Amnesty International déclare que la réforme agraire n'est qu'un prétexte pour attaquer les paysans et demande au gouvernement de mettre un terme aux « mesures et aux enlèvements » qui se multiplient : au moins deux cents morts depuis le début du mois (19).

Le 24, Mgr Oscar Romero, archevêque de San-Salvador, est ordonné défenseur des droits de l'homme, est assassiné sans doute par un tueur professionnel payé par l'armée droite (26).

Le 30, alors qu'environ deux cent mille personnes assistent aux obsèques de Mgr Romero, une fusillade éclate et provoque une quarantaine de morts et près de quatre cents blessés à San-Salvador. Les premiers coups de feu auraient été tirés du ministère de la Défense, proche de la cathédrale où avaient lieu les funérailles (1 et 2/IV).

17. — **YUGOSLAVIE** : Alors que le président Tito reste dans un état très grave, la politique rebondit entre Moscou et Belgrade sur la crise internationale et le « modèle » socialiste (19).

18. — **JAPON** : Hausse du taux de l'escompte de 7,5 % à 9 % et nouvelles mesures de lutte contre l'inflation (19 et 21).

19. — **ITALIE** : Démission du gouvernement de M. Francesco Cossiga, après le passage à l'opposition des socialistes et des républicains (31).

20. — **ESPAGNE** : Les nationalistes modérés remportent les élections au Parlement catalan (20 et 22).

21. — **BELGIQUE** : Le taux de l'escompte est ramené de 12 % à 14 %, par le président Sadate. Le 30, il subit avec succès l'ablation de la rate (du 25 au 31).

22. — **ÉTATS-UNIS** : Première victoire de M. Edward Kennedy aux « primaires » du Congrès et de New-York (25, 26 et 27).

23. — **TUNISIE** : Quinze membres du commando responsable

de l'attaque de Gafsa, le 27 janvier, sont condamnés à mort (28 et 29).

24. — **ÉTATS-UNIS** : La taxe sur les « super-profits » des compagnies pétrolières est définitivement adoptée par le Sénat (29).

GUERRE CIVILE

AU TCHAD

Le 21, des combats éclatent à N'Djamena entre partisans de M. Hissène Habré, ministre de la Défense, et du président Goukouni Oueddei, chef du gouvernement. Les jours suivants, la capitale est transformée en champ de bataille. La moitié de la population africaine s'enfuit au Cameroun, tout proche, et les Européens sont évacués par l'armée française. Les différentes factions refusent de négocier et recherchent une victoire militaire : des milliers de personnes périssent au cours des combats (à partir du 23-24).

27. — **MER DU NORD** : Cent vingt-trois morts au cours du naufrage de la plate-forme pétrolière Alexander-Kielland, amarrée près du champ pétrolifère sous-marin Sida (du 28 mars au 1^{er} avril).

28. — **VIETNAM** : Mort de Ton Due Thang, président de la République (1^{er} avril).

29. — **COLOMBIE** : La libération de deux nouveaux otages ne permet pas de faire progresser les négociations entre le gouvernement et les guérilleros, qui détiennent encore vingt-sept personnes, dont deux ambassadeurs, à l'ambassade dominicaine (1^{er} avril).

30. — **ÉTATS-UNIS** : Mort de Jesse Owens, ancien champion olympique, quatre fois médaillé aux Jeux de Berlin en 1936 (1^{er} avril).

LA CRISE AFGHANE

4. — Les forces soviétiques et celles du gouvernement de Kaboul prennent le contrôle de la province de Khatlan, à la frontière du Pakistan, après une offensive de cinq jours qui a provoqué la mort de nombreux civils et un nouvel afflux de réfugiés. Du napalm et des gaz toxiques ont été utilisés (6 et 7).

5. — Cinq des six principaux mouvements de résistance islamiques confirment, du Pakistan, la constitution de l'Alliance islamique pour la libération de l'Afghanistan. M. Sayat en est élu président, le 19 (6, 21 et 26).

6-5. — La visite à Moscou de deux diplomates français, MM. de Lense et Robin, ne permet pas d'engager la négociation dans la voie d'une neutralisation de l'Afghanistan (7).

6. — Le gouvernement pakistanais rejette l'offre américaine d'une aide de quatre cents millions de dollars, estimant qu'elle risquerait de remettre en cause le statut de pays non alignés récemment acquis par le Pakistan (7).

12-14. — M. Mohammed Dost, ministre des affaires étrangères afghan, s'entend à Moscou avec M. Gromyko sur les conditions de la présence temporaire des troupes soviétiques (16-17 et 18).

18. — Les États-Unis apportent des « critères plus restrictifs » aux exportations de haute technologie vers l'URSS, alors qu'est rendue publique la liste des équipements militaires qui pourront être vendus à la Chine (20).

25. — Malgré l'approbation par les Communes, le 17, du boycott des Jeux de Moscou, le comité olympique britannique accepte officiellement l'invitation des autorités sportives soviétiques (19).

LA RÉVOLUTION

IRANIENNE

11. — La commission d'enquête de l'ONU quitte Téhéran où elle a séjourné dix-sept jours sans avoir pu rencontrer les otages américains (12).

14. — Victoire des intégristes musulmans au premier tour des élections législatives. Le second tour, qui devait avoir lieu le 3 avril, est reporté en raison de nombreuses contestations pour fraude (du 15 au 21).

22. — L'ancien chah d'Iran quitte Panama pour Le Caire où il est chaleureusement accueilli, le 24, par le président Sadate. Le 30, il subit avec succès l'ablation de la rate (du 25 au 31).

30. — Le président Carter menace l'Iran de nouvelles sanctions si les otages américains ne sont pas transférés de la garde des étudiants islamiques à celle du gouvernement de Téhéran (1/IV).

Publicités

VENU, bien sûr, d'outre-Atlantique, un genre de publicité existe qui, tout bien pesé, se situe aux confins du journalisme — censé rapporter également les avantages et les inconvénients d'une entreprise, d'un produit ou d'un homme — et de la « réclame », traditionnellement envisagée, pour qui seuls comptent les mérites supposés d'une entreprise, d'un produit ou d'un homme.

Rien que ce qui a été publié dans « le Monde » durant ces mois de mars donne à penser. Quelques exemples. Le 2, « COLT », la ventilation industrielle, adjure, en page 44, M. Séguin : « Baissez-vous avec nous pour améliorer les conditions de travail... ». Suit un texte sur trois colonnes en conclusion par : « Oui, M. Séguin, il est des combats pour lesquels nous pourrions nous unir... ». Réserve qui est une juste concession à la divergence des intérêts en cause et au principe de la lutte des classes.

En page 45, juste en face, c'est M. Ceyrac que COLT interpelle : « Baissez-vous avec nous pour améliorer la productivité des entreprises... ». Mais le texte n'est plus une plaidoirie. On se parle de patron à patron. On est en situation de se comprendre sur-le-champ.

Le 15 mars, encore plus grand, encore plus fort, mais d'un tout autre genre. Sur deux pleines pages, « L'Armée révolutionnaire du peuple (ERP) d'El-Salvador s'adresse à tous les peuples du monde... ». Au-dessus de cet exorde, une précision un peu plus subtile : « La raison de cette publication est de remplir l'exigence du groupe appelé Armée révolutionnaire du peuple, afin de révéler l'un de ses atouts : l'homme, fait de l'ERP, qui est évidemment celui des droits de l'homme, fait prendre à celui-ci de drôles de détours.

Dans « le Monde », daté 16-17 mars, c'est une lettre ouverte collective adressée, fort civilement, à « Monsieur le président de la République de l'Uruguay, MM. les commandants en chef des forces armées » pour obtenir la « vie sauve pour Raul Sendic et ses camarades » sur qui pèse une menace d'exécution « au cas où leur organisation politique manifesterait une opposition au régime ».

Le 23-24 mars, retour dans l'Hexagone, car ce sont les autorités françaises qui, de Villeneuve-d'Ascq (Nord), sont cette fois accusées de préparer « une atteinte aux droits de l'homme » en raison de la « menace d'expulsion d'un étudiant palestinien ». Dans le seul numéro du 29, une pleine page de la C.F.D.T. « pour la vérité historique et la loyauté des débats », ainsi qu'un « non au tout-nucléaire » de dimension plus réduite.

Au-dessus de chacun de « appels », pathétiques, pénibles, exotiques ou ambigus, la même mention — strictement légale — « Publicité ». Ainsi se trouvent rangés, si étrangement sous la même bannière, les vantardises naïvement débitées à la télévision au profit d'une lessive et les drames ou les mécomptes nés de certains conflits politiques.

Si cette confusion est de nature à donner du lustre à l'activité mercantile des publicitaires, ne montre-t-elle pas simultanément le caractère désormais banal du combat pour les droits de l'homme, qu'il faille rappeler leur existence au même titre qu'un déodorant ou une pouspée qui pleure ?

PHILIPPE BOUCHER.

La chronologie établie par Philippe Boucher et Édouard Massard paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres figurant entre parenthèses indiquent la date du numéro du « Monde » où est rapporté l'événement cité.

LA QUESTION

DU PROCHE-ORIENT

1. — Le Conseil de sécurité des Nations unies vote à l'unanimité une résolution très ferme condamnant les implantations israéliennes dans les territoires occupés, y compris à Jérusalem. Pour la première fois, les États-Unis lui apportent leur soutien (4).

1-19. — M. Valéry Giscard d'Estaing se rend en voyage officiel au Koweït, à Bahreïn, à Qatar, dans les Émirats arabes unis, en Jordanie et en Arabie Saoudite (du 1^{er} au 13).

2. — Le communiqué signé au Koweït par M. Giscard d'Estaing affirme le « droit à l'autodétermination » du peuple palestinien. Pour la première fois la France contredit la résolution 242 du Conseil de sécurité votée le 23 novembre 1967 pour que les Palestiniens ne soient que des « réfugiés » (4).

3. — Le président Carter exprime ses « regrets » pour le « malentendu » qui a fait voter le représentant à l'ONU sur un texte qui n'aurait pas dû faire explicitement référence à Jérusalem. Le 4, le gouvernement israélien juge l'attitude américaine « honteuse » (5 et 6).

5. — Le gouvernement israélien proteste contre la prise de position française, approuvée du 3 au 5, par chacun des membres de la C.E.E. (6 et 7).

5. — « La France ne conduit pas sa politique pour des intérêts, mais au nom des grands principes », affirme M. Giscard d'Estaing devant les Français du Qatar (6).

6. — M. Giscard d'Estaing obtient à Abou-Dhabi « la garantie des approvisionnements de la France en pétrole » et un ferme soutien à sa proposition de « dialogue euro-afro-arabe » (7).

7. — Les deux militants palestiniens assassinés en 1978 à l'« Étoile de David » sont condamnés à quinze ans de réclusion criminelle (Du 8 au 10).

8. — M. Yasser Arafat, président de l'O.L.P., déclare au « Monde » que « M. Giscard d'Estaing a fait faire à l'Europe le premier pas vers un règlement du Proche-Orient » (9-10).

9. — La France et la Jordanie rappellent le droit de « tous les États de la région » à des frontières sûres, reconnues et garanties et réaffirment la nécessité d'associer l'O.L.P. aux négociations de paix (11).

16. — M. Menahem Begin, premier ministre israélien, déclare au « Monde » : « L'Europe devrait comprendre qu'un État gouverné par l'O.L.P. deviendrait une base soviétique au cœur du Proche-Orient » (18).

ENVIRONNEMENT

5. — Le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUD) publie une « Stratégie mondiale de la conservation », qui propose aux gouvernements de tous les pays une nouvelle politique de gestion des ressources vivantes (7).

7. — Le « Taniro », pétrolier malgache qui transportait 26 000 tonnes de fuel lourd, se casse en deux au large de l'île de Batz, en Bretagne, 5 000 tonnes de fuel s'échappent et viennent souiller la Côte de Granit rose (du 8 au 22).

14. — L'enquête d'urgence publique sur le projet de centrale nucléaire de Flageollet s'achève après quarante-cinq jours mar-

FRANCE

3. — Le livre d'Anne et Pierre Rouanet, « Les Trois derniers Chagrins du général de Gaulle », relance la controverse sur la responsabilité de Georges Pompidou dans le départ du fondateur de la 5^e République (4, 5 et 6).

12. — « Le Canard enchaîné » publie sur l'affaire des diamants les documents sur lesquels il s'était appuyé pour mettre en cause MM. François et Jacques Giscard d'Estaing, cousins germains du président de la République (7 et 13).

13. — Le vote par le Sénat du projet de loi d'orientation agricole met fin à la session extraordinaire du Parlement, ouverte le 25 février (14).

15. — Pour compléter l'arsenal nucléaire français, les états-majors se déclarent favorables à un missile mobile sol-sol, monté sur un camion blindé et à la bombe à neutrons (16-17).

17. — M. Alain Peyrefitte annonce que, contrairement à ce qu'il avait déclaré à l'automne, le projet de loi d'abolition partielle de la peine capitale ne sera pas discuté à la session de printemps (19).

19. — Mort de Marcel Boussac (22 et 23-24).

L'AFFAIRE

MARCHAIS

L'Express relance, le 7, la polémique sur l'attitude de M. Georges Marchais pendant la dernière guerre. Accusé d'avoir été volontaire du Service du travail obligatoire (S.T.O.) et d'être resté en Allemagne jusqu'en mai 1944, et non jusqu'en mai 1943 comme il l'a toujours affirmé, M. Marchais renouvelle ses dénégations et propose de comparaitre devant un jury d'honneur en même temps que d'autres hommes politiques. Pour expliquer son ascension au sein du P.C.F., alors que son adhésion ne date que de mai 1947, le Nouvel Observateur avance l'hypothèse selon laquelle M. Marchais aurait appartenu avant la guerre à l'opposition clandestine du parti. Après que, le 17, M. Valéry Giscard d'Estaing ait indiqué qu'il « désapprouve les attaques personnelles dirigées contre les hommes politiques », M. Georges Marchais dénonce, le 20, un « complot » contre le parti communiste et son « candidat présuntif » à l'élection présidentielle de 1981.

Le polémiste renchérit lorsque le Matin affirme que M. Marchais a participé à un stage de formation à Moscou à la fin de 1955, alors que le secrétaire général déclare être allé pour la première fois en U.R.S.S. en janvier 1959 à l'occasion du vingt et unième congrès du P.C.U.S.

23. — M. Valéry Giscard d'Estaing, définissant à Lyon la politique qu'il désire suivre, déclare : « J'entends bien me tenir à la ligne du juste milieu » (25).

24. — Arrestation de plusieurs membres présumés des Brigades rouges italiennes et d'Action directe, un groupe responsable d'une douzaine d'attentats en France. À la suite de cette opération, qui a donné lieu à une coopération entre les polices française et italienne, la Cour de sûreté de l'État est saisie (à partir du 30-31).

25. — Mort de Charles Signon, ancien député R.P.R. et frère de Jean de Broglie, assassiné le 24 décembre 1976 (1^{er} avril).

VIE DES PARTIS

17. — La C.F.D.T. accuse le P.C.F. d'ériger le mensonge en moyen politique » après des attaques

contre MM. Mitterrand, Maitre et Henry à propos de la guerre d'Algérie (18).

27. — M. Michel Debré quitte les journées parlementaires du R.P.R. après le soutien apporté par M. Claude Labbé, président du mouvement gauchiste, à la candidature de M. Jacques Chirac à l'élection présidentielle (28 et 29).

28. — M. Pierre Manuy apporte son soutien à M. Michel Rocard en vue de la désignation du candidat socialiste à l'élection présidentielle (1^{er} avril).

ÉCONOMIE

8. — **LOGEMENT** : Une modification des conditions d'attribution du « 1^{er} patronal » limite l'accès des cadres aux prêts complémentaires accordés pour l'acquisition d'un logement (12 et 23).

12. — **TAUX D'INTERÊT** : Le taux de base des banques est porté de 13,5 % à 13,75 % (13).

19. — **MÉDECINS - SÉCURITÉ SOCIALE** : Après l'augmentation unilatérale des honoraires décidée par le principal syndicat de médecins, la C.S.M.F., les négociations sur l'élaboration d'une nouvelle convention sont rompues par les cadres d'assurance-maladie (19 et 20).

19 et 24. — **FAMILLES** : Adoption, en conseil des ministres, de trois projets de loi en faveur des familles nombreuses.

24. — **TAUX D'INTERÊT** : Le taux des livrets A des caisses d'épargne est porté de 6,5 % à 7,5 % (27 et 28).

ÉDUCATION

10-11. — La grève des enseignants du primaire est très suivie : les instituteurs protestent contre les mesures de « redéploiement » prévues pour la rentrée 1980 qui devraient se traduire par des fermetures de classes et des suppressions de postes (12).

12. — M. Pierre Marlin, président de l'université de Paris-VIII-Vincennes, annonce sa démission. La veille, des étudiants l'avaient séquestré pendant treize heures (13 et 14).

14. — Plusieurs manifestations d'étudiants ont lieu pour protester contre les restrictions de permis de séjour et l'institution d'un examen de « connaissance de la langue française » pour les étudiants étrangers (16-17).

19. — Une manifestation rassemblée à Paris cinquante mille instituteurs opposés aux fermetures de classes. M. Benillac affirme le lendemain qu'il n'y aura pas d'« argent supplémentaire » pour l'éducation (21).

20. — Grève nationale dans le second degré à l'appel de cinq syndicats d'enseignants pour l'amélioration des conditions de travail (22).

21. — Grève des professeurs de l'enseignement privé qui réclament une réelle parité de leur situation avec celle des enseignants du secteur public (23-24).

24. — M. Pierre Tabatoni est nommé recteur de l'Académie de Paris, en remplacement de M. Robert Mallet (27).

CULTURE

2. — Mort de l'écrivain polonais Jaroslaw Iwaszkiewicz (4 et 7).

3. — Publication du « Miroir » de Jean Lacouture (7).

5. — Mort de Winifred Wagner, belle-fille de Richard Wagner et ancienne directrice du Festival de Bayreuth (7).

6. — Mme Marguerite Yourcenar est la première femme élue à l'Académie française. Elle succède à Roger Caillois. M. Michel Droit est élu au fauteuil de Joseph Kessel (8).

7. — Premier numéro de « Révolution », hebdomadaire lancé par le parti communiste (8).

18. — Mort d'Érich Fromm, philosophe et psychanalyste américain (19).

19. — L'Inquisition grandit pour les temples d'Angkor, qui ne sont plus entretenus depuis huit ans (20).

24. — Mort de Roland Barthes, auteur du « Degré zéro de l'écriture » et de « Mythologies » (26).

30. — « Paris-Hebdo », hebdomadaire du groupe Expansion, interrompé sa parution (26).

30. — Mort du peintre Léon Zuck (3 avril).

Entretien avec M. Jacques Rigaud, administrateur délégué de la C.L.T. et président de R.T.L.

L'atout européen

MATHILDE LA BARDONNIE

MJACQUES RIGAUD est entré le 1^{er} janvier 1980 dans ses nouvelles fonctions d'administrateur délégué de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion — poste qui était resté vacant depuis le départ de M. Christian Cheveron en octobre 1978.

Trois mois plus tard, la nomination à ses côtés de M. Jean Drucker, ancien directeur général de la S.F.P., devient effective. Trois mois à peine plus tard également a été annoncé le départ de M. Robert Boulay, rédacteur en chef et chef du service politique à R.T.L.

« Je suis arrivé ici, dit M. Jacques Rigaud, avec la conviction qu'il faut faire confiance aux équipes en place. Les problèmes ne sont pas des problèmes de personnes, mais bien de structures, autant au niveau de la gestion qu'en ce qui concerne les programmes. Les changements nécessaires seront faits dans la concertation et le respect des êtres. Il s'agit de donner ou de redonner sa chance à tout le monde. Toute la difficulté, ou presque, tient à la double nature de l'entreprise. Il y a d'une part la C.L.T. et, de l'autre, Ediradio, la société de droit français éditrice des programmes en langue française de R.T.L., qui n'est qu'une petite, ou une moyenne, entreprise, une filiale du groupe, parmi d'autres.

« La C.L.T. est une affaire de droit luxembourgeois. Si les dividendes de la compagnie sont touchés en majorité par les actionnaires français et belges, le gouvernement luxembourgeois perçoit une redevance et l'impôt sur les bénéfices.

« La particularité du poste d'administrateur délégué tient au fait qu'il se trouve dépositaire du pouvoir exécutif dans un conseil d'administration dont le président est

luxembourgeois. De plus, R.T.L., qui produit à la fois des programmes de radio et des programmes de télévision, produit ceux-ci pour six pays différents de la Communauté européenne, et dans des langues différentes. Son audience quotidienne de trente-cinq millions de personnes place cette société au premier rang en Europe et explique que ses programmes aient un caractère international. Télé-Luxembourg n'est pas seulement la télévision du grand-duché, mais celle de l'est de la France et aussi de la Belgique (par l'intermédiaire du câble). C'est pourquoi son journal télévisé comporte un chapitre pour chacun de ces pays.

« Voilà, en résumé, toutes les raisons qui expliquent que le poste d'administrateur délégué se trouve être un lieu géographique où se fait la synthèse. Il n'est pas seulement chargé d'être un manager, mais d'être aussi un gestionnaire responsable de la créativité d'une société, cela à un moment où, avec, entre autres, la mise en place prochaine des satellites, les choix de développement sont décisifs. De plus, étant traditionnellement désigné pour présider Ediradio, il siège à Paris tout en étant en liaison constante avec le siège social à Luxembourg. Sa tâche consiste donc à arbitrer les équilibres tout en donnant des impulsions dans les différents domaines. Si l'ensemble des actionnaires ont donné leur accord sur son nom c'est, je pense, plus en raison de son expérience en matière culturelle et aussi dans les questions internationales européennes, car je ne suis ni professionnel de la gestion ni spécialiste de l'audio-visuel.

— Qu'allez-vous suivre de plus près et choisirez-vous de vous préoccuper davantage de la télévision ou de la radio ?

— Je fais partie d'une génération qui a été élevée par la radio, mais comme un père de famille ne pourrait dire de ses enfants qu'il préfère l'un à l'autre, je ne pourrais dire que je préfère la télévision à la radio. Les deux médias sont complémentaires et auront toujours à redéfinir leur complémentarité. Avec la technologie, la fonction sociale actuelle de la télévision va être remise en cause. La conception de production centralisée d'un programme national vit ses derniers temps, tandis que la radio conserve durablement sa souplesse et sa vocation d'information instantanée, son rôle de service de relations sociales.

« A cet égard, Ediradio, avec son équipe de quatre cents personnes, n'est pas le principal problème. Ce qui va être important pour la C.L.T. sera de se développer dans tous les secteurs connexes — production, vidéo-cassettes, cinéma, — d'établir des articulations avec, par exemple, la presse écrite. De cette façon nous avons déjà instauré des liens avec la Gaumont. La pluralité culturelle et la dimension européenne du groupe sont précisément des atouts dont il nous faudra jouer. Sa souplesse aussi.

— En ce qui concerne plus spécifiquement la radio, R.T.L. souffre-t-elle de son étiquette de radio « populaire », et, si le dernier sondage l'a placée en tête, on a noté récemment un certain tassement de l'écoute.

— Les sondages doivent nous servir de stimulant. Au dernier son-

dage, R.T.L. a retrouvé la première place à la tête de toutes les stations de radio de France. Mais nous vivons sur des formules d'hygiène à dix ans et il faudrait, pour répondre mieux aux aspirations potentielles du public, modifier la grille. Cela signifie prendre des risques, inventer une radio qui ne soit plus celle qui a correspondu à la sensibilité d'un moment. Nous disposons, par l'intermédiaire du courtier, des appels téléphoniques et des jeux, de tous les moyens de connaître le public.

« Je crois, pour ma part, beaucoup aux expériences « multi-médias », la polyvalence (en matière d'écriture, de cinéma, de radio et de télévision) est un enrichissement — et aussi, ce qui est bon, une perpétuelle remise en cause.

« Vous parlez de radio populaire. L'expression ne me gêne pas. Mais « radio tous publics » me paraît plus exact et plus tonique. Je ne suis pas persuadé qu'il faille chercher à définir des « cibles » spécifiques, comme envisagé de la faire Radio-France — mais à viser un public indéfini. Dans un pays où tout divise, où tout sépare — le journal que vous lisez, les loisirs que vous pratiquez ou l'entourage que vous fréquentez — les lieux où tout se retrouve sont rares. Et la radio est peut-être une des dernières choses que des gens de conditions différentes écoutent de façon presque communautaire. Cela entraîne une responsabilité d'éducation, cela contraint au respect des opinions diverses. Cela implique un ton. Les modifications que nous étudions reposent sur des changements de méthodes. Lorsqu'on a la chance de travailler avec une équipe de professionnels aussi expérimentés que ceux de R.T.L., on peut avoir confiance dans l'avenir.

En un an, les auditeurs du Nord se sont familiarisés avec Radio-Quinquin

La voix de la C.G.T.

HUGUES HOTIER

M. Hugues Hotier, maître-assistant en sciences de l'information à Compiègne, a étudié le cas de Radio-Quinquin, la radio C.G.T. du Nord.

TOUT l'arrondissement de Douai (250 000 habitants) ne parle plus que de Radio-Quinquin ! L'arrondissement est bien au-delà puisque cette station radiophonique de la C.G.T., installée tout à côté dans les locaux de la mairie annexe d'Auby, est entendue à peu près dans tout le département du Nord, jusqu'à Dunkerque et Maubeuge, situés à une centaine de kilomètres et dans une grande partie du Pas-de-Calais. Tout le pays minier et industriel entend Radio-Quinquin. Entend et... écoute.

Les « Disques demandés » du dimanche matin connaissent un succès considérable. Un animateur amateur, parfois maladroit mais toujours bon enfant, annonce Edmond Tardieu dans le haut de l'écran, ou Willy interprétant sur fond d'accordéon Des lites avec un p'tit pain. On peut aussi entendre Simone et Lise Darré, des patoisantes qui donnaient à Radio-Lille ses plus fortes écoutes avant que le centralisme administratif n'ait transformé cette station populaire en antenne de F.R. 3. En modulation de fréquence, sur 90 MHz, le nord de la France, toutes opinions confondues, se retrouve dans cette radio de voisinage qui parle sa langue, qui a son accent, voire son patois. « Une radio qu'on comprend bien... et qui nous comprend bien », comme nous disait un ouvrier de Renault-Douai.

Mais les animateurs de Radio-Quinquin se défendent bien d'avoir voulu créer une radio locale, libre ou pirate. Ils sont avant tout la voix de la C.G.T. « Nous ne sommes pas une radio libre. Nous ne faisons pas n'importe quoi. Nous sommes une radio de lutte », affirme Jean-Jacques, l'un des responsables. Jean-Jacques, Ginette, René, Yvelle, Daniel... la radio de la C.G.T. du Nord n'a que des prénoms. L'aventure a commencé il y a un an. Le 18 mars 1979, Radio-Quinquin lançait sa première émission depuis Auby, cité minière du Pas-de-Calais ; le lendemain, l'émission était diffusée de Denain et le surlendemain de Lille. Première différence avec Lorraine-Cœur d'acier qui, le 17, s'était installée en « fixe » dans les locaux de la mairie de Longwy. L'avantage de l'émission mobile est qu'il est difficilement répressible. Son inconvénient réside dans sa faible puissance. Radio-Quinquin suivra donc l'exemple de Lorraine-Cœur d'acier et s'instal-

lera à Thiant, dans la région de Denain, là où les ouvriers d'Usinor luttent pour éviter le démantèlement de leur entreprise. Ce n'est pas un hasard : le berceau du nouveau-né se trouve entouré de sidérurgistes. Pour les responsables de l'union départementale C.G.T. c'est le « black-out des médias » sur la manifestation du 23 mars des sidérurgistes à Paris qui a « donné le coup de pouce aux radios de la C.G.T. ». Début novembre, une véritable action de prise en main de l'information sera déclenchée par la C.G.T. au plan national et, dans son numéro 188, du 19 au 25 novembre 1979, la Vie ouvrière indique : « Depuis plus de huit jours, six radios ont été mises en place par des organisations de la C.G.T. Les travailleurs ont ainsi la possibilité de faire connaître leurs préoccupations et leurs luttes. » Le titre de cet article : « En légitime défense », est repris par les responsables C.G.T. du Nord qui s'inscrivent « en légitime défense face à une radio nationale orientée » et qui pensent que les tracts et le quotidien régional Liberté ne constituent plus des vecteurs suffisants pour la radio. Alors, Radio-Quinquin s'installe, à demeure, dans les locaux de la mairie annexe d'Auby.

Le succès

Un émetteur assez puissant pour « arroser » deux départements, mais dont on ne tient pas à livrer les caractéristiques à l'enquêteur, deux mille disques donnés par des sympathisants, une table et des chaises de salle à manger, quelques micros, une cafetière — nous sommes dans le Nord, — un réfrigérateur offert par des militants et, dans un coin de la pièce, sans séparation, la technique : voilà le décor du studio.

La règle d'or est le bénévolat. Vingt-cinq personnes environ assurent les huit heures quotidiennes d'émission. Parmi elles, deux journalistes salariés par la C.G.T. ont été mis à la disposition de Radio-Quinquin à temps partiel. Tous deux viennent de la presse écrite. La période de démarrage étant considérée comme achevée, l'union départementale a repris sa rédaction, mais la Tribune des mineurs a laissé le sien. Dans cette radio où l'amateurisme n'a d'égal que l'enthousiasme, les militants s'essaiment au journalisme, dépouillant la presse et préparant les bulletins

d'informations. D'autres, faisant fonction d'animateurs, se chargent des variétés et de la culture. Car le contenu des émissions de Radio-Quinquin s'articule autour de trois pôles et de deux missions. Trois pôles qui sont autant de rubriques dans lesquelles on pourrait classer les productions de Radio-Quinquin : informations, culture — et particulièrement culture régionale — variétés. Les variétés ont la part belle le samedi et le dimanche, jours où l'on émet sans interruption de 9 heures à 17 heures. Mais elle ne sont pas absentes pour autant des trois tranches horaires des jours de semaine : 8 h-9 h, 11 h-14 h, 17 h-19 h. Des horaires qui, on le voit, correspondent aux disponibilités des gens qui occupent un emploi.

Car, et ils le répètent constamment, les responsables de Radio-Quinquin n'entendent pas animer une radio locale de distraction. On est sourcilieux sur ce point. « Nous ne sommes pas une radio fourre-tout », affirme René. Et de donner un exemple qui montre la différence avec Lorraine-Cœur d'acier. La radio de la C.G.T. lorraine admet que tout le monde puisse venir prendre la parole et diffuser ses idées à l'antenne. Il en est de même à Radio-Quinquin, mais le visiteur — ou l'invité — est avisé qu'un responsable C.G.T. exposera, en contrepartie, le point de vue du syndicat sur la question. C'est peut-être ce qui explique que si peu de gens, hormis les militants, aient jusqu'ici répondu aux invitations de l'union départementale. Si Jean-Jacques Servan-Schreiber et François Giroud se sont exprimés sur l'antenne de L.C.A., le secrétaire d'Etat Jacques Legendre — maire de Cambrai, à 25 kilomètres de l'émetteur, — n'a pas répondu à l'offre de la C.G.T. Pas plus d'ailleurs que les fédérations du Nord et du Pas-de-Calais du parti socialiste. Nombreux sont, en revanche, les militants qui viennent prendre part à des débats.

Trois rubriques quant au contenu, mais aussi deux objectifs clairs mais haut à long terme d'émission : « donner la parole aux travailleurs » — et d'après les responsables, de plus en plus aux travailleurs eux-mêmes plutôt qu'à leurs représentants — et « encourager et faire connaître les luttes et les revendications ». Ces mots ont un leit-motiv et on les entend à tout propos, et même hors de propos.

Radio-Quinquin a un an et l'on s'interroge sur son avenir, tout étonné qu'elle ait vécu si longtemps. Le parti socialiste ne se prive pas de rappeler comment Radio-Riposte mourut le jour de sa naissance et tire des conclusions politiques. Ainsi, dans un tract diffusé le 29 février par la section de Dechy, ville voisine de Douai, peut-on lire : « Cette collision du P.C.F. et du pouvoir est manifeste au niveau des radios libres. Rappelez-vous : de la première émission, les locaux du parti socialiste, à Paris, sont dévastés par les forces de police tandis que, malgré de prétendues menaces, Radio-Quinquin ou Radio-Acier ne sont pas inquiétés : ce sont des médias communistes qui les abritent. »

Sur les antennes de Radio-Quinquin, on s'insurge devant cette auspication et l'on demande publiquement si le P.S. regrette que le gouvernement n'ait pas encore envoyé de C.R.S. On rappelle que cinq responsables de Radio-Quinquin ont été entendus par le service régional de police judiciaire de Lille. Une seule question leur a été posée : « Reconnaissiez-vous avoir participé à des émissions de radio ? » Ils ont refusé de répondre et de signer la déposition. Il n'en demeure pas moins que la question est curieuse. Leur reproche-t-on d'avoir organisé des émissions de radio ou d'y avoir participé ? Si c'est bien la participation qui est en cause, il faudra aussi entendre François Giroud. Un juge des référés a refusé d'accéder à la requête d'un employeur qui voulait interdire l'écoute de Radio-Quinquin dans la cantine de son entreprise. Motif : ce n'est pas parce que l'émission est illégale que l'audition l'est aussi. Peut-être parce qu'ils ont trop attendu, les pouvoirs publics semblent maintenant s'enliser dans l'imbroglio juridique.

L'homme de la rue ne comprendrait d'ailleurs pas que l'on fasse taire une voix qui lui semble de plus en plus familière et qu'on a laissé parler pendant un an. Et Radio-Quinquin, n'en déplaise à ses responsables et à ses animateurs, est bien en train de devenir, même si elle reste le moyen d'expression des revendications de la C.G.T., une radio locale. Et c'est sans doute ce qui explique son succès. On attendait au soulèvement des radios locales, Radio-Quinquin est arrivée. Plus vite que prévu par les administrations, qui en sont encore au stade du projet. Dans le Nord comme dans l'Est, le monopole a cessé d'exister de fait.

Les notes de JACQUES SICLIER

★ A VOIR. ★★ GRAND FILM

Madame et son cow-boy

DE H. C. POTTER
Lundi 14 avril
T.F. 1, 14 h 25

Une « comédie américaine » victime des caprices du producteur Sam et Goldwyn (pour une fois bien mal inspiré), qui épousa plusieurs scénaristes et changea le metteur en scène en cours de tournage. Cow-boy aux prises avec Merle Oberon — trop sage pour son rôle fantaisiste. — Gerry Cooper a l'air de se demander ce qu'il fait là-dedans.

Drôle de frimousse

DE STANLEY DONEN
Lundi 14 avril
A 2, 15 heures

★ Le monde new-yorkais de la mode et la découverte par les Américains d'un Paris comme il n'en existe que dans les films hollywoodiens. Cette comédie chantante et dansante est filmée d'une manière sophistiquée, dans le style des photographies de Richard Avedon, qui fut conseiller technique aux images. Elle n'a pas la grâce de Chantons sous la pluie, mais Fred Astaire danse comme un dieu et Audrey Hepburn est bien plus qu'une coquerie sortant de la chrysalide d'une librairie, très intellectuelle et mal jugotée, de Greenwich Village.

Le Prince et la Danseuse

DE LAURENCE OLIVIER
Lundi 14 avril
T.F. 1, 20 h 30

★ Unique entreprise — qui n'est pas une production créée par Marilyn Monroe avec le photographe Milton Greene. Venu tourner à Londres, la star américaine fut à court de trucs avec son metteur en scène et parvint à Laurence Olivier. Il avait joué la pièce de Terence Rattigan au théâtre avec Vivien Leigh, et modé Marilyn à l'écran. Et, pourtant, Marilyn s'en est bien tirée. Joie, pétulance, érotisme et spiritualité, elle anime cette comédie gauchiste d'une brève rencontre entre un prince balcanique et une danseuse de revue au moment du couronnement de George V, en 1911.

La Valise

DE GEORGES LAUTNER
Lundi 14 avril
FR 3, 20 h 30

Tribulations, dans les pays arabes du Proche-Orient, d'un agent secret israélien caché dans une malle et « protégé » par un agent secret français. Miréille Darc connaît sans peine les adversaires politiques de faire l'amour plutôt que la guerre et se fait championne de l'antiracisme dans ce vaudeville pacifiste, qui brocarde tout le monde sans vouloir vexer personne.

Duel au soleil

DE KING VIDOR
Mardi 15
FR 3, 20 h 30

★ Un western épique conçu par David O. Selznick pour mettre sa femme, Jennifer Jones, en vedette. Dans un rôle de mélanche amoureux de Gregory Peck, fils dévoyé d'un propriétaire texan, King Vidor fit de cette actrice consciencieuse, mais jusqu'à banale, un volcan érotisme, de passion et de violence. Six ans plus tard, il la dirigea de la même manière fascinante

dans Ruby Gentry (la Furie du désir). Duel au soleil est une œuvre lyrique, l'une des plus belles de King Vidor, même si Selznick en a « su-per-voisé » le tournage. Sur un fond historique de l'Ouest des années 1880, deux êtres en marge vivent un amour destructeur dans la foudre et le délire, jusqu'à la stupéfiante scène finale.

La Course à l'échalote

DE CLAUDE ZIDI
Jeudi 17 avril
T.F. 1, 20 h 30

★ De Paris à Brighton, Pierre Richard se mèle à la troupe de l'Alcazar pour retrouver une mallette volée par des truands. Le pittoresque parisien du moment apporte un nouveau condiment aux vieilles recettes du burlesque. On trouve là du mouvement, des gags inattendus et d'autres épreuves, mais que Claude Zidi utilise habilement dans un comique qui doit plus à l'usage qu'aux dialogues. Il arrive à Pierre Richard d'imiter Buster Keaton et les Marx Brothers.

Guenie d'amour

DE JEAN GREMILLON
Jeudi 17 avril
FR 3, 20 h 35

★ Jean Gabin et Miréille Balm, le couple de l'épée à la mode, dans un drame de l'amour sans conventions romanesques, sans « destin mythologique » ni mythologie du mauvais garçon. Aux antipodes du « réalisme poétique » de Duvivier et Carné, Gremillon — grand cinéaste français trop méconnu — s'est attaché à la vérité humaine, sociale, psychologique des personnages, au réalisme des quotidiens. Si les personnages appartiennent bien aux années 30, la sobriété de la mise en scène, le « classicisme » du style, font que le film n'appartient pas au passé, ni au présent.

Hibernatus

D'EDOUARD MOLINARO
Dimanche 20 avril
T.F. 1, 20 h 35

★ Louis de Funès voit arriver chez lui un godelureau de vingt-cinq ans, conservé dans les glaces du Grand Nord, puis le démonte à la pelle. C'est le grand-père de son femme (Claude Gensac, bien sûr), mais il se croit toujours en 1905 et prend celle-ci pour sa mère. Sur cette situation cocasse, une pièce de Jean Bernard-Luc, Molinaro a construit un film qui tente d'échapper — avec plus ou moins de bonheur — au théâtre, mais dont la drôlerie tient au jeu de Louis de Funès, déchaîné, rageur, débarrassant au milieu des quiproquos qui le font tourner en bourrique.

Prix de beauté

D'AUGUSTO GENINA
Dimanche 20 avril
FR 3, 22 h 35

★ René Clair, qui devait réaliser ce film, fut remplacé par l'Italien Augusto Genina. Des scènes avaient été tournées en muet lorsqu'arriva le parlant. On ajouta une sonorisation et des scènes parlées en quatre langues (allemand, anglais, français, italien) pour quatre versions. Doublée par Edlène Regazzi, dans la version française, Louise Brooks a perdu une bonne partie de la magie qu'elle avait dans Loulou et Trois pages d'un journal de Pabst. Pourtant, si l'on peut craindre Genina d'un certain réalisme et social pour cette histoire d'une dactylo à laquelle un prix de beauté apporte une gloire fautive, le film n'a d'intérêt que par la présence de cette actrice si merveilleusement pathétique que qui prend, en femme avertie, un réel dérisoire, une douloureuse intensité.

A VOIR

Le bonheur et la mort

DOCUMENTAIRE :
LE TEMPS DES CATHÉDRALES
Lundi 14 avril
A 2, 21 h 40

Tant pis pour ceux qui n'ont pas la couleur. Tant pis aussi pour ceux qui n'ont qu'un écran de dimension médiocre, parce que cet épisode ne l'est pas, lui, loin de là, et qu'il est haut en couleur. C'est même, dans cette série de neuf émissions de haut vol, celle qui est restée, si l'on peut dire, ses neuf dimensions au temps des cathédrales, le moment le plus fort peut-être, le plus surprenant, le plus éblouissant. L'épisode précédent, « Le tourment du quatorzième siècle », laissait à peine un peu d'essoufflement, une fin de course ennuyeuse, décalée. « Le bonheur et la mort » est un vrai régal. Il réveille.

Peut-être parce qu'il renouvelle des étonnements de l'enfance, avec ses prêtres, ses chevaliers et ses dames à chapeau pointu, ses tournois, toute cette imagerie qui fait du Moyen Âge une imagerie de conte de fées pour l'enfant (qui faisait, parce que Golderak est passé depuis). Mais aussi parce qu'il s'agit justement d'images, d'images qui furent « Très riches heures », xylographes — un peu de ce qu'est aujourd'hui la télévision, messages d'illusions.

Dans les émissions précédentes (les siècles précédents), la caméra cherchait à mettre en



boîte, entière ou en détails, de vastes constructions. Des cathédrales, des fresques, de grands objets sculptés qu'il fallait parfois aller chercher haut. L'échelle s'est modifiée. Ce sont maintenant des bijoux, des univers entiers lovés sur un écran d'écran, et surtout ces « Très riches heures du duc de Berry » qui donnent à la lumière de l'écran une vertu neuve, une luxueuse formidable de couleurs et de minutie, une « mise en page » éblouissante. Et pendant ce temps-là, il y a la peste... — F.E.

Unique en son genre

QUATRE GÉNÉRALIS POUR UNE VILLE : BERLIN
Mardi 15 avril
TF 1, 21 h 30

Trente-cinq ans ont passé : Berlin reste toujours ce corps étrange d'un des bras, isolé, ignore l'autre bras et les deux jambes. Une ville dédoublée, au passé chargé de passions, de grandeur, de fureur, d'étrangeté aussi. On accède, à Berlin, si l'on vient du monde occidental, par un long corridor qui traverse l'Allemagne de l'Est. Emprunter cette voie donne droit à trois des quatre secteurs de la ville, celui des Français, avec leurs chars et leur général, celui des Britanniques, avec leurs chars et leur général, celui des Américains, avec quoi ? Avec

leurs chars et leur général. Le quatrième secteur, séparé par un mur (1961) excessivement célèbre, et tout ce qu'il faut pour le garder, s'appelle Berlin-Est, l'ancien secteur des Soviétiques, qui n'en gardent pas moins leurs chars et leur général. A l'ouest, on essaie d'oublier le mur et l'on parvient assez bien. A l'est, la légende (et pour une bonne part la vérité) veut que chacun souhaite passer le mur, et y parvient parfois. Drole de ville, drole de vie : l'émulsion de Bernard Saint-Jacques tente d'en faire, en une heure, le portrait. Au cas où cette situation provoque aux allures trop stériles s'élèverait effectivement provisoirement à la suite d'un quel miracle, ou d'un ne sait quelle catastrophe. — F.E.



Tranche de vie

CINÉMA 16 :
« IL ME FAUT UN MILLION »
Mercredi 16 avril
FR 3, 20 h 30

Lui, chauffeur de taxi, la trentaine ou la quarantaine (on ne sait pas trop bien), un peu d'estomac déjà, plutôt « aidant », capable même de donner un coup de main à un client. Elle, vingt-quatre ans, des cheveux courts, sympathique aussi, pas compliquée, des petits boulots par-ci par-là, rien de fixe. Denis et Marianne s'aiment. Ils vivent ensemble (depuis quelque temps) et repassent un pavillon de banlieue qu'ils ont visiblement chargé de leurs rêves de campagne. Ils l'ont même acheté, ils se sont endettés, mais quelle importance puisque, enfin, c'est le bonheur.

Un « petit bonheur » sans folie mais plein de simplicité et de chaleur humaine. Gérard Chouchan a un « regard » sur les

gens, il aime les bistrots sans style, les boulangeries qui ont encore du marbre, les rideaux qu'on soulève, la France plutôt honnête qui roule en 2 CV, qui peut vous prendre au cœur ou provoquer de l'aversion. Cette France, il la montre, mais ce n'est pas cela qu'il raconte : il raconte comment tout cela bascule, comment un type tranquille devient un... assassin, comment cela peut arriver. La malchance (un accident de voiture), des témoins à charge, un retrait de permis de conduire, le chômage, le cercle fermé des emprunts et des dettes, on ne peut plus faire face, le « petit rêve » s'écroule. A qui la faute ? Chouchan ne polémique pas — quoiqu'on devine ce qu'il dénonce — il reste dans la « tranche de vie », la notation. C'est très bien joué (par Jacques Denis et Catherine Therouanne), sans esbrouffe, avec justesse de ton. Il manque cependant à ce film une « dimension ». — C.H.

TRADUIT DU CHINOIS

comment
conserver
jeunesse
et santé
grâce aux
vieilles
méthodes
chinoises

AUBIER

comment
conserver
jeunesse
et santé
grâce aux
vieilles
méthodes
chinoises

Lundi 14 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 35 Midi première.
13 h Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 50 Croque-vacances.
Joe chez les touristes : 13 h. 57. Bricolage : 14 h. 1. Variétés : 14 h. 6. Infos-magazine : 14 h. 10. Arago X 001.
14 h 25 Les après-midi de TF 1 d'hier et d'aujourd'hui.
Cinéma : « Madame et son cow-boy ». Film américain de E. C. Potter (1938), avec G. Cooper, Al. Oberon, F. Kelly, F. Knight, M. Todd, H. Kolker (N. rediffusion).
La fille tentatrice d'un séducteur candidat à l'élection présidentielle, rencontre, en Floride, un « cow-boy » qui lui fait croire qu'elle a été chargée en pareil alcoolique et quatre autres.
14 h 35 Variétés : 16 h. 20. C'est héritage qui est le nôtre : regards sur les musées de France : 17 h. 25. Une vie, une musique : Claude Debussy : 17 h. 47. A votre service.
18 h TF 4.
18 h 30 Un, rue Sésame.
19 h C'est arrivé un jour.
Unité père et fils.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Le cours préparatoire : des difficultés, on peut vous aider.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Les inconnus de 19 h 45.
20 h Journal.
20 h 30 Cinéma : « Le Prince et la Danseuse ». Film anglais de L. Olivier (1957), avec

M. Monroe, L. Olivier, S. Thordike, J. Spence, R. Watts, E. Knight.
Vers à Londres pour les cérémonies du couronnement de George V, le grand-duc régent de Carpathie s'efforce de souper une danseuse de renom, dont il croit la conquête facile. Le danseur lui réserve bien des surprises.
22 h 25 Questionnaire : Le hussard de la technologie.
Émission de J.-L. Servan-Schreiber.
Avec M. Jean-Luc Lapardère, F.-D.G. de Mouton.
23 h 25 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : La part des ténébres.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame.
Le prêt-à-porter été 80.
15 h Cinéma : « Drole de troussure ». Film américain de S. Dorez (1956), avec A. Hepburn, P. Astaire, K. Thompson, M. Aulic, R. Fleming, V. Gibson (rediffusion).
Une librairie de Greenwich Village est métamorphosée en éminence « cover-girl » par la directrice d'une revue de mode et un photographe qui tombe amoureux d'elle.
16 h 45 Récit A 2 spécial vacances.
Harold Lloyd : Sautons en Diabolo.
17 h 20 Fantôme sur la médecine.
Les économes de la santé.
17 h 50 Récit A 2 (suite).
Les Bubbles : Mlle-Mia O. Le livre de la semaine (Sybil et la bêtise) : Albot.

18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Magazine : Chanson de temps.
Le temps de vivre : l'Europe et la chaîne.
21 h 40 Documentaire : Le temps des cathédrales.
Le bonheur et la mort.
(Lire notre sélection.)
22 h 35 Variétés : Salle des fêtes.
23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Hebdo Jeunes : le livre et la tortue.
18 h 55 Tribune libre.
Comité de liaison de l'athlétisme.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
L'ours Paddington.
20 h Les Joux.
20 h 30 Cinéma public : La vallée.
Film français de G. Lantier (1973), avec M. Duro, M. Constantin, J.-P. Marielle, M. Galabru, A. Duvall, M. Dubaut (rediffusion).
Créé à Tripoli, un agent secret israélien se cache dans une maison arabe qu'un de ses collègues français doit ramener à Paris comme « otage diplomatique ». Le voyage est une épopée.
22 h 05 Journal.

Mardi 15 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 35 Midi première.
13 h Journal.
13 h 45 Croque-vacances.
Joe chez les touristes : 13 h. 53. Bricolage : 13 h. 57. Variétés : 14 h. 2. Infos-magazine : 14 h. 6. Arago X 001.
14 h 25 Les après-midi de TF 1.
Le regard des femmes, d'E. Ruggieri.
Être à la « une » : 14 h. 33. Dramatique : Princes de sang, réalisation W. W. Wallroth : 16 h. 4. Variétés : 16 h. 8. Regard des femmes sur la société (le coup de foudre) : 16 h. 34. Chant et contre-chant : 16 h. 54. Mardi-gude : 17 h. 14. Livres-services : 17 h. 37. Variétés : 17 h. 41. Cuisine.
18 h TF 4.
18 h 30 Un, rue Sésame.
19 h C'est arrivé un jour.
Le feu de l'éternité.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
La « P » menace de redoublement : pouvez-vous refuser ?
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Les inconnus de 19 h 45.
20 h Journal.
20 h 30 Variétés : La forêt magique.
Avec Chantal Goya.
21 h 30 Documentaire : Quatre généraux pour une ville : Berlin.
Réalisation B. Saint-Jacques.
(Lire notre sélection.)

22 h 30 Les grandes expositions : Mucha.
Commentaires de G. Lacambre et Marc Bascour, conservateurs au Musée d'Orsay.
23 h Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : La part des ténébres.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame.
Les cantines scolaires.
15 h Émissions pédagogiques.
Au fil des mailles : La carrosserie.
16 h Récit A 2 spécial vacances.
Le prince et le pauvre (deuxième partie).
17 h 20 Fantôme sur...
Le phénix d'Arménie.
17 h 50 Récit A 2 (suite).
Les Bubbles : Papirole : Discopuce : Les quatre amis : Mais même on la parole (l'histoire du petit chien Poupou).
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Top club.
20 h Journal.
20 h 40 Les dossiers de l'écran : « Le Temps ». De John Irvin, avec A. Guinness, A. Knox, I. Bannan.

Premier épisode d'un feuilleton américain adapté du roman de John Le Carré : l'histoire d'un agent double installé au quartier général de l'Intelligence Service à Londres.
22 h Débat : Espions en sommeil.
Avec M. C. Mollet, le général Walter, ex-directeur adjoint de la C.I.A., H. Carmel, journaliste, V. Kostov et A. Guerin, journaliste et écrivain.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Les couleurs du temps.
18 h 55 Tribune libre.
Association nationale de sauvegarde des adolescents.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
L'ours Paddington.
20 h Les Joux.
20 h 30 Cinéma pour tous : Duel au soleil.
Film américain de K. Vidor (1946), avec J. Jones, G. Peck, J. Cotten, L. Barrymore, E. G. Marshall, G. W. Houston, C. Richard (rediffusion).
Dans les années 1930, un jeune, une femme médecin, élève de l'école de la santé, se lance dans la plus jeune qui devient un héros-le loi et avec lequel elle vit une passion destructrice.
22 h 35 Journal.

Mercredi 16 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 35 Midi première.
13 h Journal.
13 h 45 Les visiteurs du mercredi.
De C. Isard.
Avec les marionnettes Elbor et Bora : 13 h. 45. Le tableau bleu : 14 h. 10. La bataille des planètes : 14 h. 25. Interdit aux plus de dix ans : 15 h. Les aventures de Black Beauty : 15 h. 34. Spécial dix-neuf ans : 15 h. 34. La petite science : 16 h. 20. Les infos : 16 h. 57. Le main rouge : 17 h. 33. Studio 3.
18 h 10 Magazine : auto-mag.
18 h 30 Un, rue Sésame.
19 h C'est arrivé un jour.
Grâce aux hirondelles.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Fin de P. élève assoupli ? Vers une formation professionnelle.
19 h 15 Tirage du Loto.
(Et 19 h. 50.)
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Les inconnus de 19 h 45.
20 h Journal.
20 h 35 Documentaire : Le nouveau de Rameau.
De Diderot, réalisation C. Santelli, avec M. Bouquet, T. Billia, D. Miron.
(Lire notre sélection.)

22 h 5 La rage de fire.
Magazine de Georges Siffert.
Histoire d'un peuple chrétien, de J. De Lumen : la Cuisine d'Emma, de S. Bonnet ; Histoire et Foi de P. Chazou ; l'Homme protestant de J. Garinon-Béte.
23 h Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : La part des ténébres.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Les mercredis d'aujourd'hui madame.
15 h Série : Vivre libre.
L'odyssée d'Élis.
16 h 10 Récit A 2.
Watson-Watson : Les Bubbles : Marabout : Étoile : La panthère rose : Siffert : Les hologrammes : Albatros : Sport : Poppy.
18 h 10 On ne va pas.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.

20 h 35 Variétés : Palmarès 80.
21 h 50 Magazine sport : Grand stade.
Extraits de Michel Platini : les Boucaniers : le raid alpin.
22 h 45 Documentaire de création : Appelez-moi Ferdinand.
Des fragments de Notti et de Guignol band, de Louis-Ferdinand Céline, adaptés par Gérard Folin et Claude Dunston, qui prouvent tel qu'on peut donner dans le genre « documentaire littéraire » sans imposer le pire ennui.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h Travail manuel.
Le plombier-chauffagiste.
18 h 30 Pour les jeunes.
De trac en trac : les croque-mitaines.
18 h 55 Tribune libre.
Cercles universitaires.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
L'ours Paddington.
20 h Les Joux.
20 h 30 Cinéma 18 h 30 me faut un million.
Téléfilm de G. Chouchan et P. De France.
(Lire notre sélection.)
22 h Journal.

PÉRIPHÉRIE

LUNDI 14 AVRIL

• TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Série : Sam et Sally : 21 h. « Madame X », film de D. Lowell Rich.
• TELE-MONTÉ-CARLO : 20 h. 5. Série : L'homme de l'antiquité : 21 h. 3. Le Lumière d'un jour, film de G. Lacombe.
• TELEVISION BELGE : 20 h. L'écran témoin : Monsieur Papa, film de Ph. Monnier, suivi d'un débat à 21 h. 35. 22 h. Vidéo : France Tour d'été, deux enfants, de J.-L. Godard. — A.T.E. bis : 20 h. 25. Théâtre wallon : Feux de Zola, pièce de R. Dohaut, interprétée par le groupe Art et Plaisir de Croux-Mouty.
• TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 10. À bon entendement : la consommation en question : 20 h. 30. Face au sport : Indianapolis : 21 h. 25. Les clés du regard : Simone Mohr : 22 h. 30. Concours Eurovision de la chanson française.

MARDI 15 AVRIL

• TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Série : L'homme qui valait trois milliards : 21 h. « Héritier », film de Ph. Lacro.
• TELE-MONTÉ-CARLO : 20 h. 5. Série : La légende d'Adams et de Nour Benjamil : 21 h. 5. Vidéo d'aujourd'hui, film de R. Thorpe.
• TELEVISION BELGE : 19 h. 55. L'homme brun, téléfilm de P. Charles : 21 h. 30. Rémanence, mon cher Einstein. — E.P.F. bis : 19 h. 55. Formule 21 (variétés) : 21 h. 5. The Muppet show : 21 h. 30. Le monde du cinéma : 20 h. 10. Christiane Super-8.
• TELEVISION SUISSE ROMANDE : 19 h. 50. Série : Frédéric : 20 h. 10. Spécial cinéma : Orce plus sur Simone Signoret : 20 h. 50. Le Club du cinéma, avec P. Girault : 22 h. 10. Bibliothèque et discothèque.

MERCREDI 16 AVRIL

• TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Elit-Parade :

LUNDI 14 AVRIL

21 h. Un shérif à abattre, film de C.J. Fed-
• TELE-MONTÉ-CARLO : 20 h. 5. Cirque du monde : 21 h. 5. Mardi Fardolien, film de B. Sordier.
• TELEVISION BELGE : 20 h. Feuilleton : La conquête du ciel : 20 h. 55. Minute papillon : 21 h. 55. L'homme et la musique, avec Y. Ma-
• TELE-MONTÉ-CARLO : 20 h. 5. Championnats du monde de danses latino-américaines (Eurovision en direct de Suisse) : 21 h. 10. Grand prix Eurovision de la chanson 1980 : 22 h. 40. Arts hebdo.
• TELEVISION SUISSE ROMANDE : 19 h. 50. Série : Frédéric : 20 h. 10. Les Assassins de l'ordre, film de M. Carné : 21 h. 55. Football.

JEUDI 17 AVRIL

• TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Série : Starkey et Hutch : 21 h. Jumbo, la sensation d'un cirque, film de Ch. Walter.
• TELE-MONTÉ-CARLO : 20 h. 5. Série : Dites de l'ordre, film de M. Carné : 21 h. 55. Football.
• TELEVISION BELGE : 20 h. 15. Le Regard sur le monde : 21 h. 10. Angélique, avec un téléfilm de M. Taylor : Un assassin à chaque tournant : 22 h. 15. L'entente est à vous : 22 h. 45. cyclisme : la Flèche wallonne.
• TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 10. Temps présent : Vietnam (magazine d'information) : 21 h. 10. Angélique, avec un téléfilm de M. Taylor : Un assassin à chaque tournant : 22 h. 15. L'entente est à vous : 22 h. 45. cyclisme : la Flèche wallonne.

VENDREDI 18 AVRIL

• TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Série : Sauve qui peut : 21 h. 10. Le Léopard de l'émigration, film de Cl. Chabrol.
• TELE-MONTÉ-CARLO : 20 h. 5. Série : Le club du cinéma : 21 h. 5. La Bête à l'œil, film de P. Chanal.

• TELEVISION BELGE : 19 h. 55. A suivre : hebdomadaire d'informations : 21 h. 15. Un jour pour mon amour, film de J. Euzé. — E.T.P. bis : 21 h. 5. Feuilleton : La Trappe : 22 h. 20. Inter-Wallonia.
• TELEVISION SUISSE ROMANDE : 19 h. 50. Série : Frédéric : 20 h. 10. Le Lucarne ovale, avec Jules Beaucarne et ses musiciens : 21 h. 55. L'Esprit, film d'É. Stock (extraits de la Symphonie pastorale).
Samedi 19 avril

• TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Série : Hawaii 5-0 : 21 h. 10. Concours Eurovision de la chanson : 21 h. 10. Les Chasseurs de diamants, film de D. de Villiers.
• TELE-MONTÉ-CARLO : 20 h. 5. Série : Kung-Fu : 21 h. 5. Les Chasseurs de diamants, film de D. de Villiers.
• TELEVISION BELGE : 20 h. 30. The Muppet show, avec Charles Aznavour : 21 h. 30. Grand prix Eurovision de la chanson 1980.
• TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 10. Concours Eurovision de la chanson 1980 : 21 h. 10. Football : 22 h. 40. Rock-festival Festival.

DIMANCHE 20 AVRIL

• TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Série : La petite maison dans la prairie : 21 h. 10. Les Cadeaux, film de R. Enrico.
• TELE-MONTÉ-CARLO : 20 h. 5. Série : La grande valise : 21 h. 10. Horizons sans fin, film de J. Trivelp.
• TELEVISION BELGE : 19 h. 55. Variétés : chansons à la carte : 21 h. 15. Endémisme par procureur, téléfilm de G. Allen.
• TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 10. Magique et le jeu de Bertrando, film d'Y. Allé-
• TELE-MONTÉ-CARLO : 20 h. 5. Série : Les chers amis : 21 h. 5. La Bête à l'œil, film de P. Chanal.

A VOIR

Jeudi 17 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 30 Émissions régionales.
13 h 50 Objectif santé.
14 h La surdité chez les personnes âgées.
14 h 15 Wiclé le Viking.
14 h 25 Croque-vacances.
14 h 30 Les journaux : 14 h 30, 14 h 40, 14 h 45, 14 h 50, 14 h 55, 15 h, 15 h 15, 15 h 30, 15 h 45, 15 h 50, 15 h 55, 16 h, 16 h 15, 16 h 30, 16 h 45, 16 h 50, 16 h 55, 17 h, 17 h 15, 17 h 30, 17 h 45, 17 h 50, 17 h 55, 18 h, 18 h 15, 18 h 30, 18 h 45, 18 h 50, 18 h 55, 19 h, 19 h 15, 19 h 30, 19 h 45, 19 h 50, 19 h 55, 20 h, 20 h 15, 20 h 30, 20 h 45, 20 h 50, 20 h 55, 21 h, 21 h 15, 21 h 30, 21 h 45, 21 h 50, 21 h 55, 22 h, 22 h 15, 22 h 30, 22 h 45, 22 h 50, 22 h 55, 23 h, 23 h 15, 23 h 30, 23 h 45, 23 h 50, 23 h 55, 24 h.

des industries pour faire peu nerveux : Le salon des caducées d'antropologie.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc ma voir.
12 h 30 Série : La part des ténébreux.
12 h 45 Journal.
12 h 50 Émissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame.
14 h 15 Le salon des arts ménagers.
14 h 30 Série : Vive libre.
14 h 45 L'invité du jour : Alexis Weissenberg.
14 h 50 L'invité du jour : Poésie au présent.
15 h 10 Journal.
15 h 15 Récit A 2.
15 h 30 C'est la vie.
15 h 45 Jeu : Des chiffres et des lettres.
15 h 50 Émissions régionales.
16 h 15 Journal.
16 h 20 Émissions régionales.
16 h 25 Émissions régionales.
16 h 30 Émissions régionales.
16 h 35 Émissions régionales.
16 h 40 Émissions régionales.
16 h 45 Émissions régionales.
16 h 50 Émissions régionales.
16 h 55 Émissions régionales.
17 h 10 Émissions régionales.
17 h 15 Émissions régionales.
17 h 20 Émissions régionales.
17 h 25 Émissions régionales.
17 h 30 Émissions régionales.
17 h 35 Émissions régionales.
17 h 40 Émissions régionales.
17 h 45 Émissions régionales.
17 h 50 Émissions régionales.
17 h 55 Émissions régionales.
18 h 10 Émissions régionales.
18 h 15 Émissions régionales.
18 h 20 Émissions régionales.
18 h 25 Émissions régionales.
18 h 30 Émissions régionales.
18 h 35 Émissions régionales.
18 h 40 Émissions régionales.
18 h 45 Émissions régionales.
18 h 50 Émissions régionales.
18 h 55 Émissions régionales.
19 h 10 Émissions régionales.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 25 Émissions régionales.
19 h 30 Émissions régionales.
19 h 35 Émissions régionales.
19 h 40 Émissions régionales.
19 h 45 Émissions régionales.
19 h 50 Émissions régionales.
19 h 55 Émissions régionales.
20 h 10 Émissions régionales.
20 h 15 Émissions régionales.
20 h 20 Émissions régionales.
20 h 25 Émissions régionales.
20 h 30 Émissions régionales.
20 h 35 Émissions régionales.
20 h 40 Émissions régionales.
20 h 45 Émissions régionales.
20 h 50 Émissions régionales.
20 h 55 Émissions régionales.
21 h 10 Émissions régionales.
21 h 15 Émissions régionales.
21 h 20 Émissions régionales.
21 h 25 Émissions régionales.
21 h 30 Émissions régionales.
21 h 35 Émissions régionales.
21 h 40 Émissions régionales.
21 h 45 Émissions régionales.
21 h 50 Émissions régionales.
21 h 55 Émissions régionales.
22 h 10 Émissions régionales.
22 h 15 Émissions régionales.
22 h 20 Émissions régionales.
22 h 25 Émissions régionales.
22 h 30 Émissions régionales.
22 h 35 Émissions régionales.
22 h 40 Émissions régionales.
22 h 45 Émissions régionales.
22 h 50 Émissions régionales.
22 h 55 Émissions régionales.
23 h 10 Émissions régionales.
23 h 15 Émissions régionales.
23 h 20 Émissions régionales.
23 h 25 Émissions régionales.
23 h 30 Émissions régionales.
23 h 35 Émissions régionales.
23 h 40 Émissions régionales.
23 h 45 Émissions régionales.
23 h 50 Émissions régionales.
23 h 55 Émissions régionales.
24 h.

enquêtes sur ceux de sa petite amie enlignée, en l'interprète chasseur de volours.

22 h 10 Magazine : Zig-zag.
De Teri Wehn Damish. Quatre adresses pour Viollet-le-Duc.
En marge d'expositions nombreuses et de colloques spécialisés, une autre réhabilitation de l'architecture-restauration.
22 h 40 Magazine : Présence.
I. Musiel, avec Pina Carmignoni, interprète-ment : Symphonie en sol majeur, de Beethoven ; Concerto en ré mineur, de Liszt ; Concerto en ré mineur, de Beethoven.
23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 40 Émissions régionales.
18 h 45 Émissions régionales.
18 h 50 Émissions régionales.
18 h 55 Émissions régionales.
19 h 10 Émissions régionales.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 25 Émissions régionales.
19 h 30 Émissions régionales.
19 h 35 Émissions régionales.
19 h 40 Émissions régionales.
19 h 45 Émissions régionales.
19 h 50 Émissions régionales.
19 h 55 Émissions régionales.
20 h 10 Émissions régionales.
20 h 15 Émissions régionales.
20 h 20 Émissions régionales.
20 h 25 Émissions régionales.
20 h 30 Émissions régionales.
20 h 35 Émissions régionales.
20 h 40 Émissions régionales.
20 h 45 Émissions régionales.
20 h 50 Émissions régionales.
20 h 55 Émissions régionales.
21 h 10 Émissions régionales.
21 h 15 Émissions régionales.
21 h 20 Émissions régionales.
21 h 25 Émissions régionales.
21 h 30 Émissions régionales.
21 h 35 Émissions régionales.
21 h 40 Émissions régionales.
21 h 45 Émissions régionales.
21 h 50 Émissions régionales.
21 h 55 Émissions régionales.
22 h 10 Émissions régionales.
22 h 15 Émissions régionales.
22 h 20 Émissions régionales.
22 h 25 Émissions régionales.
22 h 30 Émissions régionales.
22 h 35 Émissions régionales.
22 h 40 Émissions régionales.
22 h 45 Émissions régionales.
22 h 50 Émissions régionales.
22 h 55 Émissions régionales.
23 h 10 Émissions régionales.
23 h 15 Émissions régionales.
23 h 20 Émissions régionales.
23 h 25 Émissions régionales.
23 h 30 Émissions régionales.
23 h 35 Émissions régionales.
23 h 40 Émissions régionales.
23 h 45 Émissions régionales.
23 h 50 Émissions régionales.
23 h 55 Émissions régionales.
24 h.

Vendredi 18 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 30 Émissions régionales.
13 h 50 Objectif santé.
14 h La surdité chez les personnes âgées.
14 h 15 Wiclé le Viking.
14 h 25 Croque-vacances.
14 h 30 Les journaux : 14 h 30, 14 h 40, 14 h 45, 14 h 50, 14 h 55, 15 h, 15 h 15, 15 h 30, 15 h 45, 15 h 50, 15 h 55, 16 h, 16 h 15, 16 h 30, 16 h 45, 16 h 50, 16 h 55, 17 h, 17 h 15, 17 h 30, 17 h 45, 17 h 50, 17 h 55, 18 h, 18 h 15, 18 h 30, 18 h 45, 18 h 50, 18 h 55, 19 h, 19 h 15, 19 h 30, 19 h 45, 19 h 50, 19 h 55, 20 h, 20 h 15, 20 h 30, 20 h 45, 20 h 50, 20 h 55, 21 h, 21 h 15, 21 h 30, 21 h 45, 21 h 50, 21 h 55, 22 h, 22 h 15, 22 h 30, 22 h 45, 22 h 50, 22 h 55, 23 h, 23 h 15, 23 h 30, 23 h 45, 23 h 50, 23 h 55, 24 h.

à Angers : « La « Fantastique » à Carvin ; Archi-écriture.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc ma voir.
12 h 30 Série : La part des ténébreux.
12 h 45 Journal.
12 h 50 Émissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame.
14 h 15 Le salon des arts ménagers.
14 h 30 Série : Vive libre.
14 h 45 L'invité du jour : Poésie au présent.
15 h 10 Journal.
15 h 15 Récit A 2.
15 h 30 C'est la vie.
15 h 45 Jeu : Des chiffres et des lettres.
15 h 50 Émissions régionales.
16 h 15 Journal.
16 h 20 Émissions régionales.
16 h 25 Émissions régionales.
16 h 30 Émissions régionales.
16 h 35 Émissions régionales.
16 h 40 Émissions régionales.
16 h 45 Émissions régionales.
16 h 50 Émissions régionales.
16 h 55 Émissions régionales.
17 h 10 Émissions régionales.
17 h 15 Émissions régionales.
17 h 20 Émissions régionales.
17 h 25 Émissions régionales.
17 h 30 Émissions régionales.
17 h 35 Émissions régionales.
17 h 40 Émissions régionales.
17 h 45 Émissions régionales.
17 h 50 Émissions régionales.
17 h 55 Émissions régionales.
18 h 10 Émissions régionales.
18 h 15 Émissions régionales.
18 h 20 Émissions régionales.
18 h 25 Émissions régionales.
18 h 30 Émissions régionales.
18 h 35 Émissions régionales.
18 h 40 Émissions régionales.
18 h 45 Émissions régionales.
18 h 50 Émissions régionales.
18 h 55 Émissions régionales.
19 h 10 Émissions régionales.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 25 Émissions régionales.
19 h 30 Émissions régionales.
19 h 35 Émissions régionales.
19 h 40 Émissions régionales.
19 h 45 Émissions régionales.
19 h 50 Émissions régionales.
19 h 55 Émissions régionales.
20 h 10 Émissions régionales.
20 h 15 Émissions régionales.
20 h 20 Émissions régionales.
20 h 25 Émissions régionales.
20 h 30 Émissions régionales.
20 h 35 Émissions régionales.
20 h 40 Émissions régionales.
20 h 45 Émissions régionales.
20 h 50 Émissions régionales.
20 h 55 Émissions régionales.
21 h 10 Émissions régionales.
21 h 15 Émissions régionales.
21 h 20 Émissions régionales.
21 h 25 Émissions régionales.
21 h 30 Émissions régionales.
21 h 35 Émissions régionales.
21 h 40 Émissions régionales.
21 h 45 Émissions régionales.
21 h 50 Émissions régionales.
21 h 55 Émissions régionales.
22 h 10 Émissions régionales.
22 h 15 Émissions régionales.
22 h 20 Émissions régionales.
22 h 25 Émissions régionales.
22 h 30 Émissions régionales.
22 h 35 Émissions régionales.
22 h 40 Émissions régionales.
22 h 45 Émissions régionales.
22 h 50 Émissions régionales.
22 h 55 Émissions régionales.
23 h 10 Émissions régionales.
23 h 15 Émissions régionales.
23 h 20 Émissions régionales.
23 h 25 Émissions régionales.
23 h 30 Émissions régionales.
23 h 35 Émissions régionales.
23 h 40 Émissions régionales.
23 h 45 Émissions régionales.
23 h 50 Émissions régionales.
23 h 55 Émissions régionales.
24 h.

Avec MM. J. Anglade (la Bonne Route), L. Ferré (l'Estimant phonétique), Mme E. Barriot (l'Estimant phonétique), C. Stéphane (l'Estimant phonétique).

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 40 Émissions régionales.
18 h 45 Émissions régionales.
18 h 50 Émissions régionales.
18 h 55 Émissions régionales.
19 h 10 Émissions régionales.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 25 Émissions régionales.
19 h 30 Émissions régionales.
19 h 35 Émissions régionales.
19 h 40 Émissions régionales.
19 h 45 Émissions régionales.
19 h 50 Émissions régionales.
19 h 55 Émissions régionales.
20 h 10 Émissions régionales.
20 h 15 Émissions régionales.
20 h 20 Émissions régionales.
20 h 25 Émissions régionales.
20 h 30 Émissions régionales.
20 h 35 Émissions régionales.
20 h 40 Émissions régionales.
20 h 45 Émissions régionales.
20 h 50 Émissions régionales.
20 h 55 Émissions régionales.
21 h 10 Émissions régionales.
21 h 15 Émissions régionales.
21 h 20 Émissions régionales.
21 h 25 Émissions régionales.
21 h 30 Émissions régionales.
21 h 35 Émissions régionales.
21 h 40 Émissions régionales.
21 h 45 Émissions régionales.
21 h 50 Émissions régionales.
21 h 55 Émissions régionales.
22 h 10 Émissions régionales.
22 h 15 Émissions régionales.
22 h 20 Émissions régionales.
22 h 25 Émissions régionales.
22 h 30 Émissions régionales.
22 h 35 Émissions régionales.
22 h 40 Émissions régionales.
22 h 45 Émissions régionales.
22 h 50 Émissions régionales.
22 h 55 Émissions régionales.
23 h 10 Émissions régionales.
23 h 15 Émissions régionales.
23 h 20 Émissions régionales.
23 h 25 Émissions régionales.
23 h 30 Émissions régionales.
23 h 35 Émissions régionales.
23 h 40 Émissions régionales.
23 h 45 Émissions régionales.
23 h 50 Émissions régionales.
23 h 55 Émissions régionales.
24 h.

Samedi 19 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 30 Émissions régionales.
13 h 50 Objectif santé.
14 h La surdité chez les personnes âgées.
14 h 15 Wiclé le Viking.
14 h 25 Croque-vacances.
14 h 30 Les journaux : 14 h 30, 14 h 40, 14 h 45, 14 h 50, 14 h 55, 15 h, 15 h 15, 15 h 30, 15 h 45, 15 h 50, 15 h 55, 16 h, 16 h 15, 16 h 30, 16 h 45, 16 h 50, 16 h 55, 17 h, 17 h 15, 17 h 30, 17 h 45, 17 h 50, 17 h 55, 18 h, 18 h 15, 18 h 30, 18 h 45, 18 h 50, 18 h 55, 19 h, 19 h 15, 19 h 30, 19 h 45, 19 h 50, 19 h 55, 20 h, 20 h 15, 20 h 30, 20 h 45, 20 h 50, 20 h 55, 21 h, 21 h 15, 21 h 30, 21 h 45, 21 h 50, 21 h 55, 22 h, 22 h 15, 22 h 30, 22 h 45, 22 h 50, 22 h 55, 23 h, 23 h 15, 23 h 30, 23 h 45, 23 h 50, 23 h 55, 24 h.

20 h 35 Spécial Caméra au poing : safari en Alaska, présenté par Ch. Zuber.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc ma voir.
12 h 30 Série : La part des ténébreux.
12 h 45 Journal.
12 h 50 Émissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame.
14 h 15 Le salon des arts ménagers.
14 h 30 Série : Vive libre.
14 h 45 L'invité du jour : Poésie au présent.
15 h 10 Journal.
15 h 15 Récit A 2.
15 h 30 C'est la vie.
15 h 45 Jeu : Des chiffres et des lettres.
15 h 50 Émissions régionales.
16 h 15 Journal.
16 h 20 Émissions régionales.
16 h 25 Émissions régionales.
16 h 30 Émissions régionales.
16 h 35 Émissions régionales.
16 h 40 Émissions régionales.
16 h 45 Émissions régionales.
16 h 50 Émissions régionales.
16 h 55 Émissions régionales.
17 h 10 Émissions régionales.
17 h 15 Émissions régionales.
17 h 20 Émissions régionales.
17 h 25 Émissions régionales.
17 h 30 Émissions régionales.
17 h 35 Émissions régionales.
17 h 40 Émissions régionales.
17 h 45 Émissions régionales.
17 h 50 Émissions régionales.
17 h 55 Émissions régionales.
18 h 10 Émissions régionales.
18 h 15 Émissions régionales.
18 h 20 Émissions régionales.
18 h 25 Émissions régionales.
18 h 30 Émissions régionales.
18 h 35 Émissions régionales.
18 h 40 Émissions régionales.
18 h 45 Émissions régionales.
18 h 50 Émissions régionales.
18 h 55 Émissions régionales.
19 h 10 Émissions régionales.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 25 Émissions régionales.
19 h 30 Émissions régionales.
19 h 35 Émissions régionales.
19 h 40 Émissions régionales.
19 h 45 Émissions régionales.
19 h 50 Émissions régionales.
19 h 55 Émissions régionales.
20 h 10 Émissions régionales.
20 h 15 Émissions régionales.
20 h 20 Émissions régionales.
20 h 25 Émissions régionales.
20 h 30 Émissions régionales.
20 h 35 Émissions régionales.
20 h 40 Émissions régionales.
20 h 45 Émissions régionales.
20 h 50 Émissions régionales.
20 h 55 Émissions régionales.
21 h 10 Émissions régionales.
21 h 15 Émissions régionales.
21 h 20 Émissions régionales.
21 h 25 Émissions régionales.
21 h 30 Émissions régionales.
21 h 35 Émissions régionales.
21 h 40 Émissions régionales.
21 h 45 Émissions régionales.
21 h 50 Émissions régionales.
21 h 55 Émissions régionales.
22 h 10 Émissions régionales.
22 h 15 Émissions régionales.
22 h 20 Émissions régionales.
22 h 25 Émissions régionales.
22 h 30 Émissions régionales.
22 h 35 Émissions régionales.
22 h 40 Émissions régionales.
22 h 45 Émissions régionales.
22 h 50 Émissions régionales.
22 h 55 Émissions régionales.
23 h 10 Émissions régionales.
23 h 15 Émissions régionales.
23 h 20 Émissions régionales.
23 h 25 Émissions régionales.
23 h 30 Émissions régionales.
23 h 35 Émissions régionales.
23 h 40 Émissions régionales.
23 h 45 Émissions régionales.
23 h 50 Émissions régionales.
23 h 55 Émissions régionales.
24 h.

22 h 5 Suivez Lecoq.

23 h Documentaire : Les carnets de l'aventure.
Carla-Cartha.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 40 Émissions régionales.
18 h 45 Émissions régionales.
18 h 50 Émissions régionales.
18 h 55 Émissions régionales.
19 h 10 Émissions régionales.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 25 Émissions régionales.
19 h 30 Émissions régionales.
19 h 35 Émissions régionales.
19 h 40 Émissions régionales.
19 h 45 Émissions régionales.
19 h 50 Émissions régionales.
19 h 55 Émissions régionales.
20 h 10 Émissions régionales.
20 h 15 Émissions régionales.
20 h 20 Émissions régionales.
20 h 25 Émissions régionales.
20 h 30 Émissions régionales.
20 h 35 Émissions régionales.
20 h 40 Émissions régionales.
20 h 45 Émissions régionales.
20 h 50 Émissions régionales.
20 h 55 Émissions régionales.
21 h 10 Émissions régionales.
21 h 15 Émissions régionales.
21 h 20 Émissions régionales.
21 h 25 Émissions régionales.
21 h 30 Émissions régionales.
21 h 35 Émissions régionales.
21 h 40 Émissions régionales.
21 h 45 Émissions régionales.
21 h 50 Émissions régionales.
21 h 55 Émissions régionales.
22 h 10 Émissions régionales.
22 h 15 Émissions régionales.
22 h 20 Émissions régionales.
22 h 25 Émissions régionales.
22 h 30 Émissions régionales.
22 h 35 Émissions régionales.
22 h 40 Émissions régionales.
22 h 45 Émissions régionales.
22 h 50 Émissions régionales.
22 h 55 Émissions régionales.
23 h 10 Émissions régionales.
23 h 15 Émissions régionales.
23 h 20 Émissions régionales.
23 h 25 Émissions régionales.
23 h 30 Émissions régionales.
23 h 35 Émissions régionales.
23 h 40 Émissions régionales.
23 h 45 Émissions régionales.
23 h 50 Émissions régionales.
23 h 55 Émissions régionales.
24 h.

Dimanche 20 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

9 h Les 24 Heures du Mans à moto.
9 h 15 A Bible ouverte.
9 h 30 La source de vie.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h Messe.
Célébration en l'église Saint-Jean-Baptiste de Grenoble (Paris-19).
Prédicateur : le Père Stan Bouglieu.
12 h La séquence du spectateur.
12 h 30 TF 1 - TF 1.
13 h Journal.
13 h 20 C'est pas sérieux.
14 h 15 Sports première.
Arrivée des Vingt-Quatre Heures du Mans moto ; Football (tirage au sort des quarts de finale) : Cyclisme (Léon-Bastogne-Léon) ; Hippisme (tiercé au drapeau).
15 h 30 Les rendez-vous du dimanche.
Émission de M. Drucker et R. Grumbach.
17 h 50 Série : Commissaire Moutin.
19 h 25 Les animaux du monde.
Amours et naissances dans un aquarium.
20 h Journal.
20 h 30 Cinéma : « Hibernatus ». Film français de E. Molinaro (1969), avec B. Blais, G. Gasson, O. de Funès, B. Altan, M. Kelly, P. Fribourg, E. Demay, Y. Vincent, A. Adams (réédition). Une comédie d'humour au Groenland depuis 1901, est racontée à la vie. Se croient toujours à la « Belle Époque », et quand sa petite-fille pour sa mère. Le mari de celle-ci, un industriel très nerveux, manque de devenir fou.

21 h 50 Concert.
Symphonie n° 2 de Brahms, par l'Orchestre de Paris sous la direction de D. Barenboim.

22 h 25 Les grandes expositions : Monet.
23 h Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h Émissions pédagogiques.
11 h 45 On ne va pas.
12 h Concert.
En l'honneur de France-Musique.
Symphonie n° 9 de Beethoven, par l'Orchestre national de France, direction N. Martin.
12 h 45 Journal.
13 h 20 Série : Colorado.
Les longues cornes.
14 h 55 Jeu : Des chiffres et des lettres pour les jeunes.
15 h 45 Des animaux et des hommes.
16 h 35 Série : Un juge, un flic.
Carré de viciains.
17 h 45 Malax : Passe-passe.
18 h 15 Dessine-moi un mouton.
19 h Stade 2.
20 h Journal.
20 h 35 Feuilles : La taupe.
De John Irvin, avec A. Guibaud, A. Koz, L. Benzen.
La profession d'agent double vue par le romancier John Le Carré.
21 h 35 Piques lyriques : « Porpoïne ». D'après le roman de D. Fernandez, réali-

sation A. Fiedlerick. Avec J. Bowman, B. Breuer, D. Emiliork, E. Chasteller, etc.

23 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

10 h Émissions de l'U.C.E.L. destinées aux travailleurs immigrés.
Image de Tunisie.
10 h 30 Monnaie.
La tradition du tissage dans les Aurès : Variétés avec : F. Bouzaid, A. Belgaoui, M. Smirli, P. Amara, A. Boudia.
10 h 45 Préface à l'après-midi.
Récital Maria Callas (Spontini, Verdi, Rossini, Bellini).
17 h 45 Les 1000 contre trois.
Brochant ou le royaume de Merlin.
18 h 40 Viollet-le-Duc.
Deux marins en vadrouille.
20 h 20 Dessin animé.
Mister Macgo.
20 h 30 Les grandes villes du monde : Rome.
Réal. J. Casanave.
21 h 25 Journal.
21 h 40 L'invité de FR 3 : L'arbre de vie.
22 h 35 Cinéma de minuit (Cyclo le patrimoine) : Prix de beauté.
Film français de A. Gensina (1929-1930), avec L. Brooks, G. Charlia, J. Bradin, E. Bandini, A. Nicolle, Y. Glad (N. Redifusion). Une comédie d'humour, gags au prix de beauté qui fut l'œuvre de la Léo. L'œuvre est trop terre à terre pour sa mari ouvrier d'imprimerie, elle se laisse tenter par le mirage du cinéma.

Excellent Diderot

THEATRE :
LE NEVEU DE RAMEAU
Mercredi 16 avril
TF 1, 20 h 35

C'est merveilleux à lire le Neveu de Rameau. Merveilleux d'esprit et d'intelligence. Diderot l'encyclopédiste, Diderot le philosophe, Diderot le railleur a condensé là toutes ses idées, tout son humour, pour traiter de choses aussi sérieuses que la création artistique, le bonheur de l'homme ou sa raison d'être sur terre. Il est aussi beaucoup question de... la vertu... au cours de ce dialogue imaginaire entre l'auteur et le personnage de musicien à la fois charmant, cynique et parvenu qu'il a choisi pour interlocuteur, pour faire-valoir. Les deux hommes qui se sont retrouvés au cours de la Régence — où Diderot aimait à se rendre on habitude — s'affrontent, se narquent : ils discutent et poussent au bout les théories.

de leur joute oratoire, rien n'est donné : Claude Sauteli a filmé en réalisateur respectueux des textes, de la rhétorique. Surtout il a choisi deux comédiens excellents. Teddy Bilis s'est déguisé en Diderot, sans peine vu son âge. Il a été professeur à l'école d'art dramatique de la rue Blanche pendant trente ans et, visiblement, le rôle du philosophe un peu moralisateur n'était pas pour lui déplaire. Quant à Michel Bouquet, déjà il avait joué au théâtre le personnage du neveu de Rameau — un rôle créé par Pierre Fresnay. Il a insisté lui sur le côté clown, fantaisiste, un peu anarchiste et surtout paradoxal de ce raté sympathique qui au vingtième siècle serait rangé parmi « les marginaux ». Si l'on connaît la réputation, la préférence de Bouquet, on s'amuse encore plus. Et, surtout, on se dit que, décidément, il est un grand acteur.

M.-L. B.

Le premier et le dernier mot

FRANCE TOUR
DETOUTR DEUX ENFANTS
Vendredi 18 avril
A 2, 23 h 45

Nous retrouvons Camille, Arnaud, les enfants, Betty et Albert, les présentateurs, et Robert Linard, le journaliste inviolable. Camille est punie et reçoit cinquante fois la même phrase, à la demande de sa maîtresse : « Violence et grammaire ». A Arnaud, rentré de l'école, Robert Linard apporte 10 000 F en billets de banque. Enfin, Camille, dans sa chambre, écoute du Mozart, et Godard alias Linard l'interroge sur « pouvoir et musique ».

Betty commente pour le télé-spectateur : « Il y a quelques choses qui sont difficiles, que je remarque seulement maintenant. Avec nos questions, on a l'air de vouloir toujours le dernier mot, alors que c'est le premier qu'on veut, et si le deuxième ne vient pas souvent, c'est parce qu'on est trop seul à faire ce genre de Macbeth. Alors, le premier mot, comme il est seul, il devient le dernier et on a l'air de vouloir avoir raison... Vous n'avez pas l'air d'accord, on en reparlera. » Prochain (et dernier épisode) de cette série de Jean-Luc Godard et Anne-Marie Miéville le 25 avril. — Cl. D.

Cinq visages, une personnalité



RECITAL MARIA CALLAS
Dimanche 20 avril
FR 3, 16 h 40

On avait dit d'abord qu'il n'existait pratiquement aucun document filmé sur Maria Callas, sinon de brefs flashs d'information ; on s'en indignait et on avait raison : certains se demandaient même comment d'habiles producteurs n'avaient pas su deviner la valeur que pourraient acquérir de tels documents. N'est-ce pas là l'exemple le plus étonnant de la spéculation mise en difficulté par un art qui s'évanouit juste à temps pour accéder à la dimension d'un mythe ? C'est



Pédagogie

LA MUSIQUE DE PIANO DE SCHUBERT

Du lundi au vendredi

France-Musique, 9 heures

Rien qu'avec ses vingt et une sonates, ses impromptus, ses moments musicaux et ses œuvres à quatre mains, Schubert aurait rempli sans peine les cinq émissions de « Matin des musiciens ». Mais les programmes de France-Musique répugnent à utiliser ce genre d'écoulement. A ces pages très riches, il faut ajouter un autre volet : celui de la pédagogie. C'est Jean-Pierre Derrien, le savant analyste que les auditeurs du matin connaissent bien, qui évoquera successivement le

plano avant Schubert, les musiques mondiales et, surtout, l'enseignement et d'autres aspects plus mystérieux encore de l'œuvre du « petit champion » devenu sylphe ou archange. Comme certaines pages particulièrement méconnues gagnent à être réentendues, on admirera avec quel soin la Fantaisie de Mozart, programmée le lundi, sera reprise le jeudi après-midi, le Voyage d'hiver diffusé en partie le mardi après-midi revendra le mercredi matin. Enfin on retrouvera samedi Rosamonde, présentée le mardi. Ce que dans la langue radiophonique de naguère on appelait des doublons devient ici un véritable outil pédagogique, et il ne serait pas étonnant que dans un avenir plus ou moins proche celui dont on ne connaît pas la suite par l'intermédiaire des Frères Jacques soit l'invité permanent de bien des familles françaises, où on l'appellera Franz, tout simplement. — G. G.

Hommage à Maïakovski

LE TOMBEAU DE MAÏAKOVSKI

Vendredi 18 avril

France-Culture, 20 heures

Le 14 avril 1930, Maïakovski se tirait une balle dans la tête, lisant sur lui une lettre où il écrivait : « Camarade, gouverneur, ma famille, c'est Lili Brik, maman, mes sœurs et Veronika Polonskaïa. Si je leur rends la vie possible, merci. » Et encore ces mots : « Je meurs, n'en ayez pas peur. Et pas de cancer. Le défunt avait ce en horreur. » Voilà : cela fait déjà cinquante ans. Et on sait comment, depuis, à travers les grands procès, entre autres, l'image du poète révolutionnaire fut déformée et corrigée officiellement.

En hommage, Francis Crémieux évoque avec Claude Frioux et Antoine Vitez la rencontre de Maïakovski avec celle qui fut sa compagne : Lili Brik, morte l'été passé à l'âge de quatre-vingt-six ans et qui était la sœur d'Elsa Triolet. Lili Brik était venue à Paris en 1975 à l'occasion d'une intéressante exposition consacrée à l'inventeur des fenêtres Rosta. « Ce procès-verbal des trois années les plus dures de la lutte révolutionnaire exprimé par des taches de couleur et le bruit des mots d'ordre. » Mais Maïakovski était aussi journaliste, caricaturiste, acteur, scénariste. Mais surtout il était écrivain. Il faut écouter les témoignages inédits découverts au cours de cette rétrospective.

ÉMISSIONS RÉGULIÈRES

DU LUNDI AU VENDREDI

● FRANCE-INTER (Informations toutes les heures) : 8 h. 30, Bon pied, bon œil ; 9 h. 30, 25, 30, 35, 40, 45, 50, 55, 60, 65, 70, 75, 80, 85, 90, 95, 100, 105, 110, 115, 120, 125, 130, 135, 140, 145, 150, 155, 160, 165, 170, 175, 180, 185, 190, 195, 200, 205, 210, 215, 220, 225, 230, 235, 240, 245, 250, 255, 260, 265, 270, 275, 280, 285, 290, 295, 300, 305, 310, 315, 320, 325, 330, 335, 340, 345, 350, 355, 360, 365, 370, 375, 380, 385, 390, 395, 400, 405, 410, 415, 420, 425, 430, 435, 440, 445, 450, 455, 460, 465, 470, 475, 480, 485, 490, 495, 500, 505, 510, 515, 520, 525, 530, 535, 540, 545, 550, 555, 560, 565, 570, 575, 580, 585, 590, 595, 600, 605, 610, 615, 620, 625, 630, 635, 640, 645, 650, 655, 660, 665, 670, 675, 680, 685, 690, 695, 700, 705, 710, 715, 720, 725, 730, 735, 740, 745, 750, 755, 760, 765, 770, 775, 780, 785, 790, 795, 800, 805, 810, 815, 820, 825, 830, 835, 840, 845, 850, 855, 860, 865, 870, 875, 880, 885, 890, 895, 900, 905, 910, 915, 920, 925, 930, 935, 940, 945, 950, 955, 960, 965, 970, 975, 980, 985, 990, 995, 1000, 1005, 1010, 1015, 1020, 1025, 1030, 1035, 1040, 1045, 1050, 1055, 1060, 1065, 1070, 1075, 1080, 1085, 1090, 1095, 1100, 1105, 1110, 1115, 1120, 1125, 1130, 1135, 1140, 1145, 1150, 1155, 1160, 1165, 1170, 1175, 1180, 1185, 1190, 1195, 1200, 1205, 1210, 1215, 1220, 1225, 1230, 1235, 1240, 1245, 1250, 1255, 1260, 1265, 1270, 1275, 1280, 1285, 1290, 1295, 1300, 1305, 1310, 1315, 1320, 1325, 1330, 1335, 1340, 1345, 1350, 1355, 1360, 1365, 1370, 1375, 1380, 1385, 1390, 1395, 1400, 1405, 1410, 1415, 1420, 1425, 1430, 1435, 1440, 1445, 1450, 1455, 1460, 1465, 1470, 1475, 1480, 1485, 1490, 1495, 1500, 1505, 1510, 1515, 1520, 1525, 1530, 1535, 1540, 1545, 1550, 1555, 1560, 1565, 1570, 1575, 1580, 1585, 1590, 1595, 1600, 1605, 1610, 1615, 1620, 1625, 1630, 1635, 1640, 1645, 1650, 1655, 1660, 1665, 1670, 1675, 1680, 1685, 1690, 1695, 1700, 1705, 1710, 1715, 1720, 1725, 1730, 1735, 1740, 1745, 1750, 1755, 1760, 1765, 1770, 1775, 1780, 1785, 1790, 1795, 1800, 1805, 1810, 1815, 1820, 1825, 1830, 1835, 1840, 1845, 1850, 1855, 1860, 1865, 1870, 1875, 1880, 1885, 1890, 1895, 1900, 1905, 1910, 1915, 1920, 1925, 1930, 1935, 1940, 1945, 1950, 1955, 1960, 1965, 1970, 1975, 1980, 1985, 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2020, 2025, 2030, 2035, 2040, 2045, 2050, 2055, 2060, 2065, 2070, 2075, 2080, 2085, 2090, 2095, 2100, 2105, 2110, 2115, 2120, 2125, 2130, 2135, 2140, 2145, 2150, 2155, 2160, 2165, 2170, 2175, 2180, 2185, 2190, 2195, 2200, 2205, 2210, 2215, 2220, 2225, 2230, 2235, 2240, 2245, 2250, 2255, 2260, 2265, 2270, 2275, 2280, 2285, 2290, 2295, 2300, 2305, 2310, 2315, 2320, 2325, 2330, 2335, 2340, 2345, 2350, 2355, 2360, 2365, 2370, 2375, 2380, 2385, 2390, 2395, 2400, 2405, 2410, 2415, 2420, 2425, 2430, 2435, 2440, 2445, 2450, 2455, 2460, 2465, 2470, 2475, 2480, 2485, 2490, 2495, 2500, 2505, 2510, 2515, 2520, 2525, 2530, 2535, 2540, 2545, 2550, 2555, 2560, 2565, 2570, 2575, 2580, 2585, 2590, 2595, 2600, 2605, 2610, 2615, 2620, 2625, 2630, 2635, 2640, 2645, 2650, 2655, 2660, 2665, 2670, 2675, 2680, 2685, 2690, 2695, 2700, 2705, 2710, 2715, 2720, 2725, 2730, 2735, 2740, 2745, 2750, 2755, 2760, 2765, 2770, 2775, 2780, 2785, 2790, 2795, 2800, 2805, 2810, 2815, 2820, 2825, 2830, 2835, 2840, 2845, 2850, 2855, 2860, 2865, 2870, 2875, 2880, 2885, 2890, 2895, 2900, 2905, 2910, 2915, 2920, 2925, 2930, 2935, 2940, 2945, 2950, 2955, 2960, 2965, 2970, 2975, 2980, 2985, 2990, 2995, 3000, 3005, 3010, 3015, 3020, 3025, 3030, 3035, 3040, 3045, 3050, 3055, 3060, 3065, 3070, 3075, 3080, 3085, 3090, 3095, 3100, 3105, 3110, 3115, 3120, 3125, 3130, 3135, 3140, 3145, 3150, 3155, 3160, 3165, 3170, 3175, 3180, 3185, 3190, 3195, 3200, 3205, 3210, 3215, 3220, 3225, 3230, 3235, 3240, 3245, 3250, 3255, 3260, 3265, 3270, 3275, 3280, 3285, 3290, 3295, 3300, 3305, 3310, 3315, 3320, 3325, 3330, 3335, 3340, 3345, 3350, 3355, 3360, 3365, 3370, 3375, 3380, 3385, 3390, 3395, 3400, 3405, 3410, 3415, 3420, 3425, 3430, 3435, 3440, 3445, 3450, 3455, 3460, 3465, 3470, 3475, 3480, 3485, 3490, 3495, 3500, 3505, 3510, 3515, 3520, 3525, 3530, 3535, 3540, 3545, 3550, 3555, 3560, 3565, 3570, 3575, 3580, 3585, 3590, 3595, 3600, 3605, 3610, 3615, 3620, 3625, 3630, 3635, 3640, 3645, 3650, 3655, 3660, 3665, 3670, 3675, 3680, 3685, 3690, 3695, 3700, 3705, 3710, 3715, 3720, 3725, 3730, 3735, 3740, 3745, 3750, 3755, 3760, 3765, 3770, 3775, 3780, 3785, 3790, 3795, 3800, 3805, 3810, 3815, 3820, 3825, 3830, 3835, 3840, 3845, 3850, 3855, 3860, 3865, 3870, 3875, 3880, 3885, 3890, 3895, 3900, 3905, 3910, 3915, 3920, 3925, 3930, 3935, 3940, 3945, 3950, 3955, 3960, 3965, 3970, 3975, 3980, 3985, 3990, 3995, 4000, 4005, 4010, 4015, 4020, 4025, 4030, 4035, 4040, 4045, 4050, 4055, 4060, 4065, 4070, 4075, 4080, 4085, 4090, 4095, 4100, 4105, 4110, 4115, 4120, 4125, 4130, 4135, 4140, 4145, 4150, 4155, 4160, 4165, 4170, 4175, 4180, 4185, 4190, 4195, 4200, 4205, 4210, 4215, 4220, 4225, 4230, 4235, 4240, 4245, 4250, 4255, 4260, 4265, 4270, 4275, 4280, 4285, 4290, 4295, 4300, 4305, 4310, 4315, 4320, 4325, 4330, 4335, 4340, 4345, 4350, 4355, 4360, 4365, 4370, 4375, 4380, 4385, 4390, 4395, 4400, 4405, 4410, 4415, 4420, 4425, 4430, 4435, 4440, 4445, 4450, 4455, 4460, 4465, 4470, 4475, 4480, 4485, 4490, 4495, 4500, 4505, 4510, 4515, 4520, 4525, 4530, 4535, 4540, 4545, 4550, 4555, 4560, 4565, 4570, 4575, 4580, 4585, 4590, 4595, 4600, 4605, 4610, 4615, 4620, 4625, 4630, 4635, 4640, 4645, 4650, 4655, 4660, 4665, 4670, 4675, 4680, 4685, 4690, 4695, 4700, 4705, 4710, 4715, 4720, 4725, 4730, 4735, 4740, 4745, 4750, 4755, 4760, 4765, 4770, 4775, 4780, 4785, 4790, 4795, 4800, 4805, 4810, 4815, 4820, 4825, 4830, 4835, 4840, 4845, 4850, 4855, 4860, 4865, 4870, 4875, 4880, 4885, 4890, 4895, 4900, 4905, 4910, 4915, 4920, 4925, 4930, 4935, 4940, 4945, 4950, 4955, 4960, 4965, 4970, 4975, 4980, 4985, 4990, 4995, 5000, 5005, 5010, 5015, 5020, 5025, 5030, 5035, 5040, 5045, 5050, 5055, 5060, 5065, 5070, 5075, 5080, 5085, 5090, 5095, 5100, 5105, 5110, 5115, 5120, 5125, 5130, 5135, 5140, 5145, 5150, 5155, 5160, 5165, 5170, 5175, 5180, 5185, 5190, 5195, 5200, 5205, 5210, 5215, 5220, 5225, 5230, 5235, 5240, 5245, 5250, 5255, 5260, 5265, 5270, 5275, 5280, 5285, 5290, 5295, 5300, 5305, 5310, 5315, 5320, 5325, 5330, 5335, 5340, 5345, 5350, 5355, 5360, 5365, 5370, 5375, 5380, 5385, 5390, 5395, 5400, 5405, 5410, 5415, 5420, 5425, 5430, 5435, 5440, 5445, 5450, 5455, 5460, 5465, 5470, 5475, 5480, 5485, 5490, 5495, 5500, 5505, 5510, 5515, 5520, 5525, 5530, 5535, 5540, 5545, 5550, 5555, 5560, 5565, 5570, 5575, 5580, 5585, 5590, 5595, 5600, 5605, 5610, 5615, 5620, 5625, 5630, 5635, 5640, 5645, 5650, 5655, 5660, 5665, 5670, 5675, 5680, 5685, 5690, 5695, 5700, 5705, 5710, 5715, 5720, 5725, 5730, 5735, 5740, 5745, 5750, 5755, 5760, 5765, 5770, 5775, 5780, 5785, 5790, 5795, 5800, 5805, 5810, 5815, 5820, 5825, 5830, 5835, 5840, 5845, 5850, 5855, 5860, 5865, 5870, 5875, 5880, 5885, 5890, 5895, 5900, 5905, 5910, 5915, 5920, 5925, 5930, 5935, 5940, 5945, 5950, 5955, 5960, 5965, 5970, 5975, 5980, 5985, 5990, 5995, 6000, 6005, 6010, 6015, 6020, 6025, 6030, 6035, 6040, 6045, 6050, 6055, 6060, 6065, 6070, 6075, 6080, 6085, 6090, 6095, 6100, 6105, 6110, 6115, 6120, 6125, 6130, 6135, 6140, 6145, 6150, 6155, 6160, 6165, 6170, 6175, 6180, 6185, 6190, 6195, 6200, 6205, 6210, 6215, 6220, 6225, 6230, 6235, 6240, 6245, 6250, 6255, 6260, 6265, 6270, 6275, 6280, 6285, 6290, 6295, 6300, 6305, 6310, 6315, 6320, 6325, 6330, 6335, 6340, 6345, 6350, 6355, 6360, 6365, 6370, 6375, 6380, 6385, 6390, 6395, 6400, 6405, 6410, 6415, 6420, 6425, 6430, 6435, 6440, 6445, 6450, 6455, 6460, 6465, 6470, 6475, 6480, 6485, 6490, 6495, 6500, 6505, 6510, 6515, 6520, 6525, 6530, 6535, 6540, 6545, 6550, 6555, 6560, 6565, 6570, 6575, 6580, 6585, 6590, 6595, 6600, 6605, 6610, 6615, 6620, 6625, 6630, 6635, 6640, 6645, 6650, 6655, 6660, 6665, 6670, 6675, 6680, 6685, 6690, 6695, 6700, 6705, 6710, 6715, 6720, 6725, 6730, 6735, 6740, 6745, 6750, 6755, 6760, 6765, 6770, 6775, 6780, 6785, 6790, 6795, 6800, 6805, 6810, 6815, 6820, 6825, 6830, 6835, 6840, 6845, 6850, 6855, 6860, 6865, 6870, 6875, 6880, 6885, 6890, 6895, 6900, 6905, 6910, 6915, 6920, 6925, 6930, 6935, 6940, 6945, 6950, 6955, 6960, 6965, 6970, 6975, 6980, 6985, 6990, 6995, 7000, 7005, 7010, 7015, 7020, 7025, 7030, 7035, 7040, 7045, 7050, 7055, 7060, 7065, 7070, 7075, 7080, 7085, 7090, 7095, 7100, 7105, 7110, 7115, 7120, 7125, 7130, 7135, 7140, 7145, 7150, 7155, 7160, 7165, 7170, 7175, 7180, 7185, 7190, 7195, 7200, 7205, 7210, 7215, 7220, 7225, 7230, 7235, 7240, 7245, 7250, 7255, 7260, 7265, 7270, 7275, 7280, 7285, 7290, 7295, 7300, 7305, 7310, 7315, 7320, 7325, 7330, 7335, 7340, 7345, 7350, 7355, 7360, 7365, 7370, 7375, 7380, 7385, 7390, 7395, 7400, 7405, 7410, 7415, 7420, 7425, 7430, 7435, 7440, 7445, 7450, 7455, 7460, 7465, 7470, 7475, 7480, 7485, 7490, 7495, 7500, 7505, 7510, 7515, 7520, 7525, 7530, 7535, 7540, 7545, 7550, 7555, 7560, 7565, 7570, 7575, 7580, 7585, 7590, 7595, 7600, 7605, 7610, 7615, 7620, 7625, 7630, 7635, 7640, 7645, 7650, 7655, 7660, 7665, 7670, 7675, 7680, 7685, 7690, 7695, 7700, 7705, 7710, 7715, 7720, 7725, 7730, 7735, 7740, 7745, 7750, 7755, 7760, 7765, 7770, 7775, 7780, 7785, 7790, 7795, 7800, 7805, 7810, 7815, 7820, 7825, 7830, 7835, 7840, 7845, 7850, 7855, 7860, 7865, 7870, 7875, 7880, 7885, 7890, 7895, 7900, 7905, 7910, 7915, 7920, 7925, 7930, 7935, 7940, 7945, 7950, 7955, 7960, 7965, 7970, 7975, 7980, 7985, 7990, 7995, 8000, 8005, 8010, 8015, 8020, 8025, 8030, 8035, 8040, 8045, 8050, 8055, 8060, 8065, 8070, 8075, 8080, 8085, 8090, 8095, 8100, 8105, 8110, 8115, 8120, 8125, 8130, 8135, 8140, 8145, 8150, 8155, 8160, 8165, 8170, 8175, 8180, 8185, 8190, 8195, 8200, 8205, 8210, 8215, 8220, 8225, 8230, 8235, 8240, 8245, 8250, 8255, 8260, 8265, 8270, 8275, 8280, 8285, 8290, 8295, 8300, 8305, 8310, 8315, 8320, 8325, 8330, 8335, 8340, 8345, 8350, 8355, 8360, 8365, 8370, 8375, 8380, 8385, 8390, 8395, 8400, 8405, 8410, 8415, 8420, 8425, 8430, 8435, 8440, 8445, 8450, 8455, 8460, 8465, 8470, 8475, 8480, 8485, 8490, 8495, 8500, 8505, 8510, 8515, 8520, 8525, 8530, 8535, 8540, 8545, 8550, 8555, 8560, 8565, 8570, 8575, 8580, 8585, 8590, 8595, 8600, 8605, 8610, 8615, 8620, 8625, 8630, 8635, 8640, 8645, 8650, 8655, 8660, 8665, 8670, 8675, 8680, 8685, 8690, 8695, 8700, 8705, 8710, 8715, 8720, 8725, 8730, 8735, 8740, 8745, 8750, 8755, 8760, 8765, 8770, 8775, 8780, 8785, 8790, 8795, 8800, 8805, 8810, 8815, 8820, 8825, 8830, 8835, 8840, 8845, 8850, 8855, 8860, 8865, 8870, 8875, 8880, 8885, 8890, 8895, 8900, 8905, 8910, 8915, 8920, 8925, 8930, 8935, 8940, 8945, 8950, 8955, 8960, 8965, 8970, 8975, 8980, 8985, 8990, 8995, 9000, 9005, 9010, 9015, 9020, 9025, 9030, 9035, 9040, 9045, 9050, 9055, 9060, 9065, 9070, 9075, 9080, 9085, 9090, 9095, 9100, 9105, 9110, 9115, 9120, 9125, 9130, 9135, 9140, 9145, 9150, 9155, 9160, 9165, 9170, 9175, 9180, 9185, 9190, 9195, 9200, 9205, 9210, 9215, 9220, 9225, 9230, 9235, 9240, 9245, 9250, 9255, 9260, 9265, 9270, 9275, 9280, 9285, 9290, 9295, 9300, 9305, 9310, 9315, 9320, 9325, 9330, 9335, 9340



MARIE BERTON.

CUISINE

Le brancard est sous la table

Par ignorance, paresse, profit, le Français se nourrit dangereusement. Il faudrait manger davantage de lentilles, de choux et de pommes de terre cuites au four. Et l'industrie agro-alimentaire devrait en tenir compte.

CLAUDE AUBERT

BANALITÉ que de dire : l'homme moderne creuse sa tombe avec ses dents. Mais on peut se demander pourquoi, le sachant, il continue à le faire. De deux choses l'une : ou bien nos contemporains sont conscients que, jour après jour, ils dissipent leur capital santé, qu'ils

ont de grandes chances de mourir prématurément d'un cancer ou d'une maladie cardio-vasculaire, et ils acceptent délibérément ce lent suicide, ce qui paraît inexplicable. Ou alors ils l'ignorent et dans ce cas pourquoi une information systématique n'est-elle pas entreprise ?

On pourrait croire que les hommes préfèrent abrégier leurs jours plutôt que de renoncer aux plaisirs de la table, mais ce raisonnement ne tient pas : en dehors de quelques bons restaurants, ou des plats savoureux que préparent de plus en plus rarement, faute de temps et de maîtres-pâtisseries de qualité, les maîtres-seu de maison, l'alimentation du Français moyen n'apporte que peu de plaisir gustatif.

A l'inverse, une cuisine beaucoup plus saine peut être savoureuse. Alors, pourquoi continuer à mal se nourrir ? La réponse tient en trois mots : ignorance, paresse, profit.

L'ignorance de nos contemporains en matière de nutrition est effrayante. Les quelques livres, articles ou émissions de radio et de télévision consacrés à ce sujet ne font pas le poids face aux campagnes publicitaires qui martèlent des slogans mensongers du genre « le sucre, c'est l'énergie », ou « sans beurre, la vie n'a plus de sel », alors que les nutritionnistes reconnaissent que nous consommons beaucoup trop de sucre et de graisses animales.

Qui, dans les écoles, met en garde les enfants et les étudiants contre les erreurs de l'alimentation moderne et leurs conséquences pour notre santé ? Les médecins ne reçoivent pratiquement aucune formation en matière de diététique. Combien d'entre eux demandent à leurs patients comment ils se nourrissent ? Et pourtant, dans la grande majorité des maladies intervenant un facteur alimentaire, souvent déterminant. Ceux qui ont réformé leur ali-

mentation le savent bien puisqu'ils volent disparaître de nombreuses maladies, y compris celles qui ont une origine infectieuse, comme les rhumes et les gripes, qui apparaissent tous les jours lorsque le terrain est affaibli, notamment par un régime déséquilibré.

Informez les Français à tous les niveaux sur les dangers que leur fait courir l'alimentation actuelle, et sur les réformes à adopter, est une priorité nationale, d'autant plus qu'il est maintenant reconnu que les deux maladies les plus meurtrières — les maladies cardio-vasculaires et le cancer — ont, pour une large part, des causes alimentaires.

Hippocrate

Que devons-nous changer dans notre alimentation de demain ? Manger moins de sucre, de sel, de matières grasses, et davantage de fibres, comme le conseillent la plupart des nutritionnistes, est incontestablement nécessaire, mais est-ce suffisant ? L'apptitude de notre alimentation à nous maintenir en bonne santé, voire à nous guérir — que la nourriture soit ton médicament, disait Hippocrate, — dépend de notre régime alimentaire, mais aussi de la manière dont nos aliments ont été produits, transformés et cuisinés.

1) *En matière de régime*, il faut des réformes beaucoup plus radicales que celles que nous proposons habituellement les diététiciens. Une part croissante de notre nourriture est constituée de « calories vides », aliments riches en calories, mais plus ou moins dépourvus des nutriments indispensables à notre organisme : protéines, vitamines, sels minéraux, oligo-éléments. Le sucre blanc, qui n'apporte rien d'autre

que des calories, doit être banni. Il en va de même des céréales raffinées, privées d'une bonne partie des vitamines, et des minéraux contenus dans les céréales complètes. La consommation de viande, qui est passée en un siècle de 20 kg à 100 kg par personne et par an, doit être considérablement réduite.

A l'inverse, nous devons réapprendre à manger des céréales complètes et des légumes secs (1), qui ont constitué depuis des millénaires la base de l'alimentation de l'humanité. Il faut apprendre au consommateur que l'association céréales + légumes secs (2), qui ont constitué depuis des millénaires la base de l'alimentation de l'humanité, est un coût infinitésimale, des protéines d'une qualité pratiquement équivalente à celles de la viande ou des produits laitiers, tout en n'apportant presque pas de matières grasses. Bien peu de gens savent que les lentilles sont plus riches en protéines que la viande.

2) *Au stade de la production agricole*, il faut réduire l'usage des pesticides et des engrais, et choisir des variétés à haute valeur nutritive. Combien de consommateurs savent que la valeur nutritive d'une pomme, exprimée par sa teneur en matière sèche, peut varier du simple au double selon les quantités d'eau et d'engrais utilisées par l'arboriculteur, que la Golden est quatre fois moins riche en vitamine C que la Reine des Reines, que les épinards peuvent contenir vingt fois plus de nitrates que leur teneur normale, enfin que, du fait de l'emploi abusif, pendant vingt-cinq ans, des insecticides organo-chlorés, le lait de femme est de très loin l'aliment le plus pollué ?

Les techniques de l'agriculture biologique permettent d'éviter ces écueils, tout en donnant des ren-

dements satisfaisants. Les produits obtenus sont peut-être plus chers, mais payer 5 F un kilo de pommes à 20 % de matière sèche revient finalement au même, avec en plus l'agrément de manger des fruits savoureux, que payer 3,50 F le kilo de pommes à 10 % de matière sèche. Et si l'on inclut dans le prix des aliments le coût social des maladies provoquées par une nourriture de mauvaise qualité, les aliments les plus chers ne seraient pas ceux que l'on croit.

3) *Au niveau des industries alimentaires*, il est surprenant de voir l'énergie dépensée par l'homme pour dénaturer et vider de leur valeur nutritive les produits agricoles. J'ai déjà parlé du sucre blanc et des céréales raffinées. On peut également citer les huiles raffinées, extraites par solvants et privées de leurs vitamines, les centaines de produits chimiques ajoutés aux aliments et les innombrables altérations subies par les produits agricoles lorsqu'ils sont transformés par l'industrie agro-alimentaire.

Les chips

Les chips, pour ne citer que cet exemple, sont apparemment des pommes de terre, mais si on les passe au crible de l'analyse, on s'aperçoit que, par rapport à des pommes de terre cuites au four, elles contiennent pour un même apport de calories, cinquante fois plus de matières grasses, trois fois moins de protéines, deux fois moins de fer, trois fois moins de vitamine B2, huit fois moins de vitamine C.

(*) Ingénieur agronome, auteur du livre *Une autre assiette*. Ed. De-bard.

La conservation par la chaleur (pasteurisation, stérilisation) ou par le froid (surglaciation) détruit une partie des vitamines. Faute à l'échelle industrielle, elle nécessite des investissements importants et est coûteuse en énergie. A l'inverse, les méthodes traditionnelles de conservation par fermentation lactique, utilisées universellement depuis des millénaires et applicables à presque toutes les catégories d'aliments, augmentent, par synthèse microbienne, la teneur de nombreux aliments en vitamines B et C (2), améliorent leur digestibilité, n'exigent pas d'investissements élevés et ne consomment pas d'énergie. Nous n'avons vraiment pas de quoi être fiers de notre technologie alimentaire !

4) *Dans la cuisine*, la maîtresse de maison donne bien souvent, sans le savoir, le coup de grâce à des aliments déjà sérieusement dénaturés lorsqu'elle les achète. Cuites à l'eau après épluchage, puis réduites en purée, les pommes de terre perdent la moitié de leur vitamine C, alors que la cuisson avec la peau préserve totalement cette vitamine. Cuites les légumes à l'eau et jeter l'eau de cuisson revient à perdre 20 à 50 % des précieux minéraux qu'ils contiennent.

Le chou est un des aliments les plus riches en vitamine C : certaines variétés en contiennent trois fois plus que les oranges. Une cuisson brève (dix minutes) n'en détruit que 30 %, alors qu'une cuisson longue (une heure) en détruit 70 %.

Après tous les mauvais traitements qu'ils ont subis tout au long de la chaîne agro-alimentaire, comment s'étonner que les aliments, lorsqu'ils arrivent dans notre assiette, ne soient plus capables de nous maintenir en bonne santé ?

Non contente de nous rendre malade, l'alimentation actuelle constitue un énorme gaspillage en énergie et en terres cultivables. Une nourriture plus simple, faisant une plus large part aux produits végétaux, et particulièrement aux céréales et aux légumineuses, permettrait d'économiser chaque année des millions de tonnes de pétrole, et aussi des dizaines de milliards de francs en devises, puisque la France pourrait considérablement réduire ses importations et augmenter ses exportations agricoles.

Il est surprenant que nos dirigeants n'aient pas encore admis qu'un autre mode d'alimentation, en plus de ses effets bénéfiques sur la santé des Français, permettrait d'améliorer notre balance commerciale, d'économiser de l'énergie et aussi de réduire le déficit de la Sécurité sociale.

Paresse

D'une part, une certaine paresse, car il faut changer nos habitudes, ce qui suppose quelques efforts ; d'autre part, des intérêts à défendre, car dénoncer le mode d'alimentation actuel, c'est mettre en cause non seulement nos habitudes, mais aussi le système agro-alimentaire dans son ensemble, dont l'objectif est davantage de faire des profits que de protéger la santé des consommateurs.

A prêcher dans le désert, on finit par se lasser : ceux qui tirent profit du système n'attendent que cela. Il restera la malgre consolation, lorsque la situation sera devenue si grave qu'il deviendra indispensable d'agir, d'avoir été en avance sur son temps. D'ici là des centaines de milliers de personnes auront souffert et seront mortes de maladies qui auraient pu être évitées. Est-ce vraiment inéluctable ?

(1) En France, la consommation de légumes secs (lentilles, haricots secs, pois secs, fèves, pois chiches) est passée en un siècle d'environ 50 g à 3 g par personne et par jour. (2) Le Choucroute est plus riche en vitamine C que le chou cru : le tempé, produit fermenté indolent, fabriqué à partir du chou, contient de la vitamine B12, alors que le chou en est dépourvu.

SECOURS

Un ordinateur pour le « 15 »

On attend la mise en service du « 15 », numéro d'appel unique pour les urgences de santé. Son efficacité dépend des moyens informatiques qui seront mis en œuvre. Un projet est à l'étude au ministère de la santé.

ÉRIC ROHDE

Le principe d'un numéro unique pour les urgences de santé est-il déjà passé dans le public au point que les télécommunications pensent utile de préciser dans leur petite brochure pratique que « le 15 n'est pas encore en service » ? En fait, il ne semble pas près de l'être. L'idée lancée il y a deux ans s'est révélée aussi complexe à mettre en œuvre qu'elle apparaît nécessaire (Le Monde du 2 janvier 1980).

Contrairement au « 17 » (Pompier) ou au « 18 » (Pompier), le « 15 » n'implique pas uniquement un service public, en l'occurrence les SAMU (service d'aide médicale urgente) qui seront chargés d'en recevoir les appels — mais aussi la plupart des partenaires médicaux

et para-médicaux du privé. D'autre part, cette nouvelle organisation représenterait pour les SAMU un nombre d'appels trois à quatre fois supérieur.

Pour le traitement de ces communications et pour la gestion des moyens d'intervention et des données que ces centres auront à manipuler, un projet d'informatisation est à l'étude au ministère de la santé et de la sécurité sociale. En voici les principes.

Un usager fait le « 15 » sur son cadran. Un permanenceur de « première ligne » lui répond, ou plutôt l'écoute. À moins qu'il ne s'agisse d'un simple renseignement, il ouvre aussitôt un dossier sur l'écran-clavier d'un terminal relié à l'ordinateur et planote les données du cas. Coordonnées détaillées du lieu, numéro d'appel, nombre de personnes concer-

nées et surtout une description la moins sommaire possible du problème. Selon la nature de l'urgence il renvoie le dossier — via l'ordinateur — à l'un des trois postes en « seconde ligne ». C'est un mari dont la femme enceinte ressent les premières contractions ? L'appel aboutira sur la console du poste « ambulances ». Le petit est victime d'un accès de fièvre ? Le correspondant est alors mis en rapport avec le poste « praticien ». S'il s'agit d'un accident, les moyens lourds du SMUR (service mobile d'urgence et de réanimation) sont déjà alertés et le dossier est alors pris en charge au poste « régulateur ». Un quatrième poste est prévu pour la délivrance de renseignements comme par exemple l'adresse de la pharmacie de garde la plus proche.

Deux des trois fonctions qui sont la raison d'être des SAMU sont alors remplies : écouter et trier. Reste à agir. On plus exactement faire agir. C'est, bien entendu, l'aspect le plus délicat. Reprenons le fil des opérations.

Premier cas : le responsable envoie momentanément le dossier en mémoire et fait apparaître la liste des ambulances couvrant le secteur géographique de son interlocuteur. Puis il entre en relation avec l'un d'entre eux, qui acheminera la femme enceinte à sa maternité. Dans le second cas, c'est la liste des médecins de garde du privé qui s'affiche sur l'écran. Et là, c'est à un médecin qu'il appartient de contacter un confrère. Comme c'est aussi un médecin qui joue le rôle de régulateur des moyens d'intervention d'urgence. En appuyant sur une touche, celui-ci peut savoir à tout instant quels sont les véhicules de secours disponibles dans le ou les SMUR de son département. Une autre manœuvre rapide lui fournit l'état des lits « chauds » inoccupés dans les hôpitaux et les cliniques. Par quel miracle ?

À la chaîne du système imaginé : un auto-commutateur double. D'abord de canaliser et répartir les appels « 15 » vers les permanenceurs de « première ligne ». Puis d'assurer la liaison dans les deux sens entre les opérateurs de « deuxième ligne » et les moyens d'urgence. Directement dans le cas d'une relation téléphonique avec un centre hospitalier par exemple, ou par l'intermédiaire de l'ordinateur lorsque l'interlocuteur veut à son tour livrer une information simple au « régulateur ».

Tour de contrôle

L'avantage de l'auto-commutateur électronique, qui est lui-même un ordinateur, c'est de pouvoir absorber un grand nombre d'appels — et de jouer ainsi le rôle d'un central téléphonique, — mais aussi de pouvoir répartir les appels numériques à l'ordinateur central. Pour qu'un service d'urgence fasse savoir le nombre de ses lits « chauds » disponibles, il suffit à un employé de décrocher le combiné d'un téléphone à touches et de taper les quelques chiffres d'un message codé très rudimentaire qui signifierait « tant de lits occupés » ou « tant de lits libres ». Et ce à une périodicité régulière, toutes les deux heures par exemple. Même chose pour l'ambulance d'une équipe de réanimation. Il lui faudrait seulement émettre un code à partir d'un petit clavier pour indiquer son départ, son arrivée sur les lieux, son départ vers le centre hospitalier, son arrivée. Les sièges du SAMU deviendraient donc une véritable « tour de contrôle » des urgences à l'échelon d'un département.

Mais les impératifs de secours se moquent parfois des décapages administratifs et exigent même une plus étroite collaboration entre départements (ambulance, voire plus distants, dans les cas de transferts de malades). La logique du système voudrait donc qu'il y ait une interconnexion des auto-commutateurs entre eux. Elle est envisageable soit par raccordement à un réseau informatique existant, comme Caducée ou Transpo, soit par liaison téléphonique simple. Les médecins du SAMU souhaitent également la création d'un réseau radio national d'urgence, à l'instar de ceux du ministère de l'intérieur ou de celui de la défense. L'octroi d'une vingtaine de fréquences sur la bande des 400 mégahertz est à l'étude au secrétariat d'État aux P.T.T.

Cette configuration constitue en quelque sorte une version ambulante du projet d'informatisation. Un modèle, en fonction duquel serait ajustée la politique de développement des SAMU et des secours d'urgence dans les années à venir, s'il est adopté. Elaboré par plusieurs groupes de travail de la Division organisation et méthodes informatiques (DOMI) du ministère de la santé

et de la sécurité sociale, il devrait déboucher sur un cahier des charges, puis un appel d'offres.

Le coût annuel du système pour un centre « 15 » est évalué à 200 000 F, plus 30 000 F par poste de travail, soit environ 500 000 F pour un SAMU de la région parisienne. Ce prix comprend l'amortissement du matériel sur cinq ans, dont un mini-ordinateur et un auto-commutateur, les logiciels de base, et la mise au point des logiciels d'application ainsi que la maintenance. Même si, dans l'immédiat, quelques centres seulement pourraient recevoir un tel équipement, le marché potentiel d'une centaine de SAMU offre un débouché industriel qui n'est pas négligeable (soutenue par SAMU existent à l'heure actuelle ou sont en voie de constitution). D'où l'intérêt que porte le ministère de l'Industrie au projet et la raison pour laquelle il en a financé les études.

Mais bien des pesanteurs jouent encore en défaveur du « 15 », qui ne compte pas que des partisans dans le corps médical et ailleurs. Un certain scepticisme régit à la fois chez les médecins, pompiers, quelques infortunés qui se manifestent chez les policiers, qui redoutent qu'une part de l'information, à mi-chemin entre la délinquance et la santé, comme les « surdossés » par exemple, ne leur échappe. La centralisation des appels inspire aussi des craintes à des médecins qui pensent qu'elle drainera trop souvent les malades vers les grands centres hospitaliers. Or, c'est connu, plus on a de patients plus on a d'argent... Comment encore se décider, dans cette « tour de contrôle », la répartition des tâches entre les praticiens ou les membres des professions paramédicales, infirmières, ambulanciers, dentistes, etc. ?

Mais, aujourd'hui, le public attend le « 15 », les médecins des SAMU l'exigent, des intérêts commerciaux le commandent. S'il se réalise, il aura pour première conséquence de porter le nombre des appels à par exemple 60 000 par an au lieu de 20 000 en 1979 à Paris, ou à 150 000 à l'échelle nationale. Les SAMU seront donc soumis à de nouveaux contraintes de doubler leurs effectifs. Qui assumerait la charge et la formation de ce personnel qu'il faudrait recruter ? Ce point est négligé dans le projet. Par son instauration, le « 15 » peut devenir l'une des seules passerelles entre le public et le corps médical. Si l'objectif s'y révèle aussi frond et rebutant, comme le sont la plupart des contacts avec les services publics, ce sera un échec. Son succès dépendra donc aussi des conditions de travail des personnes qui seront au bout du fil. Une information hâtive ou mal conçue dans ses applications peut compromettre la réussite du « 15 ». Mais pas d'informatisation du tout risque de provoquer un engorgement des centres.

Médecin, industriel et commercial, l'enjeu n'en est pas moins aussi social.

REPÈRES

Soleil européen

Eurhélis, la station solaire expérimentale que la C.S.E.E. construit depuis le printemps dernier sur les pentes du mont Sinaï, en Égypte, devrait être achevée d'ici la fin de 1980. Les premiers mètres solaires, dont une partie qui s'est tenue récemment à l'Université de New-York a dégagé trois raisons à cette situation :

— les travailleurs sont épuisés par les écrans vidéo ;
— les patrons ne savent pas quel matériel choisir ;
— en matière de traitement de l'information, il n'y a pas de critère pour mesurer la productivité.

Autre obstacle psychologique à surmonter : dans le « bureau du futur », le travail effectué pourra être contrôlé par les chefs à tout instant et à l'insu de l'employé. (Source : The Economist.)

IMPRIMERIE

Un livre à la seconde

Sur vingt mètres de long, la bande de papier circule à la vitesse de 18 km/h. A la sortie, le livre sort broché. Economie de temps et de main-d'œuvre. Mais risque de suréquipement sur le marché européen.

CHRISTIAN ANTONI

FABRIQUER un livre en une seconde, telle est la performance d'une nouvelle machine américaine, la Cameron. On songe, d'instinct, à un ensemble particulièrement complexe et sophistiqué. Non, il s'agit toujours du classique procédé d'impression en typographie. Mais la conception, modifiée, simplifie la fabrication.

La production classique d'un livre avec la machine-feuille type ou offset est morcelée en plusieurs opérations — impression, découpage, pliage, brochage, empaquetage — effectuées sur plusieurs machines distinctes : il y a donc des ruptures entre chaque étape, manipulations et perte de temps. En revanche, l'installation du type Cameron est une machine « en ligne », qui fabrique d'une seule traite le produit entièrement fini. Le livre sort au bout de la chaîne sans que la main de l'homme soit intervenue. Toutes les opérations ont été intégrées dans un ensemble complet qui comporte une rotative type et une chaîne de brochage. De même que dans la papeterie on passe désormais de façon continue de la pâte au produit fini prêt à la vente, de même, ici, on passe directement du papier au livre imprimé. Pour que la machine travaille en continu et à grande cadence, la presse des « feuilles » a été abandonnée : il en faut plusieurs pour reconstituer un livre en entier. Ainsi, pour imprimer un livre de 320 pages avec une offset 120-180, on doit mettre sur machine cinq fois 64 pages, qu'il faudra ensuite plier et découper.

Et on recense plus de deux cents formats de « feuilles ». Ici, on utilise la bande continue, le rouleau de papier si l'on préfère. En un mot, à la machine-feuille on a substitué une machine-bloc qui imprime tout le texte sur une bande, sans couture, et cela autant de fois que d'exemplaires à tirer. Le découpage ne vient qu'après. Tapé à la machine, le livre est enregistré et travaillé par photocomposition : on en sort le négatif, il est alors reproduit en relief sur de fines plaquettes en polymère. Celles-ci sont fixées sur deux tapis d'impression plus ou moins allongés selon le format du livre, l'un pour le texte recto, l'autre pour le verso.

La rotative type peut entrer en action : la bande de papier, circulant à la vitesse moyenne de 18 kilomètres à l'heure, est d'abord imprimée au recto au contact du premier tapis, puis séchée et inversée, à nouveau imprimée côté verso au contact du deuxième tapis, reséchée, puis découpée en bandes allongées plées en deux et découpées en pages ; les feuillets s'empilent pour former des blocs : chaque bloc n'est encore qu'un livre en vrac. Les blocs sont alors entraînés sur le train de brochage où ils sont collés-séchés-brochés et empilés sous plastique par dizaines, prêts à la livraison et à la lecture.

Mécanique

La Cameron peut fabriquer de deux mille cinq cents à six mille livres à l'heure. Le livre produit, est simplement broché, sans couture. Une machine à cadence infernale ? Oui, mais ce n'est pas un monstre, même si elle s'étale sur une vingtaine de mètres. C'est tout de même une très belle mécanique, qui n'intègre en fait que peu d'électronique, juste pour le réglage du registre, le contrôle de température ou la synchronisation de la cadence entre l'impression et le brochage.

Après les imprimeries Bussière qui se sont équipées de ces machines américaines à partir de 1976 (deux et bientôt trois), c'est au tour de Firmin-Didot de s'en doter, pour un prix certes impor-

tant (12 millions de francs) mais tout de même abordable. Le gain de productivité est appréciable. Cinq hommes suffisent à la faire fonctionner, et il ne faut en maximum que quatre heures pour produire dix mille livres au lieu de quatre jours.

On saisit tout de suite les avantages qu'elle offre. En introduisant plus de souplesse et de rapidité dans les rapports imprimerie-édition, elle peut résoudre le problème des délais de fabrication et de livraison et leurs corollaires, l'importance du tirage et la constitution de stocks. L'éditeur peut sans risque limiter son tirage de départ et son stock au strict minimum, quitte à en faire effectuer de plus fréquents et à des séries plus courtes. Les délais de livraison ne sont plus une affaire de semaines mais se comptent tout au plus en quelques jours.

De plus, la réimpression est beaucoup plus avantageuse pour l'éditeur, car c'est seulement à ce stade que la fabrication du livre devient vraiment « industrielle », avec des prix fixes réduits de moitié.

Grâce à la baisse sensible du prix de revient, le livre peut être offert à l'éditeur à un prix moins élevé. Les éditeurs ne seront pas insensibles aux prix concurrentiels. Firmin-Didot espère bien conquérir ainsi une part plus grande dans la production de littérature générale (actuellement de l'ordre de 15 %). Bussière va accroître ses capacités de production avec l'installation d'une troisième Cameron.

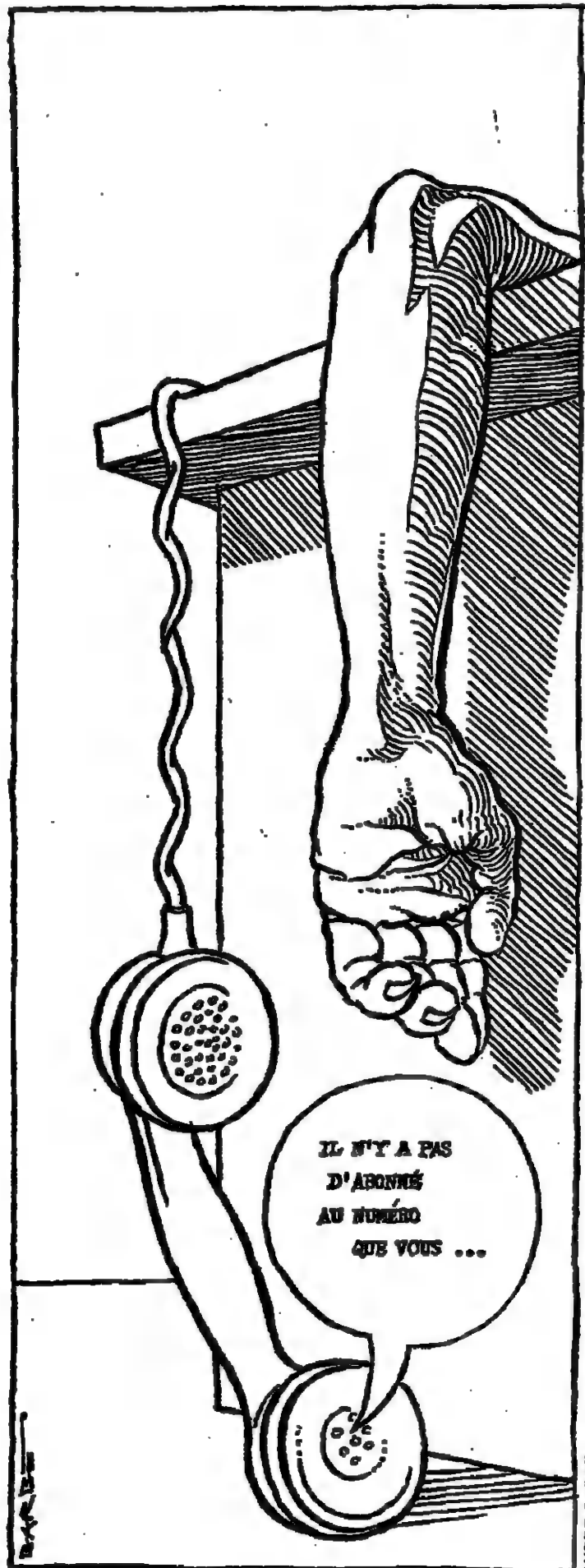
Gourmands

Cela ne risque-t-il pas de provoquer une crise chez les autres ? En réalité, la concurrence ne concerne qu'un marché bien délimité : les livres de littérature générale, à l'exclusion des autres catégories. Car la Cameron fait des livres sans couture, et sans couture, échappe donc à sa concurrence une production considérable : livres scolaires qui sont le plus souvent cousus et illustrés en couleur, livres techniques avec illustrations, livres d'art, éditions de luxe, et même la majorité des livres de poche toujours imprimés sur machine classique, à cause de leur papier trop fin.

Si l'on n'est pas spécialisé, il faudra donc défendre, à part de marché. Les autres imprimeries, qui représentent des capacités productives importantes, opposeront sans doute une vive résistance à leurs concurrents ; ils essaieront de compenser la souplesse et la rapidité de la Cameron par une organisation parfaitement au point. En outre, la production sur machines classiques peut rester encore compétitive pour les petits tirages, qui sont nombreux, et pour lesquels de gros frais fixes diminueront la rentabilité.

Les deux possesseurs de Cameron sont gourmands. Ils envisagent de travailler à l'exportation en Europe. Mais que feront-ils si le reste de l'Europe — qui a déjà aussi quatre ou cinq machines — n'est pas suffisamment commercial, eux, ou simplement pourrissent leur équipement pour résister à leur concurrence ? Le suréquipement risque d'être général, alors que la production de livres à grand tirage ne représente qu'une partie seulement de l'éditorial.

Peut-on au moins espérer voir le prix de certains livres baisser chez nos libraires, puisqu'il baisse à la production ? Qu'on n'oublie pas que le prix à la production ne représente que 15 à 20 % du prix de vente en vitrine. Le livre suit la filière où chacun prélève la rémunération de ses services, auteur, éditeur, distributeur, libraire (pour ces deux derniers plus de 50 %). Du fait de la lourdeur et de la rigidité du circuit, la répercussion d'une baisse risque d'être entravée.



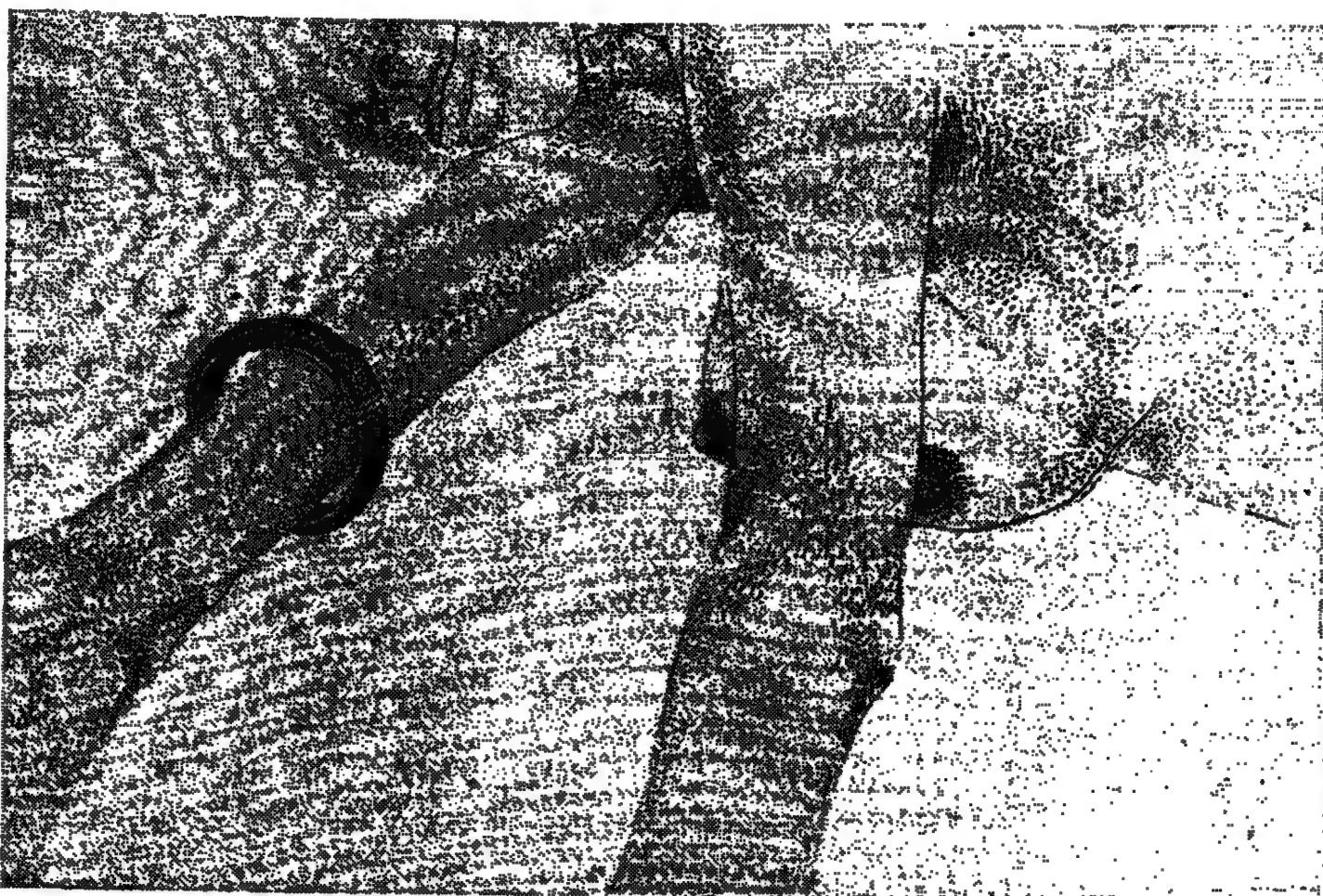
ANDRÉ BARRE

Catherine la com

E

L'OR

L'OR APRES L'ET LA



CREMONINI

REFLETS

Cremonini, peintre du silence

« Je déteste Rubens, Picasso, les peintres qui font du bruit... », dit Leonardo Cremonini. La réalité qu'il décrit est ondoïante, allusive, morcelée, silencieuse...

CHRISTIAN DESCAMPS

Né à Bologne, Leonardo Cremonini vit à Paris depuis 1952. Ce peintre figuratif onirique, l'un des plus importants de sa génération, a inspiré des écrivains, des philosophes, des philosophes, Bataille, Althusser, Pierre Emmanuel, Moravia, Marc Le Bot (1), lui ont consacré divers textes. Rencontrer ce peintre, qui adore provoquer, c'est découvrir ses enfants, ses petits personnages anonymes et monstrueux qui rompent avec les stéréotypes culturels de la représentation, mais c'est aussi être saisi par la force de ses portretes, de ses robinets de bain, de ses couloirs, de ses ampoules électriques, deviennent soudain des yeux sexualisés.

« Votre peinture, pleine de rigueur, est aussi traversée de poulures, de mélanges. Comment peignez-vous ?
— Mon désir, c'est d'éliminer l'abstraction de la blancheur de la toile. On peut pour cela utiliser une histoire. Mais je n'ai pas d'histoire à raconter. Ce qui importe, c'est la forme et son sens. Commencer par la matière, par les coulées, c'est jouer avec un informel qui peu à peu va devenir l'espace d'une forme.

— Vous insistez sur la présence du biologique, de votre corps tendu en train de peindre.

— J'ai longtemps été fasciné par l'organique, par le biologique. Vers 1950, je ne faisais pas — ou je ne voulais pas faire — de différence entre le minéral, le végétal et l'animal. Tout cela d'ailleurs ne renvoie qu'à la dénomination qui est toujours faite par le langage, par la pensée. Puis je me suis intéressé à l'histoire de l'homme, à celle du quotidien, au temps.

— Votre peinture nous plonge dans l'étrangeté d'objets tout à fait quotidiens. Vous peignez des gens sur des plages surpeuplées où l'on voit aussi des enfants inquiétants, ni beaux ni laids.

— Mes enfants n'ont en effet rien à voir avec des Enfants Jésus. Attaquer le tabou de la représentation de l'enfance, c'est montrer les enfants tels qu'ils sont produits par les adultes. C'est aussi être loin des conventions idéologiques comme celles de la publicité, qui toujours nous montrent de mignons bambins.

— Quand vous peignez une femme à la toilette, les objets qui l'entourent, les baignoires, les lavabos, ont des yeux. Vos corps ne sont pas humains et vos objets, eux, le sont.

— L'inhumanité des hommes et l'humanité des objets, je la découvre, moi aussi, en regardant mes tableaux. Peut-être cela renvoie-t-il à notre crise de culture. Fondamentalement, je refuse la photo, car elle nous trompe. Ma démarche, c'est celle d'un peintre de la crise. A la Renaissance, on pouvait nommer, connaître, mettre en perspective. Mes tableaux, eux, ne peuvent pas du tout légitimer un projet. D'ailleurs, aujourd'hui, c'est la légitimation elle-même qui a disparu.

Photo

— La peinture contemporaine n'aurait plus de légitimité assurée ; elle devrait à chaque fois reconstruire son espace ?

— Le seul message que nous pouvons avoir, si nous en avons un, est un message conflictuel. Mais notre irrationnel ne cesse de désirer du rationnel.

— Vous refusez violemment l'hyperréalisme.

— L'hyperréalisme est une attitude qui ne veut pas peindre les intuitions du visible, mais la photo du visible. L'hyperréalisme ne peint pas une expérience sensible, il se limite à peindre la photo, l'objectivité. Tout cela relève d'une dimension technocratique américaine. L'hyperréalisme est aussi la trace d'un colonialisme culturel.

— Vous refusez tout autant Pollock, ce peintre qui parfois se mettait à quatre pattes ou montrait sur ses échelles pour jeter de la peinture sur ses toiles.

— On en a fait un génie, mais je ne vois pas que le refus radical de la forme puisse être un parcours de liberté. Je ne vois dans cette liberté qu'un message tragique, car elle tue toute parole. Il y a là une impasse. D'ailleurs, Pollock n'a pas été un exemple fertile.

Édité par le S.A.R.L. le Monde.
Général : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Stangor.

Imprimerie du « Monde »
5, rue de Valenciennes
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 57437.

— Dans « Les Loisirs de l'eau » on voit, d'en dessous, un morceau de mer, un corps de nageuse, qui, lentement remonte à la surface. Un adolescent marche sur le fond marin. On a là la concrétion d'un moment, car le soutien-gorge de la femme tombe un peu. Vous rendez un temps deux, aquatique.

— J'aimerais que les moments soient pris dans l'utopie de la durée. Le mouvement pourrait alors devenir forme, et non plus seulement instantanéité. Mon mouvement n'a rien à voir avec la photographie.

La ville et la mer

— Vous utilisez les miroirs, comme reflet, mais surtout comme tension. Dans « Le Tableau et les Voyeurs », on peut voir un tableau dans le tableau. Une femme, les yeux bandés, se penche vers un homme en érection qui se désabîlle. De l'autre côté, dans une glace, on se reflète une buste, une petite fille regarde. Ce tableau est plein de l'énergie des rapports entre ce qui est représenté et ce qui, sans cesse, échappe.

— J'aime les fenêtres. Elles défont la toile, ferment et ouvrent tout à la fois. Les fenêtres sont esprit, et les miroirs sont illusion de tableau. Mes miroirs ne renvoient pas à mon narcissisme ; d'ailleurs, je n'y suis presque jamais, ou alors en morceaux... Mais, il est arrivé quelque chose d'étrange à ce tableau. Le sexe en érection a été volé, déporté dans la maison de la culture d'Arcueil. Un jour, une classe d'enfants en visite a découvert ce trou dans la toile. Mon voleur est tombé dans le piège du tableau !

— Ce tableau a eu bien d'autres aventures. Dans une exposition, à la maison de la culture de Douai, le maître voulait le retirer, en raison de son obscénité. On m'en a averti, et j'ai demandé qu'on enlève l'ensemble de mes toiles, ou bien que la censure se montre. On a alors épinglé un cache-sexe sur le tableau. Cela était important ; la censure montrait alors son visage. Il est étrange, tout de même, de voir combien l'érection est encore insupportable à beaucoup. Peut-être le phallus a-t-il toujours quelque chose de sacré ?

— Votre peinture est voluptueuse. Votre lumière carressante, enroulante, douce, alors que vos objets ne le sont pas particulièrement.

— Effectivement, je dessine souvent de façon assez cruelle. Mais, j'ai toujours mêlé à cette cruauté la détente de la couleur. Un arbre sans feuilles et sans fleurs serait pure folie, si la cruauté de l'arbre ne plongeait pas dans la vie des fleurs et de la terre.

— Né en Italie, vous vivez maintenant à Paris, tantôt dans les îles méditerranéennes.

— J'ai vite compris que, dans la stratégie de ma vie, j'avais besoin de situations opposées. J'ai quitté Bologne, qui n'était pas assez ville, pour aller à Milan, puis, à Paris. J'ai compris que Paris était plus ville que Milan ; je ne vois pas d'autres villes qui me plaisent et qui soient plus villes. Mais, j'ai aussi besoin du contraire, des îles de Méditerranée comme l'archipel. Ce que je déteste le plus, c'est la banlieue, son manque d'identité, son accumulation.

— Votre peinture emprunte une lumière qui vient aussi des plages de la Méditerranée.

— Tout cela n'est sans doute pas accidentel. Mais j'apprécie aussi les lumières de Normandie. A Trouville, je retrouve la lumière de Naples. Et puis, la lumière change tout le temps. Un jour, Naples ressemble à Trouville. Mais, la lumière de mes tableaux ressemble à la lumière la plus fréquente en Méditerranée.

— Vous peignez la déshumanisation moderne. Mais votre monde, plein d'air, d'eau, n'est pas triste, il est aussi dynamisant. Dans vos flots, cela coule, et votre monde est aussi fin.

— Je suis content que vous voyiez des délices-là, car c'est là que réside ma dynamique interne. Voir ma peinture comme une peinture pessimiste, c'est ne s'attacher qu'à l'illustration. En fait, ma motivation se veut dynamisante. J'aurais envie de renverser l'angoisse. Même si je la représente... La rigueur et le désir sont, peut-être, les seuls moyens pour qu'une image soit plus intense et plus véridique que la visible lui-même.

(1) Cremonini, Belfond, 1980. D'autre part, Marc Le Bot vient de publier : Les Parents et le regard, recueil d'entretiens avec Cremonini, chez Fayard.



CREMONINI

Le Monde DE L'EDUCATION

L'ORIENTATION APRÈS LA CINQUIÈME ET LA TROISIÈME

NUMÉRO D'AVRIL

Deux étapes-clés à ne pas manquer. Comment se déterminer ? La grande tromperie de l'enseignement technique « court ». A quinze ans, comment choisir son avenir ?

Les options, les procédures, les voies de recours, les erreurs à ne pas faire.

EN VENTE PARTOUT : 7 F — MENSUEL

TÉMOINS

Catherine Karolyi la comtesse rouge

Descendante de la haute aristocratie hongroise et ralliée au régime de Janos Kadar, la comtesse Karolyi a traversé toutes les intempéries de l'histoire d'Europe centrale.

GILBERT COMTE

EN 1980 quel contemporain domine assez le temps pour pouvoir murmurer à propos du prince Blumark : « C'était un ami de mon grand-père » ? Dans la modeste maison provençale qu'elle occupe, Catherine Karolyi exerce ce fascinant privilège parmi ses livres, des gravures, quelques vieux meubles.

Trois mois après l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand à Sarajevo et le début du premier conflit mondial, Catherine Andrássy épouse par amour le comte Michel Karolyi, descendant comme elle d'une illustre dynastie seigneuriale. Riche, élegant, ce grand aristocrate libéral désapprouvait l'engagement militaire du pays avec l'Allemagne. Depuis plusieurs années déjà, il animait une vigoureuse opposition parlementaire contre le président du conseil, Ivan Tissa, inconditionnel de l'empereur François-Joseph.

Lorsqu'en 1918 la défaite chassa les Habsbourg de Vienne, l'ultime dépositaire de la couronne, Charles I^{er}, confia le gouvernement de Budapest à Michel Karolyi, avec mission de maintenir l'ordre. Sous la pression de la rue, il déclara la République, en devint le président. Mais déjà, l'onde révolutionnaire partie de Russie s'écroulait à son tour. Dépassé par les communistes, il se laissa évincer par Bela Kun sans aucune résistance.

À l'exception de Catherine, enthousiaste de la nouvelle cause, son ralliement aux rouges dressa toute la noblesse contre lui. Un mois avant l'écrasement des marxistes par l'armée hongroise, il s'enfuit en France avec sa femme et ses trois enfants pour se soustraire aux vengeances. Leur exil impérial et bohème dura vingt-six ans.

Au début de 1946, ils rentrèrent dans Budapest dévastée par de longs combats entre les troupes allemandes et soviétiques. Le gouvernement de coalition formé par le parti des petits propriétaires, des syndicalistes, les nationaux-paysans, les socialistes et les communistes leur réserva l'accueil triomphal dû aux fondateurs historiques du nouvel État. En tant que ministre, Michel Karolyi prit part à la révolution hongroise de 1948 avec Kossuth. Votre père fut l'un des compagnons de Jean de l'archiduc Rodolphe, retrouvé mort à Mayrath en 1889. Votre oncle fut le dernier ministre des affaires étrangères de l'Autriche-Hongrie. Mais à Budapest aujourd'hui vous vous entendez bien avec le gouvernement. Comment passe-t-on de la Hongrie des Habsbourg à celle des communistes ?

— Avec l'histoire, évidemment. Quand on reconnaît qu'un système est corrompu, que le pays n'en veut plus, quand on se rend compte qu'il est injuste et rend le peuple malheureux, que la société dirigeante n'a plus le droit moral de diriger, un homme intègre et courageux ne peut plus, même si son propre intérêt est en cause, ne pas accepter les lois de l'histoire et ne pas se tourner contre cette société.

— Mon mari était du leader de la gauche du parti de Kossuth, et son instinctif était de se libérer de l'alliance avec l'Allemagne et de pousser la monarchie à prendre une position neutre. Étant un démocrate convaincu, il savait que l'amitié avec l'Allemagne soutenait la réaction et présentait un danger perpétuel de guerre. Notre neutralité l'aurait affaibli.

— Mon mari informa le président Poincaré et le Quai d'Orsay de sa conception, mais malheureusement le meurtre de Sarajevo arrêta toute possibilité de décision. Les gouvernements qui déclaraient la guerre contre la Serbie étaient remplis d'illusions, croyant que la Russie ne viendrait pas aider les « assassins ». Donc, nous ne courions aucun

de Budapest. Quel regard jetiez-vous sur ce monde englobé ?

— Ce sacré romantisme de 1916, après la mort de l'empereur François-Joseph, représentait pour la Hongrie un cérémonial traditionnel, un symbole historique de l'indépendance hongroise, (qui était elle-même une fiction) mais la vie réelle de cette époque ne correspondait plus à ces rites. Le peuple n'y participait pas, il était dans les tranchées, dans la boue et le sang, sacrifiant de jeunes vies pour les intérêts de la Grande Allemagne. Les ponts du Danube étaient bien gardés par la police pour raison de sécurité, et les quelques mille cinq cents nobles qui prenaient part au couronnement ne remplaçaient pas l'enthousiasme spontané des foules, donnant l'impression d'un théâtre bien réglé. C'était la fête des nobles.

— Je portais le costume de la grand-mère de mon mari, qui l'avait porté au couronnement de François-Joseph en 1867, avec sa taille de guêpe, qui me paraissait cruellement, et le diadème ancestral me donnait des douleurs aiguës au front. Nous avions, mon mari et moi, un présentiment bizarre que ce sacre serait le dernier de la monarchie austro-hongroise.

Contre la guerre

— Pourtant un espoir vivait en nous, dans la gauche hongroise. Le jeune roi qui n'était nullement responsable de cette guerre, et qui avait subi l'influence de l'archiduc François-Ferdinand assassiné à Sarajevo, allait changer bien des choses, surtout concernant le désir de paix, et pourrait résister au Kaiser, afin d'arrêter l'effusion de sang et s'approcher de l'entente. La nation hongroise viendrait à son aide, ainsi que les minorités non germaniques de son empire, pour lesquelles une victoire allemande serait catastrophique. L'Allemagne représentait, pour nous les progressistes, le militarisme, l'impérialisme et la réaction.

— Votre grand-père Gyula Andrássy prit part à la révolution hongroise de 1848 avec Kossuth. Votre père fut l'un des compagnons de Jean de l'archiduc Rodolphe, retrouvé mort à Mayrath en 1889. Votre oncle fut le dernier ministre des affaires étrangères de l'Autriche-Hongrie. Mais à Budapest aujourd'hui vous vous entendez bien avec le gouvernement. Comment passe-t-on de la Hongrie des Habsbourg à celle des communistes ?

— Avec l'histoire, évidemment. Quand on reconnaît qu'un système est corrompu, que le pays n'en veut plus, quand on se rend compte qu'il est injuste et rend le peuple malheureux, que la société dirigeante n'a plus le droit moral de diriger, un homme intègre et courageux ne peut plus, même si son propre intérêt est en cause, ne pas accepter les lois de l'histoire et ne pas se tourner contre cette société.

— Mon mari était du leader de la gauche du parti de Kossuth, et son instinctif était de se libérer de l'alliance avec l'Allemagne et de pousser la monarchie à prendre une position neutre. Étant un démocrate convaincu, il savait que l'amitié avec l'Allemagne soutenait la réaction et présentait un danger perpétuel de guerre. Notre neutralité l'aurait affaibli.

— Mon mari informa le président Poincaré et le Quai d'Orsay de sa conception, mais malheureusement le meurtre de Sarajevo arrêta toute possibilité de décision. Les gouvernements qui déclaraient la guerre contre la Serbie étaient remplis d'illusions, croyant que la Russie ne viendrait pas aider les « assassins ». Donc, nous ne courions aucun



FIBRE LEVY

risque, supposaient-ils, et il fallait punir la Serbie. Les hommes, même intelligents, sont portés à croire ce qu'ils désirent.

— Pendant la guerre, à partir de 1915, Michel et ses adhérents menaient au Parlement hongrois une campagne acharnée contre les partisans de la guerre, pour une paix séparée. Les appels de Léoline en 1917, la paix de Brest-Litovsk avec les Allemands, étaient reçus par certains avec un grand soulagement, par d'autres, avec l'ingratitude que les événements tourmentent en faveur des États centraux. Le premier pas vers la paix me parut, je pense, qu'il donnerait à nos peuples le courage de la suivre. La révolution d'Octobre m'enthousiasma.

Patriotes de poche

— De libéraux, vous deveniez extrêmes !

— Non, cela dépend de ce que vous appelez « extrême ». Si c'est le bolchevisme, nous étions loin de le désirer chez nous en 1917. Le socialisme à la fin des années avait toute notre sympathie, quoique nous ne fussions pas membres du parti. Nous souhaitons que l'influence des socialistes devienne partout plus forte afin de nous guider vers la paix, afin d'avoir un régime plus juste, plus démocratique, avec le suffrage universel, une réforme agraire radicale et une politique étrangère indépendante de l'Allemagne.

— Si vous appelez cela être extrême, alors nous étions des extrêmes. Si une révolution avait pu réussir, nous aurions été pour cette révolution, mais mon mari était réaliste. En 1917, il savait que cela était impossible à une époque où les armées allemandes se trouvaient dans une position avantageuse. Il fallait donc attendre que la situation militaire des alliés s'améliorât avec l'entrée en guerre de l'Amérique. C'est alors que l'on pourrait espérer voir la raison dominer nos hommes au pouvoir et s'efforcer favorablement les déclarations du président Wilson. C'était la seule chance de sauver la situation et d'aboutir à une paix juste sans une révolution sanglante.

— Vous ignorez l'extermination des gens de votre classe, en Russie ?

— Je n'ai jamais eu un patriotisme de classe et je méprisais ceux qui l'avaient. Je les appelle les « patriotes de poche ». Je

comprends le patriotisme pour son pays, mais pas celui de classe, qui est un egoïsme honnête. Je déteste la violence et surtout celle commise par les forts contre les faibles. C'est lâche. Bien sûr, le sang coulait. Il a coulé pendant la révolution comme pendant la guerre. Nous souhaitons avant tout l'arrêt de cette effroyable hécatombe.

— Quant au socialisme, le vrai, nous pensions pouvoir le réaliser chez nous, dans de meilleures conditions qu'en Russie. Un socialisme à la manière hongroise, convenant au développement historique et au caractère de notre peuple. Nous ne pensions pas qu'il serait possible de convaincre la noblesse de renoncer volontairement à ses privilèges, mais lui faire comprendre que si elle continuait sa politique réactionnaire, le peuple se révolterait. Dans ce cas, cette noblesse perdrait bien davantage qu'en acceptant des sacrifices à temps. C'est ce qui arriva.

— Qu'en pensez-vous rétrospectivement ?

— Que l'égotisme et la peur de perdre leurs avantages matériels nuit au bon sens et rend les hommes aveugles. Quant à Bela Kun, il était beaucoup moins cruel qu'une propagande anticommuniste ne l'a prétendu. Les tribunaux n'ont pas condamné des bourgeois hostiles. La dictature du prolétariat combattait les révoltes paysannes suscitées par les propriétaires féodaux.

— Bela Kun était, dans ce temps, un patriote sincère, qui avait mis sur pied une armée d'ouvriers et de paysans pour défendre les frontières que l'armée de Belgrade avait gardées. C'était aussi un patriote sentimental. Il avait un faible pour l'histoire, pour les vieux noms historiques, et son antichambre grouillait de comtes et de barons qui lui demandaient des passeports pour quitter le pays et aussi d'autres privilèges. Il était honteux de leur rendre service. Mais, quand les armées roumaines envahirent la Hongrie, encouragées par les généraux français, les émigrés revinrent à leur suite, pour châtier le peuple coupable.

en péril, les anciennes valeurs morales perdent de leur importance. Quelque chose se brisa en moi : ma foi en l'amitié, en la loyauté, une certaine idée que je m'étais faite du courage, de la justice, de l'honnêteté de mes anciens amis. Quand ils brûlaient vifs les communistes et les juifs, quand les rivières étaient rouges du sang des victimes, j'ai compris que la persuasion n'était pas assez efficace, mais qu'il fallait utiliser la force. Aujourd'hui, je n'y crois plus, car la situation a changé et l'expérience m'a appris que la violence engendre toujours la violence.

Un immense espoir

— Pendant l'entre-deux-guerres, votre mari et vous-même avez noué des rapports étroits avec l'extrême gauche occidentale favorable au bolchevisme. En 1931, vous avez visité l'Union soviétique en voyage organisé. Selon vos Mémoires publiés en 1978 à Budapest, c'était pour vous la « terre promise ». La collectivisation des terres venait pourriez-vous évaluer des millions de paysans ignorants, vous complètement des crimes, et n'avez-vous jamais éprouvé aucun regret d'avoir fourni à Staline le témoignage de votre présence dans son pays ?

— Impossible de juger les choses de cette époque avec l'esprit de la nôtre. En 1917, la révolution russe souleva un immense espoir parmi les intellectuels occidentaux. En 1931, quand nous avons rejoint le groupe de journalistes et d'écrivains français pour faire un numéro spécial sur la vie soviétique, cette espérance vivait toujours dans nos cœurs. Les travailleurs des pays capitalistes se convainquirent qu'un grand pays viendrait soutenir leur cause. La gauche européenne était peu informée, elle savait seulement que le système capitaliste avait été aboli, abolie également l'exploitation de l'homme par l'homme, et que l'État était le seul pouvoir et le seul responsable. Que les révolutions soient sanglantes, cela est une vérité de La Palice. Mais quand nous y étions, la guerre civile ne ravageait plus le pays ; les fermes collectives se multipliaient et gagnaient sur les fermes d'État. C'était la troisième année du plan quinquennal, l'industrialisation avançait à grands pas. Staline était en train de faire un de ses reculs stratégiques.

connus sous le nom de « Realpolitik », l'électrification se faisait dans des mesures gigantesques, le Dnieprogherz, un des miracles du siècle, se construisait sous la direction d'ingénieurs allemands et américains, et sous les regards admiratifs des citoyens russes et étrangers. Il n'y avait pas de chômage, qui est toujours l'ingratitude de l'Ones. Même si le communisme dans le sens marxiste n'a pas été réalisé, le pouvoir de Mamonov a été certainement brisé, et aussi la féodalité rurale. Le harnachement de Trotski nous inquiétait.

La révolution russe ressemblait à la Révolution française de 1789, en ce que les paysans prenaient possession de la terre des seigneurs. Les masses devenaient de plus en plus nombreuses et des paysans bottés et barbus contemplaient éblouis les trésors de leur patrie, qui leur appartenaient, disait-on. Nous ne nous attendions pas à trouver tout

parfait après dix ans de guerre civile ; mais le dynamisme des travailleurs et l'enthousiasme de la jeunesse nous impressionnaient. Nous n'appartenions pas à ceux pour qui la Russie était le modèle exemplaire à suivre, comme Bela Kun a essayé de le faire chez nous, avec peu de succès.

— Après vingt-six ans d'exil, vous êtes rentrée à Budapest avec votre mari. L'armée rouge occupait le pays. Rakosi cherchait à dominer le gouvernement. Michel Karolyi se mit à la disposition des hommes au pouvoir. Après les procès de Moscou et la signature du pacte germano-soviétique, pouvait-il vraiment s'illusionner sur la possibilité de s'entendre avec un personnel fermé à l'école stalinienne ?

— Quand nous sommes rentrés en Hongrie, le pays était gouverné par une coalition composée des partis qui ont pris part à la résistance ; les petits propriétaires, les socialistes et les communistes. Le président de la République récemment élu était un petit propriétaire et un résistant. Une des raisons pour lesquelles Michel n'a pas réagi aux appels de ses amis en 1945 qui ont espéré qu'il serait élu président, était que sous les conditions existantes, il ne voulait pas assumer cette grande responsabilité. Quelle chance qu'il fût aussi clairvoyant, il n'avait aucune ambition personnelle, c'est seulement au cas où il aurait senti qu'il pouvait vraiment aider son pays, qu'il aurait suivi les conseils de ses partisans.

— Il ne s'est pas mis à la disposition des hommes au pouvoir, autrement il serait rentré plus tôt. Il est rentré en 1946, pour vivre dans son pays et aider ses compatriotes dans leurs difficultés. Les membres du gouvernement, des partis, et des personnes privées venaient lui rendre visite et lui demander conseil.

— Par vos contacts avec les meilleurs communistes avant la guerre, puis la participation de votre mari à un système de décentralisation populaire, vous appartenez à ceux que l'on appelle les compagnons de route. Avec l'expérience, comment jugez-vous leurs entreprises ?

— Les compagnons de route croient au communisme, pensent qu'il ferait un monde meilleur. Mais ceux qui croient que le stalinisme était le communisme se trompent. Il le défigure complètement, car le socialisme, comme Michel Karolyi le disait, n'est pas seulement un problème économique, mais aussi une question éthique et morale.

— Une révolution s'accompagne fatalement d'erreurs, et nous savons que ce n'est qu'un prix d'erreurs, de déceptions, de batailles perdues que l'on apprend à vaincre et à pouvoir conserver ce que l'on a gagné. Il faut regarder le changement sous tous ses angles. Les communistes ont commis des fautes, des énormes fautes, mais ils ne sont certainement pas les seuls. Les capitalistes montrent-ils des mains propres ?

— La Hongrie actuelle ne ressemble en rien à celle de Staline ou de Rakosi, elle a changé. Elle est meilleure qu'en 1945, quel autre temps. Les gens aussi

« En 1916, vous assistiez, parmi les femmes de la haute aristocratie hongroise en costume de cour, au sacre de l'empereur Charles I^{er} d'Autriche comme roi de Hongrie, dans la cathédrale

ont changé, ils sont différents, surtout les jeunes. Ils sont plus sérieux, plus compétents, plus mûrs qu'auparavant. Ils ont la permission de voyager. Quand ils reviennent de l'étranger, ils ne connaissent que tout n'est pas rose en Occident non plus. Ils sont plus objectifs et justes sur les réalisations du socialisme. Leur lucidité justifie l'espérance des compagnons de route.

— Révolutionnaire dans votre classe d'origine, ne restez-vous pas une conscience d'ancien régime pour les communistes ?

— Chacun de nous a son caractère. Il marginalise parfois bien davantage qu'une situation sociale ou des opinions. Je n'ai jamais appartenu à un parti, car un fond d'insatisfaction ou d'écœurement pour la justice m'empêchait toujours d'adhérer totalement à une discipline. Je suis une nature sceptique, et je crois que la doute et la critique libre sont absolument nécessaires pour trouver la vérité. Il faut vouloir la perfection pour obtenir un bien réel. L'opportuniste nous amène à accepter le mal. L'indépendance d'esprit marginalise. Je n'aurais jamais pu me plier à une routine administrative, à la bureaucratie qui anesthésie les énergies créatrices. On me reproche souvent cette attitude et on me dit anarchoïde. Il y a probablement du vrai. J'admets être marginale par tempérament. Aujourd'hui, toutefois, mes compatriotes m'identifient avec l'histoire.

— Les communistes se méfient toujours des nobles ralliés au socialisme et ne peuvent se débarrasser de leurs préjugés que par une lutte acharnée. Quelque Bela Kun et Rakod n'ont pas douté de la sincérité socialiste de Károlyi, ils ne l'aimaient pas. Lui non plus, du reste, ne les aimait pas.

— Aujourd'hui, tout cela a changé. La fameuse parole de Kádár « qui n'est pas contre nous est avec nous » a beaucoup aidé la compréhension et il n'y a pas de haine entre les anciens et les nouveaux dirigeants. Un jeune Károlyi, qui vit en Hongrie, a un succès énorme comme écrivain. Il écrit dans un style nouveau, métamorphosé comme celui de James Joyce, qui a bouleversé la langue anglaise dans les années 20.

— Tout le monde reconnaît son talent et la jeunesse l'admire. Si hasardait qu'il soit d'attirer les médias, quelles relations auraient pu exister entre Michel Károlyi et l'actuel secrétaire général du parti communiste hongrois, M. János Kádár ?

— Mon mari est souvent des rapports compliqués avec les politiciens. Il déplorait leur cynisme imprévoyant, leur propension à sacrifier les principes essentiels à d'éphémères combinaisons et à des avantages momentanés. Il savait que le pouvoir est un poison : il atrophie le sens commun. Il jugea toujours les actes des uns ou des autres d'après ce qu'il réalisait par coïté au peuple. Au terme de tout calcul, c'est encore lui qui paie. Pour cette simple raison, je pense que, avec les anciens Hongrois, il soutiendrait à présent l'œuvre de János Kádár et de ses collaborateurs.

— Bien sûr, il critiquerait certaines choses. Mais une politique se juge sur ses résultats globaux. Celle-ci a fait ses preuves. La popularité de János Kádár le démontre suffisamment. Sa réserve, sa persévérance, son absence d'orgueil et de vanité confirment qu'il n'exerce pas ses responsabilités par goût du pouvoir, mais pour faire de son mieux dans des situations complexes et difficiles. Je lui ai rendu visite à mon retour en Hongrie en 1963. J'entendais alors, comme je le souhaite encore aujourd'hui, apporter mon soutien à son bon sens, à son patriotisme, à sa sagesse et à l'effort permanent de préparer la route au socialisme dans l'intérêt du peuple.

— Vous avez traversé bien des orages, essuyés des défaites, connus des revers. Pour vous, maintenant, on se situe l'intérêt essentiel de la vie ?

— Il change lui aussi avec les époques. La politique des politiciens ne m'intéresse guère. Par rapport au danger d'une destruction universelle par l'atome, tout me semble futile.

— Devant ce monde livré à une technique qu'il ne maîtrise plus, mes souvenirs ont-ils une quelconque importance ?

— Si je devais de nouveau agir, je deviendrais une écologiste engagée !

TRANSITIONS

Espaces japonais

La croissance et la modernité ont fait éclater les espaces traditionnels de la société japonaise — espaces du travail, de la famille, de la ville, du monde. C'est tout un équilibre entre l'individu et la collectivité qui est ainsi remis en cause.

JACQUES PEZEU-MASSABUAU

COMME toute communauté humaine, la société japonaise applique implicitement les notions d'espace et de temps définies par sa civilisation. Comme toute civilisation, celle des Japonais enseigne à chacun sa place, en l'enfermant dans un réseau familier de symboles, de rites, de gestes, grâce auxquels il recrée sans relâche ses coordonnées. Pourtant, depuis Meiji (1868), et surtout les années 50, une mutation profonde affecte à la fois cet espace et ces comportements. A la mosaïque régulière des aires d'existence élaborées par des siècles d'occupation traditionnelle, a succédé un partage de plus en plus net du pays en deux blocs : celui des régions urbaines et manufacturières, qui constituent la Mégapolie, le long du Pacifique et de la mer intérieure, et l'ensemble dispersé des régions du Nord, du Centre et de l'Ouest, demeurées rurales, vouées à la tradition et « passives » dans la course à la croissance.

Cette « réorganisation » de l'archipel nippon — la Mégapolie comme base de production à l'échelle de tout le pays et du marché international, le reste du pays en marché de consommation et de main-d'œuvre — suscite des modifications rapides du cadre de vie des habitants et de leurs anciennes solidarités. Elle écartèle notamment pour chacun d'entre eux l'espace traditionnel de sa vie quotidienne, cet espace où la famille, le travail, les plaisirs et la vie publique se trouvaient étroitement liés et où l'individu se fondait éperdument dans la collectivité.

Cet espace se polarisait en fonction de deux notions opposées : le « dedans » et le « dehors ». Le premier, comportant — outre soi-même — sa famille, le groupe où on se trouve inséré et dont on retire son identité véritable. Mais ce groupe lui-même est inséparable du lieu où il vit et exerce son action. Le « dedans » est ainsi autant un quartier de Tokyo, une entreprise, un village, que la collection d'individus vivant ou agissant en commun. Le fameux « consensus », qui régit immémorialement les rapports des villageois ou des citadins dans les assemblées, n'est que l'inclusion définitive dans le « dedans » : cette aire où tout est fixé, tacite, convenu. Toute faille dans l'unité collective constitue une brèche ouverte sur le « dehors ».

Solidarités

Celui-ci est formé des aires périphériques à la sienne (au niveau de la collectivité japonaise, par le reste du monde) et exclues normalement du champ de relations habituel : monde sous-traité à l'emprise du groupe et qui ne fait pas partie de lui. C'est, surtout, l'espace où le « moi » se dissout, n'étant plus armé des innombrables solidarités qui le définissent dans le « dedans ». On ne saurait exister, avoir une vie familiale ou professionnelle, se distraire ou participer à la vie publique que dans le cadre du « dedans ». Quitter son « lieu » est ainsi se déraciner non seulement d'un « climat » familial (le mythe du pays natal est très vivace au Japon), mais, bien davantage, d'un territoire humain hors duquel la vie cesse d'avoir un sens.

D'autres ont décrit (1) comment les processus de la croissance économique ont séparé la vie familiale du monde du travail et déguisé entre eux l'espace de la ville, domaine de la fonction ludique et de la contestation, tout en rendant plus précoce la présence périphérique d'un quatrième espace : celui du monde, que la civilisation

japonaise traditionnelle n'admettait qu'avec une circonspection proche du refus. L'harmonieux contrepoids de l'espace traditionnel, étroitement enfoncé sur son opposition dedans/dehors, se trouve aujourd'hui éclaté sur ces quatre registres où, bon gré mal gré, le Japonais de notre temps doit tenter d'inscrire sa personnalité.

La maison

C'est l'espace du travail qui assure encore avec le plus de vigueur la permanence des anciennes solidarités et des hiérarchies : c'est de lui que les autres tentent de se détacher. A la manière d'une centrifugeuse géante, l'intégration économique, qui a accompagné la croissance et dispersé les cellules conjuguées en communautés éparpillées, en lâchant les équilibres autour des centres urbains, a concentré les lieux de travail au sein de citadelles solidement ancrées au cœur des villes (pour la fonction tertiaire) ou à leur périphérie, ou encore en complexes manufacturiers établis sur la mer.

Mais cet espace de travail s'étend à tout lieu où se retrouvent les solidarités qui le caractérisent (sous la forme du paternalisme militant que l'on sait), par le jeu des loisirs ou des amitiés nées dans le travail. Cette emprise englobe souvent le logement lui-même, de sorte que les contraintes qu'elle exerce sur chacun — aspect des habitations d'ordre professionnel, obligation de relations « privées » limitées aux connaissances de l'usine ou du bureau — l'escorcent jusqu'au seuil de sa demeure. Cet espace professionnel envahissant, et débordant largement l'enceinte de l'entreprise, reste ainsi le plus dominant, et la vie privée elle-même, l'espace de la famille, ne commence qu'à peine à lui échapper.

Celui-ci se concentre sur la maison, domaine de la femme et de l'enfant. Mais, alors que, en Europe, la révolution du sentiment, au dix-huitième siècle, avait défilé en partie les anciennes solidarités en isolant la famille du travail dès avant la révolution industrielle, au Japon, la famille a gardé plus longtemps son rôle de cellule économique de base (productrice puis consommatrice) et la composante affective ne s'est fait jour qu'après la mutation de l'économie, en fait elle s'opère actuellement.

Si la femme continue d'assurer, avec une énergie parfois surprenante, l'autorité sur ses enfants (notamment afin de leur faire franchir outre que coûte les redoutables étapes de la vie universitaire), l'espace de la famille s'affirme progressivement comme étant celui de l'affectivité et de l'épanouissement personnel. Les enfants y ont, de plus en plus, leur chambre individuelle, et, le soir venu, chacun s'efforce de s'y exprimer sans contrainte, dans ses propos, dans ses activités, dans ses distractions.

Mais, même ici, le poids de la société est sans doute plus lourd que dans un foyer occidental : par le jeu des relations de quartier et par la télévision qui, en permanence, ressasse les valeurs du groupe et, par sa publicité, maintient chacun en l'état de consommateur virtuel. L'espace de la maison demeure ainsi loin de soustraire l'individu au regard inquisiteur de la société industrielle, quels que soient les progrès de ce sens. De sorte que le meilleur refuge de l'individu paraît être, pour le moment encore, l'espace de la cité.

Celui-ci est récent et a pris depuis vingt ans des proportions

remarquables. Cafés et restaurants, galeries marchandes immenses, étincelantes, fabuleux quartiers de plaisance : la gamme des « évènements » que propose la grande ville à ses habitants s'enrichit sans cesse. Ici, au moins, se sent-on seul et ce sentiment ouvre la porte aussi à la contestation, parant ainsi ce « troisième espace » de toutes les couleurs de la fantaisie et de la liberté. Lui seul paraît dégrader des hiérarchies ambiantes et assurer un anonymat que la société réprime absolument ailleurs. Si un « individu japonais » est susceptible d'éclater, n'est-ce pas ici que les conditions de sa naissance se trouvent réunies ?

Le croire est oublier qu'en toute civilisation, la ville n'est qu'un des moyens utilisés par le groupe pour perpétuer sa structure. L'anarchie traditionnelle du paysage urbain, où c'est la maison qui assurait la fonction structurante et non, comme chez nous, un réseau abstrait d'artères et de places, se voit déjà polarisée irrésistiblement. La ségrégation y colle comme de plus en plus les fonctions économiques et les catégories sociales. Surtout, cet espace demeure frappé d'atavisme, de marginalité par rapport aux deux autres où s'exercent les pressions structurantes de la société. On ne saurait y demeurer, ni même y séjourner : on y passe et c'est tout.

Reste le monde. Il a longtemps paru relever d'une autre planète, même après l'« ouverture » du Japon, vers 1860. Cette portion de l'espace non peuplée de Japonais portait en effet toutes les menaces de l'inconnu, même si cette crainte de se laisser détruire n'allait pas sans quelque nostalgie. On s'y enroulait parfois, car, si l'on n'a jamais rien eu à lui offrir, on avait tout à en recevoir, que ce soit de la Chine aux V-VI siècles ou de l'Occident depuis Meiji. A présent qu'on y poursuit ses entreprises commerciales, même si les bienvenues, il semble qu'on craigne moins de préserver l'« âme nationale » de sa contamination : on en a déjà reçu, outre la révolution industrielle, l'évangile démocratique des Occidentaux et leur culture. La vie quotidienne des Japonais est tellement baignée d'objets et de pratiques étrangères que cette apparente « qualité » est devenue un thème de prédilection pour tous ceux qui se croient tenus d'écrire sur l'archipel.

Insularité

Mais le Japon peut bien entretenir son langage de vocabulaire anglais, emprunter les instruments de production ou les recettes commerciales étrangères — et même les améliorer —, cet espace qu'il tente de conquérir ou de pénétrer, il continue de le refuser par l'esprit et le cœur : phénomène remarquable pour une civilisation périphérique, passive et qui n'a jamais su rayonner hors de ses flots. Le monde extérieur demeure frappé d'atavisme et, aux tentations d'universalisme s'opposent avec force la crainte de « rendre le Japon », c'est-à-dire de se détruire.

C'est à propos de ce quatrième espace, celui du monde, que la vieille opposition dedans/dehors continue de jouer avec le plus de force. La culture japonaise maintient ses adeptes en l'état de dévotion inconditionnelle, et l'étranger n'est admis, provisoirement dans le cercle des soucis quotidiens que comme une nécessité, non comme un besoin d'échange spirituel. Car, en définitive, l'espace japonais tire son unique définition de la culture japonaise. Même aujourd'hui, assombré, pollué, modernisé avec délice, il n'a rien perdu de sa spécificité aux yeux de ses occupants.

Lien des impressions familières qui conditionnent la vision du monde et l'emprise sur le monde, l'espace des quatre îles japonaises résume et englobe les quatre autres (du travail, de la famille, de la cité et du monde) dans une indolente et prenante atmosphère qu'on peut appeler, faute de mieux, la « japonicité ». Celle-ci continue d'assurer à chacun le seul cadre imaginable au développement de sa personnalité, bien qu'il soit permis de se demander si cette insularité culturelle, jalousement entretenue, continuera de garantir longtemps l'intégrité de l'espace national et de cette culture même qui en a défini les normes jusqu'à présent.

(1) Notamment en français, A. Bergès, *Le Japon, pays de l'espace*, Flammarion, 1976.

FUMÉES

Les prophètes du vide

Jamais le bavardage politico-philosophique n'a été aussi florissant, les discours fumeux aussi prisés...

CHRISTIAN DELACAMPAGNE

EN Grande-Bretagne, tout visionnaire souffrant d'un discours rentré peut s'exprimer librement à Hyde Park Speaker's Corner. En Suède, il existe des zones, repeintes chaque nuit où toute personne désireuse de s'extérioriser peut inscrire ses fantasmes et ses protestations. Mais en France, quand on veut se défoncer, on écrit un livre. Et, pour peu que ce livre brosse un tableau suffisamment confus de la société future pour que chacun s'y retrouve, il remonte facilement l'échelle.

Ainsi nos librairies regorgent-elles de manifestes creux et sonores, de professions de foi incohérentes, de prophéties multicolores. Tant pis pour le public, qui n'en peut mais ! Le bavardage politico-philosophique est devenu, avec le bavardage psychanalytique, l'une des deux plates de l'édition française dans le domaine des essais. Mais le jargon de certains analystes a un bon côté : la difficulté de la doctrine freudienne. Celle-ci sert d'écran de fumée. Le bavardage politico-philosophique, lui, n'a pas les mêmes excuses. Comme les problèmes de société sont des problèmes publics, tout un chacun est en mesure de juger ce qui s'en dit ici ou là. Ainsi, lorsque le livre est par trop creux, rouffant ou redondant, le lecteur peut-il se rassurer : au fond, si le livre comprend rien, c'est qu'il n'y a rien à comprendre ! Et tel est bien, hélas ! le cas le plus fréquent. En fait, il n'est guère de domaine où le vide de la pensée n'apparaisse aussi vite.

Ce vide, un numéro récent de la revue *Critique*, ajoutant le ton humoristique au sérieux habituel à cette publication, l'a fort bien mis au jour (1). Mais à quoi donc tient l'abondance de ces discours fumeux dont nous sommes envahis ? A la crise, sans doute. A l'effondrement du marxisme, également ; ainsi qu'au déclin général des idéologies traditionnelles. Et enfin à l'absence de bataille politique de quelque profondeur, susceptible d'agiter notre société gérée, bon an mal an, selon les mêmes principes depuis bientôt un quart de siècle.

Gourous

La crise, par exemple, explique la multiplication de gourous, qui invoquent nos « racines » indo-européennes (comme Alain de Benoist) ou, dans le meilleur des cas, Bouddha, Zarathoustra et Jésus-Christ (comme Roger Garaudy, apôtre de l'« énéisme » tous azimuts). La mort du marxisme attire, comme on pouvait le prévoir, toutes sortes d'oiseaux fort pressés à la dépece — qu'ils se disent de gauche (Clavel) ou de droite (Boutang), le discours étant bien souvent le même. Quant à l'absence de grand enjeu politique ou social, elle encourage l'essor de la spéculation en chambre, dont les livres habituellement écrits de Jacques Attali constituent un bon exemple.

Reste qu'aucune de ces « racines » ne suffit à nous convaincre. Au fond, chacune de ces différences causes aurait pu produire des effets opposés. Et l'on pourrait s'attendre à ce que les temps difficiles que nous vivons engendrent enfin un penseur à leur taille : pourtant, il n'en est rien.

Pour être juste, il convient d'ajouter que le bavardage politico-philosophique — dont la revue *Critique* n'a retenu que la dernière œuvre, celle de 1979 — n'est pas vraiment nouveau. Il existe depuis longtemps, depuis le dix-neuvième siècle au moins. Sans chercher très loin, on lui trouverait des précurseurs — à des titres divers, évidemment — du côté des idéologues napoléoniens, puis de Guizot, de Thiers, de V. Cousin, pour ne rien dire d'Alain, d'un certain Valéry, voire même de quelques pages d'Albert Camus.

Il faut donc croire qu'il s'agit là d'un phénomène français, typique de la place faite chez

nous à la philosophie — et lié, cela va de soi, aux institutions académiques qui, depuis la monarchie de Juillet, donnent corps à la façon dont les Français accèdent aux idées générales.

En clair, Jacques Bourveresse n'a pas tort de commencer par accuser, dans un article fort divertissant, l'Ecole normale supérieure et l'agrégation. Il est certain que ces deux concours, parce qu'ils obligent le candidat à parler de tout, ne lui laissent guère le temps de penser à quelque chose. Le brillant du style tend alors à cacher l'absence de réflexion véritable. Certes, le style est aussi l'expression d'une personne, mais de là à avancer, comme les tenants de la « nouvelle » droite, que ce que l'on pense impose moins que la façon de penser, il y a un abîme ! Et puis il faut reconnaître que même de ce point de vue on a de quoi être déçu : le style des nouveaux gourous n'est guère comparable à celui d'un Voltaire ou d'un Valéry. Plus la pensée est flaque, plus le langage devient pesant !

Conformisme

Toujours dans le même article Jacques Bourveresse démontre une autre cause du « vide » politico-philosophique : la conception courante du philosophe comme « spécialiste des généralités ». Issue d'un certain rationalisme commun au dix-huitième siècle aussi bien qu'à Auguste Comte, cette conception sert aujourd'hui à abriter l'ignorance (toujours dans le meilleur des cas) ou le fanatisme (dans le pire). Comment un philosophe personnellement qu'il définit la science infuse ou un politicien convaincu qu'il est un philosophe ne pourrait-il accomplir un travail personnel, effectuer une recherche originale ? Le conformisme ambiant, d'ailleurs, les en empêche : il est mal vu de s'intéresser aux sciences sociales, aussi bien qu'aux mouvements culturels étrangers. On préfère donc rester chez soi, à l'intérieur d'un hexagone intellectuel qui tend à se réduire de plus en plus aux dimensions du café du Commerce.

Et Pierre Legendre, qui contribue également à ce numéro exceptionnel de *Critique*, a raison d'ajouter que cette insuffisance commence à devenir un petit peu trop visible. « L'ignorance de ces pauvres choses qu'on appelle une réalité politique, bureaucratique ou juridique — comme il l'écrit superbement — est sans nul doute l'un des plus graves aspects de cette faiblesse qui caractérise tant d'éducations à la mode sur le pouvoir ou sur l'Etat. »

Mais on pourrait aller encore plus loin. Dénoncer, par exemple, comme le fait Yves Michaud dans un autre article, le lien entre le « bédélage » théorique dont souffrent tant de livres récents et le « terrorisme » que pratiquait, il y a dix ans ou plus, une certaine extrême gauche d'obédience stalinienne. Les gens qui, actuellement, ignorent l'histoire de la philosophie — et ses subtils méandres — sont en effet les héritiers de ceux qui, à l'époque, la rayaient d'un trait de plume courroucé.

Ce n'est pas une raison pour paviser. Sans doute, ici et là, partout, ailleurs, des milliers de travaux remarquables sont-ils en train de naître, de s'entrecroiser, de se greffer les uns sur les autres. Mais les médias leur préfèrent encore trop souvent la dernière profession de foi d'une vedette politico-littéraire qui n'en est plus à un reniement près pour attirer les feux de la rampe. C'est fort dommage, car ce que notre époque a sans doute produit de plus original, c'est sa critique généralisée de toutes les formes d'illusions philosophiques ou politiques. Ce rejet du faux-semblant, cette décision d'ouvrir enfin les yeux sur la beauté et la brutalité du monde, donc sur sa réalité — voilà l'impulsion profonde qui devrait, aujourd'hui, nous animer à faire régner le juste.

(1) *Critique*, « L'année politico-philosophique ou le comble du vide », janvier 1980, n° 322.

THÉÂTRE

Le parcours du spectateur

BERNARD DORT

ALLER au théâtre, il n'y a pas si longtemps, c'était s'asseoir dans un fauteuil d'un confort douteux, face à une scène où des comédiens, souvent debout, récitait un texte. Seul le music-hall, avec son promenoir, dérogeait à cette règle. Aujourd'hui, le spectateur n'a même plus cette assurance. Il doit parfois suivre tout un itinéraire, connaître de longues stations à la verticale, effectuer un parcours, la position assise ne lui étant permise qu'ensuite, ou jamais.

Peut-être, est-ce avec l'*Orlando furioso*, monté par Luca Ronconi et présenté, à Paris, dans un pavillon de feu les Halles-Bataillon (1980), que cela a commencé. Deux scènes de l'*Orlando furioso* du Théâtre du Soleil s'en sont suivies : une scène de l'acte I, entre eux, un large espace libre. Dans cet espace, spectateurs et comédiens se côtoyaient : les uns, vêtus de costumes chamarrés, recouverts de heaumes et d'armes, juchés sur des chariots, les autres, pris entre ces machines et ces personnages théâtraux, couraient pour leur laisser place ou reculaient pour les contempler. Tout cela faisait un tumulte, un va-et-vient inouï. Une superbe foire où l'inattendu se mêlait au banal, l'exotisme au quotidien. Le théâtre, un théâtre à la limite de l'effacement, avec ses passions et ses folies (de s'agiter, de se déplacer, de se déplacer, de la folie amoureuse du chevalier Roland pour la belle Angélique ?) fondaient littéralement sur nous, nous dispersaient, nous terrassaient. C'était la fête : le théâtre descendait alors dans la rue, qu'il nous soit le théâtre des Halles. Il nous forçait à entrer dans son jeu. On en ressortait, les jambes rompues (le spectacle était long), la tête assourdie (des vers de l'arioste au fracas des chariots, c'était un beau tintamarre), le regard saturé de monstres et de merveilles.

Peu de temps après, il y eut l'789 au Théâtre du Soleil (1979). Là, deux possibilités s'offraient à nous : ou s'asseoir sur les bancs des gradins qui bordaient de deux côtés l'aire de jeu, ou descendre dans celle-ci, y demeurer debout et, ainsi, entrer dans le spectacle. On devenait, alors, la foule de la Révolution, le peuple qui assiste à la prise de la Bastille ou qui ramène le roi de Varennes. Déjà, un semblant d'itinéraire s'esquissait : des tribunes à l'arrière, entre les estrades foraines. On était dehors ou dedans : on pouvait passer de l'un à l'autre.

Toutefois, assis ou debout, nous n'avions jamais affaire qu'à un espace unique : le lieu du carrousel de l'789, ou le terrain de prendre une vue globale. Maintenant, il n'en est plus ainsi.

Déambulations

C'était à New-York, en 1972, je crois. Nous étions quelques-uns, assez peu, à attendre pour voir une *Médée* mise en scène par un jeune Roumain, Andrei Serban, chez Ellen Stewart, à la Mamma. Nous entrâmes d'abord dans une salle et commençâmes à nous y asseoir quand il fallut nous relever et, un par un, descendre un escalier tendu de noir, éclairé seulement par quelques torches, dans les niches ou sous les poutres duquel se trouvaient d'étranges objets de mort, parures, mannequins, monies ou cadavres, je ne sais plus. C'est tout en bas, dans une espèce de crypte, que se jouait cette *Médée*, palmodie en grec antique. Cette descente aux enfers faisait, d'évidence, déjà partie du spectacle. Elle était une épreuve que devait nécessairement subir le spectateur : par elle, il pénétrait au cœur de la tragédie antique. Le parcours était accession au théâtre.

Depuis, de tels parcours se sont multipliés. Ainsi, j'ai suivi les couloirs d'une école d'une petite ville romaine dont chaque salle était devenue le lieu de rituels singuliers (l'une d'elles avait même, au grand scandale des autorités de l'endroit, été entière-

ment tapissée de « pizzas » — *Tradimenti-azioni*, par Memè Perlini) ; j'ai erré, à la suite de Marisa Fabbri, dans un hospice de Prato où, sur nos pas, les cloisons déplacées subrepticement, la topographie du lieu se transformait (*Les Bacchantes*, par Luca Ronconi) ; je suis passé de la salle de réception d'un hôtel pour touristes en goguette dans une chambre qui sentait la cellule, pour terminer dans des sous-sols suspects et, heureusement, retrouver l'air libre (*Kafka-Théâtre complet*, d'Engel et Faurat au Théâtre national de Strasbourg) ; j'ai séjourné dans un dédale, au premier étage du Théâtre de la Comédie d'Aubervilliers, où des hôtes fantomatiques bredouillaient du polonais s'employaient à balayer un tas de détritus (*La Poule d'œuf*, de Witkiewicz, par Philippe Adrien) ; j'ai visité quelques stands de l'Exposition universelle de 1900 sous la grande salle de la Maison de la culture de Nanterre (En l'honneur de l'Expo, de Jean-Claude Grumberg, par le Théâtre du Campagnol) ; j'ai vécu un après-midi dans l'appartement de feu M. le professeur Sosynoides, dans une aile du T.N.S., où les objets de sa collection n'étaient autres que des scènes d'Ibsen ou de Strindberg, jouées par des élèves de l'école du T.N.S., chacune dans une pièce étroite ou au fond d'un couloir, séparée de nous par le « quatrième mur » d'un guichet, d'un miroir sans tain ou d'une baie masquée par un store vénitien (travail du Groupe XIX, dirigé par Claude Petitpierre).

Initiation

De ces parcours, les uns relèvent de l'initiation, les autres du musée. Dans les premiers, il s'agit d'arracher le spectateur à son temps et à son espace habituels, de le mettre en état d'entrer dans le monde de la fable théâtrale. Comme il vous plaira monté par Peter Stein avec la Schaubühne (1977) nous en fournit peut-être le meilleur exemple. Donnée dans un grand studio désaffecté, à l'extrême limite de Berlin-Ouest, cette comédie de Shakespeare se jouait dans trois lieux. On stationnait d'abord, debout, serrés les uns contre les autres, sur une petite place publique, bordée de façades à la Palladio, toutes blanches, sous une lumière aveuglante : c'était la cour du duc usurpateur, un endroit presque cruel dans son ordre et sa clarté. Ensuite, on se retrouvait en pleine « forêt des Ardennes » shakespearienne, au bord d'un petit étang, entre des arbres, non loin d'une cabane surélevée : le lieu d'une nature presque sauvage où, sous leurs travestissements, Rosalinde et Orlando vont s'aimer et se reconnaître. Entre les deux, un labyrinthe : le parcours de la ville à la forêt, de l'ordre du pouvoir au désordre de l'amour, de la civilisation urbaine à l'utopie de la nature.

Ce parcours ne faisait qu'un avec notre expérience de l'œuvre.

L'initiation était devenue l'objet même de la représentation. Trop souvent, elle n'en restait que le prétexte : un rituel d'initiation, un déguisement auquel le spectateur se trouve confronté. Une mise en condition, avec tout ce que cette notion comporte d'abusif.

Le spectateur peut encore être amené à cheminer dans (et non plus vers) le spectacle : c'est la visite du musée. La scène se disperse en estrades ou en vitrines. On passe devant elles, s'arrête, puis repart. Ici, le théâtre revendique un statut de chose morte. Il ne nous livre plus que les traces, les vestiges d'un monde révolu : ceux-ci sont exposés à notre regard, offerts à notre démarche. C'est à nous qu'il revient de les prendre en charge, de leur donner du nouveau du sens.

Là encore, un spectacle de la Schaubühne peut tenir lieu d'exemple : le *Shakespeare's Memory* (1976), réalisé par Peter Stein en préparation à son travail sur *Comme il vous plaira*. Dans l'immeuble-studio de Spandau, étaient disposés un « théâtre rond » reconstruit sur les plans de Léonard de Vinci, le cabinet de travail de Vinci, une galerie des utopies, un jardin labyrinthique dit « des symphonies », une carcasse de bateau intitulée *Le Nef des fous*, et des chariots sur lesquels des comédiens venaient jouer des scènes de farce. C'était, proprement, un musée archéologique de l'ère élisabéthaine que nous visitâmes. Et, à la fin de ces deux soirées, un peu longues, lourdes, les comédiens construisaient, avec des morceaux de ces différents lieux, un promontoire baptisé *Shakespeare's Island* (l'île de Shakespeare).

Reste, toutefois, un doute : à choisir ainsi la forme du musée, le théâtre ne se condamne-t-il pas lui-même ? Il se donne pour un témoignage d'une culture et d'une civilisation ensevelies. Il déterre son propre cadavre. Peut-être, tout mis en mouvement qu'il soit, le spectateur sera-t-il tenté de s'en détourner. Et de refuser cette archéologie-fiction.

C'est qu'il ne s'agit pas seulement de l'initiation, le spectateur. Il faut le prendre au piège d'un environnement exotique ou fastueux. Initiation et musée peuvent aussi se fonder et se dépasser l'un l'autre dans un troisième terme : moins le parcours que le voyage, que l'épopée, avec ce que cela suppose de risques, de tensions et de découvertes.

C'est ce que réalisait le plus beau des spectacles-parcours que je connaisse : le *Faust Salpêtrière*, de Goethe, Grüber, Engel, Allard et Arrup, qui fut, accidentellement, mis en pièces par la critique parisienne en 1978. Là, dans cet itinéraire réglé par l'architecture rigoureuse de l'église de la Salpêtrière, avec sa chapelle centrale et ses chapelles en rosace, c'était toute l'épopée de Faust, héros exemplaire de l'âge bourgeois, que nous étions amenés à refaire et à juger, chaque station nous plaçant face au théâtre d'une époque et d'une tentation de l'homme occidental, tel que le dix-neuvième siècle a pu le rêver.

Car le parcours ne saurait, à lui seul, tenir lieu de spectacle. Il s'agit d'une authentique « expérience » mentale. Au contraire, il conduit à remettre en cause ses relations avec le spectateur. Cela, reconnaissons-le, n'est pas rien. Encore faut-il que ce jeu en vaille la chandelle. Épreuve pour le spectateur, le parcours l'est aussi, et d'abord, pour le spectacle.

GÉNÉALOGIE

Le registre de l'état des âmes

PIERRE GALLERY

Il n'est de chroniques, des lecteurs commentent ou questionnent. Quelquefois, ils donnent des conseils, suggèrent des sujets. Très exceptionnellement, ils envoient un article avec l'espoir non dissimulé de le voir publier. Cela fut le cas tout récemment et — il faut le dire — le texte envoyé laisse rêveur et perplexe. Que dit-il ? Quelle mise au point éventuelle nécessite-t-il ? Le professeur Georges Conton et le docteur Louis Michard nous adressent ceci :

« En 1954, Roger Mols insistait sur l'intérêt du dépouillement des *Libri status animarum*, ajoutant : « Pourrait les historiens n'en ont guère fait usage jusqu'à ces tout derniers temps. »

« Un quart de siècle plus tard, ce propos n'a rien perdu de son actualité. Aussi voudrions-nous brièvement rappeler ce qu'est le registre de l'état des âmes, ses origines, les raisons supposées de sa méconnaissance, conclure en proposant sa conservation — pour ne pas être son sauvegarde — et les moyens de l'utiliser. »

« Quatrième des livres paroissiaux, les trois autres étant les registres bien connus des baptêmes, mariages et sépultures, le registre de l'état des âmes doit être tenu dans toutes les paroisses, en vertu du canon 470, soit sous forme de registre, soit sous celle de fiches familiales. »

« Les familles sont séparées des âmes des autres. Pour chacune d'elles, on écrit successivement les noms, « surnoms » et âge de chacun des membres ; leur date d'arrivée dans la paroisse et leur provenance. Pour les père et mère, les noms de leurs parents

sont parfois indiqués ainsi que leur origine. Figurent en outre nom, prénoms et âge de ceux qui habitent sous le même toit, en précisant s'ils sont parents, alliés, domestiques ou étrangers. »

« Ce livre doit être tenu à jour, soit de manière courante, soit par révision périodique. Outre la composition précise de chaque foyer, sont donc notés arrivées et départs, avec indication de l'origine, du but et souvent du motif. Figurent dans les colonnes suivantes : la réception des sacrements et, dans certains évêchés, des particularités faisant de ce livre la somme des fiches signalétiques spirituelles de la paroisse. »

« Il convient ici de souligner qu'il est toujours rappelé qu'on n'y « écrit » rien touchant les mœurs qui ne soit notoire et connu dans la paroisse. »

« L'évêque Mathias de Ramming, à Spire, en 1874, prescrivait la tenue d'un *Libri status animarum*. Peut-être est-ce l'archétype. L'impulsion décisive revient à saint Charles Borromée, en 1585, à l'occasion du premier concile diocésain de Milan. Le 17 juin 1616, le Rituel Romain, imposé par la Constitution Apostolique Sedes de Paul V, officialisait la chose, fixant la manière de tenir les livres paroissiaux et indiquant : « La forme d'écriture de l'état des âmes dans le quatrième livre. »

« Depuis, dans plusieurs diocèses, ces directives furent rappelées et parfois complétées, des modèles étant annexés dans les statuts synodaux ou dans les rituels diocésains. Aujourd'hui encore, les constitutions synodales en vigueur dans la plupart des diocèses mentionnent le livre de l'état des âmes. »

« Néanmoins, rares sont les généalogistes, les démographes ou les historiens ayant recours à ce registre, pourtant si important car, ainsi que l'écrivait en 1882 M. l'abbé Antoine Martinet, archevêque de Chambéry : « Les archives généalogiques ne peuvent que bien difficilement être faites sans ce secours. »

Secret

« C'est qu'il est rappelé dans les instructions synodales, se référant au canon 470 à 4, que ces registres doivent être tenus sous clef de peur que les renseignements qu'ils contiennent ne soient livrés à la curiosité ou à l'indiscrétion. Sages mesures certes, mais des accès de sile ont pu conduire en certains lieux à leur aliénation ou à leur destruction. »

« Faut-il en conclure que, en dépit de leur importance, ils sont à jamais inutilisables en dehors de l'église ? Telle n'a pas été la ligne de conduite adoptée en Italie, par exemple, où les très longues séries conservées à Milan, à Florence ou à Rome, ont pu être exploitées. »

« Certes, ils font partie des archives « culturelles » ou religieuses dont le caractère a été parfaitement défini. Mais en cette année, dite du Patrimoine, l'épiscopat français qui, notamment lors du deuxième congrès d'histoire ecclésiastique de la France du 18 au 20 mai 1977, avait insisté sur l'intérêt qu'il porte aux archives paroissiales, prendrait à coup sûr une mesure importante et heureuse en décidant de rassembler les registres de l'état des âmes mieux de cent ans, ainsi que de ceux dont la conservation paraîtrait compromise. »

« Si la fréquence exigée des locaux réservés aux archives en matière diocésaine, ou encore une pénurie de personnel qualifié n'en permettaient pas classement et rangement, il serait toujours loisible de les déposer aux archives départementales, ou à la région des archives privées. Ainsi, serait sauvé un patrimoine précieux qui, pour autant, ne serait pas à l'indisposition. Il constituerait, sous les réserves ci-dessus exprimées, une mine à bien peu comparable, en particulier pour la démographie historique. »

Une mine

Le professeur Georges Conton et le docteur Louis Michard mentionnent qu'un article, avec références bibliographiques sur ce sujet, doit paraître dans *Cahiers d'histoire des universités* de Lyon, Grenoble, Saint-Étienne et Chambéry.

Il semble tout à fait invraisemblable qu'une telle mine pour le généalogiste et l'historien soit restée totalement méconnue en France. On peut évidemment supposer que le secret ait été strictement gardé, de façon analogue à l'attitude prise pour les dossiers de l'assistance publique. Mais ces derniers, si personne ne les a vus, nul ne doute de leur existence. L'état des âmes, lui, n'a vu le jour dans certaines paroisses, sous l'influence de la sociologie et à la suite des campagnes de « missions », que depuis une trentaine d'années.

Antérieurement, certains curés ont tenu un « diaire » relatant la vie de leur paroisse, mais qui n'avait rien d'officiel et restait dans l'égérie ou le presbytère. Tel fut le cas de la paroisse de Saint-Comme-de-Vair (Sarthe) au dix-septième siècle.

Selon le professeur Pierre Goubert, spécialiste de démographie historique, un seul document un peu analogue à l'état des âmes a été dressé dans le Beauvaisis : à Villers-Saint-Barthélemy en 1718. De la même façon, au dix-huitième siècle également, le curé de La Courvine (Creuse) a recherché un peu l'ascendance de ses paroissiens.

Nulle part, semble-t-il, si ce n'est dans les provinces tardivement rattachées à la France, telles l'Artois avec Arras ou encore la Savoie, ne se trouvent de *Libri status animarum*. S'il en a existé, ailleurs, cela n'a pu être que très ponctuellement.

En revanche, il est exact qu'à l'étranger ces registres ont été dressés. Outre les États des Américains cités, les *Libri status animarum* de Malines, en Belgique, existent depuis 1880 environ.

Les Français ont toujours répugné à être mis sur fiches. L'existence de tels documents dans toutes les paroisses était trop belle pour être vraie !

PORTO

DIEZ

Mis en bouteille au Portugal.

CROVETTO CARMONA SA 229 rue St Honoré-75001 PARIS

Classic Rock

Inouï !
Un enregistrement fabuleux.

Les plus célèbres compositions de
Queen, David Bowie, Les Stones,
les Beatles, the Who, Led-Zeppelin.

Interprétées par
The London Symphony Orchestra
and The Royal Choral Society.

Deux millions d'albums vendus en Europe.

Distribution Carrère. Existe en cassette.

N AGUERE les femmes « en cartes » avaient mauvaise réputation. On appelait ainsi les prostituées déclarées comme telles. Aujourd'hui la mise en cartes n'épargne personne. La française du fichage nous transforme peu à peu en individus peu recommandables, potentiellement suspects donc vraisemblablement coupables, et à ce titre, repérables.

Rien n'échappe à l'appétit des cartomaniaques. Il en faut une — orange — pour monter dans un autobus. Il en faut une — rouge et à trois volets — pour conduire une auto. Une jaune pour être assuré. Une grise pour être propriétaire du véhicule. Une verte pour se rendre à l'étranger. La Sécurité sociale les fait larges mais de faible hau-

teur, les banques les plastifient et les multiplient, les passeports sont luxueux et solides, les cartes d'identité sont ternes.

Le livret de santé des enfants de France est épais comme un petit livre. Les vaccinations ont leurs cartes, les aéroports vous en offrent à chaque débarquement. Jusqu'aux chiens qui ne peuvent franchir les limites de certains départements sans être munis d'un carnet de vaccinations bien rempli. Les bambins ont leur dossier informatisé à la protection maternelle et infantile, les familles « à risques » ont leur fiche à l'action sanitaire et sociale. Le FIVAC, comme d'ailleurs, « fidèle » ses clients à coups de cartes.

La carte à mille variantes, mille aspects, cent couleurs, mais un seul objet : s'assurer que son porteur est bien tel qu'il le pré-

sent. Cycliste, syndicaliste, étudiant, adhérent, client, électeur. Il manquait dans ce réseau serré — et répétitif — quelque chose de plus ambitieux. Si les projets du ministère de l'Intérieur sont suivis d'effet, nous aurons bientôt tous des cartes d'identité plus jolies — merci pour le souci esthétique — et aussi informatisées.

VARIATIONS

Cartomanie

BRUNO FRAPPAT

tend. Cycliste, syndicaliste, étudiant, adhérent, client, électeur. Il manquait dans ce réseau serré — et répétitif — quelque chose de plus ambitieux. Si les projets du ministère de l'Intérieur sont suivis d'effet, nous aurons bientôt tous des cartes d'identité plus jolies — merci pour le souci esthétique — et aussi informatisées.

Il faut aller plus loin. Il reste des zones d'ombre dans la vie des individus. Il y a de nouveaux fichiers à créer. Dans le domaine familial, il paraît exclu d'en rester au système archaïque du livret de famille (et du livret de baptême pour les croyants). La carte de mari devrait être conçue dans un souci de sécurité afin que, le soir venu, chacun puisse

la présenter au seul de son logis. De même la carte d'épouse fidèle pourrait être imaginée afin de rassurer les maris anxieux et peu vigilants.

Pourquoi ne pas créer une carte de passant qui autoriserait son porteur à marcher dans les rues, une carte de badant pour ceux qui souhaiteraient s'arrêter, une carte de week-end — à souche — pour chahuter sur les autoroutes ? Il existe des cartes de police ? Créons des cartes de manifestant. Au moins n'aurait-on plus à regretter certaines bavures où des manifestants sont pris pour des badauds et réprimandés.

Les qualités morales et psychologiques pourraient donner lieu à un fichier. Le repérage, déjà soigneux, des bandits physiques, est en effet insuffisant. Il faut aussi détecter — dans un

but d'harmonisation sociale — les colériques, les gentils, les ambitieux, les excessifs et les fous.

Il existe des pays, comme la Grande-Bretagne, où l'on peut vivre sans carte d'identité. On constate aujourd'hui — est-ce un hasard ? — que les Britanniques s'enfoncent dans une crise sociale et de civilisation qui n'est pas près de s'achever. La leçon doit être méditée. Il y a des jours, le tissu social, trop de mailles larges dans ce filet qui nous protège de nous-mêmes. Il faudra bien un jour se décider à établir une carte pour les vivants et une carte pour les morts.

Le jour de son décès, chacun se verra remettre une carte — la dernière — qu'il devra emporter dans sa tombe, comme témoignage éternel de la civilisation où il aurait vécu.

XX. — LE MONDE DIMANCHE

Le Monde

DIMANCHE

UNE NOUVELLE INÉDITE

Les ennuis d'argent

par François Clément

Il était une fois un brave homme qui ne trouvait pas la vie très drôle, mais ne s'en plaignait pas. D'expérience, il savait que les biens sont payés par des maux, et trouvait cela assez juste. Pour gagner médiocrement sa vie, il était obligé de perdre de longues heures dans un bureau, où il travaillait peu, mais s'ennuyait beaucoup. Pourtant, il aurait fait un bon ouvrier.

Son grand et modeste plaisir était de se promener sans but, tout doucement, en rêvant ou en regardant autour de lui. Il aimait le visage des gens, et en conservait des milliers en mémoire, qu'il avait rencontrés au hasard de ses flâneries ou dont il avait vu le portrait, un jour, en carte postale. Rien ne l'amusait tant que de trouver une ressemblance entre son épiscier et un banquier italien du Moyen Âge, ou de découvrir une marque du dix-huitième siècle derrière le comptoir d'un bureau de poste.

Il savait aussi voir les gestes, entendre les mots drôles, deviner les soucis et les joies. Enfin, les magasins, pleins des produits de l'industrie humaine, provoquaient sa jubilation. Il lui arrivait de s'arrêter une demi-heure devant la vitrine d'un fromager, afin de contempler les tomes, les saint-paulins, les chèvres, les camemberts, munsters, oasourous, bords, saint-marcellin, rigottes bleus de toutes origines et autres merveilles, exposés là, dans tous leurs états. Le samedi, il descendait au sous-sol du Bazar de l'Hôtel-de-Ville comme on va dans une crypte et, lentement, passait en revue les clous, les vis, les boulons, les marabouts (de marmite), à marquer, de tapissier, de charpentier, de mécanicien, de forgeron, de racourci, les pinces, les clés, les tenailles, les tournevis, les ciseaux, les gouges, les rabots, les « clés », les haches, les pioches, les pelles, sans oublier les objets et les machines dont il ne connaît pas le nom ni l'usage.

Ces contemplations étaient des hommages purs, car son estomac ne supportait aucun laitage, et n'était pas bricoleur. D'ailleurs, tout éveillait sa curiosité, et ce mode de consommation convenait très bien à son budget, qui ne lui aurait permis aucune fantaisie.

Pour le reste, il menait petite vie, fuyait les idées générales, et n'avait point d'ambitions. Si on lui avait demandé s'il croyait en Dieu, il aurait répondu oui, mais cela n'aurait pas été très vrai. Enfant, il avait appris Dieu, et n'y avait jamais repensé. On a toujours, dans une obéissance ou un placard, une obéissance habillée. La toile en est brûlée, jaunée. Tant qu'on ne la dépile pas pour la mettre, on la croit

encore utilisable, et c'est peut-être très bien ainsi.

De toute façon, ce brave homme menait une brave vie, ne demandait rien à personne, ne portait point ombre et admirait beaucoup. Pour cela, Dieu, qui n'était pas habitué à ces façons, l'aimait et gardait un œil sur lui.

Un soir, en sortant du bureau, un collègue invita le brave homme à boire un demi. C'était l'été, il faisait clair et doux, Paris ne se ressemblait même pas, et même les plus paisibles trouvaient à l'air une saveur d'aventure. Ils s'installèrent sur une terrasse, bavardèrent un moment, puis voulurent payer, mais le garçon les fuyait. De guerre lasse, ils se levèrent, s'approchèrent du comptoir :

« Tiens, dit le collègue, et si on faisait un loto ? »

Le brave homme n'y avait jamais joué. Il s'en fit expliquer les règles, barra quelques chiffres, paya quelques francs, et remonta chez lui, enivré par le parfum des troènes en fleurs. En chemin, il raconta combien il serait heureux s'il gagnait :

« Je n'irais plus au bureau, disais-je, je me promènerais, je voyagerais, je verrais des musées superbes, des villes admirables, des souks, des marchés exotiques. Peut-être les Italiennes rassemblées à la Joconde, et peut-être les Madrilènes ont-elles le petit pied des femmes de Goya ?... Je ne jeterais pas l'argent par les fenêtres, non, mais je me ferais de petites plaisirs. Je relapsierais ma salle à manger, qui en a besoin, et je demanderais la prise de ce tableau que j'ai vu l'autre jour, en dévotion, rue du Bac. Par exemple, j'achèterais des livres anciens. Leurs reliures, le soir, brilleraient et me tiendraient chaud. Et peut-être, si j'étais bien riche, trait-je jusqu'à acheter une de ces couvertures si légères, en voyage ou en poil de chameau, je ne sais plus, qu'on nomme plaids, et qui servent aux voyageurs fortunés.

Un jour, j'en ai ramassé une, tombée d'une Rolls, et l'ai rendue au chauffeur. C'était, dans la main, comme... Oui, pour être sûr, je n'en envelopperais pas les feuilles et je ne sentirais plus le courant d'air qui passe sous la porte du vestibule... »

Ces félicités imaginaires se présentaient à son esprit avec tant de force, que sa raison, un instant, bascula :

« O Dieu, dit-il, faites-moi gagner au loto. »

Il ne croyait pas Dieu, parce qu'il le connaissait peu et appartenait à l'ancienne école. D'ailleurs, à peine avait-il achevé sa phrase, qu'il se reprit et se couvrit la tête. Mais Dieu, qui le regardait juste à ce moment, haussa les épaules, leva les yeux au ciel, et dit :

« D'accord, mais tu me déçois. »

Dieu trembla tout le monde, c'est connu.

Le brave homme ne sut pas qu'il avait été entendu jusqu'à son prochain tirage du loto, où il gagna, grâce à une tonique remise en jeu au dernier moment, la somme de 7 millions et quelque chose.

D'abord, il fut, comme d'habitude, extrêmement heureux. Quand il eut regagné son appartement, il prit quelques mesures afin de pouvoir commander une nouvelle tapisserie pour la salle à manger. Ensuite, contre son habitude, il s'offrit le restaurant. Après le dîner, il acheta, au tabac du coin, en passant, un cigare, et prit quasiment la décision d'apprendre à conduire. Puis, fatigué par tant de joie et de projets, il se coucha et dormit profondément.

Le lendemain, il s'éveilla heureux, sans savoir pourquoi, et le fut bien plus encore quand il se fut rappelé l'événement miraculeux qui allait désormais bouleverser son existence. Mais l'adjectif « miraculeux » qui avait traversé son esprit par hasard — il aurait aussi bien pu penser fantaisiste, admirable, incroyable ou n'importe quel — lui mit tout à coup sur la langue un petit goût amer, comme une saveur de goute de bois et de remords.

« C'est la chance », dit-il à haute voix, pour conjurer il ne savait quel.

Cela ne lui fut pas d'un grand usage. Chance, malchance, jeu, jouet, roulette russe, probabilité... Les mots tourmentèrent en lui et lui chatouillèrent désagréablement l'estomac jusqu'au dernier. Mais celui-là... Il posa la bouteille avec laquelle il se préparait à remplir sa théière et regarda, devant lui, le mur. Pro-

habilité, probabilité... Ferme-ment, il éteignit le gaz et alla, dans la pièce voisine, téléphoner :

« Allô, dit-il à un ami polytechnicien qu'il n'avait pas vu depuis cinq ans et qui était peut-être en train de se raser, pardonnez-moi mon indiscret, mais il s'agit d'une affaire sérieuse. Vous seul pouvez m'aider. Voilà : combien de chances aurais-je de gagner au loto si j'en prenais un ticket simple ? Oui, c'est ça. Combien ? Une sur six cent soixante mille ? C'est peu, non ? Infime ? Oui, je comprends. Tendant vers zéro. Eh oui. Eh bien, merci. Et encore pardon. »

Il reposa le téléphone et s'assit lentement, rêveur. A l'évidence, cette affaire n'était pas claire. Certes, il pouvait s'être trompé. Après tout, il n'avait pas encore encaissé l'argent. Un chiffre barré par erreur, un moment d'inattention, et tout allait redevenir normal. Bon.

Mais s'il ne s'était pas trompé ? Son ami venait de le lui dire : une chance sur six cent mille. Tout près de zéro. Ou de l'infini, si l'on veut. Or l'infini, n'est-ce pas... D'ailleurs, ce n'était pas tout. Il faut bien qu'il y ait, de temps en temps, un gagnant, pour la publicité, le moral des joueurs et même, au fond, la justice. Donc, un gagnant, entendu. Mais pourquoi lui ? Une chance sur six cent soixante mille de voir sortir la combinaison gagnante, et une chance sur combien d'être le possesseur du ticket sur lequel elle est inscrite ? Sur cinquante millions de Français ? On pouvait aussi bien dire sur quatre milliards d'êtres humains, encore que, sans doute, les Chinois ne jouent pas au loto. D'où sept cent millions à sous-traire... Quoique... après tout,

n'importe quel Chinois peut être envoyé en mission à Paris par son gouvernement, débarquer à Roissy, prendre un ticket de loto. Donc, quatre milliards, bel et bien.

La galaxie. La Voie lactée. L'univers sidéral.

Le brave homme poussa un long soupir et se leva pour terminer sa toilette. Sa fortune, en effet, était trop nouvelle pour que rien ne fût changé dans sa vie, et il lui fallait se hâter pour n'être pas en retard au bureau.

Le chemin qu'il prenait chaque matin l'amena à l'église, il n'avait pour elle, ou plutôt pour l'horloge de son clocher, qu'un regard distrait. Il allait faire de même quand, brusquement, entre un camion de lait en train de décharger et un marchand de journaux à la vitrine minuscule, les voiles gris qui, depuis son réveil, lui cachaient la vérité, se déchirèrent et il comprit tout.

Au risque de se faire écraser, il changea de trottoir afin de passer au large du lieu sacré. Ce détour lui donnait du recul. Il ne put s'empêcher de jeter un coup d'œil sur la façade gothico-byzantine de l'église, mais aucun signe ne lui fut donné. Ce calme inquiéta, et c'est à grande peine, sans tourner la tête, qu'il gagna son bureau.

Il passa la matinée dans le doute le plus profond. Il pouvait déchirer son ticket de loto, oublier tout cela, revenir à sa vie antérieure. Mais il était honnête.

Aussi cette solution, qui ressemblait à une tricherie, ne lui plaisait pas. D'ailleurs, et avant tout, il voulait savoir.

Au début de l'après-midi, donc sous le fallacieux prétexte d'une visite à son dentiste, il alla vérifier sa qualité de gagnant. On ne fit aucune difficulté pour lui remettre un chèque du montant correspondant à son gain, et on le fit sortir par une porte dérobée afin d'éviter les photographes éventuels.

Dehors, il vacilla comme un homme ivre, puis, se reprenant, s'en fut à petits pas jusqu'à un café, où il s'assit en commandant un bonk.

Un long moment, il resta immobile à regarder les passants, les voitures, la couleur du ciel, tout ce qu'il aimait. Puis, tout à coup, il sortit de sa poche la feuille de papier dont il s'était muni à cette intention et relut, en lecture de déduction, il la relut avec soin, ajouta un point oublié sur un 1, la gissa dans une enveloppe et s'en fut la poster.

Ensuite il remonta chez lui, tout doucement, comme un grand malade. En fait, il ne souffrait de rien, mais récapitulait. Il faut avouer que de pareilles aventures n'arrivent pas souvent. Ainsi, on peut demander quelque chose à Dieu, sans y penser, machinalement, comme on dirait : Nom d'une pipe ! et être exaucé ? Et, notes-le bien, pas avec des fariboles, des promesses, des paradis à la fin de vos jours. Non.

Ensuite en dur. Sept millions et quelque chose. Palpable. Réel. Net d'impôts.

Le brave homme avait le cœur simple, l'âme honnête. Il ne chercha aucun faux-fuyant. Même, il balaya d'un mouvement de la main le quatre milliardisme de chance qu'il s'accrochait encore le matin. Il avait pensé Dieu, et Dieu l'avait écouté. Donc Dieu existait.

Il ne restait plus qu'à conclure.

Le brave homme n'était qu'un brave homme. S'il avait été saint, il aurait pris son parti sans barguigner.

Il préféra s'accorder un temps de réflexion. Il eut plusieurs jours, et peut-être même une semaine dans les rues de Paris, l'air embêté, parlant un peu tout seul et hochant les passants sans les voir. Cent fois, mille fois, il reprit son raisonnement, et toujours arriva à la même conclusion. Alors il fouilla dans sa mémoire, y retrouva des souvenirs de catéchisme qu'il croyait perdus à jamais, et sut ce qu'il lui restait à faire.

Il poussa un énorme soupir, liquida son appartement, vendit ses meubles, donna ses millions aux œuvres et s'en fut par le monde mendier son pain pour être agréable à Dieu.

Celui-ci, qui ne l'avait pas perdu des yeux, sourdit et se tourna vers saint Pierre :

« Un peu rose, mais bien joué, non ? », lui dit-il.

Romancier, FRANÇOIS CLÉMENT a notamment écrit Les Frères Dangereux (1961), Le Châssis au bonheur (1965), Valseuses d'été (1970), Le Geste des sages (1970), tous publiés chez Laffont.

un métier d'art...

LA BRODERIE

29 mars - 27 avril
Tous les jours sauf jeudis

MUSÉE DE LA POSTE

34, bd de Vaugirard - Paris (15) - Tél. 320-15-30

N'en rêvez plus... Partez !

Voie à tarifs réduits ou charters

Turquie 81.1750 F	Chine 22.11900 F
U.S.A. 15.1.4650 F	Israël 81.2100 F
Grèce 81.1830 F	Inde-Népal 19.1.6350 F
Mexique 22.1.6050 F	Kenya 15.1.6500 F
Maroc 81.1790 F	Egypte 15.1.3750 F

21 : Vienne, Rome, Berlin, Londres, Paris, Bruxelles, Amsterdam, etc.
Charters : Italie, Espagne, France, Allemagne, etc.
Prix : 20.000 F. Brochure détaillée « Vacances 80 » chez votre agent de voyages ou à :
payscope international
6 rue de la Paix
Paris 75002
Tél. 261.50.02

nom _____
adresse _____
ville _____ code postal _____

quatre mille
cubains
autorisation
émigrer

Les crises d'h

Le langage
est ambiguë

- Paris ne...
- comme le...
- Le vert du...

AT DOUT LE JOUR

Bonne so

TONY C

Blac

Buche